



AA0004290565
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

LIOTHÈQUE COMMUNIST

COMPTE RENDU LA CONFÉRENCE DE L'EXÉCUTIF ÉLARGI DE L'INTERNATIONALE ✈ COMMUNISTE ✈

MOSCOU
21 Février -- 4 Mars 1922



PARIS
LIBRAIRIE de "L'HUMANITÉ"
142, Rue Montmartre, 142
1922

Prix : 5 francs.



THE LIBRARY
OF
THE UNIVERSITY
OF CALIFORNIA
LOS ANGELES



Digitized by the Internet Archive
in 2008 with funding from
Microsoft Corporation

Communist International, Expanded Executive

oo BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE oo

2
COMPTÉ RENDU
DE LA CONFÉRENCE
DE L'EXECUTIF ELARGI
DE L'INTERNATIONALE
→: COMMUNISTE ←:

MOSCOU
24 Février -- 4 Mars 1922



PARIS
LIBRAIRIE de "L'HUMANITÉ"
142, Rue Montmartre, 142
1922

Feltrinelli Reprint

In collaborazione con la Biblioteca dell'Istituto G. G. Feltrinelli

1967

ALIT - Nichelino (To)

H X
11
1595
1922

POUR L'UNITÉ DU FRONT PROLÉTARIEN

AUX PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS !

Les Comités Exécutifs de l'Internationale Communiste et de l'Internationale des Syndicats Rouges, après avoir étudié au cours de trois séances la situation mondiale et celle du prolétariat international, ont acquis la conviction que les circonstances présentes rendaient nécessaires la concentration de toutes les forces du prolétariat mondial et la formation sur un front unique de tous les partis qui ont leur appui dans la classe ouvrière, sans égard aux divergences qui les séparent, pourvu qu'ils soient tous animés du désir de combattre pour les revendications les plus pressantes de la classe ouvrière.

L'Exécutif de l'I. C. convoque pour le 10 février 1922 une conférence internationale pour laquelle toutes les sections de l'I. C. sont priées de mandater une représentation double de leur représentation ordinaire. L'Exécutif de l'I. C. invite tous les Partis Communistes à se déclarer hautement pour l'unité du front prolétarien.

Travailleurs et travailleuses ! Trois années se sont écoulées depuis la fin de la guerre impérialiste au cours de laquelle vos existences ont été sacrifiées sans mesure aux intérêts du capital. En ces trois années, le capital international, jouissant de sa pleine liberté d'action, s'est trouvé en mesure de montrer qu'il était incapable de créer un ordre social assurant aux masses laborieuses un minimum de bien-être et de sécurité.

Le chaos de l'Economie Mondiale

Le résultat est clair.

Six millions de chômeurs aux Etats-Unis; en Angleterre, deux millions; dans les pays neutres enrichis par la guerre, chômage croissant par suite du manque de débouchés pour l'exportation.

Misère navrante des pays ruinés de l'Europe orientale et centrale : Russie, Balkans, Turquie, etc., etc.

Pour rétablir leur vie économique, c'est-à-dire pour que les pays ruinés puissent entretenir leur industrie, ils ont besoin d'importer des quantités énormes d'articles variés.

Au centre de l'Europe, l'Allemagne, déployant une activité fiévreuse, exporte dans le monde entier ses marchandises à des prix défiant toute concurrence. Si elle ignore le chômage, la condition de ses travailleurs est néanmoins pire que celle des sans-travail anglais. La crise des logements s'aggrave, les impositions s'alourdissent.

Le monde qui retentissait naguère du cri de : « Malheur aux Vaincus ! » entendra bientôt le : « Malheur aux Vainqueurs ! » La bourgeoisie ne réussit pas à y ramener la paix. Les ruines du nord de la France, de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie, de la Pologne, de la Russie ne sont pas encore déblayées. Et le capital des pays victorieux cherche à imposer les charges du relèvement de l'Europe à la seule Allemagne. La conséquence de ce fait est que celle-ci est condamnée à succomber à son tour sous un fardeau écrasant. Où la bourgeoisie tente une œuvre de restauration, elle en fait l'objet de marchandages et de combinaisons destinés à engendrer infailliblement de nouveaux conflits.

Trois ans de guerre impérialiste, puis trois ans d'interventions armées de l'Entente, ont, en dépit de l'héroïque résistance du pouvoir des Soviets, ravagé

la Russie, grenier de l'Europe. La sécheresse de l'été dernier, menaçant de provoquer la mort par la famine de 25 millions d'hommes, fait en outre de la reconstitution de la Russie un problème de vie ou de mort pour des millions d'ouvriers et de paysans russes. Aussi les gouvernements bourgeois les plus aveugles commencent-ils à se rendre compte qu'on ne peut, sans reconnaître diplomatiquement la Russie des Soviets et sans la restaurer économiquement, ni résoudre la crise économique mondiale, ni pallier même temporairement aux difficultés politiques internationales.

Tant que la Russie ne reparaitra pas sur le marché à la fois en qualité de débouché pour l'exportation et de fournisseur de matières premières, l'économie mondiale restera mutilée. Tant que la Russie soviétiste ne sera pas garantie contre de nouvelles agressions, elle devra entretenir une puissante armée rouge, et les petits Etats capitalistes, ses voisins, pourront toujours, par leurs agressions répétées, provoquer une nouvelle conflagration mondiale.

La bourgeoisie refuse cependant tout secours aux affamés de Russie, espérant que leurs souffrances rendront les Soviets plus accommodants. Les exigences du capital mondial tendent à amener le gouvernement des Soviets à abdiquer, pour être reconnu, sa souveraineté en faveur d'un consortium financier international qui se conduirait en Russie comme en Chine ou en Turquie.

Le peuple russe, après avoir pendant quatre années résisté les armes à la main aux tentatives d'instaurer en Russie, par la dictature des Blancs, un régime semblable, résistera de tout son pouvoir à ces nouvelles tentatives de le réduire « pacifiquement » en esclavage. C'est pourquoi la rentrée de la Russie dans la vie économique du monde et le problème de

la paix générale vont être les objets de luttes nouvelles.

Mais les rapports du capital mondial avec la Russie soviétiste et l'Allemagne ne constituent pas la seule source de nouveaux ébranlements. La Conférence de Washington, qui s'est évertuée à résoudre les problèmes de l'Extrême-Orient, les a laissés sans solution. Le peuple chinois de 400 millions d'hommes continue à être l'objet de marchandages et de compétitions entre les puissances. Conscientes de leur incapacité à résoudre ces conflits ou à renoncer au pillage de la Chine, les puissances viennent de conclure une quadruple alliance qui prouve seulement qu'elles reconnaissent la grandeur du péril et qu'elles s'efforcent de s'empêcher les unes les autres d'agir séparément. Les armements terrestres, on n'a pas osé les diminuer, même sur le papier. Le désarmement maritime, dont on avait tant parlé, se réduit à une dérisoire comédie : retrait des unités vieilles, restriction de construction de dreadnoughts, développement de la flotte sous-marine et aérienne, recherche de nouveaux gaz asphyxiants pour empoisonner quelque jour des peuples entiers.

L'offensive capitaliste

Incapables de s'unir entre eux pour la restauration de la société, incapables de lui assurer le pain et la paix, les capitalistes de tous les pays se liguent pour prendre l'offensive contre la classe ouvrière. Partout ils s'évertuent à réduire encore des salaires qui ne permettent même plus aux travailleurs de mener leur misérable train de vie d'avant-guerre. Partout, malgré le chômage, ils veulent prolonger la journée de travail. C'est dans le monde entier que le capital a déclanché son offensive contre la classe ouvrière. Il ne peut pas agir autrement. La guerre l'a accablé de dettes publiques accrues encore par la

paix impérialiste. Les gouvernements capitalistes n'osent pas annuler ces dettes de guerre. Quelqu'un doit cependant en supporter le poids : ce sera évidemment la classe ouvrière.

Qu'est-ce que les dettes publiques ? Elles ne représentent que le droit des capitalistes de s'approprier, sans participer à la production, une part nouvelle du produit du labeur prolétarien.

Et l'offensive patronale tend à forcer les ouvriers à produire davantage afin que les profiteurs de la guerre et les spéculateurs de la paix puissent s'approprier une part sans cesse croissante du produit du labeur prolétarien.

Le prolétariat qui, pendant la guerre, permit aux capitalistes, par sa docilité et son travail, de dévaster le monde, devrait maintenant, au prix d'un labeur épuisant, permettre aux profiteurs de continuer, sur les ruines accumulées, une existence fastueuse.

Les résultats du Réformisme

Pendant trois ans, travailleurs, vous avez espéré que votre sort s'améliorerait, que les capitalistes tiendraient leurs promesses de guerre, que vous auriez enfin la démocratie, l'indépendance, la paix, la liberté. Vos illusions sont aujourd'hui dissipées. Au lieu d'obtenir la nationalisation des mines, les mineurs anglais ont dû subir des réductions de salaires. Les travailleurs allemands, qui se sont longtemps leurrés de l'espoir de socialiser pacifiquement les moyens de production, voient maintenant les rois de l'industrie allemande, les Stinnes et leurs pareils, tenter l'expropriation des chemins de fer de l'Etat et exporter leurs richesses à l'étranger, afin d'en éviter la saisie. La France est de plus en plus à la merci d'un capitalisme que la guerre a rendu plus homogène. Aux Etats-Unis, le gouvernement du parti républicain signifie le règne avoué des grands trusts.

Partout, les allocations de cherté de vie sont supprimées. Qui ne peut payer le pain au prix fort n'a qu'à mourir de faim. La démocratie d'après-guerre n'est que l'écran qui masque le pouvoir réel des spéculateurs de guerre et les complots, forgés contre les peuples, d'une diplomatie sans cerveau.

Dans nombre de pays capitalistes, la terreur blanche sévit. Aux Indes et en Egypte, c'est par le terrorisme, jusqu'ici resté le privilège des minorités infimes contre les masses, que l'oligarchie anglaise se maintient. Aux Etats-Unis, en Pologne, en Roumanie, en Yougo-Slavie, en Espagne, les syndicats sont hors la loi.

Toutes les promesses des Internationales 2 et 2 1/2 et de la Fédération Syndicale d'Amsterdam sont tombées à l'eau. Ces Internationales n'ont pas su vous mener au combat, ne fût-ce que pour la démocratie et les réformes, parce que leur coalition avec la bourgeoisie les condamne à l'impuissance et que, bon gré mal gré, elles ne peuvent plus que servir à l'affermissement de la classe possédante.

Le front unique est indispensable

Prolétaires ! Ces expériences devraient montrer même aux plus aveugles, combien l'Internationale Communiste avait raison de dire que la classe ouvrière ne peut s'émanciper qu'en brisant le pouvoir de la bourgeoisie, en érigeant le sien propre, en s'associant internationalement pour déblayer les ruines de la guerre et commencer l'œuvre de reconstitution. Nous savons cependant quelle est la force des liens du passé, les influences de l'école, de la presse et des églises capitalistes. Nous n'ignorons pas combien les grandes masses ouvrières redoutent encore la prise du pouvoir et d'avoir à se forger elles-mêmes leur propre destinée. Nous savons combien les grandes masses ouvrières ont été intimidées par les défaites

que les minorités communistes ont essayées dans leur lutte contre la mise en esclavage du prolétariat. Nous connaissons les menées de la presse capitaliste internationale, qui cherche à vous impressionner en montrant les blessures que le prolétariat russe isolé a reçues dans son duel inégal avec le capitalisme international. Et c'est justement parce que nous savons tout cela que nous vous crions :

Vous n'osez pas encore engager une nouvelle bataille, vous n'osez pas encore prendre les armes pour la dictature du prolétariat et donner l'assaut aux forteresses de la réaction mondiale. Ralliez-vous du moins pour défendre votre existence quotidienne, pour conquérir plus de pain et la paix! Pour cette action, ne formez qu'un front unique. Opposez la classe ouvrière tout entière à la classe des exploités! Détruisez les obstacles qu'on a dressés entre vous! Communistes, social-démocrates, anarchistes, syndicalistes, prenez place dans le rang pour combattre la misère présente.

L'Internationale Communiste a toujours appelé les travailleurs qui reconnaissent les principes de la dictature du prolétariat et du régime des Soviets à se former en parti indépendant. Elle ne rétracte pas un mot de ce qu'elle a dit jusqu'à présent de la nécessité de former des Partis Communistes. Elle est convaincue que des masses chaque jour accrues se rendront compte de la justesse de ses vues. Mais en dépit de tout ce qui sépare les travailleurs communistes des autres organisations politiques, l'I. C. tient à leur dire à tous :

Travailleurs et travailleuses de tous les pays! Serrez les rangs pour défendre les revendications qui vous sont communes à tous et qui doivent vous unir!

Tous les travailleurs sans exception — y compris les adhérents des syndicats chrétiens ou libéraux — ne veulent pas d'une nouvelle réduction de salaires.

Ils se refusent à travailler de plus longues journées en souffrant de la faim et du froid. Il faut donc les unir en un front prolétarien unique contre l'offensive patronale.

Tous les travailleurs sans exception ne veulent pas qu'on leur demande du travail de porte en porte. Tous ils appréhendent d'être jetés sur le pavé. Ils doivent donc s'unir pour combattre tout ce qui aggrave le chômage. Et le chômage s'étendra encore dans les pays industriels si le prolétariat allemand, réduit à l'esclavage par le capital germanique et par celui de l'Entente, continue à peiner pour des salaires avilis, permettant ainsi à l'Allemagne de payer ses tributs de guerre et d'inonder les marchés étrangers d'articles à bon marché. Le chômage s'étendra encore si le monde capitaliste impose à la Russie soviétiste l'asservissement et l'esclavage ou l'oblige, affamée, à se défendre encore les armes à la main.

Unissez-vous donc, travailleurs, pour exiger l'annulation des dettes de guerre, pour résister à l'égorgeement de l'Allemagne, pour que les conditions de reconnaissance de la Russie des Soviets soient conformes aux intérêts du prolétariat international.

Le chômage n'est pas la seule blessure du prolétariat. Le gâchis de la production, la liberté de produire et d'exporter laissée aux seuls capitalistes, le menacent aussi. Le monde appauvri a besoin d'une répartition systématique et d'une exploitation méthodique des matières premières. Il a besoin du contrôle de la production, tant que ses organes élus n'auront pas la possibilité de contrôler les agissements des désorganiseurs de la production. Unissez-vous donc, travailleurs, pour conquérir le contrôle de la production, exigé non seulement par les intérêts du prolétariat, mais encore par les intérêts des couches les plus larges de la petite bourgeoisie, gravement atteintes, elles aussi, par la hausse continue des prix.

Tous les travailleurs, qu'ils soient communistes, social-démocrates, syndicalistes, ou même adhérents des syndicats chrétiens et libéraux, ont un intérêt égal à empêcher la diplomatie capitaliste de provoquer une nouvelle conflagration mondiale, et à mettre fin à ses menées criminelles. Unissez-vous contre les intrigues capitalistes.

Préparez le front unique à l'atelier !

L'Internationale Communiste invite les travailleurs communistes et avec eux tous les travailleurs honnêtes à s'unir partout et dans tous les pays, à l'atelier comme dans les réunions publiques, et à ne former qu'une famille étroitement solidaire en présence de toutes les misères du temps présent. Suscitez la volonté de fer de l'unité prolétarienne, contre laquelle toutes les tentatives de division, d'où qu'elles puissent venir, se briseront infailliblement. Si vous vous unissez, prolétaires des villes et des champs, tous les partis qui veulent être écoutés du prolétariat seront, eux aussi, contraints de s'unir contre le capital et de rompre leur alliance avec les partis capitalistes.

Aussitôt que le prolétariat se sera rallié, il lui deviendra possible d'user des droits que lui confère la prétendue démocratie capitaliste, en vue d'améliorer son sort et de consolider ses positions acquises. Et nous vous le disons à l'avance : le géant prolétarien ne peut déployer sa force dans le poulailler bourgeois. Quand vous aurez commencé l'action, vous verrez qu'il faut, pour vaincre, l'épée de la dictature. Mais nous n'ignorons pas que cette dictature ne sera possible que lorsque la grande majorité du prolétariat y adhérera en vertu de ses propres expériences. C'est pourquoi l'Internationale et les Partis Communistes veulent, avec patience et fraternité, marcher de pair avec tous les autres prolétaires, si même

ceux-ci se placent sur le terrain de la démocratie capitaliste. Si vous vous unissez, si l'ensemble du prolétariat se met en mouvement, nous savons qu'il reconnaitra bientôt la grandeur de ses forces et que les bourgeoisies, aujourd'hui maîtresses de la situation, baisseront vite le ton.

Convaincus inébranlablement que vous finirez par entrer dans la voie déjà marquée du sang des meilleurs d'entre vous, dans laquelle des centaines de milliers d'ouvriers russes ont persévéré jusqu'à la mort, dans laquelle Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Léo Joguichès et des centaines de militants inconnus ont donné leur vie, tandis que d'autres étouffent dans les prisons, convaincus inébranlablement que le prolétariat militant finira par entrer dans la voie du Communisme, nous vous crions :

Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! Vive l'unité du front prolétarien contre la bourgeoisie ! Contre l'offensive patronale ! Pour le contrôle de la production ! Contre les armements et les complots capitalistes ! Contre l'asservissement des travailleurs d'Allemagne ! Bas les mains devant la Russie des Soviets ! Du pain et des machines pour le prolétariat russe ! Vive la solidarité prolétarienne dans chaque pays et dans le monde entier.

L'EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

L'EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

Moscou, 1^{er} Janvier 1922.

PREMIÈRE SÉANCE

21 Février (Après-midi)

Après quelques paroles de bienvenue prononcées par ZINOVIEV, on procède à l'élection du bureau. Sont élus :

ZINOVIEV (Russie), Clara ZETKIN (Allemagne), CACHIN (France), MAC MANUS (Angleterre), ROBERTO (Italie), WALECKI (Pologne), KOLAROV (Bulgarie), STURC (Tchéco-Slovaquie), SEN KATAYAMA (Japon), FRIIS (Norvège).

Vérification des mandats

RAKOSI. — Trente-six délégations se sont présentées devant la Commission de vérification des mandats; elles représentent : l'Allemagne, la France, la Tchéco-Slovaquie, l'Italie, la Russie, l'Ukraine, la Pologne, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Norvège, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Espagne, la Finlande, la Hollande, la Suède, la Suisse, l'Autriche, la Hongrie, la Lettonie, la Roumanie, le Canada, le Japon, la Chine, la Lithuanie, la Perse, l'Esthonie, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Islande, l'Arménie, la Géorgie, le Danemark, l'Australie, Java, l'Argentine.

Participent en outre à la Conférence : les délégations de l'Internationale Communiste des Jeunes, du Secrétariat international des Femmes, de la Section des Coopératives et des Sociétés sportives rouges. En tout 105 délégués. Seul le mandat de la Palestine n'a pas été reconnu valable.

Il est pris acte du rapport.

Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté comme suit :

1. Rapport du Parti Communiste d'Allemagne.
2. — — — — — de France.
3. — — — — — de Tchéco-Slovaquie.
4. — — — — — d'Italie.
5. — — — — — d'Angleterre.
6. — — — — — d'Amérique.
7. — — — — — de Pologne.
8. — — — — — des Balkans.
9. Rapport de l'Exécutif et du Bureau.
10. Front unique.
11. Lutte contre les nouvelles guerres impérialistes.
12. Mouvement syndical.
13. La nouvelle politique économique de la Russie des Sovièts.
14. Question du secours aux affamés et de l'aide économique à la Russie des Sovièts.
15. Mouvement ouvrier en France.
16. Presse communiste.
17. Revendications économiques des Jeunes.
18. Question hongroise.
19. Questions intérieures du Comité Exécutif de l'U. C.
20. Préparation du 4^e Congrès mondial.
21. Elections du Bureau et du Secrétariat.

BRANDLER soumet le programme des travaux. On décide de donner quatre voix à l'Allemagne, la Russie, la France, la Tchéco-Slovaquie, l'Italie, l'Exécutif des Jeunesses et à l'Internationale Syndicale Rouge; deux voix à l'Ukraine, la Pologne, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Norvège, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Espagne, la Finlande, la Hollande, la Suède, la Suisse, l'Autriche, la Hongrie, la Lettonie, la Roumanie, le Japon; voix consultative : à la Chine, la Lithuanie, la Perse, l'Esthonie, l'Afrique du Sud, l'Irlande, l'Arménie, la Géorgie, le Danemark, Java, l'Australie, le Secrétariat des Femmes, les sections des Coopératives et des Sports.

Pour préparer la solution des questions particulières, on institue les *commissions* suivantes :

Pour la *question française*, une commission de 7

membres : Zetkin, Zinoviev, Trotsky, Humbert-Droz, Walecki, Ambrogî, Kolarov et la délégation française.

Pour la *question anglaise* : Humbert-Droz, Borodine, Friis, Cachin, Terracini et la délégation anglaise.

Pour les affaires des *Jeunesses* : Bell, Louis Sellier, Brandler Kreibich, Béla Kun.

Pour la *question hongroise* : Ker (France), Clara Zetkin (Allemagne), Staline ou Radek (Russie), Kuusinen (Finlande) et un camarade tchèque.

ZINOVIEV. — A la demande de Béla Kun fut créée naguère une commission composée de Lounatcharsky, Boukharine, Piatakov et Sokolnikov, afin d'examiner les accusations portées contre Béla Kun. La commission, comme nous l'espérons bien, a repoussé toutes ces accusations. Certains camarades de l'opposition hongroise étant arrivés entre temps, Béla Kun a demandé que la commission les entendît aussi. Cette commission achèvera sa besogne dans la huitaine au plus tard.

A la demande de Béla Kun fut créée naguère une commission composée de Lounatcharsky, Boukharine, Piatakov et Sokolnikov, afin d'examiner les accusations portées contre Béla Kun. La commission, comme nous l'espérons bien, a repoussé toutes ces accusations. Certains camarades de l'opposition hongroise étant arrivés entre temps, Béla Kun a demandé que la commission les entendît aussi. Cette commission achèvera sa besogne dans la huitaine au plus tard.

Ainsi la commission qui vient d'être élue par l'Exécutif élargi ne s'occupera pas de questions personnelles, mais seulement de celles qui touchent à la tactique et à l'organisation du parti frère hongrois. Comme vous le savez, une scission s'est produite au sein du parti hongrois, pour la plus grande joie de

ces messieurs des Internationales 2 et 2 1/2. Le parti hongrois se trouve dans une situation très difficile et cette situation a aussi des conséquences d'ordre international.

Pour rédiger les *communiqués à la presse* et les *radios*, on nomme une commission composée des camarades Walecki (Pologne), Renoult (France), Thalheimer (Allemagne).

Le Parti Communiste d'Allemagne

THALHEIMER. — La camarade Zetkin fera un rapport sur la dernière grève des cheminots. La situation économique de l'Allemagne, depuis le 3^e Congrès jusqu'à la grève des cheminots, n'était pas uniforme. En août et septembre il y eut une certaine dépression qui résultait, en général, de la crise universelle. Ensuite, nous assistons à un écroulement catastrophique du mark provoqué par le paiement des réparations. Ainsi s'établit *en apparence une conjoncture favorable*. Le chômage disparut. Ce n'était naturellement une période favorable qu'au point de vue de quelques capitalistes, mais, au point de vue de l'économie générale, ce n'était, indéniablement, que l'appauvrissement qui continuait. Malgré la diminution du chômage et la demande accrue d'ouvriers qualifiés, la situation matérielle des ouvriers et des employés empira, la chute du mark étant suivie de près d'un renchérissement de la vie. Avant cette période favorable en apparence, les employeurs avaient suivi la même politique que les capitalistes anglais, américains, etc. : ils diminuaient les salaires et limitaient la production. La chute du mark ayant réduit les salaires automatiquement, les employeurs ont eu tendance à allonger la journée de travail, à limiter les droits de grève et autres et à enlever à l'Etat ses derniers grands moyens de production (chemins de fer, etc.).

Le pronostic du 3^e Congrès mondial, qui prévoyait, en général, une ligne descendante de production avec de grands fléchissements, s'avéra juste aussi pour l'Allemagne, masqué toutefois par la conjoncture en apparence favorable. Cela a suffi au Parti social-démocrate et aux Indépendants pour diriger leurs efforts vers la reconstruction du capitalisme, tandis que nous autres, nous nous sommes efforcés au contraire d'en précipiter la crise.

Notre congrès d'Iéna a montré que le Parti était, dans son ensemble, disposé à suivre les directions du Congrès mondial. Dans la question des impôts seulement, au sujet de la saisie des valeurs réelles et des valeurs-or, une répugnance s'est manifestée pour suivre une voie qui semblait conduire à l'étape intermédiaire du capitalisme d'Etat.

L'assassinat d'Erzberger et le mouvement de masse qui s'y rattache ont été exploités par les majoritaires et les indépendants pour nous isoler des masses. Cependant, nous avons réussi, dans un grand nombre d'endroits, à reprendre le contact. L'offensive puissante des masses, après le meurtre d'Erzberger, a provoqué une évolution du Parti populaire allemand, le *Parti de l'industrie lourde*. Il déclara qu'il acceptait le principe républicain. La social-démocratie y répondit, au congrès de Goerlitz, en abandonnant son ancien programme et en concluant un accord avec le Parti populaire. Une *opposition* se dessina contre cette résolution là justement où le Parti social-démocrate a gardé le caractère le plus prolétarien. Le programme n'en fut pas moins appliqué en Prusse, où social-démocrates et populistes se partagèrent le pouvoir. En Saxe et en Thuringe, le Parti Communiste fut mis en présence du problème du gouvernement ouvrier : il décida d'appuyer un gouvernement ouvrier. Il prit aussi une résolution claire au sujet des impôts, le Comité Central ayant adopté, en novembre,

le principe de la saisie des valeurs-or et des valeurs réelles. De même, par rapport au problème du gouvernement ouvrier, le Parti se déclara prêt, sous certaines conditions, à participer à un gouvernement ouvrier.

Lors d'une grève de la faim des détenus à Lichtenburg, un mouvement spontané de vive sympathie se produisit dans les masses ouvrières qui envoyèrent au gouvernement de très nombreuses délégations, où tous les partis ouvriers étaient représentés, pour exiger la libération des prisonniers. Le mouvement s'élargit et mit à l'ordre du jour la demande de réunion des conseils d'exploitation du Reich afin d'examiner les problèmes les plus brûlants des impôts et de l'économie nationale. Il est caractéristique, pour la signification de ce mouvement spontané, que la direction des syndicats se soit vue forcée de répondre, — bien que négativement : auparavant elle ne se donnait pas la peine de répondre à de pareils appels. On a proposé aux organismes centraux du Parti Communiste d'Allemagne, des socialistes indépendants, des social-démocrates et des syndicats d'établir une plate-forme de combat commune. Les syndicats et les majoritaires ont refusé, après des manœuvres multiples, de prendre part aux pourparlers. Mais les indépendants ont dû céder à la pression. Les majoritaires et les indépendants, sentant le péril, lancèrent les révélations du *Vorwaerts*. Les ouvriers comprirent que cette manœuvre avait pour but la rupture de l'unité de front qu'on commençait à établir contre la bourgeoisie. Les révélations n'auraient produit aucun effet sérieux, s'il n'était pas apparu que la campagne avait des partisans déclarés dans la Communauté ouvrière communiste (K. A. G.) dirigée par Paul Lévi et que la K. A. G. avait de nouveau ses noyaux dans le Parti Communiste lui-même.

Nous sommes obligés ici de tracer en quelques mots

le rôle et l'attitude de la K. A. G. Après Léna, suivant le conseil du camarade *Lénine*, nous *ignorions* autant que possible la K. A. G. Aujourd'hui, après ce qui s'est passé, on peut douter de la justesse de ce conseil. Nous avons laissé à la K. A. G. la possibilité de se développer dans la direction de notre Parti. A une petite exception près, c'est le contraire qui se produisit. La K. A. G., à qui se sont joints la fraction de Friesland et quelques membres de notre groupement syndical, a posé toute une série de revendications qui tendaient, en réalité, à liquider le Parti Communiste comme tel, l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge et à créer un parti de masse « social-révolutionnaire », dont le nom a été imaginé par Lévi. Notre Parti comprit bien vite de quoi il s'agissait. Mais il voulut élucider le problème, au point de vue politique, d'abord à l'intérieur du Parti. Les groupements locaux et les fédérations ayant eu l'occasion de faire plus ample connaissance avec le programme et avec la politique pratique de la K. A. G., il est apparu que la K. A. G. n'avait pas derrière elle une masse digne d'intérêt et ne constituait qu'un petit groupement de chefs. En conséquence, on décida, à une écrasante majorité, l'exclusion de ceux qui avaient signé une déclaration dirigée contre le Parti. Autant qu'on puisse en juger à présent, il ne s'agit en l'occurrence que de quelques centaines d'hommes au plus qui suivent la K. A. G. Ce petit groupe de chefs et de fonctionnaires se joindra, selon toute probabilité, aux socialistes indépendants.

Cette question a eu sa répercussion dans la fraction parlementaire qui ne compte plus actuellement que onze membres, tandis que la K. A. G. en compte quinze.

En ce qui concerne les problèmes de l'organisation, le Parti n'augmentait ses effectifs, avant la grève des cheminots, que lentement. Le nombre de nos adh-

rents peut être évalué, à la suite d'un recensement précis, à 300.000 en chiffres ronds. Le Parti s'est accru surtout dans les pays rhénans, à Berlin, à Munich, au bord de la mer, en Silésie et dans l'Allemagne centrale.

Le travail se poursuit activement dans les syndicats. Soixante-dix à cent réunions syndicales sont tenues, en moyenne, journalièrement; les communistes y agissent dans le sens de l'Internationale Syndicale Rouge.

En ce qui concerne le côté financier, il faut observer que chaque membre du Parti Communiste paye environ trois fois autant qu'un membre de la social-démocratie ou du parti indépendant. Les travaux d'organisation, la fondation des groupements d'enfants, la propagande parmi les paysans, dans les syndicats et dans les sociétés diverses marchent bien. Le Parti publie des organes mensuels ou bi-mensuels consacrés à ces questions.

Le Parti dispose de 43 quotidiens dont 23 journaux indépendants et 20 centraux. Nous sommes en train de réunir toute une série de fédérations pareilles au point de vue économique en *interfédérations*. D'autre part, nous en avons démembré un certain nombre en *soûs-fédérations*.

Une petite stagnation qui incontestablement s'était fait sentir avant la grève des cheminots, a été surmontée avec celle-ci. Un courant d'air frais vivifia le mouvement et un fondement nouveau fut posé pour notre travail d'organisation et de propagande politique.

Clara ZETKIN rend compte de la grève des cheminots en Allemagne. Elle explique les contradictions qui se sont fait jour lors de la grève, par une grande contradiction historique, à savoir : les conditions objectives sont mûres, *plus que mûres*, pour une révolution prolétarienne en Allemagne; cependant la poussée subjective des larges masses, leur conscience,

leur volonté n'atteignent pas le degré nécessaire de température révolutionnaire. Le manque de maturité des larges masses actives qui ne leur permet pas de défendre leurs propres et essentiels intérêts par la lutte de classe la plus aiguë, se fit voir dans l'attitude prise par les masses en face de la grève elle-même, ainsi que dans l'action des organisations syndicales.

La grève tendait à la régularisation des questions de salaires, à la défense de la journée de huit heures et était dirigée contre l'augmentation des heures de travail par l'adjonction du temps pendant lequel l'ouvrier doit se tenir prêt à prendre le service. Malgré son point de départ économique, la grève prit immédiatement un caractère *politique*, que le gouvernement du Reich lui imprima lui-même en la considérant dès le premier moment comme une révolte contre l'Etat bourgeois. Les mesures prises par le préfet de police social-démocrate de Berlin et par le président social-démocrate de la République ont donné à la grève une couleur politique nouvelle et elle eut dès lors pour mot d'ordre la défense du droit de grève des fonctionnaires, donc d'un droit politique. Si ceux qui dirigeaient la grève eussent été à la hauteur de leur tâche, ils auraient été obligés d'en tirer les conclusions nécessaires et de céder à la pression des masses ouvrières qui instinctivement, par la force même de leurs besoins vitaux, poussaient à la lutte pour soutenir les grévistes. Un tel élargissement de la bataille aurait été possible seulement si les organisations qui étaient à la tête du mouvement ouvrier, et en premier lieu la Confédération Générale des syndicats, avaient prêté main-forte. Au contraire, elles désavouèrent la grève et attaquèrent les grévistes par derrière, et ainsi fut exclue à l'avance l'hypothèse d'en arriver à une grève générale qui eût abattu tous les obstacles. Que la grève n'en ait pas moins atteint un développement si considérable, cela montre à quel point la situation politique et économique de

L'Allemagne est mûre pour la lutte. Il est caractéristique qu'au moment même où les dirigeants des syndicats et les majoritaires, au nom de l'Etat démocratique, abjuraient la lutte de classe, une couche sociale nouvelle — les fonctionnaires — s'élança dans la bataille, à laquelle elle répugnait auparavant et qu'elle fut obligée d'entreprendre par suite de l'exploitation capitaliste.

Outre les employés des chemins de fer, la grève a touché les cuvriers et les agents organisés en une union des cheminots. La direction de l'Union désapprouva l'acte du syndicat national, comme « non conforme à l'action syndicale ». Le syndicat des postiers fit des préparatifs de grève. En maints endroits, d'autres catégories d'ouvriers entrèrent en mouvement. La grève locale la plus importante fut celle des ouvriers et des employés municipaux de Berlin qui fut, en partie, une grève de solidarité, mais qui en même temps présenta ses propres revendications. Ainsi le nombre des grévistes dépassa largement les 200.000 employés; il semble avoir atteint environ 800.000.

Le gouvernement, de la façon la plus intransigente, se conduisit comme un patron brutal. Les organisations ouvrières centrales, les social-démocrates qui avaient dans un appel désapprouvé la grève de la façon la plus sévère, ont secouru le gouvernement, sous prétexte que la grève empirait extraordinairement la situation de l'Empire allemand par rapport à l'étranger, et ils ont déclaré la grève terminée. Mais les masses prolétariennes continuèrent la grève qui, dans ces conditions, ne pouvait finir que par une défaite. Quant au Parti Communiste, il essaya au contraire d'amener les organisations centrales à conseiller et à soutenir les grévistes pour arriver au moins à faire lever l'interdiction de grève et à assurer aux fonctionnaires le droit de grève. Les majoritaires et les bonzes syndicaux ne répondirent en général rien; quant aux indépendants, conformément à leur caracté-

lère, ils donnèrent une réponse évasive. Dans ces conditions, il fut impossible de donner à la grève tout son sens et de la transformer en une grande bataille politique. Au contraire, on donna au gouvernement le moyen d'agir envers les grévistes avec autant de brutalité que de ruse. Certes, « les intermédiaires » ont obtenu qu'aucune révocation et aucune mesure coercitive générale ne fussent appliquées; mais tout cela resta sur le papier, les chefs des grévistes ayant abandonné leurs positions à l'occasion des « actions disciplinaires ». Comme il est apparu du discours de cette « crapule » de Groener, ministre des voies ferrées, 700 actions disciplinaires ont été intentées immédiatement. Quant à la réglementation des salaires et du temps de travail des cheminots, on devait en parler plus tard.

Le gouvernement de l'Empire et les chefs des syndicats ont rectifié leur position à l'aide d'une théorie audacieuse, suivant laquelle cette grève n'avait pas été un combat entre le capital et le travail. « Dans cette lutte, l'Etat ne doit pas rester sur le terrain comme un vaincu », avait déclaré le *Vorwärts*. C'est ainsi que le chancelier Wirth put parler de la révolte des fonctionnaires, d'insurrection, de mouvement de rébellion et combattre le droit des fonctionnaires à la grève.

Les socialistes majoritaires ont renoncé tout de suite au droit des fonctionnaires à la grève. Les indépendants ont critiqué au début, très sévèrement, la résolution de grève, mais tout en protestant contre les mesures d'exception, ils ne s'en sont pas moins gardés de mener un combat contre la politique du gouvernement en général; ils n'étaient que contre l'attitude du gouvernement dans ce cas particulier. La Communauté ouvrière communiste (K. A. G.), privée de bases réelles, n'a donné aucun signe de vie pendant la grève, ce qui ne l'a pas empêchée de se livrer *post festum* à une critique violente contre l'attitude du Parti Com-

muniste et de donner une foule de conseils qui — s'ils eussent été appliqués — auraient donné, selon eux, des résultats meilleurs.

Le Parti Communiste fut le seul qui, dès le premier jour, ait pris position pour les grévistes, avec toute son énergie et tous ses moyens. Il fit comprendre aux masses que la grève avait sa source principale dans la décomposition de l'économie capitaliste de l'Etat bourgeois et devait se changer en une lutte contre le gouvernement et contre l'Etat lui-même. Nous avons indiqué que le droit de grève ne pouvait être conquis que dans un combat contre le pouvoir, et après la chute du gouvernement qui serait remplacé par un gouvernement ouvrier. Nous avons souligné et accentué que la condition primordiale d'un combat victorieux était *l'unité du front prolétarien*. Nous nous sommes mis en contact avec cette partie des fonctionnaires qui s'éveille à la vie politique et nous avons pris des mesures pour rester en contact avec elle dans l'avenir. La grève a éveillé une grande sympathie dans tous les milieux des fonctionnaires. Une organisation de la police de protection (Schutzpolizei) elle-même a versé 121.000 marks pour la soutenir, et cela prouve que non seulement l'économie capitaliste de l'Allemagne se décompose, mais que l'Etat lui-même est ébranlé.

La grève des cheminots fut la première dans son genre, mais si certains indices ne nous trompent pas, elle ne sera pas la dernière. Des mouvements grévistes plus grands et ayant une portée plus considérable peuvent suivre. Aussi notre Parti doit-il s'efforcer de secouer les masses, les pousser en avant, les diriger au point de vue politique, en un mot, agir révolutionnairement. Il faut continuer à disloquer l'appareil de l'Etat bourgeois et le rendre inapte à exploiter et à opprimer les producteurs. Quant à la situation générale, on peut dire que l'Allemagne est bourrée de matières inflammables. Personne ne sait

comment éclatera l'incendie. La grève ratée a laissé un sentiment de grande amertume chez des millions de travailleurs. Nombre de « soutiens » actuels de l'Etat bourgeois sont devenus ennemis et futurs destructeurs de cet Etat. Sous le fouet de la nécessité économique, la volonté de lutte des larges masses prolétariennes se réveillera bientôt.

L'attitude de notre Parti pendant la grève lui a acquis une sympathie extraordinaire des masses des travailleurs. Le tirage de la *Rote Fahne* a doublé pendant la grève et bien que nous ne puissions pas garder cet avantage en entier, tout de même un grand nombre de ces nouveaux lecteurs nous restera acquis. Nos organisations ont reçu beaucoup d'adhésions nouvelles. Par contre, dans maints endroits, des groupes entiers de grévistes ont déchiré leurs cartes d'adhérents social-démocrates et ont quitté le parti. Nombreux aussi ceux qui ont quitté les syndicats.

Nous avons mené la lutte avec le mot d'ordre de *l'unité de front*. Et ce mot d'ordre a décidément gagné en force. Il devient de plus en plus une réalité. Aussi la résistance à l'unité du front prolétarien grandit-elle parmi les majoritaires et parmi les chefs syndicaux qui savent bien que c'est là pour eux, au point de vue politique, une question de vie ou de mort. Leur résistance sera brisée grâce à la pression des masses.

Nous sommes persuadés que le proche avenir nous apportera des luttes sérieuses, que le prolétariat allemand se relèvera enfin pour une lutte révolutionnaire et que cette heure solennelle trouvera sur les remparts un Parti Communiste à la hauteur de sa tâche historique.

Après la traduction du discours de Clara Zetkin, on élit le camarade KOLAROV à la *Commission hongroise* à la place du camarade KREIBICH, dont la nomination avait provoqué une protestation de la part de l'opposition hongroise.

DEUXIÈME SÉANCE

21 Février (Soir)

Présidente : Clara ZETKIN

Orateurs : CACHIN, BURIAN, KREIBICH

Le Parti communiste français

CACHIN. — Les problèmes du mouvement ouvrier en France constituant un point spécial de l'ordre du jour, nous ne donnerons ici que quelques détails essentiels. Les 14 mois qui se sont écoulés depuis Tours ont été consacrés principalement à la propagande et à l'organisation. Nous avons réussi à grouper, dans le Parti Communiste, 130.000 membres sur les 170.000 du Parti ancien. En même temps, le prolétariat, conscient de ses intérêts de classe, a abandonné les syndicats de la nuance Jouhaux pour passer dans la C. G. T. Unitaire.

Le Parti dispose de 5 quotidiens et de plus de 40 hebdomadaires. L'organe central du Parti, *L'Humanité*, tire à 180.000. Par contre, l'organe des dissidents se vend actuellement à Paris au nombre de 1.600 exemplaires. Le nombre de nos lecteurs augmente considérablement à l'occasion de chaque action. Ainsi, pendant la grève des cheminots, il a atteint 300.000. *L'Humanité* a réalisé de gros bénéfices, ce qui lui a permis de donner un fort appui à *l'Internationale*, organe du soir du Parti, ainsi qu'à la presse de province.

Nous avons mené, durant l'année passée, avec succès, plusieurs campagnes électorales. L'élection célèbre de Marty et de Badina a relevé considérablement le prestige du Parti.

Le Parti, et en particulier *L'Humanité*, a recueilli 1.250.000 francs pour les affamés de la Volga.

Nous avons eu l'occasion, au moment de la mobilisation de la classe 19, de mener une campagne antimilitariste impitoyable et avons beaucoup contribué à obliger le gouvernement, au bout de quelques semaines, à renvoyer la classe 19 dans ses foyers. Nous menons en outre une forte campagne contre l'impôt sur les salaires et contre les tentatives d'abroger la loi de 8 heures. Au début de novembre, nous avons organisé une semaine de propagande communiste. Nous avons créé un journal spécial pour les paysans, qui tire à 6 ou 7.000 exemplaires.

Nous étions aussi en train de fonder un quotidien de langue arabe pour les indigènes de l'Afrique du Nord. Le journal fut persécuté par tous les moyens, mais il s'est maintenu jusqu'au jour où les autorités réussirent à le supprimer par application d'anciens arrêtés locaux contre la liberté de la presse en Tunisie et en Algérie.

La lutte contre Poincaré et sa politique donna un regain à l'activité du Parti qui, après l'enthousiasme du début, avait manqué un peu de nourriture spirituelle. D'autre part, les revendications ouvrières précises, telles que la défense de la journée de 8 heures et des salaires, la lutte contre l'impôt sur les salaires, contre le militarisme, pour la reconnaissance de la Russie des Soviets, ont fait l'objet de centaines de réunions et sont devenues populaires dans les masses ouvrières.

La fraction parlementaire ne compte que 15 membres, son action est donc limitée. Elle a fait tout de même une bonne besogne, surtout en ce qui concerne la propagande antimilitariste.

Le Parti a des représentants dans plusieurs centaines de communes. Pour diriger l'action des municipalités, un Comité a été créé.

Les Jeunesses ont reçu aussi un fort appui du

Parti. Leur action embrasse entre autres l'organisation des orphelins de guerre.

Le Parti ne méconnaît nullement ses faiblesses et il fait des efforts pour corriger les fautes qu'il a commises.

Le Parti Tchéco-Slovaque

BURIAN. — Il expose de quelle façon s'est réalisée conformément à la décision du 3^e Congrès, l'union des ouvriers tchèques, polonais, ruthènes, slovaques, hongrois et allemands dans un même parti communiste. Actuellement, la tâche principale consiste à rendre cette union assez ferme pour soutenir victorieusement les difficultés qui en résulteront.

Le Congrès unitaire du Parti, aidé par l'Exécutif de l'Internationale Communiste, a résolu les problèmes d'organisation du nouveau Parti, tout particulièrement difficiles en l'occurrence. Le 3^e Congrès avait exprimé le vœu que l'aile droite fit jusqu'à un certain point barre à gauche, et que l'aile gauche fit quelques pas vers la droite, ce qui arriva justement au Congrès du Parti.

Une autre question a provoqué aussi une vive discussion : celle de la tactique du Parti lors du coup d'Etat de Charles. Les circonstances ont amené la République Tchéco-Slovaque à faire des préparatifs de guerre contre la restauration des Habsbourg. Dans une discussion antérieure à ce sujet, des camarades avaient exprimé l'avis que nous devions nous opposer à cette guerre comme à tout autre conflit. Cependant, lorsque nous nous sommes trouvés en face de ce cas précis, nous n'avons pas pu garder une position purement négative. Nous étions dans la situation des communistes allemands lors du coup d'Etat de Kapp et nous étions décidés à nous opposer à l'offensive de la réaction. Nous avons demandé évidemment comme garantie contre notre bourgeoisie,

non seulement la levée de toutes les mesures d'exception en Tchéco-Slovaquie, mais encore l'*armement des ouvriers autrichiens et hongrois*. Dès que le danger immédiat d'une restauration fut passé, comme notre bourgeoisie cherchait à allumer la guerre pour des intérêts nettement capitalistes, nous avons aussitôt renforcé notre position et étions prêts à transformer l'offensive réactionnaire en une attaque révolutionnaire. Les ouvriers qui manifestèrent à Prague et à Brünn, en hissant des drapeaux rouges sur les bâtiments gouvernementaux et en réclamant des armes, affolèrent le gouvernement.

La question syndicale nous a, ces derniers temps, préoccupés tout particulièrement. Bien que nous eussions sûrement la majorité des ouvriers tchéco-slovaques derrière nous, nous n'avons obtenu, dans le Congrès syndical qui a eu lieu fin janvier, que 40 % de voix. Les élections qui ont eu lieu depuis dans les syndicats, ont abouti partout à la victoire des partisans de l'Internationale Syndicale de Moscou. Dans les coopératives les plus importantes, nous avons aussi vaincu les social-démocrates.

La propagande pour le front unique s'est faite en Tchéco-Slovaquie justement là où les communistes avaient déjà battu les social-démocrates et les socialistes nationaux d'une façon décisive, c'est-à-dire à Brünn. Les camarades de Brünn ont combattu seuls pendant la grève de décembre 1920 et ont été obligés de prendre sur eux tous les sacrifices. C'est cette expérience qui a déterminé principalement, lors de la grève des mineurs, une forte poussée vers l'unification de toutes les forces prolétariennes. La situation s'étant présentée d'une façon analogue dans la région de Reichenberg, le mot d'ordre du front unique a été lancé par l'organisme central du Parti lui-même : il a demandé aux syndicats de former un front de combat commun.

Quant à la situation révolutionnaire en Tchéco-

Slovaquie, elle est juste à l'inverse de ce qui se passe en Allemagne. Chez nous, les conditions objectives ne sont pas encore aussi mûres : ce fait se reflète assez clairement dans l'état des changes tchéco-slovaques. Par contre, les chances subjectives d'une révolution sont chez nous plus grandes, ce qui apparaît dans l'importance numérique du Parti Communiste.

KREIBICH rapporte sur la situation internationale de la Tchéco-Slovaquie, qui constitue l'Etat le plus important de la Petite-Entente. Ceci s'explique par le fait que la Tchéco-Slovaquie, non seulement a gardé 70 % de l'industrie entière de l'ancienne Autriche, mais en possède encore les régions les plus riches, sous le rapport de l'agriculture et des ressources naturelles. Au point de vue géographique, elle est la plus rapprochée de la France et sa position stratégique est si défavorable, qu'elle ne pourrait pas tenir militairement en Europe, sans de puissants associés. Ces circonstances ont obligé la jeune République à se tourner vers la France.

Cependant, économiquement, la Tchéco-Slovaquie était étroitement liée avec l'Allemagne et avec l'ancienne Autriche. La politique économique de la bourgeoisie tendait, par conséquent, à séparer la Tchéco-Slovaquie de ces pays. En même temps, la bourgeoisie tchéco-slovaque a essayé de se renforcer par une offensive générale dirigée contre les salaires et la journée de 8 heures, ce qui a contribué à rendre plus âpres les oppositions de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat. La lutte se complique du fait que, outre un prolétariat puissant et conscient de ses intérêts de classe, de grandes différences nationales s'opposent aux plans de la bourgeoisie. Afin de combattre les luttes entre nationalités, la bourgeoisie aurait voulu s'appuyer sur un pouvoir national, fort et centralisé. Aussi a-t-elle créé la fiction de l'unité nationale tchéco-slovaque. Cependant, les Slovaques, à la suite d'une séparation séculaire, éco-

nomique et politique, se sont éloignés des Tchèques au point de vue de la culture et de la langue, et une unification nouvelle ne pourrait être que le résultat d'une évolution lente et simultanée dans un même organisme étatique. Mais la bourgeoisie a besoin d'un puissant Etat national et d'une nation homogène tout de suite et, par conséquent, elle s'efforce d'atteindre cette unité par la violence. Mais le régime de la violence a provoqué un éloignement du peuple slovaque et l'a poussé, en majorité, dans le camp des autonomistes. L'action commune avec la bourgeoisie de langue allemande et hongroise n'est pas possible actuellement, pour des raisons d'ordre national, c'est pourquoi la seule forme de gouvernement qui pourrait être ainsi réalisée, serait une coalition entre la bourgeoisie tchèque et les social-démocrates tchèques. Le Parti Communiste mène le combat aussi bien contre l'irrédentisme que contre le pouvoir central de Prague, avec le mot d'ordre de l'unité révolutionnaire du prolétariat, sans différence de langue.

Pendant le coup d'Etat de Charles, la situation du Parti Communiste était difficile, l'unité n'ayant pas été encore réalisée à ce moment. Une ligne de conduite qui exigeait, pour une pareille situation, une conception politique plus large et qui revenait à demander au Parti d'élargir la crise et de la transformer en un mouvement révolutionnaire, a été proposée. Mais cette conception a rencontré une opposition. Il régnait une certaine timidité qui faisait craindre le déchainement d'un grand mouvement ; il y avait aussi des objections d'ordre pacifiste. Et l'on a parlé d'une analogie avec la situation de 1914. Dans ces conditions, la première conception n'a pu être réalisée.

Au sujet de la question syndicale, il faut encore ajouter que le Conseil syndical des communistes n'a commencé son travail qu'en novembre et qu'il n'a pas

pu, évidemment, conquérir les syndicats pour janvier. Nous avons déjà trois grands syndicats : syndicats du bâtiment, de l'industrie chimique et du bois dont la direction, après la scission, est passée dans nos mains. En outre, nous avons conquis aussi le syndicat des ouvriers agricoles qui, cependant, s'est laissé, grâce à diverses manœuvres, bouter hors de l'union des syndicats et n'a pu, par conséquent, se prononcer pour nous au moment du vote.

Quant aux coopératives, nous les avons conquises à Prague, à Brünn, à Reichenberg et dans une série d'autres villes.

De même, nous avons en main la majorité des sociétés sportives qui jouent, en Tchéco-Slovaquie, un rôle important.

Un grand travail nous attend encore dans l'*organisation du Parti*, et tout particulièrement en Slovaquie, où il n'y avait auparavant presque pas d'organisations du Parti. Le Parti Communiste jouit certainement de la sympathie de la majorité des travailleurs en Tchéco-Slovaquie, mais le travail qui consiste à transformer les sympathisants en membres du Parti l'attend encore dans l'avenir. L'insuffisance de la préparation théorique du mouvement ouvrier constitue un grand obstacle pour ce travail. Les traductions des ouvrages les plus importants de la littérature communiste et socialiste en langue tchèque, font défaut. On n'a pas assez de théoriciens. C'est pourquoi on a créé un organe spécial, l'*Agitator*, qui fournit une documentation aux conférenciers. En outre, on a fondé une revue scientifique, le *Communismus* et un *Proletkult* (centrale de culture prolétarienne).

Malgré les nombreuses difficultés, le travail marche bien et nous faisons partout de grands progrès.

TROISIÈME SÉANCE

22 Février (Midi)

Orateurs : MAC MANUS, TERRACINI, MARSHALL,

CACHIN.

La Situation en Angleterre

MAC MANUS. — Il décrit la marche du mouvement ouvrier qui s'est vu trahi par ses chefs au moment de l'explosion de la guerre, en Angleterre, et a été ainsi estropié complètement et pour longtemps. Une nouvelle animation a eu d'abord lieu à la suite de la Révolution de Pâques en Irlande, mais surtout grâce à la Révolution Russe. Un rapprochement se fit entre les survivants du British Socialist Party, du Socialist Labour Party et de la Socialist Federation. Au cours de leur développement, ces groupes se sont réunis organiquement ; il y a 18 mois, ils fondèrent, avec d'autres organisations révolutionnaires, le *Parti Communiste de la Grande-Bretagne*. Cette évolution fut accélérée grâce au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, auquel prirent part un certain nombre de représentants de diverses organisations. A leur retour, ils mirent tout en jeu pour passer par-dessus les contradictions qui subsistaient encore.

Dès la fondation du Parti, la question de l'entrée dans le Labour Party fut soulevée, et rencontra une forte opposition qui garda d'ailleurs une attitude disciplinée. L'unité du Parti fut réalisée définitivement en janvier 1921. Le Parti était âgé de quatre

mois, lorsque éclata la grande grève des mineurs. Sans avoir encore pu achever la consolidation de ses forces et l'organisation de ses membres, le Parti fit, dans ce combat, tout son devoir et mit toutes ses forces en ligne. Il en résulta l'arrestation de 130 membres du Parti Communiste, parmi lesquels son secrétaire général. Le quartier général du Parti fut assailli. Cependant, le jeune Parti continuait à travailler. Le Comité Exécutif devint illégal, mais le Parti lui-même resta légal, continua à publier des journaux et des tracts. Le gouvernement voulut empêcher la publication et la diffusion de notre presse par tous les moyens, en exerçant une pression sur les imprimeurs, les marchands de journaux, etc. Mais le Parti se comporta vaillamment et sut toujours trouver les voies et moyens de faire parvenir aux masses le matériel de propagande. Pendant la grève, le Parti poursuivit avec énergie et conformément au plan établi, sa tâche, qui consistait à entraîner dans la grève « la Triple Alliance », c'est-à-dire les mineurs, les ouvriers des transports et les cheminots. En même temps, il ne manqua pas non plus d'attirer, à l'avance, l'attention des ouvriers sur la trahison inévitable des chefs syndicalistes, trahison qui fut consommée, en effet, lors du fameux « vendredi noir ».

Grâce à son attitude pendant la grève et à sa lutte menée contre le gouvernement, le Parti conquit la sympathie des masses; ce qui ressort clairement de la diffusion de l'organe du Parti. Avant la grève, *The Call* tirait à 3.000 exemplaires; 4 ou 5 mois après, la grève s'étant produite dans cet intervalle, le *Communist*, successeur du *The Call*, tirait déjà à 45.000. Un épisode de la grande grève fut la plainte pour injures déposée contre notre organe et contre notre président, par M. Thomas, chef-traitre du syndicat des cheminots. Le gouvernement nous ayant condamnés à 2.000 livres d'amende, nous l'avons obligé, au cas où il voudrait vraiment entrer en pos-

session de cette somme, à prélever cet argent sur le fonds de presse du soutien, de son propre soutien, à savoir : de l'Indépendant Labour Party. Quant à M. Thomas, non seulement nous l'avons démasqué, mais encore ridiculisé et discrédité.

En ce qui concerne l'organisation du Parti, nous avons fondé et organisé, depuis la grève des mineurs, 220 groupements locaux. Ces groupements locaux ont 7 à 8.000 membres. Le Parti dispose de 320 propagandistes et orateurs. Il tient plus de 1.000 réunions tous les mois.

Une grande tâche s'impose au Parti: celle d'organiser les sans-travail, dont le nombre atteint 5 millions pendant la grève et qui peut être évalué constamment à environ 2 millions depuis la grève. Grâce à un travail intense, nous avons transformé une masse inorganisée en militants organisés. Nous avons fondé pour eux une organisation nationale et nous publions une revue hebdomadaire qui tire à 40.000 exemplaires. C'est précisément grâce à cette organisation que les chômeurs ont réussi à obtenir un secours hebdomadaire de 2 à 4 livres sterling. Cependant, l'importance même de ce secours aux chômeurs a réagi contre la fermentation dans les masses. Mais la bourgeoisie est dans l'impossibilité de le verser pendant longtemps, et le gouvernement sera amené à réduire le secours aux sans-travail, ce qui rendra la situation plus tendue et conduira à de nouveaux conflits.

Notre force peut être mesurée par nos *rappports avec le Labour Party*. Comme on sait, les communistes ont été exclus du Labour Party. Cependant, dans certaines organisations locales, cette décision n'a pas été suivie et nous avons ainsi 19 groupements locaux qui adhèrent au Labour Party. En ce moment, alors que la bourgeoisie elle-même est mécontente de Lloyd George, qui est incapable de résoudre la crise économique, et avec l'approche des élections,

Le Labour Party est obligé, par la force même des choses, de porter de nouveau, à l'ordre du jour, la question de l'admission dans ses rangs du Parti Communiste. D'un côté, il est contraint de rechercher un accord avec les communistes qui jouissent d'une grande influence parmi les ouvriers, surtout parmi les sans-travail; d'autre part, il craint d'être repoussé par les électeurs conservateurs, qui ne veulent rien entendre des bolchevistes. Le Labour Party a posé au Parti Communiste quatre questions : 1° le Parti Communiste, au cas où l'unité serait établie, se soumettra-t-il aux statuts du Labour Party ? 2° le Parti Communiste est-il prêt à ne lutter pour l'affranchissement des ouvriers qu'avec des armes légales ? 3° à l'encontre du système des soviets, est-il partisan de la conception prolétarienne démocratique ? et 4° les députés communistes se soumettront-ils à la discipline de la fraction parlementaire du Labour Party ? L'Exécutif du Parti est en train de formuler une réponse à ce questionnaire. Ajoutons que les deux plus grandes organisations du Labour Party viennent de se prononcer pour l'admission du Parti Communiste.

Les camarades habitués aux grands partis de masses, se méprennent sur notre force, impressionnés par le nombre restreint de nos adhérents ou bien de nos publications. Il faut cependant qu'ils mesurent notre force par rapport à d'autres partis ouvriers qui existent en Angleterre et qu'ils prennent en considération notre situation spéciale. Le Labour Party est loin de posséder des organisations aussi solides que les nôtres. Il n'a pas de presse à lui, pendant que nous, nous représentons une force véritable, en progrès, avec une organisation véritable et avec sa propre presse, nous renforçons notre influence et serons certainement à la hauteur des tâches qui découlent du développement de la situation générale en Angleterre.

La Situation en Italie

TERRAGINI donne un aperçu de la situation économique en Italie. La crise s'est développée encore ces derniers temps et a trouvé son expression la plus frappante dans la débâcle de la Banca di Sconto, établissement financier de l'industrie lourde. Le capitalisme italien, qui s'était développé artificiellement pendant la guerre sans bases naturelles, est bloqué beaucoup plus gravement que dans d'autres pays où l'industrie possède des assises naturelles.

On a essayé d'attribuer à l'esprit révolutionnaire des travailleurs, l'origine de la crise, et l'on a organisé le *Fascisme*, assassinat systématique de l'élite de la classe ouvrière, destruction des foyers ouvriers et des organisations. Dans ces conditions, la position du jeune Parti Communiste était très difficile. Toutefois il a su, malgré la terreur, préparer le terrain à l'aide d'excellentes organisations illégales, et il grandit lentement mais sans cesse, et prend de plus en plus en main la direction du mouvement ouvrier en Italie et tout particulièrement celle de la lutte contre les fascistes. On s'en rend compte surtout à l'examen de la presse bourgeoise, qui avait essayé, au début, de tuer notre Parti par le silence, mais qui fut forcée ensuite de s'occuper de nous de plus en plus et qui voit aujourd'hui, dans le Parti Communiste d'Italie, la véritable force motrice du mouvement ouvrier italien. Le Parti a 50.000 membres et 30.000 adhérents aux Jeunesses. Il possède trois quotidiens qui tirent à 80.000 exemplaires. On est en train de créer en Italie une littérature communiste qui manque encore grandement.

On a reproché au Parti d'avoir commis une faute dans la question des *Arditi del Popolo*. On a admis que ce mouvement était dû à un relèvement spontané de l'énergie prolétarienne. Cependant, il fut provo-

qué par un chef de parti bourgeois, M. Nitti, et à sa tête se trouvent des aventuriers bourgeois; il suit un programme pacifiste visant la restauration de l'autorité de l'Etat, et nous n'avons aucune possibilité de conquérir la sympathie des larges masses par ce moyen.

On a critiqué aussi notre attitude envers les anarchistes et les syndicalistes. Parmi eux, certains éléments, avec Borghi et Malatesta à leur tête, mènent une campagne de dénigrement systématique contre la Russie des Soviets; nous la combattons avec énergie, tout en risquant à cette occasion de perdre quelques sympathies dans ces milieux.

Quant à notre attitude envers le Parti Socialiste, elle a changé dans ce sens que nous soutenons par tous les moyens en notre pouvoir, son aile gauche, qui s'est prononcée pour l'adhésion à Moscou.

Nous avons bien interprété les résolutions du 3^e Congrès, comme le prouve le fait d'avoir, quelques semaines après notre retour de Moscou, lancé un appel au prolétariat et de nous être adressés à toutes les organisations syndicales, leur proposant de constituer un front unique de combat pour les revendications les plus immédiates du prolétariat italien. Les syndicats ont d'abord passé sous silence cette proposition, mais ils furent bientôt forcés, à la suite de notre agitation systématique, qui avait duré trois mois et qui avait mis de notre côté, dans cette question, près de la moitié des organisations, de convoquer un Conseil National. Grâce à cette agitation, nous avons renforcé considérablement notre influence au sein de tous les syndicats.

Nous menons encore une autre action pour l'unité des forces prolétariennes : la réunion des syndicats organisés en associations diverses; ce travail est aussi pleinement compris des masses et augmente notre influence.

Au sein des syndicats, notre Parti travaille de concert avec le camarade Vecchi, pour l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge.

Nous avons essayé de transformer *l'action de secours aux affamés* en une action de secours nettement prolétarienne; mais nous n'avons pas réussi. Par contre, nous avons fondé, d'accord avec toutes les organisations prolétariennes, dans le pays entier, des comités de secours aux emprisonnés. Pour pouvoir juger de l'importance de cette action, il faut savoir qu'il y a, en Italie, plus de 10.000 communistes dans les prisons, et que dans l'année 1921, rien qu'à Turin, la Bourse du Travail, dirigée par les communistes, a dépensé pour cette œuvre un demi-million de livres.

Nous avons aussi pris solidement pied dans les *coopératives*. Nous avons conquis les deux plus grandes coopératives italiennes. Et nous sommes en train de réunir des centaines de petites coopératives à l'aide d'un Comité central particulier.

Notre groupe parlementaire ne compte que 15 membres, ce qui ne l'empêche pas de créer au gouvernement les plus grandes difficultés. Qu'on se souvienne seulement de l'affaire Missiano.

Nos efforts destinés à former un front de combat prolétarien ont été couronnés ces jours-ci d'un grand succès. Sous notre impulsion, une réunion de toutes les organisations professionnelles et syndicales a eu lieu, il y a quelques semaines, où le Parti Socialiste se trouvait représenté. Bien que le Parti Communiste n'y eût envoyé aucun représentant, il n'en déclara pas moins dans une lettre adressée à la conférence, qu'il mettait toutes ses forces au service de la lutte commune. Nous espérons montrer clairement, de cette manière, aux masses ouvrières d'Italie, que le Parti Communiste seul, leur donne la possibilité de vaincre le capitalisme.

La Situation dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord

MARSHALL. — Le Parti Communiste d'Amérique a à lutter contre un capitalisme qui, dans ces dernières années surtout, s'est développé énormément en force et en organisation. Il faut encore ajouter que des conditions particulières s'opposaient avant la guerre, au développement d'un mouvement ouvrier réellement révolutionnaire : car tout ouvrier un peu plus courageux, avait la possibilité de se rendre indépendant en s'établissant comme fermier. Les illusions démocratiques éveillées adroitement, empêchaient idéologiquement l'application des moyens révolutionnaires. A cela il faut encore ajouter que les capitalistes ont pu, pendant la guerre, abandonner une infime partie de leurs bénéfices de guerre exorbitants aux couches dirigeantes des masses ouvrières; elles les ont satisfaites ainsi et ont privé de chefs toute offensive de classe énergique.

Le mouvement ouvrier avait, avant la guerre, à de rares exceptions près, un caractère petit-bourgeois. A l'égard de la guerre, il conserva ce caractère en le masquant sous une apparence pacifiste. Des conjonctures favorables forcèrent les capitalistes à éviter les grèves et à avoir recours aux commissions de conciliation pour les désaccords au sujet des salaires. Cette circonstance aida à entretenir les illusions démocratiques des masses.

La guerre finie, la situation changea du même coup. La bonne conjoncture était passée. Les commandes de guerre furent annulées, l'armée fut dissoute. Un chômage inconnu jusqu'alors et une crise économique sans exemple s'ensuivirent. Les capitalistes marchèrent contre les travailleurs d'une façon implacable et toute résistance de la part des ouvriers fut brisée par l'emploi le plus brutal et le plus com-

plet de l'appareil de gouvernement dont dispose l'Etat démocratique.

Ce revirement brusque, provoqué par la crise, trouva naturellement son écho idéologique dans la tête des ouvriers. Ils ont perdu leurs illusions en ce qui concerne l'Etat démocratique. Ils ont appris à considérer l'Etat comme un instrument entre les mains des capitalistes.

C'est seulement après la guerre que fut fondée la base d'un mouvement ouvrier révolutionnaire. Un des obstacles les plus grands pour le succès du combat est la diversité des organisations professionnelles et syndicales, dont la situation actuelle est telle qu'elle rend presque impossible une lutte commune. Mais les travailleurs se rendent de plus en plus compte que cette situation devient intenable; un grand mouvement est engagé pour réunir les différentes organisations. D'autre part, on aperçoit un revirement grave à l'intérieur même des syndicats : les syndicats à tendances plus radicales se rapprochent de plus en plus et demandent, à l'encontre de ceux de Gompers, une défense plus résolue des intérêts ouvriers. Dans le courant de ce printemps, on s'attend à une grève générale des mineurs qui peut avoir des résultats extraordinaires.

Les Etats-Unis ont à résoudre leurs problèmes particuliers : celui de la guerre prochaine avec le Japon et celui des nègres. Ce dernier est très important pour les communistes, treize millions de nègres habitent les Etats-Unis et ce sont en majorité des esclaves du salariat. On les persécute par tous les moyens, on les exclut systématiquement des écoles, on les terrorise par la loi du Lynch et on les poursuit au nom de la haine des races. Le Parti Communiste a ici, devant lui, un problème très grave à résoudre.

Salut à l'Armée Rouge !

CACHIN adresse de chaudes paroles à l'Armée Rouge à l'occasion du 4^e anniversaire de sa fondation. Il rappelle les sacrifices héroïques de l'Armée Rouge, qui a sauvé la Révolution, et il évoque l'acte des marins français qui ont refusé de combattre la Révolution et qui ont eu le courage, bravant la mort, de s'opposer aux ordres de la contre-révolution.

Il est décidé que l'Exécutif élargi enverra une délégation à la parade militaire du lendemain. *L'appel* suivant à l'Armée Rouge est voté à l'unanimité :

La conférence du Comité Exécutif élargi de l'Internationale Communiste adresse à l'armée rouge de la Russie des Soviets, à l'occasion du 4^e anniversaire de sa création, ses plus cordiales félicitations.

L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat de tous les pays se remémore avec fierté les exploits que l'armée rouge a accomplis dans les conditions les plus difficiles. Pour la première fois dans l'histoire du monde, les masses laborieuses peuvent considérer la victoire d'une armée comme leur victoire propre. L'armée rouge a successivement vaincu tous les ennemis de la Russie des Soviets. Elle a accompli le miracle de faire comprendre aux puissances d'Europe et d'Amérique, inférieures supérieures en puissance militaire technique et numérique, que le rempart russe de la Révolution mondiale ne peut pas être renversé par la force des armes.

Mais cette victoire sur la puissance de l'impérialisme mondial n'a pas été uniquement l'œuvre des armes. Derrière l'armée rouge, il y avait des millions d'ouvriers et de paysans russes et il y avait aussi le prolétariat international. L'alliance de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat international avec l'armée rouge de la Russie des Soviets est un fait d'une importance considérable et un facteur, non seulement politique, mais militaire, de premier ordre. C'est cette alliance qui a fait

tomber l'épée de la main des rois de l'industrie français, anglais et américains.

Par un travail souterrain presque invisible, par des mouvements élémentaires de masses, par des actions méthodiques, par mille voies différentes, la révolution mondiale progresse chaque jour, et elle compte sur l'armée rouge, sur son esprit révolutionnaire, sur sa persévérance, sur sa fermeté inébranlable. Les délégués des sections de l'Internationale Communiste, participant à la session élargie du Comité Exécutif font, à l'occasion du 4^e anniversaire de l'armée rouge, le serment d'employer toutes leurs forces pour rendre plus étroite et plus ferme l'union de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat avec l'armée rouge, afin de hâter l'avènement du jour où les armées rouges des Républiques des Soviets d'Europe feront leur jonction avec l'armée rouge de la Russie des Soviets.

QUATRIÈME SÉANCE

22 Février (Soir)

Président : KOLAROV.

Orateurs : CARR, ANTONOVITCH, KOLAROV.

L'Action du Parti Communiste des Etats-Unis

CARR. — Le père du Parti Communiste en Amérique fut l'ancien Parti Socialiste, dont l'aile gauche avait conquis la majorité en 1919. Les éléments réformistes du Parti Socialiste commencèrent alors à pousser hors du Parti des organisations entières, principalement celles de langue étrangère. Celles-ci continuèrent à exister ensuite d'une façon autonome et se sont réunies, avec le temps, en deux Partis Communistes. Sous la pression de la terreur blanche, qui commença en janvier 1921, les groupes communistes se rendirent compte de la nécessité absolue de l'union et, en mai 1921, un Congrès fut tenu au cours duquel fut fondé le Parti Communiste de l'Amérique du Nord, qui existe maintenant.

Les problèmes de l'organisation présentaient les difficultés les plus importantes, car, tout en gardant une centralisation absolue, il fallait tenir compte du développement des organisations autonomes de langue étrangère. A peine cette question eut-elle été résolue, qu'une autre se présenta. Le Parti était obligé de mettre tout en jeu pour atteindre les grandes masses dans les limites de la légalité. Certains camarades, parmi lesquels trois membres de l'organisme central, qui en compte dix, ont essayé d'em-

pêcher, par tous les moyens, la fondation d'une organisation légale et ils sont allés si loin qu'ils ont fini par faire appel à la scission. Ceci se passa en novembre 1921. A la suite de cette querelle, deux mille membres ont abandonné le Parti. Nous avons soumis la question litigieuse à l'Internationale Communiste qui, à l'unanimité, prit parti pour la majorité, ce qui nous permet d'espérer que les meilleurs éléments parmi ceux qui sont partis nous reviendront.

Notre Parti est complètement souterrain. Il est composé de 1.700 groupements dont aucun ne compte plus de 10 membres. Nos organisations travaillent en 23 langues différentes et nos périodiques et nos tracts doivent paraître dans le même nombre d'idiomes, ce qui constitue un problème difficile. Nous édisons, dans différentes langues, 8 quotidiens, 15 à 17 revues hebdomadaires ainsi qu'un certain nombre de revues mensuelles. Nos tracts sont publiés à un million d'exemplaires et sont répandus par l'intermédiaire de nos organisations illégales. Le Parti n'a que 10.000 adhérents, mais chaque adhérent est un collaborateur actif. Par contre, le Parti Socialiste ne compte que 5 à 6 mille membres, pour la plupart petits-bourgeois, et n'exerce aucune influence sur les masses. Quant à nous, nous pénétrons fortement dans les masses et sommes en train de prendre pied non seulement parmi le prolétariat industriel, mais aussi parmi les ouvriers agricoles et les petits fermiers. Dans notre action, nous n'oublions nullement que nous avons affaire à la plus puissante bourgeoisie du monde et nous savons que la révolution mondiale ne vaincra pas tant qu'elle n'aura pas remporté la victoire sur les champs de bataille d'Amérique.

La Situation en Pologne

ANTONOVITCH. — La guerre a détruit non seulement l'industrie polonaise, mais aussi le prolétariat polonais. On avait évacué en Russie ou en Allemagne, non seulement les machines, mais aussi les ouvriers. Et l'industrie qui se reconstitue lentement, et principalement sous la forme d'une industrie de guerre, n'a pas encore atteint 25 % de sa production d'avant-guerre.

La République Polonaise est une vassale de la France et constitue un des plus fermes soutiens de la réaction mondiale, dirigée contre la Russie des Soviets. C'est conformément à cet état de choses que le mouvement ouvrier est traité dans la politique intérieure. Les gouvernements qui se relayent assez souvent, poursuivent d'un côté une politique de répression implacable du mouvement communiste et, d'autre part, une politique de tolérance envers les organisations réformistes, patriotes ou purement syndicales. Le Parti Socialiste Polonais, dont Pilsudski fut le chef pendant de longues années, est suffisamment connu sous ce rapport. Non seulement il est toléré, mais il travaille encore, la main dans la main, avec la police politique contre le Parti Communiste. Le Parti ouvrier nationaliste réunit les masses ouvrières arriérées au point de vue politique et se maintient grâce à ce fait qu'il a entre ses mains le ministère du travail et, par cela même, les inspecteurs du travail et autres fonctionnaires. Les ouvriers juifs qui travaillent surtout dans la petite industrie possèdent aussi des organisations importantes. La plus grande parmi elles est le « Bund », qui mène, en ce temps dernier, une existence illégale, les communistes ayant acquis dans ses rangs une influence considérable. Il existe dans le « Bund » des fractions communistes importantes, et une scission est à prévoir.

Le Parti Communiste est absolument illégal et ne peut paraître nulle part sous son propre nom. Cependant, il existe peu de pays en Europe où les communistes aient pris pied aussi solidement dans les organisations syndicales qu'en Pologne. Toute une série d'organisations syndicales se trouve complètement sous notre influence. C'est seulement dans les branches les plus importantes de la production, telles que l'industrie minière, textile, chez les cheminots que nous n'arrivons pas à prendre dans nos mains l'appareil administratif, bien que, là aussi, nous ayons les masses avec nous. En effet, les social-patriotes sont décidés à dominer ces organisations coûte que coûte et dissolvent, souvent avec l'aide de la police, les organisations locales dans lesquelles les communistes ont acquis une influence prépondérante. Mais après chaque dissolution le travail est repris, et nous sommes en train de déloger les social-patriotes de ces organisations aussi. Une presse communiste légale ne peut évidemment pas exister dans ces conditions. Toutes nos publications paraissent illégalement. Nos succès, qui ont apparu lors des élections aux caisses des malades et aux corps municipaux, ont inspiré une peur bleue à la bourgeoisie, qui a répondu aux communistes par des projets de lois d'exception, élaborés à la manière bien connue des Yougo-slaves.

L'action du Parti s'étend aussi sur les provinces récemment rattachées : la Posnanie, la Galicie et les provinces de l'Est. Les effectifs du Parti grandissent continuellement, grâce aux éléments qui affluent du Parti Socialiste polonais et des groupements socialistes juifs. Nous soumettons aussi peu à peu à notre influence les masses de plus en plus radicales de paysans petits-propriétaires, aigris à cause de la réforme agraire.

Nous allons appliquer, en Pologne aussi, la tactique du front unique, et nous espérons pouvoir prou-

ver d'une façon décisive l'incapacité des partis réformistes à défendre les intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière.

La Fédération Balkanique

KOLAROV. — La Confédération embrasse la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce, la Bulgarie, l'Albanie et une partie de l'ancienne Turquie d'Europe, en tout une contrée de 37 millions d'habitants. Depuis la guerre balkanique jusqu'à ce jour, la guerre n'y a pour ainsi dire pas cessé. Les frontières n'y sont pas délimitées, même aujourd'hui, et tout ce pays constitue un champ clos pour les rivalités capitalistes anglaises, françaises et italiennes. Les Balkans tout entiers forment un camp militaire résolu de la contre-révolution, où l'on conserve les débris de l'armée Wrangel pour les aventures prochaines.

Dans tous les pays balkaniques, l'immense majorité de la population est composée de paysans, et c'est ainsi que tous ces pays se trouvent en présence d'un problème agraire urgent, dont la solution est une source des soucis pour tous les gouvernements.

L'industrie qui déjà avant la guerre y était très peu développée, est actuellement presque ruinée. Les voies de transport sont totalement détruites; le Danube, lui-même, bien que voie d'eau naturelle, ne fonctionne presque plus comme telle, et il ne peut y être question d'aucune navigation régulière.

Le bilan commercial de tous les États balkaniques se solde par un *passif*; les importations dépassent trois à quatre fois les exportations. Cela détermine la baisse continue des changes et favorise la spéculation ainsi que la concentration des richesses entre les mains d'une nouvelle finance dominée par les capitalistes d'Amérique et d'Europe Occidentale.

En *Yougoslavie*, le gouvernement se maintient, grâce à l'appui du capital français et à une centralisation sévère de l'appareil gouvernemental, contre laquelle s'insurgent les nouvelles provinces (la Croatie, la Bosnie, etc.) qui luttent pour l'autonomie. Le combat est mené par le gouvernement yougoslave, à l'aide des moyens les plus brutaux, qui dépassent en sauvagerie, et de beaucoup, l'ancien régime autrichien. On lutte contre les communistes avec des moyens encore plus violents : ils sont déclarés hors la loi, et les murs des prisons de Belgrade enferment à eux seuls plus de 14.000 ouvriers, inculpés de crimes communistes.

La *Roumanie* présente à peu près le même tableau. Dans certaines parties du pays, l'état de siège règne depuis dix ans. Le Parti Communiste est combattu, ici aussi, par des moyens terroristes.

En *Grèce*, il existe deux partis bourgeois qui se combattent mutuellement : les venizelistes et les partisans du roi. Venizelos, valet de l'impérialisme anglais, lança le peuple dans l'aventure de l'Asie-Mineure. Le peuple, fatigué de la guerre, repoussa cette politique et rappela le roi qui, cependant, continua la guerre.

Le mécontentement des masses, provoqué par cette situation, donna au Parti Communiste le moyen d'intensifier sa propagande révolutionnaire, à laquelle le gouvernement répondit par la terreur blanche.

En *Bulgarie*, dominaient d'abord les social-patriotes et le parti agraire (ce dernier représentait les paysans). Les social-patriotes sont usés complètement, et les agrariens, après avoir gouverné deux ans, sont aussi au bout de leur rouleau. Le vrai parti des masses populaires est le Parti Communiste et, si la situation internationale était autre, il aurait accompli sa tâche historique. Mais actuellement il est obligé de rester sur la défensive.

Le Parti Communiste de Grèce ne compte que 1.500 adhérents, mais il exerce une grande influence parmi les 50 à 60 mille ouvriers groupés dans les syndicats, le Parti socialiste réformiste ne jouissant à côté de lui d'aucune influence. Le P. C. possède un quotidien et plusieurs revues hebdomadaires.

En *Yougoslavie* nous avons eu, avant l'ère de la terreur blanche, un mouvement communiste puissant, qui dirigeait un quart de million d'ouvriers organisés dans les syndicats. Les persécutions sans exemple, les lois exceptionnelles sont aussi connues que l'action honteuse des social-traitres, qui se sont révélés comme des agents de la police lors des persécutions. Le Parti devint complètement illégal et, aujourd'hui, les mesures d'étouffement ayant échoué, un essor nouveau se prépare pour lui.

En *Roumanie*, le gouvernement fit arrêter le Congrès entier qui s'était prononcé pour l'Internationale Communiste. De même, presque tous les communistes et les chefs syndicaux ont été emprisonnés. A la suite de ces événements, le mouvement ouvrier fut entièrement paralysé pendant six mois. En octobre de l'année passée, le gouvernement fut obligé d'autoriser de nouveau les organisations syndicales. Le Parti Communiste se redresse peu à peu. Il publie un quotidien qui fait une bonne propagande dans le pays entier, il a tenu de grandes réunions de masses à Bucarest et à Ploesti, et il se trouve dans la meilleure direction pour atteindre un rapide développement.

La *Bulgarie* présente un autre aspect : nous avons affaire ici à un Parti Communiste ancien, qui compte vingt ans d'existence, qui a battu complètement les social-patriotes, et qui dirige tout le mouvement syndical. Il a 40.000 membres et possède une organisation coopérative qui compte 60.000 adhérents. Son organe central, qui paraît tous les jours, tire à 28.000

exemplaires, et est ainsi le plus grand journal du pays. Le Parti publie aussi des journaux de province, un organe paysan, ainsi que des feuilles pour les ouvriers tures, arméniens, juifs, pour les femmes, pour la jeunesse et pour les prisonniers de guerre. Son organe scientifique, qui existe depuis 23 ans, a un tirage de 6.000 exemplaires. Sur 228 députés au Parlement, 54 appartiennent au groupe communiste et travaillent, disciplinés, sous la direction de l'organisme central. Dans un bon nombre de municipalités, le Parti Communiste a la majorité.

Le secours aux affamés a été organisé avec enthousiasme, et a donné un total de plus de 4 millions de marks allemands. La semaine internationale de propagande pour adhésion, après une préparation minutieuse, a donné de bons résultats.

Comme on voit, le mouvement ouvrier révolutionnaire fait des progrès dans tous les pays balkaniques. L'activité de l'impérialisme français et anglais constitue un grand obstacle, et la lutte des camarades français et anglais contre leurs capitalistes constituerait un grand soulagement pour les ouvriers révolutionnaires des Balkans.

Nouvelles Commissions

Sur la proposition de ZINOVIEV, une commission est nommée pour l'étude des *questions polonaises*: elle est composée des camarades : RADEK, KREIBICH, KER, THALHEIMER et SAFAROV, ainsi que de la délégation polonaise. Pour les *questions d'Orient*, une commission est constituée, dont font partie les camarades : CACHIN, THALHEIMER, BELL, TERRACINI, RAMSAY, KOLAROV, SAFAROV, CARR, ROY et RADEK.

CINQUIÈME SÉANCE

24 Février (Après-midi)

Président : CACHIN.

Orateurs : ZINOVIEV, RADEK, KOLLONTAÏ.

Activité de l'Exécutif

ZINOVIEV rend compte de l'activité de l'Exécutif et du présidium depuis le 3^e Congrès mondial. Jusqu'au 15 février se tinrent 18 réunions de l'Exécutif et 37 réunions du présidium. Le présidium, qui devait exécuter tous les travaux préparatoires, a travaillé par conséquent d'une façon plus active. Les questions politiques les plus graves ont été discutées et résolues dans les 18 séances tenues par l'Exécutif. En ce qui concerne la composition du présidium : n'en faisaient partie, dans la première année de son existence, que les camarades russes. Il s'est développé de plus en plus dans le sens d'une *organisation internationale*, et depuis le 3^e Congrès il est composé de camarades russes, allemands, français, italiens et hongrois.

Dans le courant du semestre passé, nous avons reçu de 36 pays 971 lettres, rapports, etc...; dans la même période, nous avons expédié dans 34 pays 1.035 lettres, circulaires, etc.. Ces chiffres prouvent qu'une liaison active est établie avec les sections. Conformément aux directives du 3^e Congrès, nous nous sommes efforcés de mieux organiser la liaison internationale au point de vue intellectuel, et avons

créé la *Correspondance Internationale*, qui se développe de plus en plus.

La Commission Internationale de Contrôle n'a pas encore travaillé d'une façon tout à fait régulière. Sous l'impulsion de l'Exécutif, une conférence eut lieu concernant le problème des réparations; elle eut une grande importance politique. Nous avons organisé des conférences internationales, nous avons envoyé nos délégués à presque tous les Congrès de nos sections nationales et avons appelé ici, de tous les pays où des problèmes difficiles surgissaient, des délégations spéciales pour les résoudre, avec elles. Nous avons créé de nouvelles sections pour le Proche et l'Extrême-Orient, pour l'Orient arabe, pour l'Amérique latine et pour les pays coloniaux.

Des partis nouveaux, ceux du Canada, de l'Irlande et de Fiume, nous ont apporté leur adhésion. Les Partis Communistes se sont unifiés en Tchéco-Slovaquie, en Espagne, en Belgique, en Australie et en Afrique du Sud. Les Partis se sont réorganisés dans l'Iran, en Corée et en Turquie. A titre de sections nouvelles, ont adhéré : la section coopérative et l'Union Internationale des sociétés sportives rouges.

Les difficultés qui se multiplient sur le chemin de l'Internationale Syndicale Rouge ont éveillé, chez de nombreux camarades, un doute : à savoir si nous avons bien travaillé dans ce domaine. Sans doute, il est vrai que l'Internationale d'Amsterdam s'est montrée plus forte que nous ne l'avions pensé, la bourgeoisie elle-même s'étant révélée plus puissante que nous ne l'avions prévu. Mais il en résulte simplement que nous sommes obligés, dans ce domaine, de poursuivre notre travail avec plus d'énergie.

L'Internationale des Jeunes travaille, depuis le 3^e Congrès, à Moscou. Les considérations, suivant lesquelles le grand éloignement pourrait influencer défavorablement son travail, sont devenues sans objet.

Elle eut à remédier maintes fois aux crises qui avaient éclaté dans ses sections, et elles ont été résolues toutes dans un contact étroit avec nous.

En ce qui concerne nos sections les plus importantes, nous avons eu la meilleure liaison avec le Parti *allemand*, qui envoie des camarades à Moscou chaque fois qu'il s'agit de délibérer sur une question nouvelle. Le mouvement ouvrier se poursuit en Allemagne dans une forme pour ainsi dire classique, c'est pourquoi la tactique de la 3^e Internationale a trouvé son expression la plus sûre en *Allemagne*. On a souvent dit que la ligne adoptée par le 3^e Congrès marquait un coup de barre à droite; cependant, nous voyons qu'en Allemagne des scissions se sont produites non seulement à gauche, mais aussi à droite. A gauche, ce fut le K.A.P.D. (le Parti Communiste ouvrier) qui s'est détaché avec ses éléments anarchistes. Il suivit l'évolution des groupes semblables dans les autres pays. Ses meilleurs éléments ont compris la marche ralentie et les difficultés inouïes de la Révolution, et se sont orientés peu à peu dans le sens communiste. Une autre partie du K. A. P. D. ne l'a pas compris; elle a vu dans notre tactique une trahison et s'est penchée si fort à gauche qu'elle en est arrivée à soutenir presque partout la réaction bourgeoise. Qu'on se remémore seulement l'attitude du K.A.P.D. dans l'affaire du secours aux affamés. La scission de la K. A. G. (la Communauté Ouvrière Communiste) fut celle de quelques intellectuels qui, pendant un certain temps, avaient fait un brin de conduite à l'Internationale Communiste à sa droite. On nous a reproché notre trop grande indulgence à l'égard de ce groupement. Mais nous ne devons laisser échapper aucun moyen de nous rendre bien compte qui venait avec nous et qui s'en allait avec nos ennemis. Maintenant, nous voyons que la majorité de la K. A. G. a évolué résolument dans la direction du camp

ennemi. On s'aperçoit que nous avons suivi notre chemin contre les éléments anarchistes, aussi bien que contre les éléments pacifistes et petits-bourgeois social-démocrates.

Encore un mot sur les révélations. Nos ennemis essaient de discréditer, par tous les moyens, l'Internationale Communiste et ses sections nationales. Et il arrive qu'un grand nombre de nos camarades perdent un peu la tête après de telles révélations. Cependant nous savons, d'après notre propre expérience, que les révélations ont lieu d'habitude au moment où nos ennemis ont déjà usé tous les autres moyens, lorsque la situation devient pour eux plus dangereuse, en un mot, lorsque la lutte de classe devient plus acharnée.

Les « révélations » sont les symptômes qui accompagnent une lutte plus intense; nous voyons ce fait se produire en *Autriche*, où les social-démocrates mènent actuellement campagne contre le P. C.

Notre politique envers le Parti Socialiste *italien* n'a pas toujours été approuvée, même par nos camarades italiens. Toutefois, tout le monde nous concédera que nous avons agi avec discernement.

Nous avons conquis, par notre attitude, les délégués que Serrati avait envoyés au 3^e Congrès, et ils travaillent à présent honnêtement pour l'Internationale Communiste, à l'intérieur du Parti Socialiste. Nous avons envoyé nos délégués au Congrès national du Parti Socialiste et avons montré ainsi que nous ne renoncions à aucun moyen pour gagner les ouvriers. Nous obligeons Serrati, encore aujourd'hui, à tenter de donner l'illusion qu'il n'est point l'ennemi de l'Internationale Communiste. Le Parti Socialiste est divisé au moins en trois courants bien déterminés : celui des réformistes avoués domine de plus en plus. Le Parti perd sans cesse, et ses membres et son influence. Par contre, le Parti Communiste, qui

ne constituait au début, qu'un petit groupement, se développe de plus en plus et il conquiert, au cours de lourds combats, la sympathie de la classe ouvrière italienne; il prouve ainsi que l'Internationale Communiste, aussi bien avant qu'après le 3^e Congrès, a suivi, ici aussi, le vrai chemin.

Quant à notre Parti frère *français*, nous étions persuadés, dès le début, qu'un Parti qui, hier encore, n'était pas communiste et qui vient vers nous aujourd'hui, aurait une position difficile et un développement lent. Nous nous sommes efforcés de faciliter la tâche de nos amis français. Cependant, nous étions obligés de leur demander de prendre une position claire en ce qui concerne certaines questions, comme par exemple celle de la collaboration des militants aux journaux non soumis au contrôle du Parti. Quand nous avons appris, par un article de Frossard, l'existence d'une crise dans le Parti, nous avons immédiatement envoyé un camarade en France pour nous informer. Nous avons l'impression que nombre de militants sont tout prêts à obliger le Parti à suivre la voie de l'Internationale Communiste, mais qu'en pratique cette tâche rencontre de grands obstacles, heurte les traditions du vieux Parti Socialiste avec lesquelles nous devons compter. Nous sommes obligés d'étudier la situation en France de beaucoup plus près; il est probable que, dans le plus proche avenir, c'est la France qui attirera tout particulièrement notre attention.

Notre Parti *tchéco-slovaque* a appliqué loyalement les résolutions du 3^e Congrès; il se trouve en contact étroit avec le peuple travailleur et est un parti populaire dans le meilleur sens du mot. Cependant, n'ayant pas consacré assez d'attention au mouvement syndical, il a subi une défaite.

En ce qui concerne le Parti *anglais*, nous pouvons dire que les temps sont révolus où il était une quan-

tité négligeable. Il est devenu un facteur politique, comme le prouvent ses pourparlers avec le Labour Party. Le Labour Party constitue une formation particulière, mi-syndicale, mi-politique. Il a d'abord exclu les communistes et pourtant il est obligé à présent d'entrer en pourparlers au sujet de leur admission. Vu la situation anglaise toute particulière, nous avons recommandé à nos camarades d'Angleterre de conclure, en cas d'élections, une sorte de bloc électoral avec le Labour Party, à condition qu'une pleine liberté d'agitation leur soit reconnue.

Le problème le plus important qui s'était posé devant le Parti Communiste d'Amérique du Nord, était la fondation d'un Parti ouvrier légal, la bourgeoisie ayant su, jusqu'à présent, le pousser dans l'illégalité et lui interdire l'accès légal aux masses. Nous étions d'avis que nous devions, autant que possible, provoquer en Amérique, sous le mot d'ordre : Pour la République des Travailleurs, ou sous une autre devise efficace de ce genre, un mouvement ouvrier radical qui s'appuyât sur un noyau communiste, déjà existant et fortement organisé. Certains éléments du Parti étaient opposés à ce plan : tout particulièrement les organisations d'émigrés russes et ukrainiens, parmi lesquels se trouvent de bons camarades que nous sommes obligés maintenant de convaincre de la justesse de notre tactique.

Des 42 sections que nous possédons, nous en avons examiné cinq dans lesquelles la politique de l'Internationale était visible. Nous devons encore mentionner la conférence des peuples actifs de l'Extrême-Orient. En ce moment, où la situation en Irlande, aux Indes et en Egypte est devenue tellement révolutionnaire, nous avons dû essayer d'organiser et de soumettre à la direction du prolétariat international des éléments paysans chinois et coréens, qui éprouvent sur leur corps les bienfaits du capitalisme

occidental. Nous voyons en eux de grandes réserves d'où un sang nouveau et des forces nouvelles nous afflueront. D'autre part, nous avons noué, au Japon, les premières relations directes avec les ouvriers du pays. Il existe 3 1/2 millions d'ouvriers industriels, 1/2 million d'ouvriers faisant partie des syndicats, et un petit Parti Communiste persécuté, ainsi qu'une littérature marxiste et révolutionnaire que nous ne connaissons pas encore. L'entrée de ce prolétariat jeune et puissant dans l'Internationale a certainement une importance universelle.

On a souvent entendu parler, ces mois derniers, des crises que traversent nos Partis. Eh bien, tous nos Partis sont issus de la vieille social-démocratie. En Russie, nous recrutons parmi les paysans. Nous apportons avec nous les qualités et les défauts de l'ancienne social-démocratie et les imperfections paysannes, et nous nous développons, à la suite des luttes et de nombreuses petites crises, en Parti véritablement Communiste.

Après la guerre, nous aurions battu les capitalistes, si nous avions eu des Partis Communistes. Ne les ayant pas eus, nous sommes forcés, par la nécessité des choses, de refaire l'étape le long de laquelle les Partis Communistes se forment et se fortifient dans de grands combats. C'est un dur problème qui cependant doit être résolu. La première République prolétarienne a eu des difficultés plus grandes encore à vaincre, ayant été forcée d'affirmer son droit à l'existence sans aucun appui et sans le secours d'une Internationale. La Russie des Soviets a été obligée de faire des concessions. Elle offre cependant au réveil prolétarien des autres pays, un *hinterland* révolutionnaire énorme et leur facilite les luttes inhérentes à l'évolution.

Vous avez entendu les rapports de 8 pays, et vous voyez que notre situation, aujourd'hui, six mois

après le 3^e Congrès, est encore plus forte et plus claire. Notre cause fait des progrès. Nous sommes dans la bonne voie.

RADEK donne quelques courtes informations sur les pourparlers qui ont eu lieu entre nous et les représentants de l'Internationale 2 1/2. Les négociations ne nous ont pas engagés, la décision appartenant au Comité Exécutif Elargi. Les représentants ont proposé une conférence dont seraient exclues toutes les questions qui nous divisent. Les deux Internationales Syndicales ne participeront pas à la Conférence. On a parlé aussi d'un organisme dans lequel doivent entrer deux représentants de chaque Internationale, pour la préparation technique de la Conférence. Comme lieu de réunion, on a envisagé une ville d'un pays vainqueur, par exemple Milan.

ALEXANDRA KOLLONTAÏ rend compte de l'activité du Secrétariat International des Femmes. Depuis le 3^e Congrès, l'action du Secrétariat s'est développée sous tous les rapports. Une réunion des correspondantes des différents pays a été convoquée à Berlin. En vue de l'organisation des femmes en Orient, nous avons tenu une conférence à Tiflis et établi une liaison avec les femmes d'Extrême-Orient. Nous avons aussi entrepris une action dans les colonies. Le 8 mars, nous avons organisé une Journée internationale des femmes et nous avons pris aussi une part active au secours aux affamés.

ZINOVIEV répond encore à quelques questions. Le secours aux affamés a, en général, réussi. La semaine d'adhésions a réussi moins, n'ayant pas été organisée avec toute l'énergie nécessaire; elle nous enseigne que nos actions internationales doivent être entreprises et menées à bien avec beaucoup plus d'énergie que cela ne s'est fait jusqu'à présent. Notre attitude envers la conférence de Washington, les thèses

que nous avons élaborées, n'ont été utilisées dans notre propagande, malgré leur grande signification politique, que très insuffisamment. A ma remarque que la 2^e Internationale est forte, parce que la bourgeoisie est forte, il faut que j'ajoute, pour être bien compris, que le contraire est aussi vrai. Non seulement les social-démocrates et les amsterdamiens ont puisé des forces nouvelles dans la bourgeoisie, mais encore la bourgeoisie s'approvisionne de force dans les organisations qui entraînent encore une partie de nos frères de classe pour les mettre au service de la bourgeoisie.

SIXIÈME SÉANCE

20 Février 1922 (Soir)

Président : CARR. — Orateur : ZINOVIEV.

La Tactique du Front unique

ZINOVIEV. — Une question qui se pose d'abord en France et dans d'autres pays, lorsqu'on discute la tactique du front unique, est la suivante : cette tactique, proposée par l'Exécutif, est-elle liée de façon quelconque à la situation actuelle de la Révolution Russe et à la nouvelle politique de l'État Soviétique ? Cette question est posée par nos ennemis non sans une joie malicieuse, inspirée par nos difficultés; cependant, on la pose beaucoup aussi dans certains de nos partis frères.

La tactique de l'Internationale Communiste est orientée par la Révolution Universelle. C'est la tactique du Parti Communiste mondial qui prépare la dictature du prolétariat dans le monde. Le parti ouvrier a vaincu en Russie. La Russie représente un sixième de la surface terrestre. Déjà pour cette seule raison, la Révolution Russe a une très grande importance pour la révolution mondiale; mieux encore, elle en est partie intégrante. Le Parti Communiste International ne peut se désintéresser de la position où se trouve la Révolution prolétarienne dans le pays où elle a remporté la victoire. Ainsi, l'Armée Rouge de la Russie des Soviets eût-elle pris Varsovie en 1920, la tactique de l'Internationale Communiste serait aujourd'hui autre qu'elle ne l'est. Mais ceci n'est pas

arrivé. Après la défaite stratégique, nous avons eu une décroissance politique du mouvement ouvrier tout entier. Le Parti prolétaire de Russie a été obligé de faire des concessions économiques plus importantes aux paysans et, jusqu'à un certain point aussi, à la bourgeoisie. Ce fait a ralenti la marche de la Révolution prolétarienne, mais aussi inversement : les défaites subies par les prolétaires des pays occidentaux entre 1919 et 1921 ont, de leur côté, influé sur la politique du premier Etat prolétarien et ralenti la marche de la Révolution en Russie. Nous assistons donc ici à un processus à double effet. Les difficultés du Gouvernement Russe des Soviets ont leur contre-coup dans tous les autres Partis et la lutte générale pour l'affranchissement de la classe ouvrière influe forcément sur la politique tout entière.

C'est dans ce sens que le retard du 3^e Congrès, ainsi que les thèses sur l'unité du front sont en rapport avec la situation de la Russie des Soviets. Mais cela ne veut nullement dire que le Parti russe, qui joue dans le Comité Exécutif de l'I. C. un rôle directeur, veuille en abuser à quelque fin égoïste. Qui l'affirme insulte l'Exécutif de l'I. C. en général. Il n'est pas possible que l'intérêt du seul gouvernement prolétarien ne concorde pas avec les intérêts du prolétariat tout entier. La situation nouvelle est donc influencée par celle de la Révolution Russe, aussi bien que par les luttes des ouvriers allemands, anglais et français; cependant l'action de la Révolution Russe s'exerce dans une mesure plus large, la lutte du prolétariat russe ayant pris, dans ces dernières années, une envergure plus vaste que chez les prolétaires des autres pays. Mais cela ne permet pas d'affirmer qu'on abuse de l'Exécutif de l'I. C. pour les buts égoïstes du premier gouvernement ouvrier. Celui qui le soutient, se place au point de vue des Internationales 2 et 2 1/2; il ne comprend pas que les intérêts historiques et profonds du premier Etat prolé-

tarien victorieux, se confondent avec ceux de la classe ouvrière du monde entier.

On peut démontrer que nous propageons depuis longtemps déjà la tactique du front unique, ou à peu près, le nom de « front unique » n'ayant pas encore été employé. C'est un fait que Lénine, dans son ouvrage sur la *Maladie infantile du Communisme*, qui a paru en 1920, en accord complet avec toute l'I. C. et avec le Parti Russe, a recommandé cette tactique aux communistes. A cette époque, nous n'étions à la veille d'aucune conférence de Gênes. La situation était tout autre, et pourtant Lénine écrivait :

« Que les Henderson, Clynes, Macdonald, Snowden soient irrémédiablement réactionnaires, c'est vrai. Il est aussi vrai qu'ils désirent prendre en main le pouvoir (tout en préférant, soit dit entre parenthèses, une coalition avec la bourgeoisie), qu'ils veulent « gouverner » suivant les formules vieilles-bourgeoises, et que, arrivés au pouvoir, ils se conduiront inmanquablement à l'instar des Scheidemann et des Noske ».

Et cependant Lénine recommanda de les soutenir. Il écrivit :

« Au contraire, du fait que la majorité des ouvriers d'Angleterre suit encore les Kerensky et les Scheidemann, que l'expérience de la Russie et de l'Allemagne n'a pas encore incité les ouvriers à passer en masse au communisme, il s'ensuit, sans aucun doute, que les communistes anglais *doivent* siéger au Parlement et aider, à l'intérieur du Parlement, les masses ouvrières à constater les résultats pratiques d'un gouvernement Henderson et Snowden, et qu'ils doivent aider Henderson et Snowden à vaincre les Lloyd George et les Churchill réunis ».

Et il continue :

« Je préciserai encore. Les Communistes anglais doivent, à mon avis, réunir les quatre Partis (qui tous sont très faibles, et dont quelques-uns sont très, très faibles) — « il y avait alors quatre Partis » — en *un seul* Parti qui doit se placer sur le terrain des principes de la III^e Internationale et de la participation *sans réserves* au Parlement. Le Parti Communiste propose aux Henderson et aux Snowden un compromis, un accord électoral : nous marcherons ensemble contre l'union Lloyd George-Churchill, nous partagerons les mandats parlementaires suivant le nombre des voix données par les ouvriers aux Partis ouvriers ou aux Communistes (non pas pendant les élections, mais lors d'un vote spécial), nous nous réservons *la liberté entière* d'agitation, de propagande et d'action politique ».

Et il dit encore :

« Il est souvent difficile aux communistes anglais d'atteindre les masses, d'inviter les masses à les écouter. Si je me présente comme communiste et déclare que j'engage les gens à voter pour Henderson et contre Lloyd George, on m'écouterait sûrement. Et je pourrais non seulement expliquer d'une façon populaire, pourquoi les soviets valent mieux que le parlement et pourquoi la dictature du prolétariat est meilleure que celle de Lloyd George (recouverte de l'enseigne de la « démocratie » bourgeoise), mais je serais encore en mesure de faire comprendre qu'au fond, je soutiens Henderson par mon vote comme la corde soutient le pendu ».

Dans ces lignes, nous retrouvons déjà toute la tactique du front unique, bien qu'adaptée aux conditions anglaises.

Sur une question qui, à cette époque, avait un caractère purement théorique, qui n'avait aucun rapport avec la politique russe, qui avait une importance pour l'Angleterre et par cela même était d'une

portée internationale, on a dit ce que nous proposons aujourd'hui, aussi ouvertement que nous le disons nous-mêmes. On m'a reproché d'avoir dit dans mon discours du 5 décembre qu'il s'agissait, en l'occurrence, en tout et pour tout, d'une *manœuvre tactique* pour démasquer les chefs et pour attirer les masses vers nous. Mais Lénine ne dit-il pas : Vous devez soutenir Henderson et Macdonald, comme la corde soutient le pendu ! Et ces paroles ont été lues par les opportunistes du monde entier.

Par rapport à cette question, nous nous trouvons dans une situation assez difficile. Autant qu'il s'agit des chefs des Internationales 2 et 2 1/2, nous avons, à vrai dire, affaire à des ennemis de classe qui ont pris pied solidement à l'intérieur de notre propre classe. Lorsque nous parlons maintenant de la tactique à employer envers ces hommes, il serait certainement mieux de ne pas prendre de décision définitive au sujet du front unique; cependant, il faut dire ce qui en est.

Au moment où Lénine écrivait son petit livre, en 1919-1920, la position du gouvernement des Soviets était beaucoup plus dure. Ce fut le temps où Dénikine et Koltchak étaient encore très forts, où la Russie était menacée par les puissances guerrières. A cette époque, nous avons examiné, tout aussi bien que maintenant, les problèmes tactiques généraux du mouvement international, au point de vue des intérêts fondamentaux du mouvement international et non des intérêts de la République des Soviets. Pourquoi n'avons-nous pas alors parlé du front unique ?

En 1919, tout le monde espérait encore que nous vaincions la bourgeoisie dans le courant des années prochaines. Il n'en fut rien, et d'abord pour cette raison que *le facteur subjectif* faisait défaut.

La situation était mûre, et même, comme s'est exprimée la camarade Zetkin, *plus que mûre*, mais

il manquait l'organisation indispensable de la classe ouvrière. La social-démocratie constituait un facteur négatif, bataillant au moment décisif aux côtés de la bourgeoisie. Nous ne nous en sommes pas aperçus tout de suite et nous avons parlé et écrit, encore durant une année entière, comme si le but était proche.

Dans la période actuelle de construction des partis communistes, des phénomènes tout nouveaux et très intéressants se sont fait jour dans les masses les plus profondes de la classe ouvrière. Les masses aspirent au repos et au pain. Ce n'est peut-être pas toujours agréable pour nous autres, révolutionnaires conscients, que la masse de la classe ouvrière, que nous glorifions et idéalisons si souvent, ne s'empresse pas de courir à la barricade; mais, après quatre ans de famine et de ruine, la classe ouvrière a besoin de repos et ne veut plus se lancer dans des périls nouveaux. Tel fut et tel est encore, jusqu'à un certain point, le sentiment des masses. Nous autres, communistes, nous avons prévu la guerre, la débâcle économique, la crise. Mais nous n'avons pas pu prévoir ce sentiment des masses.

En vertu de cet état de choses, une certaine efflorescence du réformisme a eu lieu dans les larges masses de la classe ouvrière. Non pas d'un réformisme à la Bernstein; il ne s'agit en l'occurrence d'aucun mouvement clair et conscient, en général, mais plutôt d'un sentiment qui a ouvert des voies nouvelles au réformisme. Ce phénomène se laissait apercevoir en 1920 et presque pendant toute l'année 1921. C'est là que se trouve la source d'un sourd mécontentement contre les communistes qui appellent au combat et ne comprennent pas le besoin de repos. Ce sont les phénomènes consécutifs à la guerre impérialiste universelle et à la liquidation de cette guerre. Le fait lui-même aurait pu devenir très dangereux, le capitalisme n'eût-il pas été capitalisme. Ayant aperçu

ce besoin de repos chez les travailleurs et remarqué que le réformisme était de nouveau en train de conquérir une partie des ouvriers arriérés, le capital entreprit une *offensive*. Des phénomènes économiques importants entrèrent aussi en jeu. L'offensive du capital dans tous les pays eut pour objet l'augmentation de la journée du travail, la diminution des salaires réels, etc. A la suite de ce fait, un revirement se produisit dans le mouvement ouvrier, un état d'esprit nouveau se révéla dans la classe ouvrière et en premier lieu : *une méfiance sourde envers les réformistes*. Un simple ouvrier se rend de nouveau compte qu'il n'aura pas de repos aussi longtemps qu'il n'aura pas lutté. Toutes les promesses des Internationales 2 et 2 1/2 restent irréalisées, et les conditions de vie de la classe ouvrière empirent.

Les masses ouvrières qui aspiraient auparavant au repos, commencent, à ce moment, à se rendre compte qu'elles ne pourront pas éviter la bataille. Mais pour remporter, dans cette lutte, une victoire, il faut agir avec union. Lorsqu'un simple ouvrier recherche les raisons pour lesquelles la trahison pendant la guerre devint possible, il arrive à cette conclusion bien simple : *parce que la classe ouvrière n'était pas unie*, parce que la social-démocratie avait divisé la classe ouvrière. Et c'est pourquoi il désire actuellement l'unité.

Ce fait ne peut être nié, même par les camarades qui sont opposés à notre tactique. Les ouvriers aspirent à l'unité, ils veulent lutter contre la bourgeoisie, tous ensemble. Ne pas compter avec cet état d'esprit, cela veut dire cesser d'être communiste pour devenir sectaire; c'est faire le jeu de la social-démocratie.

Ceci, nous ne l'avons pas encore vu clairement lors du 3^e Congrès. Le 3^e Congrès se rendit, en général, compte qu'un revirement se préparait, mais la forte et naturelle poussée vers l'unité ne nous apparaissait

pas encore clairement. Il y a à présent, la nécessité de faire un pas en avant. Nous sommes obligés de rappeler que le rôle du Parti Communiste consiste à réunir la classe ouvrière et à la conduire en avant. Le Parti n'est pas la classe, il est la tête de la classe ouvrière. Nous n'accepterons jamais de constituer un seul parti avec les social-démocrates : cela équivaldrait à une trahison; nous ne devons pas oublier que le rôle du Parti est d'indiquer la voie à la classe ouvrière.

Nous ne sommes pas obligés de céder à chaque sentiment des masses. Tant que ce sentiment a sa source dans l'idée confuse : réunissez-vous tous et formez un seul Parti, il reste faux et réactionnaire. Cependant, il y a dans ce mouvement encore autre chose, quelque chose de foncièrement sain, à savoir la tendance à réunir toutes nos forces contre la bourgeoisie. C'est une tendance saine que de provoquer un mouvement de masse contre l'offensive de la bourgeoisie. Ce facteur sera peut-être décisif pour toute la marche ultérieure de la Révolution. Si nous savons, en ce moment, utiliser comme il sied cet état d'esprit, nous réussirons aussi bien à créer un Parti Communiste conscient qu'à provoquer un grand mouvement de masse.

Nous réunissons aujourd'hui, pour la première fois, ces deux conditions préalables de la bataille. Le mouvement de masse était peut-être plus grand en 1920, mais le Parti manquait. Ensuite, nous avons commencé à organiser les Partis, mais la poussée de masse faisait défaut. Maintenant commence une période où nous sommes en présence des deux facteurs et où nous devons savoir réunir ces deux facteurs. Il s'ensuit déjà que nous avons en vue *un front unique*, non seulement avec les social-démocrates, avec les partis appartenant aux Internationales 2 et 2 1/2, mais aussi avec les anarchistes, les syndicalistes, les ouvriers sans parti, les ouvriers chrétiens.

Ce dernier front fut surtout mal compris. Les camarades français ont pensé qu'un pacte avec les ouvriers chrétiens était une trahison envers l'Internationale Communiste. Il va de soi que nous sommes forcés de lutter avec les ouvriers chrétiens contre les capitalistes, et ce sera une grande victoire pour l'Internationale Communiste, si nous nous trouvons, pour la première fois depuis la guerre, épaule contre épaule, avec les ouvriers dans la lutte économique et ensuite dans la lutte politique contre la bourgeoisie.

C'est un exemple classique que cette grève des cheminots, dont la camarade Zetkin nous a rendu compte. Les masses n'ont pas voulu entendre parler de politique et pourtant ce fut une grève politique qu'elles firent elles-mêmes. Certes, les ouvriers chrétiens ne veulent pas entendre parler du communisme; mais lorsqu'ils soutiennent une grève, ils font une politique communiste sans le savoir. Nous devons essayer d'atteindre tous les ouvriers. La situation est telle que toute grève peut et doit devenir une grande grève politique. Voici pourquoi la situation est si favorable et nous devons en profiter.

Là-dessus vient encore se greffer le danger des nouvelles guerres impérialistes. Ces messieurs ne parlent tant de la paix, à Washington, que parce qu'ils s'attendent à une guerre. C'est aussi pour cette raison que les amsterdamiens ont pris aussi des résolutions spéciales et fait le serment de proclamer une grève générale en cas de guerres impérialistes nouvelles. Mais nous n'attachons pas d'importance à ces grandes promesses de grève générale; nous disons : Faites maintenant avec nous la grève des chemins de fer, ne vous rendez pas coupables de trahison envers les mineurs d'Angleterre, entrez avec nous dans la petite lutte quotidienne. Nous n'avons que faire de vos

résolutions sur la grève générale, mais nous vous proposons de lutter avec nous, épaule contre épaule, pour les revendications du jour.

C'est cela qui est nouveau et que nous n'avons pas eu jusqu'à présent. Les camarades qui se dressent contre la tactique du front unique, ne voient pas que nous avons déjà, jusqu'à un certain point, gagné la campagne proprement dite. Les communistes ne peuvent plus être présentés comme des scissionnistes de profession, et ceci est déjà un premier gain considérable. On nous représentait comme des scissionnistes professionnels, les conditions objectives facilitant aux gens cette accusation. Certes, nous avons été forcés, entre 1914 et 1921, de réaliser une douzaine de scissions, et ceci a provoqué dans la classe ouvrière un certain mécontentement. Mais nous étions obligés de diviser l'ancienne social-démocratie, si nous voulions défendre les intérêts des travailleurs. Nous étions obligés de créer un Parti Communiste pour avoir les coudées franches. Et c'est ainsi qu'il arriva que, pendant ces dix dernières années, grâce à la social-démocratie, nous fûmes représentés comme des scissionnistes professionnels. Pendant ces dix dernières années, le capitalisme essaya d'accumuler les rancunes provoquées par les scissions pour en faire une machine de guerre contre le communisme. Il faut que nous sachions maintenant surmonter ce mécontentement par des moyens appropriés et que nous montrions que si nous avons divisé la classe ouvrière, c'est pour la réunir contre la bourgeoisie.

L'hostilité de la classe ouvrière contre les scissions n'est que trop compréhensible. La tendance vers l'unité est très souvent, presque toujours, un facteur révolutionnaire. La puissance de la classe ouvrière consiste en ceci qu'elle réunit des millions d'hommes; c'est la force du nombre. Qu'elle soit opposée aux scissions, c'est un sentiment tout à fait compré-

hensible et bien fondé. Mais nous n'avons pas toujours pu céder à ce sentiment, la social-démocratie l'ayant exploité au profit de la bourgeoisie. Nous étions acculés à la scission. Maintenant il s'agit de changer de rôles : ce sont les Internationales 2 et 2 1/2 qui apparaîtront devant la classe ouvrière comme scissionnistes et non pas nous.

Nous nous trouvons devant une nouvelle vague du mouvement ouvrier. Certains camarades ont mal compris le mot d'ordre du front unique, comme s'il avait eu sa source dans le désespoir, la Révolution russe n'ayant pas tenu ses promesses. Au contraire, si nous n'étions pas en présence de cette nouvelle vague du mouvement ouvrier, le front unique serait entièrement sans objet. Quand nous avons parlé dans nos thèses d'une nouvelle vague, nos meilleurs camarades eux-mêmes nous ont dit en Allemagne : une telle vague n'existe pour le moment qu'à Moscou, mais non pas partout. Examinez cependant la vague de grèves un peu partout. Nous sommes déjà habitués aux grèves auxquelles participent un million et demi de travailleurs. L'unité de front n'est pas une tactique de désespoir; au contraire, elle est liée au fait d'une vague nouvelle qui a une origine économique pour aboutir à une fin politique.

Que cette tactique présente des dangers, personne n'en doute. Nous l'avons indiqué dans nos premières thèses. Notre tactique recèle souvent des dangers, mais croyez-vous que le parlementarisme n'en cache aucun ? Et pourtant nous l'avons accepté. La tactique du front unique présente de très gros dangers et il n'y a que les Partis Communistes sérieux qui puissent l'adopter. Mais personne ne saura prouver qu'elle ne repose sur rien, qu'un autre sentiment inspire les masses.

Maintenant, il faut que je m'explique assez clairement avec le Parti français. D'abord, ç'a été pour

nous une assez agréable surprise de constater que les Français se sont placés au point de vue de « la gauche ». C'est justement dans le Parti où se sont conservés les restes de l'opportunisme qu'une lutte s'est engagée contre l'unité de front; mais ce fut une *lutte de mots* contre l'opportunisme.

Je ne veux pas dire par là que tout, dans l'opposition, au sein du Parti français, contre le front unique soit malsain : ce serait injuste. C'est, dans une certaine mesure, un reflet du sentiment sain des ouvriers révolutionnaires qui ont assez du parlementarisme, des illusions de l'unité, etc... Lénine a dit la même chose dans son livre sur les maladies infantiles du communisme, où il explique que l'anti-parlementarisme est un reflet des sentiments sains des ouvriers révolutionnaires.

Dans le Parti français, nous trouvons une méfiance révolutionnaire et saine des ouvriers, qui souvent ont été trompés et qui ne veulent plus être trompés. Puis on craint que le Parti, trop faible encore, ne soit mis en danger. En troisième lieu viennent un manque de clarté et l'insuffisance des informations. Quatrièmement, il y a encore autre chose, à savoir : une tentative de la part des centristes conscients et mi-conscients pour profiter de la situation actuelle et mobiliser ainsi le Parti français contre l'Internationale Communiste. Aujourd'hui, c'est le front unique qui sert de prétexte, demain ce sera autre chose.

Nos camarades de la Tchéco-Slovaquie m'ont raconté aussi que parmi les meilleurs ouvriers industriels une certaine résistance s'était fait jour, lorsque le mot d'ordre du front unique fut connu. Ils ont dit : Comment, nous allons maintenant marcher ensemble avec ces messieurs de la social-démocratie ? Jamais ! Nous voulons combattre la bourgeoisie. C'était un sentiment pareil à celui de certains camarades français : un sentiment sain. Nos

camarades tchéco-slovaques ont su expliquer la chose aux ouvriers et leur dire : Vous avez raison, nous allons mobiliser toute la masse ouvrière contre la bourgeoisie. Allez dans les usines et dites aux ouvriers sans-parti : si vous voulez lutter pour votre pain, si vous voulez combattre l'offensive patronale, si vous voulez que nous luttons pour qu'on ne vous piétine pas, marchez avec nous sur un front unique. Si les chefs du Parti n'avaient rien dit, nous aurions peut-être en Tchéco-Slovaquie aussi un état d'esprit hostile au front unique.

En France, les chefs, au lieu de mettre les ouvriers au courant, les ont laissés dans l'incertitude. Leur presse le prouve. Victor Méric, dont on dit qu'il est resté toute sa vie à l'extrême-gauche, écrit :

Mais j'y songe. Si nous faisons le front unique avec Briand? Après tout Briand est un dissident de la première heure, d'avant la première cuvée et il appartient à la grande famille.

Le même Méric écrit encore :

Eh bien ! Voulez-vous que je vous dise ce que chacun dit tout bas, ce qui se chuchote d'une oreille à l'autre? Ça tourne à la blague. Et ce n'était pas la peine de consommer la scission de Tours.

Un membre du Comité Directeur déclare : « A quoi bon la scission de Tours ! » Un certain nombre de camarades s'expriment de même, par exemple le camarade Soutif et, ce qui est tout particulièrement grave, le camarade Frossard.

Certainement, nous devons prouver que le Parti a la possibilité de manœuvrer. Mais Frossard ne s'en contente pas; il cite encore vingt autres arguments, qui tous sont faux et opportunistes. Il cite en guise d'argument contre le front unique l'exemple de la Hongrie, bien qu'il doive savoir qu'en Hongrie le Parti s'était dissous; nous n'avons proposé à personne d'agir ainsi et lutterons toujours contre cela.

Frossard pense encore que la tactique du front unique nous aliénera l'ensemble du mouvement ouvrier révolutionnaire, que l'unité du front videra nos sections. Frossard veut prouver ainsi que la tactique proposée n'est pas révolutionnaire. Inutile de parler de Fabre. Fabre qui publie un journal (*Journal du Peuple*), avec ce sous-titre : « Tribune libre pour tous les hommes libres », déclare ouvertement : « A quoi bon les scissions ? pourquoi ne pouvons-nous pas marcher ensemble avec les social-démocrates ? » Le camarade Verfeuil et le camarade Frossard s'expriment de même. Au lieu de dire de quoi il s'agit, Frossard écrit contre nous un article « pour le front unique international », où il dit : « Les ponts sont coupés. Nous ne les rétablirons pas » ; il ajoute même qu'on ne nous laissera pas présenter ce rétablissement comme désirable.

Dans *l'Humanité* du 28 janvier, nous trouvons un article intitulé : « La Lumière du Nord », dans lequel le camarade Morizet cherche à sauver la classe ouvrière française de la trahison de P. C. :

Nous connaissons, chez-nous, des radicaux qui s'adressent à la classe ouvrière, et qui s'intitulent même radicaux-socialistes pour mieux essayer de la tromper ».

Morizet craint que nous ne proposons un « mariage » avec les républicains bourgeois indépendants et nous met en garde contre cette « mésalliance ».

Rappoport pense que nous les convions à un rendez-vous avec une « belle dame », bien que Rappoport soit d'ailleurs pour le front unique. Morizet poursuit avec tout son sérieux.

« S'unir aux radicaux, aux républicains de gauche ? Nous avons connu cela. Cela s'appelait le Bloc. Et nous l'avons jugé.

« Nous avons combattu la politique blocarde en des

temps lointains déjà. Nous l'avens fait condamner, voilà quelque dix-sept ans, à Amsterdam.

Morizet dit encore, après avoir rappelé l'adhésion votée à Tours :

« Nous ne songeons pas à nous dédire ni à conditionner notre fidélité.

« A nos camarades de l'Exécutif de comprendre à leur tour notre situation. A eux de se convaincre que s'ils nous demandaient par hasard de reprendre, pour les besoins d'une politique décidée de très haut, de très loin, une ligne de conduite incompréhensible pour les masses françaises, ils exigeraient de nous que nous nous suicidions, et que nous nous suicidions dans le ridicule ».

Je pense, camarades, qu'il y a quelque excès, lorsque le camarade Morizet, dans l'organe central du Parti, définit notre proposition comme un « mariage » avec les républicains bourgeois. Il est certainement très heureux qu'un organe de notre Parti tire à 200.000 exemplaires, mais si de telles choses sont servies aux ouvriers français, c'est un mauvais service rendu aussi bien au mouvement français qu'au mouvement international.

Nous pouvons calmer le camarade Morizet : nous ne proposons nullement un « mariage » avec les partis bourgeois ou avec Longuet, ce que, peut-être, certains camarades français auraient volontiers entendu dire par nous. Nous leur proposons un combat qui doit enterrer politiquement pour toujours tous les messieurs Longuet. Je souligne : *politiquement*, car autrement on comprendra en France le mot textuellement; ne m'a-t-on pas fait grief, avant le congrès de Tours, d'avoir dit qu'il fallait demander à Longuet, « un pistolet appuyé contre sa poitrine », si, oui ou non, il était pour la dictature du prolétariat ?

Je voudrais vous lire encore le passage suivant d'un article de Victor Méric, membre du Comité Directeur :

« Certes, les raisons qui poussent nos camarades russes à préconiser cette tactique sont faciles à voir, mais on voudra bien aussi entendre celles qui nous obligent à la repousser. Un an après Tours et après la scission qui nous fut imposée, il nous est impossible de dire au prolétariat français : Unissez-vous avec les scissionnistes et les agents de la bourgeoisie ». Une manœuvre de ce genre équivaldrait à la ruine du P. C. français actuel ».

Lorsque je vous disais que certains « membres de la gauche », auraient conclu avec joie un « mariage » avec Longuet, j'avais raison. En effet, qu'est-ce que ce Parti, où un membre du Comité Directeur a le triste courage de dire qu'on l'a *forcé* à faire la scission. Et comment peut-on présenter notre tactique de telle façon que nous paraissions dire aux ouvriers : embrassez-vous avec les social-traitres ? Nous devons protester résolument contre une pareille agitation qui dure depuis des semaines et qui est reproduite dans tous les journaux bourgeois et demi-bourgeois avec une joie malveillante.

Si le Comité Directeur a cru vraiment que nous propositions une fraternisation avec les social-patriotes, il avait le droit de sonner l'alarme et d'exiger la convocation d'un congrès. Mais il n'avait nullement le droit de présenter ainsi sous un faux jour la tactique de l'Internationale Communiste, dans un grand journal qui tire à 200.000 exemplaires. Il faudra des mois pour réparer ce mal.

C'est d'autant plus regrettable que nos adversaires en France ont bien compris de quoi il retournait; Longuet écrit dans un article sur « l'Unité du front » que notre tactique peut être caractérisée par un vers de Racine : « J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer ».

Telle est aussi l'attitude des indépendants en Allemagne. Rudolf Hilferding dit dans un article de la *Freiheit*, intitulé « Tromperie de l'unité » : « Vous criez partout que c'est une tromperie de l'unité.

C'est vrai. Mais vous ne devez pas le dire; c'est faux ce que vous faites là. Nous ne connaissons pas de tâche plus noble pour un homme politique que la reconstitution de l'unité de la classe ouvrière ». Le chef des indépendants, qui est contre le front unique, parce qu'il sait que son Parti sera enterré par cette tactique, enseigne à ses hommes à ne pas se prononcer si ouvertement contre elle. Nous voyons la même chose dans un article du *Vorwaerts* : « La conférence socialiste des cinq pays ». Nos adversaires ont bien compris de quoi il s'agissait. Certes, la tactique entière est imaginée de façon à passer par-dessus la tête des chefs. La seule chose que les Internationales 2 et 2 1/2 ont pu invoquer contre nous ces temps derniers était qu'ils nous représentaient comme « diviseurs ». Au moment où nous pouvons forcer les gens à déclarer s'ils veulent, par exemple, *maintenant*, et non pas dans dix mois, soutenir une grève des cheminots ou un autre mouvement de ce genre, ils sont perdus. C'est pourquoi c'est notre devoir de les confronter avec la classe ouvrière, de causer avec eux pour les dévoiler après, devant les yeux des masses.

La seule chose qui nous manque, c'est la clarté dans la tête des masses ouvrières. C'est donc jouer sur les mots que de nous déclarer en ce moment, comme le font les camarades français, qu'on est pour l'unité du front à condition qu'elle soit dirigée contre les chefs. Le camarade Cachin nous a communiqué que le Parti français avait élaboré un programme d'action concernant les revendications immédiates, programme qu'il soumettra aux masses. C'est un commencement du front unique. Il paraît que vous avez la majorité. Mais quelle majorité ? La majorité des lecteurs de journaux ? Mais c'est très peu. Notre Parti n'a aucune influence sur l'organisation des syndicats révolutionnaires. Frossard déclare dans un article : « Le front unique signifie une rupture avec la

classe ouvrière révolutionnaire ». Nullement. La C. G. T. *Unitaire* a pris ce nom, parce qu'elle sait qu'une poussée vers l'unité existe dans la classe ouvrière. Pendant des mois, les syndicalistes révolutionnaires ont lutté avec les syndicalistes réformistes pour savoir qui amènerait la scission. Dans le n° du 18 février, la C. G. T. publie un appel dans lequel elle s'adresse à Jouhaux et à toute la C. G. T. réformiste avec un programme d'action commune. C'est cela la tactique du front unique.

Notre Parti doit aller aux masses et unir les masses dans la lutte contre la bourgeoisie. Les camarades français disent qu'ils ont la majorité en France. Si cela même est ainsi, *ce n'est pas encore*, il s'en faut, *une majorité internationale*. Mais *nationalement* parlant, cela est ainsi. Il n'est pas possible que les intérêts nationaux d'un Parti soient contraires aux intérêts internationaux de la classe ouvrière. Vous n'avez pas le gros des foules ouvrières, ce sont les syndicalistes qui l'ont. Il faut que vous ayez avec vous les masses dans les usines, les masses qui feront des grèves auxquelles participeront des millions d'ouvriers, et à cela vous n'arriverez que par l'unité du front.

Et maintenant, parlons de nos amis *italiens*. Le Parti Communiste italien a pratiqué le premier, sans s'en rendre tout à fait compte, la tactique du front unique. Le 14 août, l'organisation syndicale qui travaille dans le contact le plus étroit avec le Comité Central du Parti, adressa une lettre à tous les syndicats en leur proposant d'adopter la tactique du front unique. Mais lorsqu'une première réunion de la plus grande importance eut lieu, afin de continuer cette tactique, le Parti ne s'y fit pas représenter et envoya une lettre. C'est illogique au possible. Nos amis italiens se raidissent dans ce point de vue : nous sommes pour l'unité du front dans les syndicats, mais jamais sur le terrain politique. Bordiga expédia à la délégation italienne à Moscou le télégramme suivant :

« Nous confirmons le mandat rejetant la proposition qui tend à accepter l'invitation de l'Internationale de Vienne à une conférence générale. Gardez intacte notre formule d'invitation des organisations syndicales de toutes nuances et proposez en outre que chaque organisme central syndical y envoie une représentation proportionnelle de toutes ses fractions politiques. Nous faisons cette proposition au nom de l'Italie; son acceptation facilitera à l'Internationale Communiste le travail indépendant pour l'unité du front. Au cas où elle serait rejetée, la responsabilité en retomberait sur les socialistes ».

Ainsi ce n'est pas le Parti qui doit venir, mais les fractions politiques des organisations syndicales. On ne peut pas prendre cela au sérieux. C'est un jeu de cache-cache, comme si nos camarades avaient la sensation que nous commettons ici un péché. Le Parti italien se tient en ce moment debout, un pied sur le front unique, l'autre en l'air. J'espère qu'il ne placera pas son second pied dans le camp des ennemis du front unique, mais sur la plate-forme de l'unité du front. Serrati est furieux contre la tactique que nous avons proposée. Serrati sent qu'il s'agit de l'enfermement des chefs des Internationales 2 et 2 1/2. Il y a deux ans, nous n'avons pas pu proposer cette tactique. Un grand changement s'est produit dans l'état d'esprit des masses ouvrières. Une situation nouvelle s'est créée à la suite de la déchéance du réformisme; les masses se sont retrouvées elles-mêmes, et elles s'aperçoivent qu'elles perdent tout, parce qu'elles sont divisées et qu'elles n'ont pas lutté. Si nos camarades français s'imaginent que, il y a un an à peine, nous avons combattu, pistolets à la main, et que maintenant, tout d'un coup, nous nous amenons avec des harpes mélodieuses, je leur citerai un proverbe russe : « A chaque saison son légume ». Il faut que nous sachions nous servir aussi bien des pistolets que du front unique.

Nous avons donné dans les thèses un chapitre sur l'expérience russe. Pendant un certain temps, nous avons appliqué avec succès la tactique du front unique contre les menchévistes. Pourquoi M. Martov est-il devenu furieux contre la tactique du front unique ? Parce qu'il sent, cet homme, que nous allons souffler le froid sur les gens qui l'entourent. L'« immoralité » de notre tactique consiste en ceci que nous voulons leur enlever les masses. Les masses ne sont pas encore communistes, mais les masses veulent lutter pour de meilleures conditions de vie. Nous allons combattre avec les masses pour chaque centime. Nous n'oublierons jamais que notre but est la dictature du prolétariat. Mais nous ferons notre possible pour démasquer les agents de la bourgeoisie, les social-démocrates.

Indiquez-nous une voie autre que celle que nous vous indiquons. Notre tactique touche au cœur les chefs des Internationales 2 et 2 $\frac{1}{2}$. La conférence mondiale aura-t-elle lieu ? Je l'ignore. Comme vous le savez, c'est la II^e Internationale qui la sabote.

Il ne s'agit pas que de l'unité du front. C'est pour *l'unité des masses ouvrières elles-mêmes* que nous serons obligés de lutter pendant des mois, ou peut-être des années entières. Et lorsqu'elle sera réalisée, alors la révolution sociale sera faite. On n'aboutira pas par une lutte d'un mois, mais c'est la seule voie juste qui mène au but. Notre conférence doit prendre une position déterminée dans cette question. Et si quelques camarades dans le Parti n'ont pas encore surmonté leurs maladies infantiles, ils guériront d'ici quelques mois. Nous devons expliquer aux masses, d'une façon compréhensible, pourquoi nous les avons divisées : pour avoir la liberté de propagande et d'agitation. Mais à présent nous vous appelons à vous unir contre la bourgeoisie. Et dans cette voie la victoire est absolument certaine.

SEPTIÈME SÉANCE

25 Février (Après-midi)

Président : WALECKI

Orateurs : RENOULT, ROBERTO, TERRACINI.

Le Front unique

RENOULT. — Camarades ! tout en défendant ouvertement son point de vue dans la grave question du front unique, le Parti Communiste français désire protester devant vous de son sentiment rigoureux de la discipline et de son entière *solidarité* avec la III^e Internationale. Le camarade Zinoviev avait jugé nécessaire de souligner certaines déclarations de quelques membres du Parti Communiste français qu'il considère comme le début d'une campagne contre l'Internationale Communiste. Nous avons justement essayé de convaincre le camarade Zinoviev et l'Exécutif tout entier que le Parti Communiste français était un membre tout particulièrement discipliné de la III^e Internationale. Toutefois, il désire profiter du droit de libre discussion dans le cadre de la III^e Internationale, surtout dans une question aussi importante, aussi grosse de conséquences que celle du front unique.

Il a été dit que le 3^e Congrès avait déjà, en passant, pris position dans la question du front unique, ayant accepté l'*appel aux masses*. Nous considérons cela comme une violence faite aux textes. Si le troisième Congrès a accepté les thèses de l'*appel aux masses*,

il n'en a nullement arrêté les détails pratiques d'application, lesquels nous ont été soumis aujourd'hui dans les thèses sur le front unique.

Le Parti Communiste, d'accord avec tous les délégués au 3^e Congrès, s'est donné la plus grande peine pour changer les conclusions du 3^e Congrès en actes. Nous avons essayé de faire appel aux masses les plus larges du prolétariat et de leur indiquer des buts d'action précis. Nous pouvons donc dire que nous sommes en plein accord avec les conclusions du troisième Congrès de l'U. C.

On vient de nous dire qu'appliquer les résolutions du 3^e Congrès cela signifie : appeler les masses aux actions nettement déterminées, poser des revendications immédiates et expliquer même aux ouvriers les plus arriérés leur devoir envers leur classe. Et ensuite on nous dit qu'il y aura lieu, dans un avenir indéterminé, de conclure des accords partiels et provisoires avec les chefs discrédités des social-démocrates ou bien des syndicalistes-réformistes. Le camarade Zinoviev croit que cette distinction entre l'appel aux masses et l'entente avec les chefs social-démocrates et syndicalistes réformistes ne constitue pas un argument sérieux. Nous, de notre côté, nous considérons au contraire cet accord comme le point le plus difficile du problème. Je n'exprime pas ici mon opinion personnelle, mais celle des communistes français, lorsque je dis que toute l'émotion a été provoquée par la possibilité d'une telle entente.

Telle est, exprimée en quelques mots, la position prise par le P. C. français. Le P. C. français apporte, sur le problème du front unique, une thèse d'opposition, une thèse qui rejette les propositions de l'Exécutif. Mais il importe d'établir une distinction qui paraît absolument indispensable. Le camarade Zinoviev a dit que certaines appréhensions se faisaient sentir, sous ce rapport, dans la classe ouvrière

française. En effet, les camarades français considèrent qu'il est nécessaire de créer certaines garanties pour que l'action générale du Parti ne soit pas mise en danger. Ce qui a plu surtout aux ouvriers révolutionnaires de France dans le programme de la III^e Internationale, c'est justement son caractère révolutionnaire, *libre de tout esprit de compromission*. Et nos camarades désirent certainement que l'action pour les revendications partielles directes ne porte aucun préjudice à la propagande et à l'action générale.

Un exemple : une des actions les plus énergiques que notre Parti ait entreprises pour réaliser en pratique les thèses du 3^e Congrès, était notre campagne contre l'impôt sur les salaires. C'étaient les communistes qui, non seulement dans la presse, mais aussi dans la masse ouvrière, avaient pris l'initiative de la campagne contre l'impôt sur les salaires. Lorsque l'agitation fut devenue tout particulièrement grave, les représentants bourgeois de différents arrondissements ont été surpris par cette agitation. Nous avons appris, juste avant notre départ de Paris, que les représentants bourgeois radicaux de l'Aube avaient l'intention de s'entremettre au Parlement pour l'adoucissement de l'impôt. Certes, on dira : c'est là une large utilisation de la propagande, c'est un moyen d'utiliser la tribune parlementaire pour travailler l'opinion publique. Nous ne le contestons pas. Cependant, il faut que vous compreniez que, pendant les discussions qui auront lieu à ce sujet au Parlement, nos représentants y auront à accomplir un *double* devoir, à savoir : servir en même temps les intérêts particuliers des ouvriers et ne pas faire un seul pas qui puisse être interprété comme un essai de collaboration pour des résultats palpables.

Avec cette restriction, le Parti français est absolument décidé à appliquer la tactique de l'appel aux masses adoptée par le 3^e Congrès. Quand on nous dit

que l'adoption de la tactique du front unique équivaut à la lutte pour la journée de huit heures et contre l'impôt sur les salaires, alors nous sommes d'accord avec l'unité du front et reconnaissons que le Parti Communiste français s'est prononcé depuis longtemps pour le front unique. Cette unité du front nous l'acceptons de la façon la plus résolue et nous l'avons pratiquée depuis longtemps. Ce front unique nous l'appelons en France *bloc révolutionnaire*. Chaque fois qu'une circonstance favorable s'est présentée, nous nous sommes efforcés de réaliser ce bloc révolutionnaire avec les anarchistes, avec les syndicalistes révolutionnaires et avec les ouvriers sans-parti autant que ces derniers sont accessibles à nos appels. Lorsque, par exemple, le danger de guerre parut assez grand, lorsque la question de l'occupation de la Ruhr fut mise à l'ordre du jour, nous avons formé des comités d'action avec les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes et nous avons su développer une agitation de masse qui certainement a influé sur la décision du gouvernement.

Nous avons agi de même, bien qu'avec moins de succès, lorsque a été engagée la campagne pour *Sacco et Vanzetti*.

Le camarade Zinoviev a reconnu justes certains arguments de Frossard, il en a critiqué d'autres. J'ai ici à accomplir un devoir important : j'ai à déclarer catégoriquement notre entière solidarité avec le secrétaire général de notre Parti. Le secrétaire général de notre Parti n'a pas exprimé son opinion personnelle lorsqu'il a parlé du front unique. Au contraire, il fit entendre l'opinion même du Parti.

La question du front unique a provoqué dans notre Parti la plus grande émotion; immédiatement, un arrêt dans les nouvelles adhésions au Parti se produisit. Une grande inquiétude se laissa apercevoir dans les Fédérations de la Seine, du Nord, de Seine-et-

Oise, les plus importantes de notre Parti. On trouve des camarades qui se refusent à payer leurs cotisations pour 1922 et qui déclarent qu'ils ne prendront pas leur carte avant d'obtenir une réponse satisfaisante sur la question du front unique.

Le camarade Zinoviev discerne dans les répliques qui sont données par le Parti français deux sortes d'éléments : une opposition saine qui a son origine dans l'instinct révolutionnaire des masses ouvrières françaises, et une opposition malade dictée par le désir de combattre perfidement l'Internationale Communiste.

Eh bien, camarades, les faits nous montrent qu'une émotion sérieuse, comme le camarade Zinoviev l'a sentie, s'est emparée des éléments les plus sains du Parti Communiste français, et que, par conséquent, notre Parti, aussi bien que l'Internationale Communiste, doit prendre les mesures de prudence nécessaires pour donner aux camarades la satisfaction désirée.

La situation en France est évidemment toute particulière. Le Parti des « dissidents » ne dispose d'aucune force d'agitation dans les masses; on peut le comparer au *groupe Lévi* en Allemagne. Si, dans ces conditions, on désire provoquer sur un sujet quelconque, une agitation dans le pays, il est absolument inutile de s'adresser à ceux-là. Le front unique, conçu sous cette forme, serait en France une chose plus ou moins incompréhensible et absolument irréalisable. Notre Parti n'a aucun besoin de faire appel à ces gens-là.

Le camarade Zinoviev a admis qu'un argument de Frossard avait une valeur particulière. Frossard a dit : notre Parti est encore jeune au point de vue de son éducation purement communiste. Il n'est pas encore assez sûr de lui-même pour se permettre des manœuvres stratégiques où il risque de se perdre.

Certes, la connaissance théorique du communisme est encore insuffisante dans un parti qui est un parti jeune et qui est composé d'un grand nombre de camarades venus à l'idée révolutionnaire seulement après la guerre. Il n'est pas douteux que nous ayons encore beaucoup à faire pour développer complètement nos forces. C'est cela que notre camarade Frossard a voulu dire. Et il est certain que nous pourrions courir un danger réel, si nous nous risquions à des manœuvres stratégiques si difficiles et si compliquées. La mise en pratique de l'unité de front, au point de vue politique, autant qu'elle exige de nous un rapprochement avec les chefs des organisations social-démocrates, nous semble inutile. Par ce moyen nous n'atteindrions aucun résultat. Il faut que nous comptons avec cette situation particulière.

Camarades, la situation est encore beaucoup plus difficile en ce qui concerne l'*action syndicale*. Par la volonté des chefs majoritaires de la C. G. T., par la volonté de Jouhaux et consorts, des organisations ouvrières ont été exclues, pour cause de divergences d'opinion. Les syndicats qui avaient fait montre de leur sympathie pour l'Internationale Syndicale Rouge ont été exclus ou menacés d'exclusion. C'est seulement lorsque les syndicalistes révolutionnaires eurent senti qu'il leur était impossible de laisser chasser, par Jouhaux et ses amis, l'un après l'autre, les syndicats révolutionnaires de la Confédération, qu'ils lancèrent un appel à tous les syndicats de France et convoquèrent un grand congrès auquel ils ont donné le nom d'Unitaire. C'est à ce Congrès que fut fondée la C. G. T. Unitaire. Dans la dernière année avant la scission, la C. G. T. comptait environ 500.000 adhérents. Suivant les renseignements les plus récents, la C. G. T. compte 300.000 membres. Les résultats acquis sous ce rapport sont réellement remarquables.

Si le mouvement d'adhésion actuel à la C. G. T. Unitaire continue de la même façon, nous parvien-

drons, dans quelques mois, au point de vue syndical, à la même situation que sur le terrain politique. La C. G. T. de Jouhaux sera digne du Parti socialiste de Renaudel; ce sera un *état-major sans troupes*. Les syndicalistes révolutionnaires français de la C. G. T. Unitaire ont adopté une tactique qui est absolument conforme aux conceptions de l'Internationale Communiste.

Qu'on nous dise comment et dans quelle mesure l'on déterminera les formes de l'application de la nouvelle tactique, en prenant en considération la situation du Parti Communiste français, formes qui seraient acceptables pour nous. Je vous assure qu'il est impossible actuellement, en France, de songer même à un accord partiel avec les chefs du Parti Socialiste et les socialistes majoritaires.

Camarades, au moment où le Parti français demande qu'on tienne compte de ses conditions spéciales de combat, il a naturellement le devoir d'être réservé dans son analyse du problème au point de vue international. Nous croyons que l'application du front unique, présumant partout un rapprochement et un accord avec les chefs réformistes, présente un danger non seulement pour la France, mais en général pour toutes les sections de l'Internationale et pour l'Internationale elle-même. Nous ne pensons pas qu'il soit possible de nous adresser directement aux chefs. Je prends comme exemple la grève des cheminots allemands, soutenue par les ouvriers municipaux, grève sur laquelle rapporta la camarade Zetkin. Qu'est-ce qui est arrivé alors ? Le Parti Communiste d'Allemagne a grandi à cette occasion, sans aucun doute. Il a appliqué en cette occurrence une tactique générale excellente. Mais de quelle manière ? En montrant aux masses, en toute clarté et en toute évidence, que le Parti reste toujours fidèle à la classe ouvrière. C'est cela qui a donné au P. C. allemand le prestige aux yeux des masses. Quant à l'appel direct aux

chefs, je crois qu'il n'a nullement contribué à éclaircir la situation.

Sans désirer en déduire une loi précise, je répète que le Parti Communiste français prévoit les résultats électoraux et les conséquences parlementaires que certaines interprétations du front unique vont provoquer. En parlant au point de vue international, je veux ajouter que le P. C. F. a été tout particulièrement touché lorsqu'il a appris les conditions réellement injurieuses posées par les leaders du Labour Party anglais aux communistes d'Angleterre. Nous proposons de soumettre la question du front unique, pour une solution définitive, au 4^e Congrès International. En attendant, le problème doit être étudié à fond dans les sections nationales. Passons maintenant au projet d'une conférence internationale sur laquelle le camarade Radek nous a renseignés hier ; ce projet intéresse toutes les sections de l'Internationale Communiste. Nous autres, membres du P. C. français, nous croyons que le prolétariat international ne comprendra pas ce rapprochement entre les chefs de la 3^e Internationale et la Révolution Russe d'un côté, et les hommes qui ont le plus combattu le communisme et la République des Soviets de l'autre. Qui organisera cette conférence ? Le camarade Radek a exprimé l'opinion qu'il serait nécessaire de réunir une *conférence préparatoire* pour y arrêter l'ordre du jour de la conférence elle-même. Nous croyons que les dirigeants des Internationales 2 et 2 1/2 profiteront volontiers de l'occasion qui se présentera pour laisser entendre les calomnies du menchevisme international auxquelles les représentants de la III^e Internationale répondront sûrement avec toute l'énergie nécessaire. Nous doutons fort qu'une telle discussion soit une préface utile à la Conférence de Gênes ou de Rome.

Quels seront, d'autre part, les résultats pratiques ? On décidera éventuellement de mettre debout une

action internationale. Cependant, nous ne croyons pas que les hommes qui soutiennent les intérêts de la bourgeoisie soient en mesure d'apporter quoi que ce soit à une action qui doive réellement servir la cause ouvrière ou combattre les impérialistes. Certainement il faut garder en même temps l'idée d'une manifestation internationale. Il est nécessaire que le prolétariat s'efforce de montrer sa puissance au moment où la bourgeoisie tiendra ses assises à Gênes ou à Rome. Les démonstrations seront d'autant plus puissantes que la classe ouvrière sera mieux organisée dans les divers pays, cela peut être une grève de 24 heures; dans d'autres, on se bornera à organiser des réunions publiques. Nous autres, en France, nous prendrons notre part d'une pareille action. Je suis, par ailleurs, absolument persuadé que si l'on s'obstine à soutenir le projet d'une conférence internationale avec l'Etat-Major des Internationales ennemies, la C. G. T. Unitaire se refusera d'y participer. Devrons-nous alors prendre part à cette conférence avec les représentants de la C. G. T. de Jouhaux, avec des hommes comme Merrheim ?

Certainement, nous pourrions déclarer qu'à notre retour en France nous réaliserons, absolument et sans réserve, les thèses qui nous sont proposées ici. Si cependant les choses allaient trop loin, nous pourrions tout simplement ne pas accomplir notre tâche. Mais nous préférons prendre une autre attitude. A la suite des expériences faites, pleinement conscient de sa responsabilité, le Parti Communiste Français demande au Comité Exécutif de prendre en considération les objections qui ont été faites ici, qui ont leur source non pas dans un esprit de contradiction et d'opposition, mais dans la connaissance de la situation, dans la certitude qu'il y a chez nous des conditions particulières. Nous vous prions de compter avec ces conditions spéciales et nous conservons l'espoir qu'il sera possible d'arriver à une unité de

vue en ce qui concerne toutes les questions que nous examinons actuellement ici.

L'Italie et le Front unique

ROBERTO. — Lorsque, il y a quelques jours, j'avais à répondre à la question, si les thèses de l'Exécutif étaient opposées aux thèses italiennes, j'y ai répondu par un « non ». Il faut que j'avoue franchement que je n'aurais pas pu donner la même réponse si l'on m'avait questionné *après* le discours de Zinoviev. Nous sommes complètement d'accord avec l'Exécutif tant qu'il s'en tient aux conditions mondiales économiques et politiques. Il est évident que le monde capitaliste traverse une crise que le capitalisme croit pouvoir remonter grâce à une offensive contre le prolétariat. Mais puisque nous savons que la bourgeoisie se défend par des moyens illégaux et qu'en Italie la garde-blanche a trouvé sa forme - la plus achevée dans le fascisme, il existe une différence dans l'interprétation de ce problème entre le Parti Communiste Italien, les autres Partis Communistes et les social-démocrates. Ceux-ci disent : Il faut que nous restions dans la légalité et que nous pensions à accomplir notre tâche à l'aide de moyens réalisables dans un parlement bourgeois. Le P. C. insiste par contre sur la nécessité de sortir du cadre de la loi, de lutter *illégalement* et d'employer la violence.

Le 2^e Congrès avait pour base les 21 conditions qui nous ont entièrement éloignés et distingués des opportunistes de la social-démocratie. Les Turati, les Serrati et d'autres ne pouvaient pas, ou plutôt ne voulaient pas accepter les 21 conditions qui prévoyaient la dictature et l'emploi de la violence. Nous avons appliqué ces thèses et nous avons insisté sur le fait qu'il était nécessaire de le faire afin de grou-

per des hommes intelligents et conscients dans des cellules d'élite, pour aider les masses et les conduire à l'assaut des derniers remparts du capitalisme. Dans ce combat, il y avait aussi des traîtres à la classe ouvrière : c'étaient les chefs social-démocrates qui la poignardaient dans le dos.

Au 3^e Congrès on appuyait encore plus : les groupements communistes doivent se mettre d'accord avec les masses et se mettre en contact avec elles. Je vous avoue que nous autres, Italiens, nous nous sommes aussitôt adonnés, avec confiance et discipline, à cette tâche, sans épargner nos efforts. La meilleure preuve en est que, quinze jours après le retour de nos camarades du 3^e Congrès, commença la lutte pour le front unique. Il est probable que ce mot d'ordre soit d'origine italienne, car nous étions les premiers qui l'avions lancé dans les masses. Nous avons créé des cellules dans les syndicats. Au début, il n'y avait que quelques rares camarades. Mais ces cellules s'étant développées et agrandies, elles ont acquis une certaine influence et elles ont posé nettement la revendication communiste, c'est-à-dire l'unité du front. Il est certain que nous avons obligé les social-démocrates à convoquer le Congrès de Vérone, où nous avons subi des dommages uniquement grâce au piège des élections.

Je conviens que le discours du camarade Zinoviev m'a un peu dérouté. J'ai eu la même impression que si l'on avait voulu renverser tout ce qui avait été construit au 2^e et au 3^e Congrès. Il faut cependant que je rende hommage à la sincérité avec laquelle le camarade Zinoviev a parlé du front unique. Il a expliqué franchement que cela devait être fait pour la Russie et notamment pour cette raison que la Révolution Russe ne constituait pas seulement un problème russe, mais une question d'une importance internationale. Mais j'attendais autre chose d'un

cours de Zinoviev, d'autant plus que nous, c'est-à-dire moi et mes camarades, nous avons, en ce qui concerne les questions qui devaient être débattues ici, un mandat impératif qu'on devait prendre en considération, car enfin nous ne sommes pas des pantins. A dire franchement, j'étais un peu troublé. Lorsque le camarade Zinoviev montait à la tribune, parce que j'avais peur d'être battu par des arguments solides. Cependant mes craintes, sous ce rapport, furent vaines, le camarade Zinoviev n'ayant seulement confirmé dans mes opinions. Zinoviev dit : Nous respectons les principes, parce que nous sommes marxistes, mais nous ne sommes pas des théoriciens et des doctrinaires qui ont la tête dans les nues et les yeux tournés vers le ciel; nous regardons toujours les masses et la vie qui palpite. Il continue : Nous avons estimé à sa juste valeur le sentiment qu'ont les masses ouvrières de la nécessité de reconstruire le front unique et nous voulons l'utiliser pour le bien de la Révolution. Là-dessus, je réponds : c'est vrai; mais quand, pour étayer vos thèses, vous me dites que tout a changé, que les conditions économiques et politiques ont entièrement évolué et que désormais tout doit être envisagé d'un autre point de vue, et qu'en même temps, vous citez le camarade Lénine, alors je vous réponds que de telles citations touchent à la préhistoire et ne sont nullement appropriées pour soutenir vos arguments par des documents.

L'instinct des masses n'est pas sorti de la tête de Jupiter, telle Minerve. C'est nous plutôt qui l'avons éveillé et en même temps créé et nous avons suivi, jour par jour, sa croissance avec des soins paternels et un amour de frère, après nous être séparés des social-démocrates et après les avoir démasqués comme traîtres.

Le camarade Zinoviev dit : Que signifie votre pro-

position de combattre ensemble avec les syndicats, mais sans les partis politiques ? Vous établissez donc une différence entre la situation politique et la situation économique ? Camarade Zinoviev, vous auriez pu vous épargner de nous faire cette leçon ; nous avons toujours su que la situation économique était une situation politique. Le camarade Zinoviev dit encore : C'est donc pour cette raison que vous tenez un pied en terre, l'autre en l'air. Loyauté pour loyauté, camarade Zinoviev, cette expression est tout simplement stupide. J'ai par contre l'impression que le camarade Zinoviev n'a même pas un pied par terre, suspendu qu'il est en l'air avec ses deux jambes. Le camarade Zinoviev pense que nous avons besoin du front unique pour marcher avec les masses et non pour démasquer les chefs. Cependant, cela seul ne suffit pas. Selon moi, il faut ajouter, ce que le camarade Zinoviev n'a pas mentionné, que nous ne combattons pas seulement pour dévoiler les traîtres, mais encore pour aider les masses ouvrières, le prolétariat qui aujourd'hui encore ne voit rien en dehors des questions économiques. Mais je pose en même temps cette question : devons-nous croire que les chefs social-démocrates soient un tas de lourdauds achevés ? Croit-on que les chefs social-démocrates vont nous regarder, bouche bée, pendant que nous les démasquerons ? Evidemment non : nous avons ici affaire à des gens qui ont du flair et qui sauront se défendre. Ce serait trop simple de l'annoncer à l'avance et ensuite de lutter avec les moyens que préconise le camarade Zinoviev.

Lorsque le camarade Zinoviev cite l'exemple de Serrati, alors je dis : ce n'est plus le Serrati d'aujourd'hui, car celui-ci n'est plus enragé. Je vous cite la revue de Serrati, *Comunismo* (qui s'intitule la Revue de la III^e Internationale) qui publie, à la première page, l'appel de l'Exécutif, accompagné de commentaires de Serrati.

Le camarade Zinoviev dit alors : Nous ne faisons pas d'accords, de compromis avec les chefs, mais par-dessus leur tête, nous allons aux masses. J'ai le sentiment que ce ne sont là que de belles paroles. Les socialistes disent, eux aussi, qu'ils arriveront au socialisme par-dessus les lois

On dit ensuite qu'en 1919, nous n'avons eu ni le Parti, ni les masses et qu'à présent, bien que nous ayons le Parti, nous n'avons pas encore les masses. Cependant, il serait nécessaire de posséder les deux. Nous soutenons que nous possédons un Parti et nous sommes dans la meilleure voie pour conquérir aussi les masses, conformément aux résolutions du 2^e et du 3^e Congrès.

En ce qui concerne le télégramme qui nous fut envoyé de Rome, le camarade Zinoviev s'est simplement refusé à le comprendre : ce télégramme dit que nous appliquons l'action du front unique dans les syndicats; cependant, lorsque, à Vérone, à la suite du système de votation, le Parti Communiste eut subi une défaite, nous exigeâmes que dans les syndicats, en considération de notre force, le droit nous fût accordé de présenter nos thèses et de rapporter nos résolutions. Notre cher camarade Zinoviev dit alors que nous avons réussi en Italie à former, à Rome, un comité d'alliance et qu'ensuite nous n'y sommes pas allés. Et si nous y étions allés on aurait dit : Maintenant, ils travaillent ensemble, bien qu'ils aient dit qu'il ne fallait pas marcher ensemble avec les républicains.

Nous avons eu, en Italie, après la guerre, un gouvernement Giolitti. Tout le monde était persuadé que cet homme qui avait été si hostile à la guerre et aux profiteurs de la guerre, obligerait la bourgeoisie à payer les dettes de guerre. Quant à nous qui étions encore dans le même parti que les social-démocrates, nous nous sommes trouvés dans une situation parti-

culière. Devions-nous voter, à la Chambre, pour une proposition de loi qui dit qu'il faut enlever aux profiteurs de guerre 100 % de leurs bénéfices, et admettre ainsi ouvertement la collaboration avec la démocratie ? Nous étions forcés de déclarer que nous votions pour la loi, quoique nous ne crussions nullement en son efficacité. Nous avons essayé d'apporter la preuve que le gouvernement démocratique servait toujours les intérêts de la bourgeoisie et non pas ceux du prolétariat. Et vous, camarades allemands, êtes-vous sûrs que, mis à la place de la social-démocratie, vous ne seriez pas aussi joués que nous avons été joués nous-mêmes, et qu'on ne vous compromettrait pas aussi bien que nous ?

Renoult pense qu'il n'est pas possible de réaliser le front unique en France faute d'union suffisante, à l'encontre de ce qui se passe en Italie, par exemple ! Vous avez ici la confirmation de ce que j'avance. Nous autres, communistes italiens, nous disons que chez nous cette unité existe, qu'elle devient plus forte de jour en jour et que le front unique est réalisable sans qu'on se mette en relations avec les chefs qu'on a accusés de trahison et avec lesquels on a lutté tous les jours. Comment faut-il donc la réaliser ? Par les organisations ? Nous les avons ces organisations. Aussi bien dans les syndicats que dans les Bourses du Travail et dans les Confédérations, les groupes et les noyaux communistes élèvent leur voix, exigent l'unité du front et obligent les social-démocrates à se démasquer eux-mêmes. Nous devons déclarer à haute voix qu'il est du devoir du Parti Communiste de réaliser le front unique, non pas avec les chefs, mais avec les masses organisées dans les syndicats et qui peuvent entraîner aussi avec elles et démasquer les social-démocrates et les chefs. Voilà la thèse que nous présentons.

TERRACINI. — Dans ces derniers jours, à Moscou, nous avons rédigé les thèses que nous avons discutées en Italie, pendant de longs mois; je voudrais seulement les expliquer aujourd'hui.

Il faut désormais poser ainsi la question : va-t-on, pour conquérir les masses, sacrifier précisément les principes auxquels nous sommes redevables de notre puissance ? Nous considérons qu'il sera peut-être possible de conquérir les masses grâce aux moyens que l'Exécutif propose aux Partis d'adopter, mais que nous n'aurons pas alors de partis communistes; nous aurons alors d'autres partis qui, à un cheveu près, ressembleront aux anciens partis socialistes.'

Ce n'est plus une question académique qui se pose lorsqu'on parle du front unique ou bien d'une action générale. Je conteste qu'il y ait dans les masses prolétariennes le désir d'une *unité formelle*, tandis qu'une *action* générale et unie y serait saluée chaleureusement.

Les ouvriers voient bien que, dans tous les pays, se développe l'offensive capitaliste unie, générale et internationale; ils savent aussi que ce n'est pas seulement tel ou tel roi du bois ou de l'acier qui marche contre ses ouvriers, mais que, dans tous les pays, la bourgeoisie entreprend une attaque générale contre la classe ouvrière. Il existe, dans tous les pays comme en Allemagne, des Stinnes dont les noms sont moins connus, mais qui poursuivent le même but. Cette expérience a convaincu les ouvriers que le prolétariat ne devait pas seulement s'organiser sur des positions particulières et entreprendre des actions partielles (car il est tout simplement impossible de lutter, aujourd'hui, contre les réductions de salaires, demain contre les atteintes portées à la journée de huit heures et, après-demain, pour la liberté

d'association), mais qu'il fallait mener un combat qui nous conduira soit à une victoire sur toute la ligne, soit à une défaite décisive.

Évitons ces luttes quotidiennes qui n'apportent aucune solution, mais deviennent au contraire dangereuses pour le prolétariat qui doit un jour décider résolument de son sort. Le P. C. se rend parfaitement compte qu'il s'agit de réunir tous les ouvriers d'une catégorie ou de toutes les catégories, en un mot le prolétariat entier d'une nation, autour d'un mot d'ordre de lutte générale.

Quel mot d'ordre le Parti Italien a-t-il lancé en ces derniers mois, à toute occasion et à tout propos ? Toujours le même, à savoir qu'il ne faut plus mener de combats partiels, mais qu'il est nécessaire de conduire le prolétariat à une *action générale*. Chaque fois que les chefs social-démocrates se sont efforcés d'engager une action partielle sur un point particulier, nous nous y sommes opposés et nous leur avons rappelé la nécessité de poser la question sous une forme générale.

De quelle façon est-il possible d'organiser une action générale du prolétariat ? Peut-il jamais arriver que les partis politiques, qui possèdent un programme défini au sujet duquel il n'y a plus de discussion possible, se trouvent réunis dans une lutte pour des buts communs ? Et peut-on s'attendre à ce qu'ils soient prêts à les atteindre par les mêmes moyens ? Il ne s'agit pas surtout en l'occurrence des buts, mais plutôt de l'action, de la tactique et des moyens à employer. Si nous demandons aux camarades des Internationales 2 et 2 $\frac{1}{2}$ quels moyens appliquer dans la lutte, à mon avis, nous ne pourrions pas trouver de base commune : ils voudront éviter les moyens illégaux, tandis que nous voudrions utiliser toutes les possibilités.

Prenons l'exemple du Parti social-démocrate d'Au-

triche, qui appartient à l'Internationale 2 1/2. Il n'en existe pas moins une entente entre les social-démocrates et les communistes autrichiens contre la réduction des salaires. Cependant, qu'est-ce qui arrivera en cas de grève générale ? Il est fort probable que le gouvernement autrichien, à l'instar de ce qui s'est passé en Allemagne, assimilera les grévistes à des insurgés, et l'Etat dirigé par les social-démocrates se tournera contre eux. Tout autre processus serait impossible. Pour arriver à mener une action commune, il faudrait que les social-démocrates abandonnent quelque chose de leur programme, ou que les communistes renoncent au leur. La réponse du Labour Party au P. C. d'Angleterre est une preuve que les social-démocrates n'abandonnent rien.

Pour nous, nous ne savons qu'une chose : quand la C. G. T. italienne lance un appel au combat, les ouvriers y répondent immédiatement, tandis qu'il n'y a que peu d'ouvriers qui le fassent lorsque le mot d'ordre est donné par les socialistes italiens, en contradiction avec celui de la C. G. T. C'est en considération de ce phénomène que le 2^e Congrès a décidé la scission dans le parti politique, mais l'union dans les syndicats. Nous sommes heureux d'avoir appliqué ces thèses syndicales du 2^e Congrès, et il eût été bon que chaque parti eût agi de même. Sur ce point on peut faire un petit reproche aux camarades français. Certes, nous avons aujourd'hui en France une C. G. T. Unitaire, toutefois ce n'est pas une association communiste, mais syndicaliste. Par contre, dans les pays où le P. C. a réussi à créer des cellules communistes, on possède dans les syndicats un instrument qui permet de lancer un appel à une action générale et de grouper, autour de cette dernière, la majorité des ouvriers. La camarade Zetkin vous a montré par l'exemple de l'Allemagne que les masses n'avaient pas été tout particulièrement émuës par la mort de Rosa Luxembourg et de Karl Lieb-

knecht, tandis qu'aujourd'hui, sous la pression d'une situation économique difficile, elles retrouvaient leur esprit combatif.

Le camarade Zinoviev a parlé d'une entente entre les Partis et expliqué qu'il était nécessaire de conclure des accords avec les chefs et en même temps de les combattre; il a dit aussi qu'il fallait traiter avec les chefs tout en parlant directement aux masses. Dans une réunion comme celle d'aujourd'hui, il faut offrir aux sections de la III^e Internationale autre chose que des mots; il est nécessaire de leur indiquer clairement et nettement l'action à poursuivre. Ensuite, il faut définir avec précision dans quelles limites on doit mener les pourparlers. Nous donnons dans nos thèses la formule pratique suivante : chaque Parti doit établir une série de questions qui puissent intéresser directement tous les ouvriers et qui soient en rapport avec la situation économique et avec la réaction politique et militaire. Les propositions doivent être faites uniquement aux syndicats nationaux, non aux partis politiques, et même, si possible, non pas par le P. C., mais par le Comité central de chaque groupement syndical. Ensuite, elles doivent être portées à la connaissance d'un Comité qui sera nommé dans les réunions extraordinaires des organisations syndicales. Le Parti s'engage à mettre à la disposition de ce Comité, pour les actions qu'il mènera, toutes ses forces organisées. Les autres Partis doivent faire de même.

Lorsque nous avons posé cette question pour la première fois, les syndicats n'ont pas répondu. Ils l'ont fait plus tard, lorsque les noyaux communistes eurent travaillé dans les syndicats et acquis dans toutes les réunions une majorité sur cette question. Il sera plus facile de le faire quand les groupes communistes poseront la même question tous les jours dans toutes les réunions des syndicats. On démas-

quera ainsi les chefs successivement et plus sûrement.

Par chefs, nous ne comprenons pas que les Serrati, les Lévi, les Renaudel et les partisans de Scheidemann; les partis dans leur ensemble doivent être considérés comme responsables de la défaite ouvrière, c'est pourquoi il n'est pas juste de parler toujours d'un côté des dirigeants et de l'autre des adhérents des partis social-démocrates. La force des dirigeants social-démocrates est due uniquement à ce que des milliers d'adhérents restent dans ces partis. En ce qui concerne tout particulièrement l'Allemagne, les communistes et les social-démocrates de là-bas doivent s'unir pour former un gouvernement commun, afin de résoudre le problème des réparations sous une forme acceptable pour la classe ouvrière. Etes-vous sûrs que les dirigeants social-démocrates accepteront votre proposition? Dans aucun pays les social-démocrates ne concluront jamais un accord, parce qu'ils savent trop bien qu'ils ne seront jamais en mesure d'en réaliser les clauses. Ils ont l'expérience et ils savent qu'il n'est pas très diplomatique d'accepter ouvertement aujourd'hui ce qu'on sera forcé de rejeter le lendemain. Quelque claire et précise que fût la façon dont on avait posé la question du front unique à l'Exécutif, elle occasionna une grande confusion dans les sections. Nous étions obligés d'aller dans les sections et d'y expliquer qu'il ne s'agissait pas de conclure des accords avec nos ennemis d'hier, qu'il n'était pas nécessaire d'abandonner notre attitude intransigeante, mais qu'il s'agissait de créer une base pour un travail ultérieur. Souvent, pendant les élections municipales par exemple, aussitôt que les communistes et les social-démocrates formaient un bloc électoral, on a vu les couches petites-bourgeoises retirer à ce bloc leur confiance. Tel est souvent le cas qui se produit dans les organisations syndicales : les sans-parti

établissent immédiatement leur propre liste, lorsque les communistes et les social-démocrates proposent une liste commune. Ainsi la tactique de l'accord politique et parlementaire fera perdre à l'union de masse un grand nombre de partisans. Avec l'accord, peut-être eussions-nous gagné cent mille ouvriers, mais en même temps perdu au moins un millier de communistes. Je préfère cependant voir ce millier rester avec nous. Le P. C., par sa structure même, constitue une *opposition* contre toute puissance bourgeoise. C'est une des raisons pour laquelle nous repoussons le front unique sur le terrain parlementaire. Depuis la « Lettre ouverte » des camarades allemands jusqu'à la proposition de former un gouvernement avec les majoritaires et les indépendants, vous vous êtes toujours heurtés à un refus. Cela montre clairement quel sort sera réservé à toute proposition de ce genre. Les camarades de Saxe et de Thuringe ne me démentiront pas ici. Les camarades suédois ne pourront pas non plus prouver que l'appui qu'ils ont donné au gouvernement Branting ait apporté des avantages à la cause générale du prolétariat.

Et maintenant un mot sur la question internationale. Pouvons-nous marcher avec Amsterdam ou avec Vienne ? Le faire serait une très grande faute. Je suis persuadé que les thèses proposées par la délégation italienne seront rejetées, la capacité de vous convaincre nous faisant défaut. Nous allons donc approuver les thèses sur le front unique, mais elles ne seront appliquées en aucun pays, non pas faute de discipline, mais pour des raisons d'ordre intérieur. Nous allons assister à ce spectacle ridicule que cette question aura été résolue pour les grandes organisations, c'est-à-dire à la plus grande échelle, alors que son application dans les limites plus restreintes est tout simplement impossible. L'Internationale 2 $\frac{1}{2}$ représente en ce moment dans le monde, non seule-

ment une organisation ouvrière, mais encore un Etat bourgeois, l'Autriche. La II^e Internationale sert de truchement au gouvernement petit-bourgeois d'Allemagne. La III^e Internationale représente l'Etat ouvrier russe. Pendant qu'à Rome, à Gênes ou ailleurs siègera une conférence de tous les grands Etats impérialistes et réactionnaires, les organisations ouvrières, si elles se rencontrent, n'arriveront à d'autres résultats qu'à une rupture de tous pourparlers visant un accord et à une lutte encore plus acharnée.

Avec les masses, par une action générale et unie, et non pas avec les partis des traîtres par une unité formelle et stérile ! Nous demandons uniquement que le problème soit posé d'une façon claire et précise, sans démagogie et sans rechercher un effet grossier.

HUITIÈME SÉANCE

26 Février (Après-midi)

Président : FRIIS.

Orateurs : LOUNATCHARSKY, RADEK, MAC MANUS,
THALHEIMER, BURIAN.

Le Front unique (suite)

LOUNATCHARSKY. — Camarades, vous vous souvenez certainement que le camarade Roberto a rendu hommage à la franchise du camarade Zinoviev qui avait osé faire l'aveu devant cette conférence que la tactique du front unique nous serait imposée par la situation difficile de la Russie des Soviets. Mais qu'a dit le camarade Zinoviev ? Il a dit : certains aventuriers politiques affirment que la tactique du front unique serait dictée par le désir d'améliorer la situation de la Russie des Soviets. Et il a ajouté : S'il en était ainsi, le fait lui-même serait-il répréhensible, puisque le gouvernement russe constitue l'instrument le plus actif entre les mains de la III^e Internationale ? Mais, a dit le camarade Zinoviev, — et Roberto semble ne pas l'avoir compris, — ce n'est nullement le cas : cette tactique est déterminée uniquement par la situation générale. J'espère qu'il ne s'agit ici que d'un malentendu et non pas d'une déformation à la Serrati, des paroles prononcées réellement par le camarade Zinoviev. Et encore un argument : le camarade Roberto nous reproche de n'avoir pas tiré nos conclusions aussitôt après notre défaite devant Varsovie. Ceci ne correspond pas du tout à la réalité, le revirement ayant eu lieu immédiatement après la défaite. Le camarade Roberto a dit encore que, avant

le discours de Zinoviev, il avait peur de voir les châteaux de cartes de ses convictions crouler sous le souffle violent de cet orateur bolcheviste; mais, après le discours, une autre crainte se serait emparée de lui, le contenu du discours étant dirigé contre les principes de la politique établie au premier Congrès.

Où a-t-il pris cela ?

Terracini a dit : le 2^e Congrès a lancé le mot d'ordre concernant l'organisation d'Etats-Majors; le 3^e Congrès a recommandé à son tour d'adjoindre à ces Etats-Majors une armée. Ainsi, conclut le camarade Terracini, on nous recommande actuellement d'ajouter une armée à l'Etat-Major par des moyens qui mèneraient à la destruction de l'Etat-Major lui-même et à la dégénérescence du P. C. Mais comment peut-on, après l'exposé si clair du camarade Zinoviev, parler d'une tactique secrète appliquée aux chefs à laquelle s'opposerait une tactique ouverte pour les masses ! Terracini suppose que nous lui permettrons seulement d'avoir des conversations confidentielles dans le cabinet de M. Giacini, pour démasquer ce dernier. Nullement. Nous disons : il faut créer un grand mouvement ouvrier, révolutionnaire minimaliste. Minimaliste, dont les buts et les mots d'ordre soient accessibles à la dernière vieille ouvrière d'une fabrique textile; révolutionnaire, car nous ne nous contenterons pas de phrases et de promesses. Et si vous réussissez à déchaîner un grand mouvement, il entraînera de son côté aussi tous les « traîtres » ou bien ce ne seront que des déserteurs et des trainards à l'arrière des masses révolutionnaires.

Le camarade Terracini a raconté que les camarades italiens avaient contribué à la convocation de la conférence à Rome. Leur absence aurait été due à la présence des socialistes italiens. Ceci nous rappelle les anciens russes orthodoxes, qui considéraient

comme un péché mortel de manger à une table avec les infidèles.

Terracini croit qu'il faudrait dire non pas « front unique », mais plutôt « action unie ». Ce n'est pas mal ce qu'il dit là. Nous ne désirons aucunement une salade de tous les partis politiques et de tous les syndicats, nous voulons seulement que le P. C. sorte de cette série de combats comme le seul chef reconnu et dévoué aux masses, tandis que les autres partis seront successivement réprouvés. Le camarade Terracini représente cette idée simple d'un appel à « l'action unie », comme une conception monstrueuse et même dangereuse, et il dit : Nous ne devons pas disperser nos forces dans des combats locaux et partiels, mais nous devons les réunir dans le temps et dans l'espace en une seule tentative, pour un jugement dernier. Cette théorie est en fait très dangereuse. Elle est contraire à la tactique du 3^e Congrès. C'est seulement dans une série de combats petits, moyens et grands, que nous aguerrirons nos troupes, relèverons leurs forces et conquerrons leur confiance. Nous nous présenterons devant les masses et nous leur demanderons : « Voulez-vous entreprendre une campagne sérieuse pour défendre la journée de huit heures ? » Les masses répondront « oui » dans un cri de tonnerre. Alors vous vous tournerez vers les social-traitres et vous leur demanderez : « Avez-vous l'intention de briser cette unité de la classe ouvrière ? » On vous répondra assurément : « Non, mais nous admettons à l'avance qu'on n'aura recours à aucun moyen illégal ». Si vous demandez ensuite : « Êtes-vous prêts à continuer la lutte éventuellement avec d'autres moyens, comme par exemple la grève générale ? » et que vous receviez une réponse affirmative, alors vous pouvez les entraîner avec vous d'un combat à l'autre. Si, par contre, on vous répond négativement, cela constituera pour vous une occasion de propagande exceptionnelle.

Avec deux ou trois propositions de ce genre, faites publiquement, devant les masses, vous réussirez sûrement à ébranler leur confiance dans les chefs traîtres.

Notre écrivain, Gogol, fait dire à son fou que la lune monte à Hambourg, et vous, vous croyez que le front unique a été inventé à Moscou. Le camarade Terracini oppose au camarade Zinoviev que cette tactique ne s'est pas encore présentée d'une façon assez précise. Cela n'est pas du tout nécessaire. Il faut seulement indiquer quelques points essentiels de l'argumentation. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de plier le genou comme l'a affirmé le camarade Roberto; nous cherchons bien plutôt à vous convaincre et à sortir de cette discussion plus unis et plus forts que jamais.

RADEK. — Les discours du camarade Renoult et des deux camarades italiens représentent deux modes d'attaque contre le front unique. Les uns parlent de la situation tout à fait particulière dans laquelle se trouve leur pays. L'attitude des camarades français se résume ainsi : ils n'auraient pas confiance en leurs ouvriers, s'ils marchaient d'accord avec les longuettistes dont ils se sont séparés. Mais quand on les écoute attentivement, on a l'impression que certains camarades se sentent si près des longuettistes, qu'ils ont peur qu'on ne puisse plus remarquer de différence entre eux et les longuettistes, s'ils marchent d'accord avec eux. Le camarade Terracini présente un autre point de vue, celui de la théorie offensive dans le vin de laquelle on aurait mis un peu d'eau. Il cherche à l'ajuster aux thèses du 3^e Congrès. Je vais lire un passage de ces thèses :

« Là où la situation des masses ouvrières devient de plus en plus intolérable, les Partis Communistes doivent tout essayer pour porter les masses ouvrières à défendre leurs intérêts par la lutte. En présence de ce fait qu'en Europe Occidentale et en Amérique,

où les masses ouvrières sont organisées en syndicats et en partis politiques, où, par conséquent, on ne saurait compter jusqu'à nouvel ordre sur des mouvements spontanés que dans des cas très rares, les Partis Communistes ont le devoir, en usant de toute leur influence dans les syndicats, en augmentant leur pression sur les autres partis qui s'appuient sur les masses ouvrières, de chercher à obtenir un déclenchement général du combat pour les intérêts immédiats du prolétariat, et si les partis non communistes sont contraints de participer à ce combat, la tâche des communistes consiste à préparer d'avance la masses ouvrières à une trahison possible de la part des partis non communistes pendant l'une des phases ultérieures du combat, à tendre le plus possible la situation et à l'aggraver afin d'être capables de continuer le combat, le cas échéant, sans les autres partis (voir la Lettre Ouverte du Parti, qui peut servir d'exemple pour d'autres actions). Si la pression du Parti Communiste dans les syndicats et dans la presse ne suffit pas pour entraîner le prolétariat au combat sur un front unique, c'est alors le devoir du Parti Communiste de chercher à entraîner tout seul de grandes fractions des masses ouvrières ».

Dans toute cette histoire, il n'y a de nouveau que la question de la conférence. J'espère que Terracini n'est pas un internationaliste qui propose : oui, une conférence dans mon pays, avec mes socialistes, est admissible, mais une conférence internationale — non. Je pense qu'il préférerait se rencontrer avec Scheidemann plutôt qu'avec Serrati. En général, nous voyons ici reparaître les erreurs que nous avons combattues au 3^e Congrès.

D'autres sections s'opposent à cette tactique. En quoi consiste la différence entre la situation d'aujourd'hui et celle de 1919 ? Les masses étaient en révolte en Autriche, en Hongrie, en Allemagne. Nous menions le combat pour le pouvoir; il s'agissait de

la dictature ou de la soi-disant démocratie. Cette période de la première lutte directe est provisoirement terminée. Le fait est que le premier assaut fut repoussé par les capitalistes et que les ouvriers, dans tous les pays, luttent pour des revendications partielles. L'objet de la lutte est : la journée de huit heures, oui ou non ; des salaires plus élevés, oui ou non. La tâche de l'Internationale Communiste consiste donc à montrer aux masses en quoi nous différons des autres dans cette lutte pratique : nous autres, nous voulons combattre et les autres ne le veulent pas, même pour des réformes. Nos amis craignent que cette tactique ne nous rapproche des social-démocrates. Je vous rappelle comment les majoritaires et les indépendants allemands ont réagi lorsque nous avons appliqué cette tactique en Allemagne, en 1921. Ils ont hurlé, car ils savaient que nous allions les démasquer devant les masses.

Certains camarades s'expriment ainsi : le front unique ne peut être réalisé *que dans la lutte*. C'est le premier argument. Quant au second, on le ressasse ainsi : nous devons réunir les masses et repousser les chefs. Terracini veut s'unir avec les masses et Zinoviev avec Scheidemann et avec Renaudel. Certes, ce serait une contradiction que de m'aboucher aujourd'hui avec Scheidemann pour déclarer le lendemain dans la presse que Scheidemann est un traître. Eh bien, nous allons écarter cette contradiction, au détriment des partisans de Scheidemann, et dans l'action où leur trahison deviendra claire même pour les masses. Quand Terracini vient nous dire : vous devez d'abord vous unir sans les chefs, il oublie que les ouvriers, partisans de Serrati, resteront contre nous. Mais si, lors des pourparlers avec Serrati, il apparaît qu'il ne veut pas lutter d'accord avec nous, alors Terracini pourra faire appel aux ouvriers en disant : Venez, unissez-vous avec nous contre vos chefs. Quant à soutenir que l'unité du front ne peut être

réalisée que dans la lutte, cela frise l'évidence, reste à savoir si l'on veut faciliter cette lutte, ou bien la rendre plus dure.

Camarades, les problèmes sont si simples que pour les trouver compliqués, il faudrait ressembler à cette poule qui n'ose pas franchir le cercle tracé autour d'elle. Nous n'en différons que par ceci : la poule n'a pas tracé le cercle autour d'elle, alors que Terracini est un des auteurs de la formule par-dessus laquelle il ne peut plus passer. Les camarades italiens sont hostiles au front unique, parce qu'ils sont la minorité, les français, parce qu'ils sont la majorité !

Les camarades français souffrent d'une illusion optique. Ils confondent le prolétariat avec l'ancien Parti Socialiste français dont nous avons la majorité, mais le Parti Socialiste n'est pas le prolétariat français. La poussée vers l'unité n'existait pas encore dans les masses en 1919. A cette époque, les masses se divisaient sur la question : dictature ou démocratie. Aujourd'hui, l'offensive du capital provoque dans les masses une poussée vers l'unité. Celui qui ne le sent pas, n'a aucun sentiment de ce qui se passe dans la classe ouvrière.

Et maintenant, passons à la question de la conférence internationale. Si le Parti Français sabote cette conférence internationale, convoquée éventuellement à l'occasion de celle de Gènes, il rendra ainsi un grand service à Poincaré. Quel est l'adversaire le plus dangereux de Poincaré ou de Longuet ? Voyez la politique de votre pays et la situation internationale ! Il y a des luttes nouvelles et difficiles en perspective, et ces luttes entre les bourgeoisies des différents pays auront deux objets importants : la Russie des Soviets et la peau du prolétariat allemand. Comment pourrions-nous rester inertes sans tenter le minimum qui réunira les ouvriers dans le combat :

opposer les forces unies du prolétariat à la bourgeoisie internationale ! Malgré la conférence, nous suivrons notre ligne de combat jusqu'au bout, même si nous avons encore dix conférences avec les social-patriotes. Nous voulons opposer aux capitalistes le poing du prolétariat; que les chefs social-démocrates changent ce poing en patte de velours, les millions d'ouvriers qui sont derrière eux veulent lutter.

C'est un fait que les partisans de Jouhaux ont combattu, épaulé contre épaulé, avec nos camarades dans la grande région textile ouvrière du Nord français.

Certains camarades cherchent à nous faire craindre que les mencheviks ne profitent de la rencontre pour faire notre procès à tout propos. Les camarades français disent amicalement : Nous ignorons ce que ces gens ont en main; sûrement ce qu'ils ont ne vaut rien; en tout cas, ce serait désagréable. Au contraire, j'ai dit à tout le monde : Si vous désirez la lutte, vous l'aurez, et les ouvriers auront alors à décider s'ils sont pour la violence au service de la République ouvrière et paysanne, ou bien pour la violence au service du capital.

En ce qui concerne la portée du problème : la tactique dite nouvelle ne peut être réglée ici d'une façon définitive. Aussi ne vous proposons-nous pas d'accepter des thèses nouvelles, mais de prendre une résolution pratique, pour ou contre la conférence. Il y en a beaucoup qui disent, comme Kolarov : Chez nous, la social-démocratie n'existe pas comme parti; comment former un front unique ? Nous répondons : Evidemment, vous ne pouvez pas créer artificiellement d'autres partis pour vous unir avec eux. Mais la question ne se pose pas ainsi partout. Lorsque, par exemple, mes amis polonais me disent : Oui, Scheidemann, mais pas le P. P. S., pas Daszynski; ce sont de terribles fripouilles, ils nous chassent des

syndicats, nous ne pouvons pas nous unir avec des gens pareils, je leur dis : cet argument a une certaine odeur d'incendie. Il me rappelle l'opinion de mon ami, le camarade Brand (1) et celle de Terracini. Je ne discerne pas quelle est la pire social-démocratie, mais plus elle est infâme, plus la tactique du front unique est justifiée.

Il n'est pas douteux que la situation varie suivant les pays. L'Internationale ne vous a jamais fourni de plaques de gramophone. La mesure dans laquelle une tactique peut être appliquée, dépend de la situation nationale. Les camarades se préoccupent trop de propagande abstraite et d'agitation. Ils sont trop obsédés par leur vertu et, comme l'a dit H. Heine : « Les filles qui ne sont préoccupées que de leur vertu n'ont pas d'autres qualités. » Que nos camarades aient toutes les vertus, mais qu'ils ne les défendent pas à l'aide de clés et de verrous, avec une ceinture de chasteté; qu'ils prouvent, au contraire, dans la lutte, qu'ils sont faits d'un autre métal que les partis non-communistes.

MAC MANUS. — Camarades, je voudrais vous indiquer comment la tactique du front unique pourrait influer sur les conditions générales de la lutte en Grande-Bretagne. Sa valeur me paraît extraordinaire. Nous avons en Grande-Bretagne une situation particulière. Le *Labour Party*, qui renferme en lui la Confédération des syndicats, appartient à la II^e Internationale. L'*Indépendant Labour Party*, qui lui est rattaché, appartient à l'Internationale 2 1/2 de Vienne. L'Union des syndicats appartient à l'Internationale d'Amsterdam. L'Internationale d'Amsterdam fut la première organisation qui prit une attitude hostile à l'égard du front unique. D'autre part, Arthur Hen-

(1) « Odeur d'incendie »... « camarade Brand » : jeu de mots intraduisible. *Brand* signifie en allemand *incendie*. (N. d. t.).

derison, secrétaire du *Labour Party* et président de la II^e Internationale, a déclaré qu'elle était prête à se joindre à un mouvement aboutissant à l'union du prolétariat international. Si le *Labour Party* décide, avec la II^e Internationale, d'adopter le front unique, la Confédération des syndicats sera obligée d'accepter à son tour cette tactique. Mais si elle le fait, force lui sera de rompre avec l'Internationale d'Amsterdam, qui s'est prononcée contre cette tactique. Ce premier pas vers l'unité du front sera comme la pomme de discorde parmi les chefs du *Labour Party* anglais. Les complications toutefois ne s'arrêteront pas là. *L'Indépendant Labour Party* constitue une partie du parti ouvrier britannique. Si l'Internationale de Vienne se prononçait contre le front unique, l'I. L. P. serait obligé de livrer la bataille à l'intérieur du parti ouvrier. Ainsi le front unique aurait montré la position réelle prise par les chefs à l'égard de l'unité ouvrière. Quelle attitude prendra, en l'occurrence, le *Labour Party*? Lorsque nous l'obligeons à adopter la tactique du front unique, nous le forçons aussi à prendre une attitude déterminée par rapport à l'Australie, à l'Afrique, à l'Irlande, etc. Plus nous pressons son idéologie démocratique, plus nous l'entraînons à se prononcer pour le droit des peuples à disposer de leur sort. Sous ce rapport, le front unique constitue la tactique la plus solide que le Parti Communiste puisse suivre.

L'adoption de cette tactique n'est pas une affaire nationale. En 1915, Henderson était membre du Cabinet et portait la responsabilité de la déportation de nombreux ouvriers de la Clyde. Henderson seul aurait pu sauver Connolly de la mort. Au moment où, tout récemment, la guerre nous menaçait, Henderson et Mac Donald, chefs de la II^e Internationale, et Williams, chef des ouvriers des transports internationaux, se sont prononcés pour la tactique du front unique contre la guerre. L'année dernière,

lorsqu'une menace de guerre contre la Russie avait surgi, le parti ouvrier britannique prit la responsabilité d'une conférence à Londres, où il fut décidé de s'opposer à la guerre par tous les moyens, légaux ou illégaux, constitutionnels ou anticonstitutionnels. Il nous semble que la tactique du front unique assurera au mouvement communiste la situation qui lui est due.

THALHEIMER. — Camarades, on pourrait parfois s'imaginer que la tactique du front unique reste en l'air et que la forme de son application est tout à fait nébuleuse. C'est le Parti allemand qui peut justement fournir un certain nombre de commentaires et d'indications sur le caractère, la forme et l'application de cette tactique. Toutes les objections qui nous viennent du côté français ou italien ont pour nous autres Allemands le charme de vieilles connaissances. Nous avons fait en Allemagne, longtemps avant que la méthode du front unique eût été formulée au point de vue tactique, les premiers essais pratiques dans ce sens. Pendant la première période de la Révolution, depuis fin 1918 jusqu'en 1919, nous avons eu, dans les conseils d'ouvriers, des instruments d'actions communes. Vers le milieu de 1919, les conseils d'ouvriers ont été repoussés : ils ont été dissous ou bien ils n'ont plus mené qu'une existence apparente. A ce moment, les syndicats et la social-démocratie allemande reprenant de nouveau pied, correspond en somme le début d'une tactique nouvelle qui se cristallise dans la tactique du front unique. Le premier essai, bien que nous l'ayons tenté avec hésitation, fut le coup de Kapp, en mars 1920. La situation objective nous a contraints à agir en commun avec les majoritaires et les indépendants. Mais nos hésitations n'étaient pas à notre avantage. Et nous avons vite corrigé cette erreur. A Berlin, nous avons eu un comité de grève commun avec le Parti

Socialiste Indépendant et, à la fin, avec la Confédération générale des syndicats et avec le Parti social-démocrate. Ensuite, nous nous sommes trouvés en présence d'une autre situation semblable : le flot ayant de nouveau monté, nous avons jugé avantageux et utile d'agir encore de la même façon. C'était pendant la marche de l'armée russe sur Varsovie, en juin 1920. Nous avons publié alors, avec la Confédération générale des syndicats, avec les majoritaires et les indépendants, un appel invitant les ouvriers à empêcher les transports des munitions vers la Pologne et toute action militaire dirigée contre la Russie, qui passerait par l'Allemagne. Il y a un bon nombre de nos camarades qui n'ont pas compris cette tactique, et pourtant elle était juste. En même temps que l'appel commun, nous avons publié aussi notre appel particulier. La Confédération générale des syndicats a saisi ce prétexte pour faire sauter le comité commun. Nous avons toutefois conseillé à nos camarades de rester dans le Comité local.

En automne 1921, nous renouvelâmes l'expérience, très peu de temps avant notre congrès unitaire. Les ouvriers métallurgistes de Stuttgart, chez lesquels, même dans la direction locale, nous avons la majorité, ont présenté un certain nombre de revendications économiques : la propagande en a été développée pendant des semaines. C'est alors qu'a été publié le document initial de la tactique du front unique : la « Lettre Ouverte ». La social-démocratie a repoussé notre proposition d'action commune comme une manœuvre malveillante. Les Indépendants ont agi de même. Le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne (K. A. P. D.) a aussi repoussé notre proposition et leurs arguments ressemblaient, à un cheveu près, à ceux que nos camarades français et italiens nous apportent aujourd'hui. Peut-être vous intéresserez-vous au sort du K. A. P. D. ? Il se tint d'abord à l'écart, il se contentait de déclarer : nous voulons la

révolution entière. Les revendications concernant les salaires sont au-dessous de nous. Il advint ainsi qu'ils jouèrent un rôle de briseurs de grèves lors des mouvements pour les salaires. Et aujourd'hui la situation du K. A. P. D. est telle que j'ai envie de demander à nos camarades russes de désigner un musée où on le conservera, à titre d'enseignement pour les générations futures.

Nous avons commis la faute de surestimer l'importance de notre propre Parti. Après le Congrès commença une action née de la cherté de la vie et de la politique douanière; nous avons fait là encore d'autres expériences qui, peut-être, pourront servir d'indication à nos camarades italiens. La Communauté Ouvrière Communiste (K. A. G.) nous a indiqué les jalons de la frontière sur notre droite : elle n'a pas demandé une action commune pour des buts déterminés, mais une union organique avec des fractions des majoritaires et des indépendants. Je comprends que certains camarades craignent que la structure de leur parti ne soit pas assez forte pour tenter une pareille expérience. Mais contre ce danger nous n'avons aucun remède. Il faut que je dissipe aussi un malentendu de la part de Terracini. Il a mentionné la Saxe et la Thuringe et il a dit que les gouvernements y avaient combattu la grève de la même façon que l'ont fait les majoritaires et les syndicats. En réalité, ils n'ont pas eu l'occasion de le faire, les voies ferrées étant du ressort du gouvernement d'Empire.

Nos camarades français ont, eux aussi, des scrupules en ce qui concerne l'appui à donner aux gouvernements socialistes de Saxe, de Thuringe et de Suède. Mais les conditions sont telles qu'en ce moment en Saxe, et probablement aussi en Thuringe, les majoritaires seraient prêts à entrer avec plaisir dans un gouvernement coalitionniste bourgeois et

que, justement, l'appui donné par nous au gouvernement des majoritaires et des indépendants, constitue la bride qui les retient.

La politique, telle que nous l'avons faite en Allemagne et qu'elle avait été formulée dans la tactique du front unique, s'appuie sur deux propositions. La première reconnaît que des masses ouvrières considérables se trouvent encore sous l'influence des majoritaires, des indépendants et des syndicats; la seconde, que nous ne nous trouvons pas encore en Allemagne directement en face de la lutte pour le pouvoir, bien que la situation y soit probablement plus révolutionnaire que dans n'importe quel autre pays. Nos camarades français ont attiré notre attention sur les 300.000 membres de la C. G. T. Unitaire. Mais la C. G. T. U. ne représente pas aujourd'hui un groupement dont nos camarades français puissent dire qu'il se soumettra à leur direction lors d'un grand et véritable combat.

En ce qui concerne nos camarades *italiens*, ils ne nient pas qu'ils n'ont pas encore la majorité de la classe ouvrière derrière eux. En présence de l'attitude abstentionniste de nos camarades italiens, il n'y a que deux voies : ou bien celle du coup de force, c'est-à-dire d'un mouvement s'appuyant uniquement sur les Partis, ou bien, dans une mesure plus ou moins grande, celle que nous avons prise le 1 août 1914, c'est-à-dire la passivité catastrophique du Parti. C'est pourquoi l'intérêt national le plus élevé exige que nos camarades français et italiens sachent tirer un enseignement des expériences qui ont été faites ailleurs.

Je pense aussi qu'il n'est pas bon de dire, comme le camarade Terracini, qu'au cas où la résolution serait prise, on la garderait et on l'enfermerait dans un tiroir, mais, si une telle résolution est prise, il faut que ce soit la tâche immédiate et essentielle de

préparer les Partis à une telle tactique. J'espère que cette conférence constituera une étape importante.

BURIAN. — Chers camarades, aussi bien que le camarade Thalheimer, je peux, de mon côté, me prévaloir des expériences sérieuses que nous avons déjà faites en Tchéco-Slovaquie au sujet du front unique. Dans le département de Brünn, où nous comptons environ 22 à 25.000 adhérents, où environ 99 % des sociétés sportives de jeunesse sont communistes, où les organisations syndicales sont communistes, où les coopératives sont dirigées en majorité par les communistes, où nous dominons presque entièrement la région, nous avons développé, depuis le mois de décembre, notre propagande pour le front unique. Cette propagande fut d'un grand profit pour notre Parti. Nous avons vu affluer vers nous un grand nombre, non seulement des adhérents et des sympathisants, mais de nouvelles fractions ouvrières. Nous sommes donc très satisfaits de ce mot d'ordre.

On demande si ce mot d'ordre s'est vraiment ancré dans les masses ? Pendant notre absence a eu lieu une grande grève des mineurs. Eh bien, nous venons d'être informés que nos unions d'instituteurs, qui avaient auparavant un caractère purement national et bourgeois, ont envoyé aux grévistes 100.000 couronnes, et les unions allemandes 25.000 couronnes. C'est un signe que des couches plus larges parmi les employés bougent contre le capitalisme.

Nous avons eu récemment une conférence en commun, non pas avec les social-démocrates, mais avec les syndicalistes. Mais les syndicalistes désirent voir le front unique construit sur la base la plus large de notre mouvement tout entier. Il n'est pas pratique de n'envoyer à un Congrès international que des représentants des syndicats.

Le camarade Terracini pensait bien faire en oppo-

sant au front unique la formule de l'action unique ! C'est un amusement idéologique et nullement un conseil pratique. Les camarades français apportent beaucoup d'objections. Je pense que c'est nous précisément qui pouvons nous entendre avec nos camarades français à ce sujet :

Par suite de l'état de dépendance dans lequel notre bourgeoisie tchéco-slovaque se trouve par rapport à l'Etat bourgeois français, le développement du Parti Communiste en France est pour nous d'une grande importance. Le P. C. français est arrivé au communisme par une voie semblable à celle que nous avons suivie. Nous ne conseillerons aux communistes français rien qui puisse leur nuire. Nous espérons tout de même que les oppositions sont limitées.

Si les camarades français croient que le mot d'ordre du front unique n'est applicable qu'aux ouvriers et ne veulent pas s'asseoir à la même table que les longuettistes, ils peuvent s'en tenir là. Mais il se peut que plus tard ils soient obligés, eux aussi, à s'asseoir à cette table. Le camarade Terracini a dit que nous ne pouvions pas lutter d'accord avec les social-démocrates, même pour les questions actuelles. Mais il ne s'agit pas de savoir ce que nous pensons ou ce que nous supposons, mais ce que pensent les ouvriers. Nous devons amener les ouvriers à prendre conscience de ces questions et à les comprendre.

Nous devons tous aller au Congrès international : c'est une nécessité. Je ne comprends pas comment on peut faire ici une différence quelconque entre les intérêts de la Révolution Russe et ceux de la Révolution Universelle. Et cette dernière a besoin du Congrès international.

Il est la tribune du haut de laquelle nous combattons pour nos mots d'ordre. Mais afin que le front unique s'établisse, je considère comme indispensable que deux conditions préalables soient réalisées par-

tout dans le Parti. Pour pouvoir créer le front unique, il faut que les Partis soient fortifiés à l'intérieur et, en second lieu, que leur direction soit raffermie. Ces deux conditions ont été réalisées dans la région de Brünn. Nous demandons la formation du front unique, car il est nécessaire pour les masses ouvrières.

LE PRÉSIDENT. — Deux déclarations nous sont parvenues à propos du discours du camarade Renoult :

1° De KER, SOUVARINE, TREINT;

2° De Marcel CACHIN, RENOULT, LOUIS SELIER, MÉTAYER.

Voici le texte de la première déclaration :

Les paroles du camarade Renoult pourraient prêter à un malentendu, de sorte que nous déclarons qu'en tant que co-rapporteur il n'est ni le porte-parole de toute la délégation, ni celui de tout le Parti communiste français.

Renoult n'a parlé qu'au nom de 4 délégués et au nom du Comité directeur du Parti, qui ont mal exposé les thèses du Comité exécutif et les ont laissé défigurer.

Nous nous réservons d'intervenir dans la discussion générale et de développer les points de vue des communistes français qui sont d'accord avec l'Exécutif sur les principes fondamentaux qui ont servi de base aux thèses. Pour le Parti communiste de France, nous demandons certaines précautions et conditions d'application dans l'intérêt de la réalisation du mot d'ordre de l'I. C. en France.

KER, SOUVARINE, TREINT.

Voici le texte de la seconde déclaration :

Le Comité directeur du Parti a envoyé en Russie les camarades Marcel Cachin, Renoult, Louis Sellier et Métayer pour représenter l'opinion du Parti communiste français dans la question du front unique.

Voici le texte de la résolution acceptée par le Comité directeur à l'unanimité moins une voix le 27 Janvier 1922 :

« Le Comité directeur estime l'application du front unique, en tant qu'il signifie une entente avec les chefs dissidents et

les chefs de la C.G.T. réformiste, comme irréalisable dans notre pays.

Il est d'avis que le front unique présente pour l'Internationale des dangers certains, contre lesquels des garanties doivent être assurées.

Il donne à ses délégués le mandat de représenter ce point de vue à la Conférence internationale de Gênes. Il leur donne en outre pour mission d'exiger que cette question soit mise à l'ordre du jour du 4^e Congrès mondial. Cette résolution est absolument conforme aux décisions du Congrès de Marseille, qui furent votées à la majorité moins une voix et à celles de la Conférence des Secrétaires de Fédérations, tenue à Paris le 22 Janvier 1922. »

Marcel CACHIN, RENOULT, LOUIS SELLIER, MÉTAIER.

NEUVIÈME SÉANCE

26 Février (Soir)

Président : KOLAROV.

Orateurs : WALECKY, TROTSKY, (1) MARSHALL.

Le Front unique (suite)

WALECKY. — Le Parti Communiste de Pologne admet le principe du front unique et pense l'avoir justement appliqué, sous réserve des particularités locales. Cependant, c'est un fait que le berceau de la nouvelle tactique de l'Internationale Communiste ne se trouve pas en Pologne, que d'autres pays présentent un terrain plus favorable pour une application complète de cette tactique. En Pologne, nous avons appliqué, jusqu'à présent, la tactique de l'unité du front principalement sur le terrain syndical, sur le terrain de la lutte économique, toute la nouvelle tactique ayant, en général, sa source dans *l'offensive du patronat* et dans la lutte défensive de la classe ouvrière.

C'est sur le terrain politique que la tactique du front unique rencontre surtout des difficultés. Notre Parti a depuis longtemps recommandé à toutes ses organisations de prendre une part active, sous son drapeau, aux actions de masses organisées par les partis socialistes, autant que ses actions touchent aux intérêts vitaux de la classe ouvrière. Ainsi, à la fin de 1920, notre Parti a participé à une grève de démonstration contre le Sénat, non pas avec le mot d'ordre : A bas le Sénat ! mais au cri de : A bas le Parlementarisme ! Vive la dictature du prolétariat et la République des Soviets ! Il est vrai

(1) Voir le texte complet du discours de Trotsky dans la brochure récemment parue : *Le Communisme en France et l'Internationale*, par Léon Trotsky, pages 46-68.

que nous ne nous sommes pas adressés aux dirigeants socialistes pour leur proposer des actions communes. Et d'abord, parce qu'ils nous ont donné à l'avance et nous donnent continuellement une réponse claire et précise à ce sujet. Il y a quelques mois, on a pu lire quotidiennement en tête de l'organe central du Parti Socialiste : « Il est interdit aux organisations socialistes d'admettre la participation des communistes aux démonstrations contre la loi d'exception ». La seconde cause réside dans la haine et le dégoût profond qu'inspirent les chefs socialistes aux masses de notre Parti. Aussi nous serait-il difficile, si les circonstances l'exigent, de vaincre cette haine et ce dégoût au point d'appliquer la tactique du front unique dans toute son ampleur. Le Comité Central de notre Parti s'est prononcé d'une façon résolue pour l'unité du front, mais il fait des réserves expresses en ce qui concerne l'entente avec les chefs. Il va sans dire que cette manière de voir de notre Parti, aussi bien que celle des autres sections nationales, ne constitue pas son dernier mot. Les résolutions que vous prendrez ici produiront une forte influence sur le développement ultérieur de l'activité du Parti Communiste de Pologne.

Quelques mots au sujet de la position prise par le *Parti Français*. Un jour LÉNINE a dit qu'il y a deux genres d'attitude à prendre à l'égard des difficultés et des obstacles : ou bien on les examine à fond et sous tous les aspects pour les vaincre, briser, enterrer ou esquiver; ou bien, on parle beaucoup des difficultés et des obstacles pour excuser sa propre inaction et son propre manque de volonté de lutte. Un peu de cet esprit se trouve chez certains de nos amis français. Je crois pouvoir retrouver, dans l'hostilité des larges cercles du Parti Français contre le front unique, hostilité qu'on a indiquée ici même, une certaine résistance organisée d'en haut. Tout le discours que Frossard avait prononcé

à la conférence des secrétaires fédéraux n'a servi qu'à obscurcir le problème; et au lieu d'étudier les obstacles et les possibilités d'application, on a organisé la lutte contre les inspirations du Comité Exécutif.

Le camarade Renoult veut opposer à la tactique du front unique celle du bloc révolutionnaire avec les anarchistes et les syndicalistes. D'abord, cela ne résout nullement le problème qui consiste à mobiliser toute la classe ouvrière pour les luttes de l'heure. En second lieu, il faut observer que les camarades français tracent trop souvent d'une façon insuffisamment claire la ligne de démarcation entre eux et leurs alliés anarchistes. Pas de confusion de frontière, aussi bien d'un côté que de l'autre ! Au contraire, accusons plus fortement le caractère communiste de notre Parti et établissons, en même temps, l'unité du front pour les combats du jour !

Je passe maintenant à l'Italie. Le Parti Italien diffère avantageusement chez lui de ce que les camarades italiens nous en ont raconté ici, à Moscou. Il avait déjà su, l'été passé, appliquer la tactique du front unique, dans des conditions extraordinairement difficiles, et notamment dans le domaine syndical. Au Congrès de Marseille, le camarade Bordiga, qui y représentait avec moi le Comité Exécutif, a défendu la tactique du front unique. Les contradictions entre les thèses italiennes qui nous ont été soumises ici et notre façon de voir, doivent être attribuées à ce penchant regrettable d'élever à la hauteur d'un principe certaines circonstances fortuites et même certaines erreurs. C'est ainsi que vous érigez les barrières qui vous privent de liberté de mouvement et qui font dévier votre action dans de fausses directions; vous voulez élever un mur entre les domaines syndical et politique, ce qui est aussi inadmissible au point de vue pratique que faux au point de vue théorique. Vous repoussez l'unité du

front sur le terrain politique; par contre vous proposez de convoquer une conférence syndicale internationale avec une représentation proportionnelle des tendances politiques. L'Internationale se doit d'aider nos amis italiens à se débarrasser de certaines contradictions qui entravent leur tactique.

Je suis pour le principe du front unique et pour son application dans tous les pays en prenant partout en considération aussi bien la situation générale que celle du Parti. Nous devons aussi, cela va sans dire, étendre la tactique du front unique dans le domaine international, d'autant plus qu'il existe des problèmes qui ne peuvent être résolus que par une action internationale. Notre Internationale Communiste doit apparaître aux yeux du prolétariat du monde entier comme un pionnier dans la lutte des masses ouvrières réunies contre le capital et contre l'impérialisme.

TRUTSKY. — Je suis complètement d'accord avec le camarade Radek sur ce fait que le discours du camarade Terracini n'était autre chose qu'une nouvelle édition, et je dois l'avouer, une édition pas tout à fait corrigée, des objections qu'il avait déjà présentées en son temps contre certaines thèses du 3^e Congrès. Mais la situation a changé depuis. Le camarade Terracini dit : « Nous sommes évidemment pour une action de masses et pour la conquête des masses ». C'est entendu, mais nous nous trouvons justement dans une période avancée, nous discutons au sujet des *méthodes* grâce auxquelles cette conquête et cette action peuvent être poursuivies. Au 3^e Congrès nous avons combattu les tendances qui auraient pu conduire aux actions prématurées. Aujourd'hui, nous rencontrons les mêmes tendances, mais elles s'expriment sous une autre forme, dans le danger d'une attitude négative. Nous avons établi au 3^e Congrès que nous nous trouvions au début

d'une *nouvelle étape*. La bourgeoisie n'a encore retrouvé ni la stabilité ni l'équilibre; elle ne se trouve que dans un état de *stabilité apparente*. Après les années 1919-1920, elle a transformé l'état d'esprit révolutionnaire des grandes masses en un état d'esprit d'attente. Ce qui doit nous préoccuper le plus en ce moment, ce sont les moyens par lesquels nous pourrions reconquérir les masses. A ce point de vue, l'on peut diviser les partis en trois grands groupements :

Au premier appartiennent les partis qui sont contraints de lutter encore pour la conquête d'une place sur le front prolétarien; tel est le cas de l'Angleterre et de la Belgique. Au deuxième appartient, au contraire, la Bulgarie, où le Parti Communiste domine complètement. Il est évident que dans cette dernière situation le problème de l'unité du front ne se pose pour ainsi dire guère. Le troisième groupement occupe une place intermédiaire entre ces deux extrêmes : tel est le cas de la plupart des partis. Et c'est précisément dans les pays où le Parti Communiste constitue une fraction de l'avant-garde prolétarienne organisée que surgit la question du front unique.

Nous ignorons quand viendra le moment de la conquête du pouvoir. Peut-être dans six mois, peut-être dans six ans. Je demande aux camarades Terracini et Rengult : le combat doit-il être arrêté jusqu'au moment où le P. C. sera en mesure de s'emparer du pouvoir ? Non, ce combat continue. Les ouvriers qui se trouvent en dehors de notre Parti ne comprennent pas les raisons pour lesquelles nous nous sommes séparés des socialistes. Ils se disent : « Que ces organisations ou sectes nous donnent donc la possibilité de mener la lutte pour nos besoins quotidiens ! » Nous ne pouvons pas leur dire : « Nous nous sommes séparés pour préparer votre grand après-demain ». C'est le moment pour le

Parti Communiste de dire : « Amis, les communistes, les syndicalistes, les réformistes et les syndicalistes révolutionnaires ont leurs organisations autonomes, mais nous autres, communistes, nous vous proposons d'engager une action directe afin de lutter pour votre pain quotidien ! » Ceci correspond tout à fait à la psychologie des masses. Je comprends bien que pour un journaliste qui a travaillé, par exemple à *l'Humanité*, avec Longuet, la perspective d'être obligé de se tourner de nouveau vers Longuet constitue une torture psychique ou morale. Mais les ouvriers français se fichent pas mal de ces considérations. Pour vous prouver, camarades, que ces problèmes, qui ont une telle importance en France, ne correspondent nullement à l'état d'esprit des masses prolétariennes, je vais vous donner quelques citations. Certes, les citations constituent, si j'ose dire, des fleurs desséchées du mouvement ouvrier, mais si l'on connaît un peu la botanique et si l'on a vu des fleurs dans un pré ensoleillé, on peut se rendre compte de la réalité vivante même d'après les exemplaires desséchés.

Victor Méric écrit dans *l'Internationale* du 22 janvier : « Si cette thèse est acceptée en France et si, demain, le ministère Poincaré-la-Guerre culbuté fait place à un cabinet Briand ou Viviani, partisan résolu de la paix, du désarmement, de l'entente entre les peuples et de la reconnaissance des Soviets, ne faudra-t-il pas que nos élus au Parlement consolident, de leurs votes, la situation de ce gouvernement bourgeois ? Et si même — tout arrive ! — un portefeuille est offert à l'un des nôtres, devra-t-il le refuser ? »

Le camarade Terracini n'a pas dit la même chose que le camarade Méric, mais il a essayé, lui aussi, d'évoquer le fantôme des trois puissances : N° 3, 2 et 2 ½, l'Allemagne, l'Autriche et la Russie. Camarades, les intérêts de la République des Soviets ne peu-

vent être autres que ceux du mouvement révolutionnaire international. Et si vous êtes d'avis que nous sommes à ce point hypnotisés et absorbés par notre position d'hommes d'État que nous ne sommes plus en mesure d'estimer à leur juste valeur les intérêts du mouvement ouvrier, alors il serait indiqué d'ajouter aux statuts de l'Internationale un article, suivant lequel tout Parti qui en arrive à la regrettable situation de s'être emparé du pouvoir sera exclu de l'Internationale. (*Hilarité*).

Le camarade Thalheimer a dit : Si ce sont les raisons d'ordre sentimental qui empêchent de s'asseoir à la même table que les hommes de l'Internationale 2 et 2 1/2, elles nous touchent avant les autres, nous autres Allemands. Mais d'où vient qu'un communiste français peut reprocher aux Allemands leur absence de haine contre les traîtres de l'Internationale 2 1/2 ? Je pense que leur haine ne le cède en rien à celle d'hommes de lettres et de journalistes qui ont été loin des événements. Si nos camarades allemands appliquent quand même la tactique du front unique, cela s'explique par le fait qu'ils y voient une action politique et nullement un rapprochement moral.

Fabre écrit qu'il est complètement d'accord avec la tactique du front unique, avec cette seule restriction : « Était-ce vraiment la peine de détruire l'unité, le pistolet à la main ? »

Ainsi, la tactique du front unique est envisagée comme un retour à la situation d'avant Tours, comme une union sacrée, une sainte alliance avec les dissidents, avec les réformistes. Méric dit : Je la repousse; Fabre dit : Non, je l'accepte. Chez Frossard lui-même, qui est certainement un homme politique d'une certaine envergure, nous ne trouvons pas d'arguments plus sérieux. J'aurais pu vous dire que vos méthodes et vos actes sont *meilleurs* que les arguments dont vous vous servez pour combattre la tactique proposée par l'Internationale. Le Parti compte

130.000 membres, les dissidents n'en ont que, admettons, 30, 40 ou 50.000. (Une voix : 15.000 !). Les syndicats réformistes ont 200.000 adhérents, peut-être un peu plus ou un peu moins. Les syndicats révolutionnaires en comptent 300.000. La classe ouvrière en France compte des millions d'hommes. Le Parti Français est la cristallisation de cette grande vague prolétarienne et révolutionnaire qui a été soulevée par la guerre. Mais la Révolution n'a pas eu lieu, la grande masse subit, pour ainsi dire, un contre-coup psychologique qui se manifeste par ce fait que les prolétaires abandonnèrent les syndicats. Admettons toutefois que la situation transitoire dure encore un an, ou deux, ou trois; quelle sera l'attitude de la classe ouvrière française, si une action générale s'engage, dans ces conditions, dans le pays ? Le rapport numérique entre le P. C. et les dissidents est de 4 à 1; mais le rapport des sentiments révolutionnaires vagues et des sentiments révolutionnaires conscients est peut-être de 99 à 1.

Nous avons acquis, grâce à l'*Humanité*, deux cent mille lecteurs, avec nos écoles, etc., atteint des résultats brillants au point de vue de la propagande. Il reste encore d'autres moyens pour mettre en mouvement des larges masses, par exemple : les brillants discours de nos amis français, etc. Arrivent les élections, une grande partie des ouvriers se dira : N'importe comment, il faut faire triompher le bloc des gauches sur le Bloc National poincarésque. Il s'agit donc pour nous de compromettre d'avance l'idée d'un bloc des gauches devant le prolétariat français. C'est très important pour le Parti Français. Un tel bloc n'est d'ailleurs pas pour nous un malheur, il est plutôt un avantage, avec cette réserve que le prolétariat n'y participe point. Nous ne précisons pas tout de suite ni à l'avance les méthodes de notre action. Il s'agit en tout cas de compromettre l'aile gauche de la bourgeoisie aux yeux de la classe ou-

vrière, de la forcer à montrer sa couleur véritable. Nous autres communistes nous sommes tout particulièrement intéressés à attirer ces messieurs hors de leur refuge, hors du parlement, et à les placer en face du prolétariat et notamment en pleine action de masse. Il ne s'agit pas de nous rapprocher de Longuet, — ce serait un peu attiger, n'est-ce-pas, camarades ? Pendant 15 ou 16 mois, nous avons persuadé les camarades français qu'il fallait exclure Longuet. Et maintenant les camarades croient que nous voulons les contraindre à s'entendre avec Jean Longuet. Je comprends bien que les ouvriers appartenant à la Fédération de la Seine aient senti leur tête tourner à la suite de la lecture de l'article de Victor Méric; il faut leur expliquer tout tranquillement qu'il s'agit de choses absolument différentes. Le camarade Terracini dit : Nous avons des méthodes d'action absolument différentes; nous sommes pour la Révolution, eux ils sont contre la Révolution. C'est tout à fait juste, mais s'il n'en était pas ainsi, le problème du front unique n'aurait présenté en général aucune difficulté. Il faut que nous montrions d'abord clairement au prolétariat que nous sommes pour la Révolution et que les autres sont contre elle.

Ce qui était le plus dangereux dans le discours de Renoult, c'était l'affirmation que, en ce moment, nous n'avons rien à faire, non seulement avec les dissidents, mais aussi avec la C. G. T. réformiste. Ce serait une agréable surprise pour les anarchistes de la C. G. T. Unitaire, et je me permets d'observer que cet appui donné aux anarchistes est maladroit au plus haut point. C'est précisément dans le mouvement syndical que vous avez appliqué avec succès votre théorie du front unique, et si vous comptez aujourd'hui trois cent mille adhérents contre deux cent mille à Jouhaux, vous le devez en partie à la tactique du front unique. Si nous voulions diviser

les syndicats selon les tendances, ce serait pour nous un suicide.

Jouhaux a vu le sol se dérober sous ses pieds. Notre pronostic était juste. Il a commencé la scission par la voie des exclusions. Dans notre lutte contre les réformistes, contre les dissidents, suivant votre appellation, contre les syndicalistes réformistes et contre les social-patriotes, il faut que nous les rendions responsables de la scission, que nous les forcions à dire clairement « non » devant toute la classe ouvrière réunie. Lorsque la situation est favorable pour les revendications ouvrières, nous devons pousser ces messieurs en avant. Peut-être aurons-nous la révolution dans deux ans; entre temps, le mouvement de masse deviendra de plus en plus large et les Jouhaux et les Merrheim essayeront toujours de faire un ou deux pas en avant. Mais, dit le camarade Terracini, pour le moment, aucun événement important ne se passe et nous n'avons aucune occasion d'appliquer l'unité du front. Et les camarades français disent : Si les événements graves n'arrivent pas, nous devons les préparer de notre propre initiative. Moi j'affirme : un des obstacles les plus sérieux au développement de ces événements, c'est justement que nous nous trouvons en présence de plusieurs organisations politiques et syndicales, placées l'une à côté de l'autre, et dont les masses ne comprennent pas la différence. Nous proposons à une organisation de ce genre une action définie. J'affirme que les ouvriers inorganisés, les éléments qui sont pour la plupart déçus ou inertes, peuvent être, lors d'une crise révolutionnaire aiguë, emportés par nous dans le tourbillon, mais dans une période de crise latente, ils seront plutôt un appui pour Jouhaux.

En ce qui concerne la conférence des trois Internationales, il aurait peut-être été désirable qu'elle fût réunie plus tard, mais elle nous fut imposée du coup

comme une conséquence de la Conférence de Gènes, à laquelle le camarade Lénine avait été personnellement invité. Si cette Conférence se réunit effectivement, le prolétariat se trouvera dans la nécessité de faire quelque chose. L'Internationale 2 1/2 prend l'initiative et nous invite. Faut-il que nous répondions à ces gens : « Vous êtes des traîtres, nous ne voulons rien entreprendre en commun avec vous ? » Leur trahison est une chose connue depuis longtemps. On l'a marquée déjà un nombre incalculable de fois. Mais le fait est que Frédéric Adler s'est adressé à nous en ces termes : Nous vous invitons pour discuter, éventuellement pour décider avec vous les moyens d'exercer en commun une pression sur la bourgeoisie et sur sa diplomatie.

Si nous disons « non », les partisans de Scheidemann, Frédéric Adler, Longuet et *tutti quanti* auraient beau jeu auprès de la classe ouvrière. Donc, laissons-là, camarades, peut-être seulement pour le temps que durera la conférence elle-même, ces définitions : « traîtres » et « canailles ». Mais en tout cas nous ne devons pas écrire dans notre réponse : nous n'irons pas, parce que vous êtes des traîtres. Nous n'avons rien à craindre d'une participation à une pareille conférence, nous y participons comme la fraction révolutionnaire de la classe ouvrière. Si la Conférence ne réussit pas à se réunir par suite d'un refus des partis qui auront peur de prendre des engagements envers le prolétariat universel, c'est sur eux que retombera la responsabilité et non pas sur l'Internationale Communiste. C'est notre gain, et d'ailleurs c'est tout ce que nous devons décider à l'unanimité notre participation à la Conférence.

MARSHALL. — Pour le P. C. des Etats-Unis, le mot d'ordre et la tactique du front unique sont d'une importance extraordinaire. Cependant, il faut définir

clairement ce que nous comprenons sous le terme « l'unité du front ». Il n'est pas douteux que la poussée vers l'unité ne soit toujours plus forte parmi les ouvriers, surtout aux Etats-Unis. Cette tendance produit une certaine réaction parmi les communistes qui pensent que nous voulons amalgamer des éléments qui ne vont pas ensemble. Mais cela ne doit pas nous éloigner de l'idée du front unique. Nous ne pensons nullement à une conférence dans ce sens que nous nous placerions à la même table que les Berger et les Hilquitt et élaborerions un programme; nous ne visons pas à la répétition d'une conférence de Bâle, en 1912, lors de laquelle on s'était réuni dans une église, on avait prononcé de beaux discours et établi un programme qui n'a jamais été réalisé. Nous comprenons que les grandes masses ouvrières serrent leurs rangs pour une bataille commune en vue d'un but immédiat. En Amérique, le mot d'ordre d'unité du front a une importance particulière. Nous sommes à la veille d'une grande grève des mineurs, et déjà des voix s'élèvent pour que les mineurs se joignent aux ouvriers des transports, éventuellement aux cheminots, afin de discuter sur les moyens d'assurer la victoire. Dans l'ordre politique, nous avons une série de questions grâce auxquelles nous pouvons, sans conteste, établir un front unique: telles la libération des détenus politiques, la cessation de la terreur blanche, le droit de grève pour les cheminots. Les social-démocrates ont pris l'initiative de fonder aux Etats-Unis, un parti ouvrier. La même initiative a été prise d'un autre côté encore. Les capitalistes se rendent compte que l'exaspération de la lutte de classe a aussi éveillé la conscience politique des ouvriers, et le parti ouvrier doit servir de paratonnerre. Ce serait un crime de la part des révolutionnaires des Etats-Unis, si nous n'intervenions pas par la tactique du front unique pour utiliser toutes les positions. Ce serait un crime de la

part du Parti Communiste d'Amérique, s'il ne profitait pas des oppositions poussées à l'extrême. Mais cela ne veut nullement dire qu'on doit sacrifier ses opinions communistes.

Avant de pouvoir conduire les masses ouvrières à la lutte finale, nous devons d'abord les unir, acquérir une influence parmi elles et leur inspirer assez de confiance. Il n'y a que deux moyens d'y parvenir : ou bien les masses ouvrières exprimeront leur volonté de conduire leurs organisations à la bataille avec les nôtres, ou bien elles refuseront d'établir un front unique avec les révolutionnaires véritables. Dans ce dernier cas, nous n'avons pas plus à craindre. Nous aurons ainsi la possibilité de montrer aux masses de quel côté vient l'opposition à l'unité de front.

Il est tout simplement fou de croire qu'on peut entreprendre cette unification en théorie, sur le papier et ne se dire qu'après : Bon, maintenant nous avons avec nous tous les ouvriers; en avant, pour la bataille contre le capitalisme ! Il est beaucoup plus facile d'entreprendre cette unification sur le terrain des combats et des revendications immédiates.

KOLAROV (qui préside) déclare qu'il y a encore 29 orateurs inscrits et propose que dans chaque délégation, un seul camarade ait la parole. Après une objection du camarade AMBUOGI, la proposition est acceptée.

DIXIÈME SÉANCE

27 Février (après-midi)

Président : ROBERTO

Orateurs : LOZOVSKY, STANITCHI, TRFINT, TOMANN,
RAKOSI

Le Front unique (suite)

LOZOVSKY. — Les camarades français cherchent l'explication de la tactique du front unique dans ce fait qu'elle est rendue nécessaire par les intérêts de l'Etat soviétique : « Pourquoi le front unique aujourd'hui ? » se demande Monmousseau et il répond : « C'est que la Révolution isolée dans un monde d'ennemis, sans secours du prolétariat international, ne peut se mouvoir indéfiniment dans un cercle d'hostilité et il faut trouver un centre de gravité.

« Ne pouvant s'appuyer sur l'hypothèse d'une révolution mondiale, ni sur une force agissante de l'Internationale révolutionnaire, l'axe de la révolution russe se déplace progressivement. Après avoir poussé la lutte des classes jusqu'au bout de ses possibilités, la révolution russe entre en pourparlers avec l'adversaire : elle cherche à négocier dans les conditions les plus favorables, elle ne mise plus sur la révolution internationale, mais sur le maintien des positions acquises ». Et Monmousseau conclut : « Les Russes... entrent en relations avec les Etats capitalistes... et cherchent à obtenir, pour sauver l'Etat soviétique, un accord également avec les réformistes.

« Mais la tactique actuelle est-elle donc dictée exclusivement par la situation de la Russie ? La principale tâche, le capitalisme étant partout passé à

l'attaque, consiste aujourd'hui à réunir l'avant-garde à la masse, au gros de l'armée. Cette tactique résulte de la situation internationale ».

Nos camarades français accordent donc qu'il y a une confusion. La C. G. T. Unitaire pose la question d'une façon abstraite, se tient à l'écart des questions du jour : elle veut le socialisme d'un seul coup.

On trouve dans la *Vie Ouvrière* et dans le *Syndicaliste Révolutionnaire* une série d'articles sur le front unique. Il y est déclaré qu'il y a longtemps que fut pratiqué le front unique, et le camarade Monmousseau dit d'une façon non équivoque que l'unité de front signifie la *renonciation* à nos principes. C'est également sous cette forme que beaucoup de camarades du Parti Communiste se la représentent.

Mais la tactique du front unique ne correspond nullement à une déviation, à une « revision du but », pour s'exprimer comme les Français. Il ne s'agit pas de modifier le but, mais de s'adapter, dans la situation donnée, aux conditions présentes. Il n'y a qu'un moyen qui nous donne la possibilité de conquérir à nouveau les masses : c'est d'aller dans les masses et de mettre à l'ordre du jour toutes les questions auxquelles elles sont intéressées. Ce que proposent les communistes, c'est l'*Unité d'action*. Et lorsque nous prenons part à ces actions contre la bourgeoisie, nous en conservons nous, Parti Communiste, la direction : quand dans un pays quelconque une action commence, la direction en revient au Parti qui se conduit de la façon la plus révolutionnaire la plus décidée et la plus ferme.

Le camarade Renoult nous informe que le Parti Communiste français, et cela se comprend de soi-même, en section disciplinée, se conformera à la décision de la Conférence. Mais, camarade, vous avez vous-même tout fait pour rendre plus difficile cette subordination. Dans l'*Internationale* du 8 février, le camarade Besnard, par exemple écrit :

Quelle est donc l'autonomie « qu'on leur accorde » s'ils doivent, par discipline, s'incliner devant l'ordre impératif de Moscou ? Accepteront-ils d'être des fantoches, des jouets, des eunuques, des exécutants à l'alignement ?

Digne de remarque est, en particulier, le mot « eunuque » qui rappelle le style de Gustave Hervé. Il a pu naître inconsciemment; mais, cependant, une telle tendance est prête à éclore dans le Parti (où la possibilité de sa préparation est donnée) au point que beaucoup de camarades ne comprennent pas de quoi il s'agit et, précisément pour cela, s'insurgent contre l'« ukase » qui vient de Moscou.

L'Internationale Communiste est l'état-major de la Révolution mondiale. Aussi, camarades, pouvons-nous changer de décisions et en prendre de nouvelles toutes les vingt-quatre heures; et celui qui se prononce contre cette façon de faire ne fait que montrer qu'il ne comprend pas le moindre mot aux stratégies révolutionnaires. Bebel a dit une fois : « La tactique, on peut la changer tous les jours ». Et c'est justement cette souplesse qui fait défaut chez nos camarades français. Le *Temps*, l'organe de la bourgeoisie financière et industrielle de France, a mieux compris le sens de l'unité de front. Il écrit : « Ils (les communistes) constatent l'insuccès de leurs méthodes et cherchent à atteindre le même but, mais avec d'autres moyens ». Oui, cela est vrai ! Pour atteindre notre but, nous cherchons à créer, contre les tentatives d'offensive, une contre-offensive par l'union des Partis communistes avec les Partis socialistes; et cela est nécessaire, non pas en vue des intérêts particuliers de la Russie, mais par la situation de la classe ouvrière elle-même.

C'est pourquoi, camarades, vous n'avez pas posé la question comme il le fallait et, parce que la question était mal posée, vous en êtes arrivés à laisser passer, sans l'utiliser, la situation historique actuelle.

La classe ouvrière se trouve présentement dans une position telle, que nos efforts pour la faire entrer dans la lutte quotidienne l'attirent à nos côtés et maintiennent les larges masses dans notre Parti. Le résultat, c'est que le prolétariat mondial se rapproche notablement de la lutte finale.

La situation en Yougo-Slavie

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole au camarade Stanitch, pour son rapport sur la Yougo-Slavie.

STANITCH. — Il expose qu'une loi a été établie en Yougo-Slavie contre les communistes, laquelle, sous peine de mort ou de vingt ans de travaux forcés, interdit toute propagande communiste, toute correspondance entre communistes, etc. Malgré cela, le Comité Exécutif yougo-slave est parvenu, en quelques mois, à faire revivre, sous la forme de syndicats autonomes, la moitié des organisations syndicales, à ranimer les groupes du Parti et les secrétariats de province et à faire paraître 6 journaux (3 journaux politiques et 3 économiques); et durant cette période, aucun de nos camarades, ayant quelque valeur, n'a passé aux centristes ni aux social-patriotes. aucun syndicat ne nous a abandonnés.

Nous nous trouvons actuellement dans une situation illégale, mais nous sommes en mesure de travailler. En ce qui concerne l'unité de front, nous avons cru, au début, qu'elle était une nécessité absolue, résultant de cette grave situation. Je dois avouer qu'à mon arrivée à Moscou je n'étais pas particulièrement enthousiasmé de voir les conséquences de la nouvelle politique économique. Cette politique ne signifiait cependant en aucune façon un affaiblissement et n'est pas non plus la base sur laquelle s'appuie la thèse de l'unité de front; elle est déterminée beaucoup plus par l'offensive contre

le prolétariat d'une part, par l'offensive économique et militaire contre la Russie des Soviets d'autre part. Pour notre lutte, nous avons besoin de grandes armées qui soient de valeur égale à celles de la bourgeoisie mondiale. Comment pouvons-nous nous les créer ? Je ne crois pas qu'il soit possible de démontrer qu'il existe une tactique plus nette et plus révolutionnaire qui soit capable de nous amener de nouvelles masses. Les thèses supposent sans contredit chez les Partis communistes une forte organisation et un moral au moins aussi fort. Les thèses doivent également avoir leurs limites, en particulier l'article 18 peut être mal compris. Nous avons étudié les thèses comme un devoir difficile, et les camarades qui, sérieusement et avec conscience, se prononcent contre elles, le font en toute connaissance de cause.

Il y a des camarades qui n'ont qu'un seul et unique souhait : le contact direct avec les masses. Mais si nous voulons faire une action avec ces masses qui sont organisées et qui, par conséquent, ont aussi des chefs, nous sommes bien obligés de parler également avec ces chefs si les masses l'exigent. Nous le ferons si les intérêts de l'Internationale et du prolétariat exigent des négociations avec les chefs. Je ne crois pas que cela soit si dangereux. Ce sera au contraire pour le Parti Communiste une occasion favorable de rendre clair pour les masses ce qui a fait la base du Parti Communiste. Nous, en Yougo-Slavie, qui nous trouvons dans une situation particulière, nous allons en faire usage d'une manière illégale. Dans les pays qui sont, par contre, des Etats agraires, cette tactique doit être pratiquée d'une autre façon, dans des actions purement politiques. Cette question devrait être traitée spécialement par l'Exécutif ou dans le Bureau restreint.

En ce qui concerne la question des camarades français, je crois que leurs discours, leurs articles et leurs journaux, trahissent un peu l'incapacité de leur

Parti à employer cette tactique. S'il en est ainsi, une attention toute particulière doit être accordée à cette situation; l'Exécutif doit avoir sous les yeux les appréciations des camarades français.

Le Front unique (*suite*)

TREINT. — Il montre, en prenant pour base l'analyse de la situation économique actuelle, que la tactique du front unique trouve non seulement son explication, mais encore sa sanction, dans la situation économique du monde. Dans la période où nous nous trouvons, toute réforme a un effet révolutionnaire, parce que la bourgeoisie n'est pas en état de la supporter. La réforme est l'équivalent pratique de la Révolution. Cela est tellement vrai que même les réformistes sont obligés d'abandonner le terrain des réformes.

Jusqu'à présent, notre propagande n'a atteint qu'un auditoire relativement restreint et a consisté en considérations théoriques sur la valeur du communisme et la trahison des chefs socialistes. Il est maintenant possible de compléter ces développements théoriques par une preuve expérimentale aussi bien du communisme que de la trahison réformiste. Il existe une masse formidable d'ouvriers inorganisés qui n'entreront dans la lutte que si celle-ci est menée sur le mot d'ordre du front unique.

Il ne servirait à rien, non plus, de sous-estimer l'influence des dissidents sur une partie des ouvriers. On peut dire, en règle générale que, nationalement, ils sont un faisceau de chefs sans troupes. Mais il existe aussi des exceptions : dans quelques départements (Loire-Inférieure, Finistère, etc.) les sections et fédérations dissidentes rivalisent avec les organisations communistes. La plus grande difficulté réside en ce fait que la période de la scission n'est pas encore complètement passée et que déjà la période de l'unité de front la remplace. Notre parti n'a pas encore complètement extirpé de lui l'esprit d'oppor-

tunisme et doit déjà faire usage de la tactique de l'unité de front. Cet argument a été employé d'une façon brillante par Frossard. Mais j'ai répondu au Comité directeur de notre Parti : vous craignez que l'esprit opportuniste qui existe dans notre Parti puisse se servir de l'unité de front à son profit pour préparer le retour à l'unité d'organisation. C'est un danger réel. Mais il disparaîtra si nous combattons l'opportunisme dans notre parti.

L'on dit aussi : la tactique est peut-être bonne, mais le Parti ne la comprendra pas. Jusqu'à Marseille le Parti était uni, clair comme un miroir. Maintenant, le Comité directeur se place devant le miroir, y voit réfléchi sa propre pensée et explique que c'est la pensée du Parti.

Malgré cela, une importante minorité, environ le quart de nos Fédérations, a montré qu'elle comprend la tactique proposée par l'Exécutif (l'orateur énumère toute une série de secrétariats de Fédérations qui se sont prononcés pour le front unique). Nous avons déjà eu l'occasion en divers endroits de nous entretenir directement du front unique avec les ouvriers, membres de notre Parti, et presque partout un revirement s'est produit.

L'idée fondamentale du front unique a été, avec la tolérance du Comité directeur, défigurée. Le travail de clarification exigera un certain temps. Cette tactique nous permet de démasquer les dirigeants réformistes. A ce propos, Frossard nous reproche, et en même temps reproche au Comité Exécutif, un machiavélisme naïf. Mais il n'y a là-dedans ni machiavélisme, ni naïveté. Nous luttons à visage découvert et disons aux dirigeants réformistes : vous affirmez n'être pas des traîtres, eh bien ! c'est le moment de le montrer.

L'on parle d'un retour en arrière, ou plutôt d'un arrêt dans la marche du Parti français. Cette crise est ouverte depuis six mois.

Elle a été provoquée avant tout par le caractère changeant de notre Parti, qui s'est borné à exercer son action toujours sur le même auditoire de communistes ou de sympathisants et qui s'est, de cette manière, isolé dans une propagande stérile (protestation de Cachin, Sellier, Renoult et Métayer). Le Parti doit quitter son intransigeance pour s'occuper de la réalité et faire du travail positif. On doit, à Moscou encore plus qu'ailleurs, ne pas oublier ce fait, que la première révolution victorieuse, la Révolution russe, doit son origine à l'unité de front des Soviets durant les années 1905 et 1917.

KOLAROV. — Camarades, le Parti Communiste de Bulgarie approuve volontiers la tactique du front unique. Cette tactique a déjà été employée au moment de la révolution d'octobre par le Parti Communiste russe. Actuellement, le Parti Communiste allemand l'emploie aussi, et ce doit être le cas du Parti Communiste suisse. Quant à nous, communistes bulgares, quoique nous ayons toujours été un Parti intransigeant, orthodoxe, nous avons cependant, dans la lutte, établi le front unique. Toutes nos actions économiques ont été menées en commun par les deux organisations syndicales, par exemple dans la grève des cheminots en 1906 et en 1908 sur le réseau de l'expédition d'Orient, durant la grève générale des imprimeurs en 1910, etc. Durant la période qui suivit la guerre, la grève générale bulgare des cheminots, des ouvriers des postes, télégraphes et téléphones et des transports, en décembre 1919, nous apporte un frappant exemple en faveur de la tactique du front unique. A ce moment, les diverses organisations syndicales se sont mises d'accord pour proclamer la grève générale et ont conduit celle-ci en complète union. Même la petite organisation, dite « neutre », des mécaniciens prit part à la grève. Le résultat fut la destruction des organisations oppor-

tunistes et neutres et leur absorption par les organisations communistes.

Pendant cette lutte, qui fut la plus formidable qui se soit jamais déroulée en Bulgarie, les masses ouvrières eurent pleinement l'occasion de reconnaître la différence qui existe entre le Parti communiste et les réformistes. Elles virent alors que la tactique du front unique, quand elle est bien organisée et exécutée par un vrai Parti Communiste, n'entraîne aucune confusion dans les esprits, mais par contre se termine par la victoire du Parti Communiste.

Nous nous servons, actuellement aussi, dans certains cas, de cette tactique. Nous avons 3 organisations de mutilés de guerre, dont la première est communiste, la deuxième « neutre », et dont la troisième est constituée par des officiers mutilés. Notre organisation communiste s'est tournée vers les deux autres et les a invitées à une lutte commune pour des revendications concrètes, en application de l'unité de front. L'organisation des officiers mutilés a accepté, et nous continuons en ce moment la lutte en commun, alors que l'organisation neutre nous a répondu par un refus. Nous-sommes certains que cette initiative que nous avons prise contribuera au triomphe de l'organisation communiste.

Les camarades russes se défendent contre le soupçon d'un nationalisme soviétique. Camarades, ce n'est pas aux camarades russes de s'en défendre, ce sont les autres délégations qui ont le devoir de protester contre de telles accusations. La République des Soviets n'appartient pas seulement aux Russes, mais à tous les révolutionnaires. De même, l'armée rouge ne défend pas les intérêts particuliers russes, mais la révolution mondiale. Certes, la nouvelle tactique contient des défauts certains, en particulier si elle doit être employée par un Parti Communiste qui ne possède aucun programme clair et bien délimité. On peut lire dans *l'Internatio-*

nale, organe du Parti Communiste français, un article de Verfeuil qui se dresse contre le soi-disant « militarisme rouge », qui met sur le même rang l'armée rouge et l'armée bourgeoise, instrument de la politique capitaliste. Camarades, quand des communistes soutiennent de tels points de vue, il est difficile, même dangereux, de faire l'unité de front avec Longuet et ses amis, car en ce cas les ouvriers ne sont pas capables de différencier les communistes des opportunistes.

La tactique du front unique des Partis ouvriers est une nécessité psychologique découlant de l'instinct de conservation des masses. Cette volonté est une réaction naturelle contre les desseins de destruction de la bourgeoisie, parmi lesquels ceux des social-patriotes et des centristes sont encore les plus accusés. Quand un Parti veut s'opposer à ces instincts, il est balayé par la masse.

TOMANN. — Pour nous, la question du front unique est la question de l'accord avec le prolétariat en lutte, sous la direction des sections communistes de chaque pays et non l'accord avec les dirigeants des partis social-démocrates. Nous autres, en Autriche, nous nous considérons comme un Parti relativement faible, comparé à l'appareil énorme d'un Parti social-démocrate tel, qu'il est impossible peut-être de le trouver dans n'importe quel autre pays. La social-démocratie autrichienne a très bien manœuvré jusqu'ici pour se conserver la grande masse du prolétariat; elle travaille en jouant un double rôle. Quand il lui est nécessaire d'entrer en négociations avec la bourgeoisie, on voit arriver Renner, l'enfant gâté de la classe bourgeoise; et quand il lui faut paraître devant le prolétariat avec des gestes révolutionnaires, arrive le « révolutionnaire » Frédéric Adler, qui a tué le ministre Stürgck. Ce parti possède 500.000 membres organisés politiquement, 600.000 membres dans les unions coopératives et

1.000.000 dans les syndicats. Il possède plus de 70 journaux pour une population d'un peu plus de 8 millions d'habitants. Nous craignons que les méthodes de la social-démocratie autrichienne ne soient transportées sur le terrain international. Ce n'est pas par pur hasard que l'Internationale deux et demi reçoit sa direction de Vienne, que messieurs Domes et Hueber jouent un si grand rôle dans l'Internationale syndicale d'Amsterdam et que Fimmen passe une grande partie de son temps à Vienne en conférences avec nos social-démocrates.

Certes, nous devons nous rendre à la conférence, mais le résultat de cette conférence doit-il être la réalisation du plan de Frédéric Adler, plan qu'il a déjà exprimé depuis 2 ans dans les conseils ouvriers nationaux et les conseils ouvriers municipaux de Vienne ? Le *Betriebsrat* écrit : Tous les problèmes qui constituent un obstacle à la conférence doivent disparaître, il faut, avant tout, nous réunir. Et quand Adler, après son entretien avec Radek fut de retour, eut lieu immédiatement une séance du Conseil d'ouvriers de Vienne, où Adler fit ajouter — et non par hasard — le front unique à l'ordre du jour. Et ce fut à cette même séance qu'éclata le conflit entre Otto Bauer et nos camarades. Adler déclara que c'était à la majorité du prolétariat de décider de toutes les actions, même de celles de la III^e Internationale, et qu'on ne pouvait travailler que sur cette hypothèse.

En ce qui concerne la question du front unique, de la lutte pratique avec le prolétariat, nous avons déjà été obligés, en Autriche, par les événements à le pratiquer, et aucune opposition ne sera élevée là contre. L'inquiétude réside dans le fait d'être obligé à entrer en négociations avec les chefs social-démocrates. Un exemple. Nous avons commencé une campagne sur la question du chômage. Finalement, on admit la revendication demandant que l'Etat prit à

sa charge, non seulement pour une durée de 6 semaines, mais pour plus longtemps, le secours aux chômeurs. Cette proposition trouva l'appui aussi bien de Hanusch que de Domes. Hanusch et des camarades furent élus au Comité par des communistes et des chômeurs; le même Hanusch, ministre après la chute de la monarchie, avait établi dans un but de prévoyance sociale une loi d'après laquelle le gouvernement devait pourvoir aux besoins des chômeurs, jusqu'à ce qu'ils eussent trouvé du travail. Or, ce même Hanusch transforma ce décret d'une façon favorable aux intérêts de la bourgeoisie, et maintenant il est délégué d'une assemblée de chômeurs et il doit lutter pour l'obtention d'une prolongation de secours. En somme, des expériences faites, voici nos conclusions : premièrement, nous conservons la crainte qu'il ne résulte de cette tactique une organisation durable; deuxièmement, il faut, dans ces réunions de chefs, que rien ne soit décidé qui puisse paralyser la liberté d'action des communistes; troisièmement, il faut faire en sorte que le plan de Frédéric Adler (extension des conseils d'ouvriers autrichiens sur une échelle internationale) soit rendu impossible.

Rakosi. — Je me permettrai d'attirer l'attention sur quelques fautes que nous avons commises. L'une consiste en ce fait que nous ne distinguons pas entre ce que disent les Partis et ce que font les Partis. Engels a très justement fait cette remarque qu'il faut faire une différence, aussi bien dans les Partis que dans la vie privée, entre ce que chacun dit et pense lui-même, et ce qu'il est et fait en réalité.

Le Parti français quoiqu'il eût à sa naissance des vices de conformation certains, a bien travaillé. A l'occasion de l'appel de la classe 1919, il s'est beaucoup mieux comporté que maints camarades qui, plus tard, critiquèrent son attitude; de même, pendant l'action en faveur de Sacco et Vanzetti, à l'oc-

casion de l'élection de Marly et de Badina, lors de la campagne contre Poincaré, dans l'action entreprise contre la famine. Radek a montré à ce propos que l'idée du front unique est née au moment où l'Internationale a décidé de passer de la méthode de l'attaque brusquée à une méthode de lutte plus lente. Nos camarades français qui se sont engagés dans cette voie ne veulent pas entendre parler de front unique, mais ils sont tout autres dans la pratique que dans leurs paroles.

En ce qui concerne le Parti italien, nous nous trouvons dans une situation presque analogue. Ce n'est qu'avec beaucoup de peine et après de grands sacrifices que nos camarades italiens sont arrivés à triompher de la prévention qui existait contre eux-mêmes chez de bons camarades communistes.

Il faut chercher des raisons tout autres, plus profondes, au rejet de cette tactique par le Parti français, raisons contenues dans cette question: pourquoi les camarades français aiment-ils encore moins Renaudel que les camarades allemands n'aiment les Scheidemann et les Noske ? Nous sommes obligés de dire que nous ne connaissons pas au juste la position du prolétariat français vis-à-vis de ces traîtres. Dans notre ignorance de ce fait, nous avons soulevé un point pour lequel nous avons reçu cette réponse inattendue:

Lorsque les camarades français étaient ici présents au 3^e Congrès, la position du Parti Communiste vis-à-vis des syndicats était excellente. Plus tard, lorsque la scission devint inévitable, ces camarades ont, suivant notre indication, parlé contre la scission et ont ainsi été obligés à abandonner aux anarchistes et aux syndicalistes qui étaient pour la scission, leurs importantes positions. Je crains fort que nous ne fassions aujourd'hui, au point de vue politique, la même faute qu'alors dans la question syndicale. Je

pense que nous ne devons aborder cette question qu'avec la plus grande précaution. Des camarades français, Frossard en particulier, ont parlé de la Hongrie. Nous avons eu aussi en Hongrie un front unique. Mais il n'y a naturellement aucune comparaison. Lorsque nous fîmes l'unité de front avec la social-démocratie, la Russie des Soviets luttait contre dix-huit ennemis, et cependant les Russes attirèrent notre attention sur les dangers d'une telle union. C'est ce que j'aurais voulu dire à Frossard.

ONZIEME SÉANCE

27 Février (soir)

Président : ROBERTO.

Orateurs : BOBST, LOUNATCHARSKI, LANDLER,
ZINOVIEV.

Le Front unique (suite)

BOBST. — Toute une série de camarades a abordé la question du front unique à la manière de Serrati lorsqu'il examina, au 2^e Congrès, le problème de la révolution prolétarienne. Il était un représentant du socialisme « pur ». Nous sommes obligés de constater aujourd'hui un sentiment analogue dans le Parti communiste italien, qui s'inquiète pour la pureté du communisme.

En Suisse, la question du front unique est un très vieux problème. Elle fut posée d'une façon concrète pour la première fois après la grève générale de 1918, resta en discussion jusqu'en automne 1920 et fut définitivement résolue au Congrès syndical. Le Parti Communiste comptait alors 8.000 membres. Sa position était analogue à celle du Parti Communiste actuel en Angleterre. Nous étions pour l'unité d'organisation sous réserve du droit de critique. Celui-ci fut refusé. Les réformistes ne le voulaient pas, tout en prévoyant déjà que tôt ou tard une autre solution ne leur serait pas possible. Au Congrès d'Unité du Parti, la plate-forme de l'unité d'organisation fut adoptée, avec la majorité, par les camarades Platten et Schneider. Immédiatement après survinrent l'offensive du capital dans l'industrie métallurgique, la question de l'assistance aux chômeurs, etc. L'aile

droite du Parti, avec Schneider, essaya alors de faire revivre le mot d'ordre de l' « unité d'organisation » : la direction du Parti lui opposa l'unité de front. A Bâle, comme dans tout le reste de la Suisse, les ouvriers communistes abandonnèrent le vieux mot d'ordre et adoptèrent le nouveau. Au cours de la propagande pour l'unité de front se produisit dans le Parti une scission entre la droite et la gauche.

Nous n'avons cependant pas employé cette tactique en Suisse avec toutes les organisations, par exemple ni avec les socialistes du Grütli, qui appartiennent à la 2^e Internationale, ni avec les organisations syndicales chrétiennes, qui comptent, d'après leurs rapports, 20.000 membres. Les Grütliens notamment, qui prétendent se placer sur le terrain de la lutte des classes, en furent irrités.

Voyons maintenant les effets de ce mot d'ordre. Dans les syndicats et dans le Parti social-démocrate, sous l'impulsion de Grimm, il fut repoussé dans une lettre ouverte. Celle-ci expliquait que les conditions objectives requises pour une lutte défensive existaient bien en fait, mais que les conditions subjectives (une classe ouvrière consciente suffisamment organisée) faisaient défaut. Nous pensions que c'était justement la tâche de l'unité de front de créer les conditions subjectives. Quelques mois après, Grimm, dans une discussion avec le secrétaire de l'Union syndicale, déclarait que les conditions subjectives existaient bien, mais que c'étaient les conditions objectives qui manquaient.

Dans l'Union syndicale, le mot d'ordre du front unique produisit une confusion extrême. Pendant que nous répétions nos appels pour l'unité de front et une lutte unifiée, les réformistes consommaient la scission; mais la loi d'exception, qui est déjà presque adoptée au Parlement, a montré que, quoiqu'ils refusent de mener la lutte sur un front unique, les socialistes et les chefs syndicaux réformistes ont

presque accepté d'engager le combat contre cette loi d'exception en commun avec les communistes, les Grütléens et les employés fédéraux.

Une autre question : l'économie nationale suisse repose sur les petits et moyens paysans qui sont dans la gêne parce qu'ils ne peuvent pas, à cause des prix actuels, payer les intérêts croissants de leurs hypothèques. Ils représentent des gens au service de la bourgeoisie, mais ils ont des intérêts qui s'abritent derrière ceux du prolétariat dont ils font partie. Nous allons, sitôt de retour dans notre pays, lancer le mot d'ordre du front unique avec les petits et moyens paysans opprimés. C'est de cette façon concrète que nous comprenons le mot d'ordre du front unique et que la question devra être posée et résolue également dans les autres pays.

L'enquête sur Bela Kun.

LOUNATCHARSKY. — Le 21 janvier, une commission a été chargée par le Présidium de l'Exécutif de faire une enquête sur l'accusation portée contre Bela Kun par quelques communistes hongrois.

La commission a examiné tous les documents qui lui ont été soumis; la partie principale de l'accusation portée contre le camarade Bela Kun revêt un caractère purement politique; la deuxième partie tend à mettre à sa charge des actes inadmissibles du point de vue de la simple moralité.

La première partie de l'accusation concerne l'activité du camarade Bela Kun dans la République des Conseils en Hongrie. Après plusieurs réunions, après convocation de toute une série de témoins, après examen et confrontation d'une très grande quantité de documents, la commission est arrivée à la conviction que l'accusation, qui parlait de manque de conscience politique et même de trahison politique, est totale-

ment fausse et insoutenable. Cela, aussi bien en ce qui concerne les soupçons au sujet des négociations de Bela Kun avec l'Entente pour la reddition du gouvernement soviétique, qu'en ce qui a trait à la légende d'une fuite trop rapide de Bela Kun après la chute du gouvernement des Conseils et qu'en ce qui se rapporte à son appréciation de la situation militaire à la fin de la dictature. L'inculpation de meurtre de deux prétendus communistes envoyés en Hongrie par Rakovsky, est aussi examinée.

Les accusations reprochant au camarade Bela Kun l'emploi des moyens publics pour des buts privés, ont également apparu comme absolument dénuées de fond. Au contraire, la commission est arrivée à la conviction que Bela Kun et sa famille, en exil, ont vécu dans des conditions financières très mauvaises.

Après une enquête approfondie sur la majeure partie des points principaux de l'accusation, parmi les plus importants, la commission est persuadée qu'il est inutile de poursuivre cette affaire ni de nommer une commission d'enquête spéciale pour les questions personnelles. La plupart des accusations s'effondrent complètement au moindre examen. La commission connaît très bien ce triste phénomène psychologique qui se produit dans l'action après la défaite. Nous avons affaire ici à un cas typique de malentendu réciproque et à une transformation non moins typique d'une légende en un fait réel.

La commission propose au Comité exécutif de l'Internationale communiste, de rappeler fermement à l'ordre les camarades hongrois et de leur bien montrer que de telles accusations n'aboutissent qu'à réjouir nos ennemis et qu'à porter des coups pénibles à la classe ouvrière internationale.

(Le rapport est signé : A. LOUNATCHARSKI, C.-W. KUUSINEN, BORIS REINSTEIN.

La commission de contrôle, composée de Clara ZETKIN et H. WALECKY, déclare que la commission

d'enquête a accompli complètement et objectivement son mandat.

FRIIS propose la résolution suivante: « Le Comité Exécutif élargi prend connaissance de la conclusion unanime de la Commission, conclusion confirmée par la Commission de contrôle de l'Internationale. Le Comité Exécutif élargi exprime au camarade Bela Kun sa sympathie et sa confiance, ainsi que son indignation de voir employer contre lui l'arme de la calomnie ».

Au nom de l'opposition hongroise, Landler demande l'ouverture d'une discussion. Zinoviev s'y oppose au nom du Præsidium.

La motion Friis est adoptée à l'unanimité moins une voix contre et 5 abstentions.

DOUZIÈME SÉANCE

28 Février

Président : CARR

Orateurs : TERRACINI, RENOULT, ZINOVIEV

Le Front unique *(suite et fin)*

TERRACINI attribue à son imperfection dans la langue française le fait qu'on l'ait si mal compris; il explique que son point de vue n'est pas déterminé par des considérations d'ordre moral et que son discours ne contient pas de nouvelle théorie, ni de tendances anarchisantes, qui seraient en contradiction avec les décisions du 3^e Congrès. Radek nous accuse de prendre la position qu'occupaient les mencheviks avant et après la révolution de mars et à un autre moment il nous attribue des analogies avec le Parti communiste ouvrier allemand; il nous présente à la fois comme des défenseurs des résolutions du troisième Congrès et comme des ennemis déguisés de ces mêmes résolutions. Trotsky au contraire, nous assure qu'entre la position des Italiens au 3^e Congrès et notre position actuelle, il n'y a absolument aucune contradiction. Je dois exprimer sans réserves toute mon admiration aux camarades russes pour leur art de la polémique. Quand ils ne peuvent trouver chez leurs adversaires aucun argument faible, ils découvrent cependant une cible à leurs flèches. C'est ainsi qu'au troisième Congrès fut imaginé le putschisme. Les camarades Lénine et Trotsky n'ont pas ménagé les sévères reproches au Parti italien

qui, selon eux, était sur le point de se lancer dans une aventure militaire insensée. Et maintenant, on imagine une nouvelle inculcation : la négation de l'action.

Je vous ai déjà donné un certain aperçu sur l'activité de notre Parti; et je veux uniquement insister encore une fois sur ce fait que notre but a toujours été de conquérir les masses. Les thèses que nous développons ne reposent nullement sur la négation de l'action, mais soulèvent au contraire la question d'une action générale du prolétariat. Pour quelle raison ne veut-on pas le comprendre ? Les thèses sur la situation économique du monde déclarent que la crise du capitalisme ne se développe pas selon une ligne continuellement ascendante, mais que c'est une courbe à oscillations. Chaque segment de cette courbe représente une période de la crise générale, c'est-à-dire une crise particulière, avec son caractère propre. C'est ainsi que la période actuelle se caractérise par *l'offensive du capitalisme*, offensive qui ne se borne pas à une ville ou à une seule catégorie d'ouvriers, mais qui est menée sur des bases nationales contre toutes les catégories d'ouvriers. C'est pourquoi j'ai parlé d'une *action générale du prolétariat* et j'ai démontré que la classe ouvrière tout entière obtiendrait la victoire, ou bien qu'au contraire, elle serait battue en tant que classe, dans sa totalité. Si l'on prend en considération le fait que les ouvriers de tous les Partis et avec eux également les sans-parti sont réunis dans les syndicats, l'on peut certes dire que tous les communistes organisés dans les syndicats, y ont travaillé dans l'intérêt de l'action générale. Nous n'avons en réalité jamais encore eu l'occasion d'observer que des ouvriers socialistes, chrétiens ou même anarchistes ou communistes, aient fait grève séparément. En tout cas, toute grève exerce son action sur les ouvriers de toutes les nuances politiques.

La question du front unique a pris son origine en

Allemagne et il nous faut remercier les camarades de ce pays d'avoir été nos maîtres et de nous en avoir fourni la première expérience dans leur fameuse « Lettre Ouverte » de l'année 1920. Mais nos maîtres ont entrepris des actions qui ne peuvent trouver notre approbation. Dans ce pays, les communistes ont fait aux social-démocrates la proposition d'un gouvernement ouvrier. D'après eux, les thèses de l'Exécutif signifiaient la possibilité de la participation des partis communistes au pouvoir sous un régime bourgeois. Radek a affirmé cette possibilité. Cette perspective doit provoquer l'opposition la plus intransigeante. La participation à un gouvernement prolétarien, aboutira à l'écroulement des partis communistes. Les thèses de l'Exécutif sont une porte ouverte à la collaboration ministérielle. J'espère que chacun des défenseurs des thèses en question le démontrera également d'une façon explicite. En attendant, je sonne seul l'alarme — et prends position.

Zinoviev alléguera les expériences russes pour se placer sur le terrain du front unique. Entre mars et novembre 1917 les bolcheviks ont souvent proposé aux mencheviks et aux social-démocrates de former un gouvernement commun. Aujourd'hui, l'on déclare que cette tactique fut bonne sans faire pourtant cette constatation que jamais en Russie un gouvernement ouvrier n'a été constitué. Est-ce que les camarades allemands espèrent, quand ils font des offres aux majoritaires, que ceux-ci les repousseront toujours. Je veux répondre au camarade Lénine par les mots qu'il m'a adressés personnellement durant le troisième Congrès : il faut prendre en considération la situation particulière qui est à l'origine de la révolution russe.

Aux reproches du camarade Lounatcharsky je voudrais répondre ceci : le Parti Communiste italien combat, il est vrai, le front unique du prolétariat comme ligne de tactique générale et lui oppose l'ac-

tion générale contre l'offensive capitaliste; mais s'il croit, dans un cas particulier, qu'il y a danger à en faire un emploi automatique il est prêt à abandonner la tactique sus-mentionnée et à accomplir les tâches qui se présentent avec d'autres moyens.

Si les thèses de l'Exécutif n'excluent pas la possibilité d'une union avec les social-démocrates, l'opposition des Français, des Italiens et des Espagnols se dressera contre elles.

RENOULT estime que les arguments des défenseurs des thèses de l'Exécutif seraient invincibles s'ils avaient été adressés à des adversaires de l'appel aux masses, hostiles à l'usage des revendications immédiates de la classe ouvrière, en vue de l'agitation générale et de la propagande générale. Il a été démontré que dans la période de l'offensive du patronat, le prolétariat a une tendance à unifier ses forces et à défendre ses intérêts vitaux. Cette vérité n'est pas contestée. Personne ne se pose en adversaire des thèses du 3^e Congrès. On conteste seulement leur application et les méthodes préconisées.

Il faut faire appel aux masses pour des buts précis et éviter tout ce qui peut masquer le caractère révolutionnaire de notre action commune. Le camarade Lounatcharsky a exposé dans une formule très — peut-être trop — réussie qu'il était nécessaire de faire naître un grand « mouvement ouvrier minimaliste ». Nous savons que cela n'est pas dans les intentions des défenseurs de la thèse de l'Exécutif.

Quand le camarade Treint explique que la réforme constitue l'équivalent pratique de la révolution, nous sommes obligés de répondre que de telles affirmations cachent en elles les pires interprétations. Nous demandons que des garanties soient fournies pour l'utilisation pratique de l'appel aux masses et sommes, quant au reste, complètement d'accord avec l'Exécutif sur les bases et la nécessité de cette tactique.

L'Italie, la France, l'Espagne (car les camarades espagnols se sont également associés à la motion proposée par le camarade Terracini) vous crient : il faut que vous compreniez la profonde émotion qui s'est montrée dans nos pays et que vous preniez ce fait en pleine considération. On a essayé d'attribuer l'inquiétude qui existe en France à des articles de journalistes ou à des polémiques. Eh bien ! il ne faut pas confondre la cause et l'effet et si l'emploi des thèses de décembre a produit une inquiétude, cette inquiétude provenait précisément des couches les plus saines du communisme.

Nous admettons qu'il est nécessaire, précisément dans l'intérêt du but poursuivi, de faire venir à nous les masses, de conserver aux Partis communistes leur caractère de netteté, leur intransigeance et leur fermeté révolutionnaire. On peut démontrer que si les ouvriers non organisés et arriérés entrent dans le Parti Communiste, c'est parce qu'ils sentent instinctivement que c'est lui qui représente les intérêts véritables du prolétariat et qui tient haut le drapeau de la Révolution.

Nous sommes fermement décidés à continuer à appliquer les thèses du 3^e Congrès, mais nous ne voyons nullement qu'il soit utile pour cela d'entrer en rapports quelconques avec les partis qui nous sont opposés. Dans cette tactique, nous ne voyons qu'inconvénients et dangers. Nous avons le devoir d'engager l'Internationale à trouver les mesures de précaution nécessaires et à se garantir contre les conséquences qui résulteraient de cette tactique. Mais toutefois, quelle que puisse être la décision que vous prendrez, nous nous inclinons comme nous le commande notre devoir communiste. Le Parti Communiste français ne fera rien qui puisse nuire à l'Internationale et à la République des Soviets.

ZINOVIEV. — Il existe dans les thèses de décembre

un paragraphe (le paragraphe 20) qui est, à mon avis, digne de retenir l'attention. Ce paragraphe parle des groupes de droite ou même mi-centristes, parmi lesquels se manifestent deux sortes de tendances :

Certains éléments, en réalité, n'ont pas rompu avec l'idéologie et les méthodes de la 2^e Internationale, ne se sont pas libérés de la vénération de son ancienne puissance organisatrice et, inconsciemment ou semi-consciemment, cherchent des voies pour se mettre d'accord en tant qu'idées avec la 2^e Internationale et, par conséquent, avec la société bourgeoise. D'autres éléments, luttant contre un radicalisme de forme, contre les erreurs d'une tendance soi-disant de gauche, etc., tendent à donner plus de souplesse, plus de capacité de manœuvre à la tactique des jeunes Partis Communistes pour leur garantir la possibilité de pénétrer plus rapidement dans le tréfonds des masses ouvrières.

Notre discussion durant trois journées a fourni une excellente illustration de la thèse contenue dans le paragraphe 22. En Allemagne, Lévi était pour le front unique; maintenant, avec tout son groupe, il est allé au Parti socialiste indépendant. En France, Fabre comprend le front unique de telle sorte qu'il veut, comme Lévi, aller à la social-démocratie. De même, en Suède, le camarade Höglund croit appliquer la tactique du front unique quand, à l'occasion de la fête du jubilé d'un social-démocrate, il apporte le salut du Parti Communiste et dit : « Ce n'est peut-être qu'une illusion, mais il me semble que cette réunion autour de toi c'est le premier pas vers la constitution dans notre pays d'un front unique prolétarien ».

L'on peut lire au paragraphe 21 des thèses :

En proposant le plan qui vient d'être ébauché, l'Exécutif de l'Internationale Communiste signale aussi à tous les partis frères les *dangers* avec lesquels il peut être lié dans certaines conditions. Ils n'ont pas tous rompu entièrement avec l'idéologie centriste et semi-centriste. Des

cas sont possibles où l'on exagère en sens contraire: des tendances sont possibles qui, en réalité, signifieraient la dissolution des partis et des groupes communistes dans un bloc unique informe. Pour exécuter avec succès pour l'œuvre du communisme la tactique qui vient d'être esquissée, il est nécessaire que les Partis Communistes eux-mêmes, réalisant cette tactique, soient puissants, compacts et que la direction se distingue par la netteté au point de vue idées.

Ainsi nous connaissons les dangers, les ayant ainsi indiqués.

Je veux, avant tout, répondre au camarade italien en examinant les faits. En août 1921, notre Parti italien faisait le premier pas sur le terrain du front unique. En décembre, le représentant du Parti italien à l'Exécutif, le camarade Gennari, se prononçait pour les thèses. A Marseille, le camarade Bordiga, membre du Parti italien, opposait la théorie du front unique à la conception française. Nous voyons maintenant le camarade italien se solidariser soudain avec cette conception française, combattue par Bordiga, désavouer le camarade Gennari et défendre opiniâtrement un point de vue absolument insoutenable. Toute la philosophie du camarade Terracini se ramène à ceci : avec d'Aragona, oui ! avec Tarati, non ! J'ai lu précédemment le télégramme de Bordiga. Vous admettez un congrès commun avec les dirigeants syndicaux, mais les tendances politiques à l'intérieur des syndicats seraient prises en considération. Je demande : le Parti en prend-il la responsabilité ? Les syndicats communistes en Italie forment un organe de leur Parti. Cette distinction du terrain syndical et du terrain politique est absolument insoutenable.

Je crois qu'au lieu de critiquer le Parti allemand, le Parti italien aurait pu contribuer à la constitution d'un gouvernement ouvrier. Terracini a tort quand il croit que chaque section peut faire ce qu'elle veut.

Nous ne sommes ni la 2^e Internationale, ni la 2^e 1/2, mais la 3^e, si vous adoptez la résolution en question, et que le Parti italien se conforme à la discipline, nous vous dirons d'appliquer le mot d'ordre du front unique. C'est de l'enfantillage qu'essayer, comme vous le faites, de nous persuader que nous nous engageons dans la voie du millerandisme. Le millerandisme consiste dans l'union d'une partie de la classe ouvrière avec la bourgeoisie. Que proposons-nous ? *Un front unique contre la bourgeoisie.*

Nous vous proposons une tactique qui doit disjoindre les formes chancelantes des Internationales 2 et 2 1/2, ou tout au moins de la bourgeoisie. Et que devons-nous dire sur la question, si nous acceptons la responsabilité ? Nous pourrions dire, avec le camarade Terracini : attendons. Mais nous devons au contraire accélérer le processus du développement. Examinez les thèses du camarade Terracini ! Que la traduction, le manque de clarté en soient responsables, il est difficile de les comprendre. Le paragraphe 5 de ces thèses, qui en est la quintessence, est ainsi conçu :

La constitution d'un front d'action unique du prolétariat ne peut se réaliser par des accords formels entre les partis politiques. Ceux-ci possèdent un programme dont les principes déterminent à l'avance les directives tactiques. Et cela s'applique à la fois aux questions particulières et à celles, d'un ordre général, dont la solution dépend inévitablement des principes qui ont servi de bases à l'organisation du parti.

C'est faux d'un bout à l'autre. Voici la conception qui fonde l'erreur : le Parti est un nuage dans le ciel, les syndicats sont une réalité terrestre, susceptible de pécher. Mais nous, pauvres marxistes, nous pensons : le Parti est une fraction de la classe ouvrière qui vit aussi sur la terre. L'erreur du Parti italien est liée à cette conception que seuls les syn-

dicats doivent constituer un front unique. Le point 5 déclare que les partis sont liés par des théories, mais que les syndicats ne le sont en rien. Ce qui illustre notre paragraphe 23 : le mot d'ordre du front unique obligera tous les partis à se montrer sous leur vrai jour. Les uns, tels Höglund et Fabre, nous ferons voir que par le front unique ils entendent une social-démocratie unifiée; les autres avoueront leur sectarisme. C'est ce qu'ont fait les camarades italiens.

Si vous soutenez la théorie de la neutralité dans les syndicats, vous passez dans le camp des mencheviks. La logique de la lutte des classes rend la neutralité impossible. Il ne peut y avoir aucune différence essentielle entre l'unité de front sur le terrain syndical et sur le terrain politique. Il s'agit de gagner les masses. Comment atteindre ce but en laissant la place aux social-démocrates. Si les communistes ont 5 voix et qu'il dépende d'eux que ce soit un gouvernement ouvrier (de couleur social-démocrate il est vrai, mais gouvernement ouvrier quand même) ou un gouvernement bourgeois qui soit instauré et que les communistes se prononcent pour un gouvernement bourgeois, qu'invoquerons-nous pour notre défense devant les ouvriers sans parti ? Terracini et Renoult prétendent être pour la conquête des masses. C'est vrai, mais comment se représentent-ils cette conquête ? Croient-ils vraiment que les masses se trouvent rassemblées sur une grande route et que nous irons vers elles et leur dirons : bonjour, masses, venez avec nous, s'il vous plaît ! (*Hilarité*). Non, les masses sont dispersées; elles sont dans les fabriques et les exploitations, et certaines portions sont organisées dans d'autres partis politiques. La masse a confiance dans ses dirigeants mi-bourgeois. Et il ne faudrait pas que nous frappions la masse ouvrière à la tête en nous prononçant, dans la question d'un gouvernement ouvrier ou bourgeois, pour ce der-

nier. Si nous avions suivi une telle politique en Saxe et en Thuringe, les masses nous auraient abandonnés et elles auraient eu raison.

Passons au Parti français. Comme nous l'avons dit, nous comprenons les difficultés qu'il traverse. En fait, nous sommes obligés de dire que le Parti français a fait un pas de géant. Nous avons là un Parti qui veut combattre, qui a déjà atteint de gros résultats. Nous savons quels mérites y ont les camarades, quels services le camarade Cachin, par exemple, a rendu par son travail inlassable à la Révolution russe, à l'Internationale communiste. L'importance historique de ce Parti est déjà considérable. Aussi, camarades, je dois le constater, parce que messieurs les social-démocrates transforment notre différend avec les camarades français en un précipice. Mais je pense qu'après la discussion actuelle nous finirons par arriver à un accord unanime.

En ce qui concerne les arguments du camarade Renoult, j'ai reconnu moi-même que dans l'opposition du Parti français se manifestait la voix des masses, orientées à gauche; cela répond à un fond d'intransigence révolutionnaire. Cela peut se comprendre en France, plus que partout. Nulle part ailleurs, la trahison des social-patriotes ne fut plus éhontée; nulle part ailleurs il a été commis autant d'exécès avec les divers mots d'ordre d'unité. C'est une saine disposition, mais dont il ne faut pas déduire toute la ligne tactique de l'Internationale communiste. Le camarade Renoult a insisté sur ce fait qu'il se produit dans les masses une sorte de mouvement interne, une « émotion » comme il dit. Quelle en est l'origine ? Je ne suis pas étonné qu'une telle émotion se manifeste quand, durant deux mois, l'on a écrit dans l'organe directeur du Parti des articles quotidiens sur l'unité de front, où on la représentait comme un bloc avec Briand. Connaissant le tempérament des ouvriers français, je suis même étonné

que quelques enthousiastes ne soient pas venus de Paris ici pour casser les vitres.

Le camarade Renoult affirme qu'à cette tactique correspondrait la rupture avec les meilleurs éléments syndicalistes. Je soutiens qu'une telle chose ne se produira pas. Nous ne voulons pas poursuivre la politique de l'autruche. La C. G. T. unitaire n'est pas encore notre organisation. Elle ne veut encore rien savoir de l'Internationale syndicale rouge, ni de l'Internationale communiste, ni de relations officielles avec le Parti communiste français. Elle est cependant une organisation révolutionnaire et nous devons la gagner à nos idées. J'ai sous les yeux un article du camarade Frossard, dans lequel il dit : nous parlons de l'unité, eh bien ! nous avons actuellement l'occasion de réaliser cette unité en vue de la journée de huit heures. Très bien ! Mais il faut comprendre qu'on doit aller logiquement jusqu'au bout d'une conception. Si une telle position est possible dans la question de la journée de huit heures, elle est forcément possible dans d'autres questions. Un autre article de Frossard est intitulé : « Unité ouvrière quand même ! » Cela ne revient-il pas au front unique ? Il est impossible d'écrire à la fois, comme le font les meilleurs dirigeants du Parti, par exemple le camarade Frossard, dans un article : « Unité ouvrière quand même ! » et dans un autre article : le front unique nous n'en voulons à aucun prix, car cela signifie aller aux social-démocrates, etc.

Notre camarade Renoult traite en détail la question des masses et des chefs. Camarades, vous pouvez vous rendre compte par vous-mêmes quel genre de prédilection nous avons pour ces chefs. Mais cette question a une signification politique. Les masses sont attachées aux chefs. La difficulté consiste précisément à les détacher des chefs. Nous discutons justement sur le « comment », sur ce qu'il y a à faire pour atteindre ce but. Et vous dites : Certes,

nous voulons bien aller aux masses, mais avec les chefs, non ! Vous ignorez ainsi les difficultés, mais elles n'en sont pas plus résolues pour cela.

Les camarades français identifient le groupe Louguet au groupe Lévi. C'est un argument important. Mais s'il en est ainsi, il nous faut songer à la façon dont nous pourrions modifier notre tactique en France. En Allemagne, nous ne nous tournerons pas vers Lévi, pour la raison bien simple qu'il n'a en aucune manière les masses derrière lui. Si l'Internationale deuxième ou deuxième et demi déclarait : nous ferons le front unique avec vous, mais à condition que Lévi y participe (je ne crois pas que ce cas puisse se produire, car Scheidemann aime Lévi, pour le moment, tout aussi peu que nous), croyez-vous que nous refuserions, parce que Lévi en est ? Ce raisonnement est également valable pour la France. J'en arrive maintenant au cœur de la question. L'on nous demande : pourquoi maintenant, tout à coup, une conférence si brusquée ? Je dois dire que moi aussi j'étais tout d'abord contre cette hâte. Mais tout cela ne dépend pas uniquement de nous. La conférence de Gênes est une question de politique internationale. Il y a eu la proposition d'Amsterdam, il y a eu l'offre de Stauning (jadis ministre, aujourd'hui chef de la social-démocratie du Danemark) de réunir une conférence, il y a eu la proposition de l'Internationale 2 $\frac{1}{2}$, et nous ne pouvions pas l'ignorer.

Parfois, des camarades pensent sincèrement : il s'agit de sauver la République des Soviets. Camarades, ne nous sauvez pas, mais sauvez-vous plutôt vous-mêmes ! Sauvez la classe ouvrière de votre pays ! Je ne veux pas dire que notre situation est bonne. Mais quand nous considérons la situation internationale, nous disons franchement : vous n'avez pas besoin d'être inquiets. Quand nous vous disons : lancez le mot d'ordre d'un gouvernement ouvrier, ce n'est pas parce qu'un tel mot d'ordre

sera utile à Moscou, au gouvernement russe, mais parce qu'il servira le parti italien et, par cela même d'une façon indirecte, la classe ouvrière russe et l'Internationale communiste tout entière. La conférence n'a pas été notre œuvre, ni celle de la République des Soviets; elle correspond aux intérêts généraux de tout le mouvement ouvrier.

Il s'agit exactement d'une position qui nous permet de mettre les social-démocrates au pied du mur et de leur demander : front unique avec la bourgeoisie ou avec les travailleurs et les communistes ? Front de travail avec les impérialistes ou avec les communistes ? Nous avons refusé l'invitation en 1919, parce que les conditions en Italie et dans les autres pays permettaient d'espérer une victoire rapide. Nous avons à cette époque raison de boycotter les Internationales 2 et 2^{1/2}. Maintenant, la situation est tout autre. Maintenant, nous sommes obligés d'accepter la conférence, nous sommes obligés de répondre : oui, nous y allons.

Qu'y gagnerons-nous ? Telle est la question qui est le plus fréquemment posée. Certes, l'on ne peut savoir à l'avance tous les détails. Nous possédons toute une série de revendications qui sont extrêmement populaires dans les couches profondes des masses ouvrières. C'est celles que nous devons formuler. Ce sera en quelque sorte une traite tirée sur la social-démocratie, qui souscrira à de nombreuses réformes sans pouvoir les obtenir. Nous la prendrons au mot.

Telle est la première perspective. A cela s'ajoutent des exigences de nature internationale: comment prévenir une nouvelle guerre, comment la combattre ? Nous formulerons notre point de vue. Et c'est précisément notre tâche de le faire de telle sorte que le plus simple ouvrier puisse comprendre que nos intérêts se confondent avec les siens.

Je suis convaincu que, chez plusieurs camarades, persiste le sentiment suivant : tout cela est peut-être vrai ; mais on ne nous en a pas parlé plus tôt ; c'est qu'apparemment sont en jeu, maintenant, des considérations spéciales — Gênes, Tchitcherine, etc. Je voudrais vous citer encore une fois un ouvrage qui a été écrit alors que Gênes n'existait pas encore, en tant que facteur politique. Écoutez ce qu'a dit Lénine :

Notre théorie n'est pas un dogme, mais un *guide pour l'action*, ont dit Marx et Engels, et c'est la grande erreur, le crime immense des marxistes patentés comme Karl Kautsky, Otto Bauer et autres, de n'avoir pas compris cela, de n'avoir pas su l'appliquer dans les moments les plus graves de la Révolution prolétarienne.

Plus loin il dit encore :

Les social-démocrates révolutionnaires de Russie, jusqu'à la chute du tsarisme, ont usé bien des fois des services des libéraux bourgeois, c'est-à-dire ont conclu avec eux maints compromis pratiques, et en 1901-1902, avant la naissance du bolchevisme, l'ancienne rédaction de *l'Iskra*, composée de Plekhanov, Axelrod, Zassoulitch, Martov, Potressov et moi, concluait, pas pour longtemps il est vrai, une alliance politique formelle avec Strouve, le leader politique du libéralisme bourgeois, tout en sachant en même temps mener sans relâche la lutte doctrinale et politique la plus implacable contre le libéralisme bourgeois et contre les moindres manifestations de son influence à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les bolcheviks ont toujours continué de suivre la même politique. Depuis 1905, ils ont toujours préconisé systématiquement l'alliance de la classe ouvrière et de la classe paysanne contre la bourgeoisie libérale et contre le tsarisme, tout en ne se refusant jamais à soutenir la bourgeoisie contre le tsarisme (par exemple au deuxième stade des élections ou dans les ballotages), et tout en persistant à mener la lutte doctrinale et politique la plus intransigeante contre le parti paysan révolutionnaire-bourgeois des « Socialistes révolutionnaires » qu'ils dénonçaient

comme des démocrates petits-bourgeois se collant aux socialistes (1).

Et Lénine raconte plus loin comment, en 1917, nous avons conclu un compromis avec les mencheviks; comment cela eut lieu également en 1911 et 1912; comment, après la Révolution d'octobre elle-même nous avons fait des concessions aux socialistes révolutionnaires. Nous ne devons pas avoir avec nous seulement l'avant-garde du prolétariat, mais la majorité effective des masses ouvrières. Lénine écrit :

Pour que véritablement la masse des travailleurs et des hommes opprimés par le Capital arrivent à occuper pareille position, la propagande et l'agitation ne suffisent pas. Il faut l'expérience politique personnelle de cette masse. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions, confirmée aujourd'hui avec une force et un relief frappants, non seulement par la Russie, mais encore par l'Allemagne. Ce ne sont pas seulement les masses incultes, souvent illettrées, de Russie mais même les masses hautement cultivées, sans un seul illettré, d'Allemagne, qui ont eu besoin d'éprouver sur leur propre peau toute l'impuissance, toute l'inconsistance, toute la faiblesse incurable, toute la servilité devant la bourgeoisie, toute la bassesse du gouvernement des chevaliers de la II^e Internationale, toute l'inéluctabilité de la dictature des ultra-réactionnaires (Kornilov en Russie, Kapp et Cie en Allemagne) comme unique alternative en face de la dictature du prolétariat orientée résolument vers le communisme.

Le rôle actuel de l'avant-garde consciente du mouvement ouvrier international, c'est-à-dire des partis, groupes et tendances communistes, consiste à savoir *amener* les masses (maintenant encore la plupart du temps somnolentes, apathiques, routinières, incertes, endormies) à cette position nouvelle, ou plutôt à savoir conduire *non pas seulement* son Parti, mais aussi les masses pendant leur marche d'approche pour aller occuper cette nouvelle posi-

(1) LÉNINE. — *Maladie Infantile du Communisme*, p. 77 et suivantes.

tion. Si le premier problème historique (faire passer l'avant-garde consciente du prolétariat du côté du pouvoir des soviets et de la dictature de la classe ouvrière) ne pouvait être résolu sans une victoire complète, doctrinale et politique, sur l'opportunisme et le social-patriotisme, le second problème, qui devient maintenant d'actualité et qui consiste à savoir amener *les masses* sur cette position nouvelle, propre à assurer la victoire de l'avant-garde dans la révolution, ce problème à l'ordre du jour ne peut être résolu si on ne se débarrasse pas du doctrinarisme de gauche, si on n'en finit pas complètement avec ces erreurs, si on ne s'en préserve pas à jamais (1).

C'est pourquoi, camarades, je pense que ceci est une preuve que la tactique que nous proposons est la bonne. Nous avons la théorie juste, le marxisme et, si nous la possédons à fond, elle doit être le moteur de notre travail. Nous avons pour nous le développement historique, et c'est pour cette raison que la discussion poursuivie depuis quatre jours doit aboutir à l'adoption par nous tous, y compris nos camarades français et italiens, de la tactique du front unique. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour vous faciliter, dans vos pays respectifs, l'accomplissement de la tactique de l'Internationale communiste.

Ce qu'a dit le camarade Renoult sur la discipline du Parti, est fort estimable. Mais il ne s'agit pas de discipline formelle, mais d'établir et de suivre une ligne d'action unique. Je suis persuadé que dans trois mois, ou au plus tard dans un semestre, il ne se trouvera plus une seule section qui ne reconnaisse combien nous avons raison. La seule chose qui nous manque pour la Révolution, c'est la masse. Nous avons le meilleur programme qui puisse captiver les masses. Nous ne devons laisser se produire aucune faute qui ternirait notre brillante situation. Notre

(1) *Loc. cit.*, p. 108.

position historique est excellente et nous devons l'exploiter. Dans six mois, dans un an au plus, nous aurons dans tous les pays un grand Parti communiste ouvrier, et cela c'est déjà la moitié de la révolution.

KOLAROV, qui préside, donne lecture de la déclaration suivante adressée à la conférence par le camarade TREINT :

Un passage de mon discours d'hier sur l'unité de front, qui pourrait être mal interprété, m'amène à préciser le sens de mon intervention.

Il n'est pas dans mon esprit de diminuer l'importance de la propagande à l'intérieur du Parti. Mais je pense que la propagation des idées communistes et leur influence dans les masses prolétariennes ne touchent guère qu'un auditoire limité de communistes et de sympathisants.

Quand cette limite est atteinte, la propagande pure n'élargit plus l'influence du parti sur de nouvelles masses.

Dans ce sens, j'ai pu opposer, dans une formule sommaire, la relative stérilité de la propagande à la fécondité de la tactique du front unique, qui est appelée à attirer de nouvelles masses prolétariennes sous l'influence communiste par la pratique d'actions de classe.

ZINOVIEV. — Pour arriver à une entente avec les camarades qui se trouvent dans l'opposition je propose, sans qu'il soit procédé à un vote, de nommer une commission.

Le présidium propose les camarades suivants : CACHIN, RENOULT, MAC MANUS, WALECKY, BUBIAN, CARIE et Dimitri POPOV. Y sont en outre adjoints WERTHEIM (Autriche) et GONZALES (Espagne).

KOLAROV propose que tous les camarades appartenant à l'opposition puissent prendre part à la réunion de la Commission, même s'ils n'en font pas partie.

Après une courte discussion, la proposition du

Présidium est adoptée. Une liste de 14 délégués, plus un camarade autrichien et un camarade espagnol, est acceptée.

En outre, sur la proposition du Présidium, le camarade Mé'ayer est adjoint à la commission parce qu'il représente, d'après le camarade Zinoviev, une nuance particulière dans la question française.

Le cas de l' « Opposition ouvrière ».

Puis lecture est faite de deux lettres.

C'est d'abord la lettre suivante, adressée à l'Exécutif élargi et transmise à celui-ci par le Comité Central du P. C. russe :

26 février 1922.

Chers camarades,

Nous avons appris par nos journaux que le Comité Exécutif de l'Internationale étudie la question du front ouvrier unique et nous estimons de notre devoir communiste de porter à votre connaissance que la cause du front unique est gravement compromise dans notre pays, non seulement au sens large du mot, mais même au sein de notre Parti.

Au moment même où l'élément bourgeois nous presse énergiquement de toutes parts et pénètre même notre Parti, dont la composition sociale (40 % d'ouvriers et 60 % de non-prolétaires) favorise ce danger, les organes dirigeants du Parti mènent une lutte implacable et démoralisante contre tous ceux, et en particulier des prolétaires, qui se permettent d'avoir une opinion personnelle. L'expression de cette opinion est l'objet, au sein du Parti, de différentes mesures de répression.

Vouloir rapprocher de l'Etat les masses prolétariennes est considéré comme un fait d' « anarcho-syndicalisme », et les membres de cette tendance sont poursuivis et ainsi discrédités.

Dans le mouvement syndical, même tableau : répression de l'action et de l'initiative ouvrières, emploi de tous les moyens pour combattre les mal-pensants.

Les forces coalisées de la bureaucratie du Parti et des syndicats abusent de leur situation et de leur pouvoir et ignorent les décisions de nos Congrès ordonnant l'application des principes de la démocratie ouvrière. Nos fractions dans les syndicats, et même dans les congrès, sont privées du droit d'exprimer leur volonté pour l'élection de leurs Comités Centraux. La tutelle et l'oppression de la bureaucratie atteignent un tel point que les membres du Parti doivent, sous peine d'exclusion et d'autres mesures répressives, élire non point ceux que voudraient élire des communistes, mais ceux que veulent faire élire les groupes d'intrigants haut placés. De pareilles méthodes de travail conduisent au carriérisme, à l'esprit d'intrigue et à la servilité, auxquels les ouvriers répondent en sortant du Parti.

Partisans du front ouvrier unique, tel qu'il est interprété par les vingt-trois thèses de l'l. C., nous en appelons à vous dans le désir sincère d'en finir avec tous les obstacles mis à l'unité de ce front à l'intérieur de notre Parti Communiste de Russie.

La situation au sein de notre Parti est si pénible que nous sommes amenés à demander votre aide pour écarter le danger menaçant d'une scission.

Salutations communistes.

Les membres du Parti Communiste de Russie :

M. Lobanov (1904) ; N. Kouznetsov (1904) ; A. Polosatov (1912) ; A. Medviedev (1912) ; Miasnikov (1906) ; V. Pliechkov (1918) ; G. Chokhanov (1912) ; S. Medviedev (1900) ; G. Brouno (1906) ; A. Pravdine (1899) ; I. Ivanov (1899) ; F. Mitine (1902) ; P. Borisov (1903) ; M. Kopylov (1912) ; Jiline (1915) ; Tchelychev (1910) ; Tolokontsev (1914) ; Chliapnikov (1901) ; M. Borouline (1917) ; V. Hekreniev (1907-1919) ; A. Pavlov (1917) ; A. Tackine (1917).

A la déclaration se joignent A. Kollontaï, membre du Parti depuis 1899, et Zoë Chadourskaïa.

En transmettant cette lettre, le Comité Central du

P. C. russe l'a accompagnée de la lettre suivante, adressée elle aussi à l'Exécutif élargi :

Le Bureau politique du C. C. du P. C. R. a reçu copie de la lettre adressée à l'Exécutif élargi de l'I. C. par 22 membres du Parti.

Le Comité Central est d'avis que les membres du Parti ont le droit de se plaindre de lui à l'organe supérieur de notre organisation, à l'I. C. Il est prêt à soumettre à la Conférence ou à une Commission désignée par elle tous les documents concernant la réalité des faits indiqués dans la lettre des 22.

Le Comité Central se borne, jusqu'à la décision de l'Exécutif élargi, à lui donner communication du texte intégral de la résolution adoptée le 8 mars 1921 par le 10^e Congrès du Parti sur l'unité du Parti et les tendances syndicalistes-libertaires. Les 22 signataires de la lettre précitée (dont l'un, G. Miasnikov, a été exclu du Parti pour des infractions systématiques à sa discipline) appartiennent au groupe dont le 10^e Congrès a blâmé à l'unanimité les tendances syndicalistes-libertaires.

Pour le Comité Central du P. C. R. :
L. TROTSKY, G. ZINOVIEV.

Le Comité Central a également adressé à l'Exécutif élargi la résolution adoptée par le 10^e Congrès du P. C. russe et concernant l'unité du Parti et la tendance anarcho-syndicaliste.

BRANDLER. — A ce propos, considérant que le Parti Communiste russe joue un rôle particulièrement actif dans l'Internationale, je propose la nomination d'une commission qui rapporterait sur la question du Parti russe.

Une commission est nommée qui comprend les camarades CLARA ZETKIN, CACHIN, KREIBICH, KOLAROF, FRUIS, TERRACINI, MAC MANUS.

STANITCH fait part du contenu d'un télégramme reçu de Yougo-Slavie, concernant le procès de Zula, où 16 communistes ont été condamnés, ainsi qu'un

autre procès qui eut lieu à Belgrade et qui se termina par la condamnation de 14 camarades. Il propose au Présidium de rédiger une protestation contre les menées de la terreur blanche et contre la réaction bourgeoise, non seulement en Yougo-Slavie, mais en Roumanie, en Grèce, en Pologne, en Finlande.

La proposition est adoptée.

TREIZIÈME SÉANCE

1^{er} Mars 1922 (après-midi)

Président : KOLAROF

Orateurs : ZINOVIEV, BOKANY, LOZOVSKY, BRANDLER

ZINOVIEV fait part de la présence dans la salle d'une délégation de camarades hongrois qui ont été libérés des prisons hongroises et sont arrivés hier à Moscou. Il s'agit de camarades qui, pendant la dictature des Conseils, se sont conduits héroïquement et qui, durant leur procès, se sont comportés en militants révolutionnaires.

BOKANY, de la délégation hongroise, salue en termes émus les travailleurs russes et la 3^e Internationale.

La Question syndicale

Lozovsky parle d'abord de la signification de la question syndicale en général. Le Conseil provisoire de l'Internationale des syndicats rouges, créé le 15 juin 1920, le Zimmerwald syndical n'avait pas encore de programme net. Le premier Congrès des syndicats révolutionnaires, qui se tint à Moscou du 3 au 19 juillet, posa la première pierre de la grande Internationale syndicale. Dans la structure de l'Internationale syndicale rouge, une contradiction apparaît dès le début : d'un côté des organisations entières viennent à elle, comme en Russie, en Yougo-Slavie, en Espagne; d'autre part, elle s'appuie sur

les minorités existant au sein des vieilles organisations réformistes. Il existe 4 courants :

1° Un assez grand nombre de communistes avec un programme précis et bien défini;

2° Des syndicalistes révolutionnaires qui ont appris bien des choses de la guerre et de la Révolution et qui considèrent, tout comme les anarchistes, qu'il est nécessaire de créer un bloc de toutes les forces révolutionnaires;

3° L'extrême gauche anarcho-syndicaliste, qui n'a rien de commun avec l'Internationale Communiste et cherche à créer une organisation syndicale sur les bases de l'anarchisme et du syndicalisme.

La 4^e tendance est défendue par les représentants de la C. G. T. italienne. Les camarades Bianchi et Arzimondi ont exposé assez longuement, au nom de la Confédération italienne, leur point de vue qui est celui des réformistes de gauche.

Ces 4 courants se heurtèrent dès le premier Congrès. Les difficultés ne sont pas encore actuellement résolues. La première difficulté a été créée par nos camarades communistes et syndicalistes révolutionnaires français qui, ne connaissant pas encore la décision du Congrès, luttèrent pour l'indépendance absolue, pour l'autonomie des sections, et demandèrent la convocation immédiate d'un Congrès extraordinaire. Ce point de vue reflète la vieille théorie syndicaliste basée sur la « Charte d'Amiens », qui est une dame d'un âge passablement avancé.

Cette malheureuse Charte d'Amiens, comme on sait, est une bible pour nos syndicalistes français. S'appuyant sur cette bible, les syndicalistes commencèrent à s'opposer à l'Internationale syndicale. Nous voyons alors dans le Parti Communiste français un spectacle singulier, bien français : des communistes, des membres du Parti, défendent cette Charte d'A-

miens dans l'organe central du Parti, se prononcent pour l'indépendance absolue vis-à-vis du Parti, et surtout pour la formule donnée à cette indépendance des syndicats, formule qui est purement anarchiste et anticommuniste. Le Parti n'a rien fait pour résister à ce travail à l'intérieur des syndicats, pour défendre le point de vue du bloc des syndicalistes et des communistes. Dans cette question, le Parti resta neutre et attendit les événements, s'en remettant à Moscou pour débrouiller l'écheveau. Ce n'est qu'à la veille du Congrès de Marseille que parurent dans l'*Humanité* quelques articles sur la question syndicale. Dans le mouvement syndical français domine la conception anarchiste, sous la dénomination vague de l'« indépendance absolue ». Cette vieille conception du syndicalisme se résume à peu près ainsi : Ce sont les syndicats qui prépareront et accompliront la révolution et réaliseront les résultats de la victoire ouvrière. C'est, en gros, toute la théorie qu'on peut dégager des livres, des brochures et des articles innombrables, composés sur la question du syndicalisme révolutionnaire. Il y a un phénomène intéressant à observer en France : les syndicalistes révolutionnaires et quelques membres du Parti ne sont pas les seuls à s'appuyer sur la Charte d'Amiens; les représentants des Fédérations syndicales réformistes, tels Jouhaux et Merrheim, se réclament également de cette même Charte. Actuellement, le syndicalisme révolutionnaire s'est groupé en France dans la C. G. T. unitaire, qui s'oppose à la C. G. T. réformiste; mais il lui manque encore un programme clair et une tactique précise; l'idéologie libertaire des anarchistes est encore prédominante. Il y a là un grand danger pour le mouvement ouvrier, car ces conceptions abstraites et métaphysiques, peuvent aboutir à l'éroulement de la Confédération Générale unitaire. Dans son dernier Congrès, la C. G. T. unitaire a adopté une résolution contre l'Internatio-

nale syndicale rouge, refusant d'adhérer à notre organisation et se tenant dans l'expectative.

En Italie, les syndicalistes se sont scindés et suivent à peu près deux tendances : l'une qui demande la formation d'un bloc comprenant les syndicalistes et les communistes sur la base du travail pratique; l'autre défend la même conception que celle des syndicalistes anarchisants français. Entre ces deux courants, la lutte n'est engagée qu'à l'intérieur de l'Union syndicale italienne. Celle-ci s'est, en principe, prononcée pour l'adhésion à l'I. S. R., tout en décidant de n'envoyer aucun délégué au Comité Exécutif.

Il y a en outre une autre tendance qui formule son programme comme suit : 1° Défense du syndicalisme révolutionnaire; 2° adhésion immédiate à l'I. S. R.; 3° réalisation de l'accord intervenu à Moscou entre les communistes et les syndicalistes italiens. Ce même mouvement existe en Espagne.

En ce qui concerne les autres pays, il faut encore citer l'Argentine, où se manifestent encore deux tendances : l'une qui est pour l'adhésion sans conditions, et une autre qui est pour l'adhésion sous certaines conditions. Cette dernière comprend un très petit groupe qui se prononce pour la création d'une Internationale syndicale. Bref, il faut retenir qu'en Argentine, un Congrès unitaire est actuellement convoqué et que les anarchistes et les syndicalistes sont déjà tombés d'accord sur des statuts identiques.

Pour que l'exposé que je vous fais des différentes tendances qui se manifestent dans le mouvement syndical révolutionnaire soit complet, il est absolument nécessaire de mentionner la situation qui existe au sein des I. W. W. Cette organisation est opposée à nos conclusions, parce que les I. W. W. se prononcent d'une façon identique contre tout lien organique quel qu'il soit, entre le mouvement syndical

révolutionnaire et l'Internationale Communiste. Récemment, une fraction s'est constituée, à la tête de laquelle se trouve le camarade Hardy, qui publie le *Bulletin Unitaire*. Elle combat en même temps pour l'adhésion sans conditions à l'I. S. R. On peut distinguer ces mêmes courants pour et contre l'I. S. R. dans les autres pays.

Dans beaucoup de pays nous possédons des minorités assez importantes, pour qui le problème essentiel est de conquérir les organisations syndicales. Cette question se pose différemment suivant les pays. On peut poser en fait que la minorité qui existe en Allemagne, en Amérique, en Italie, grandit sans cesse, et que notre influence augmente, malgré tous les efforts qu'on lui oppose.

L'Angleterre est un exemple des difficultés que rencontre l'I. S. R.

Dans ce pays, le formidable mouvement trade-unioniste, qui s'étend sur 8 millions d'ouvriers, subit une forte crise. Il s'y manifeste déjà une tendance qui, tout en n'étant pas réellement communiste, présente évidemment un caractère d'opposition. La plus importante organisation des Trade-Unions, la Fédération des Mineurs, montre clairement le caractère révolutionnaire du mouvement. Et il est intéressant de noter à ce propos, que la Fédération des Mineurs des Galles du Sud (qui comprend 190.000 membres), s'est prononcé pour l'adhésion à l'I. S. R. Le Parti Communiste anglais, malgré ses organisations syndicales, n'est malheureusement pas encore assez fort pour pouvoir diriger cette opposition. Sous ce rapport, il y a encore beaucoup à faire.

En *Allemagne*, le mouvement syndical groupe 9 millions de membres. Dans ces vieilles organisations ont été créés des cellules et des groupes communistes, et l'influence du Parti Communiste allemand, qui compte aujourd'hui 300.000 membres,

s'exerce dans les syndicats sur 2 $\frac{1}{2}$ à 3 millions d'ouvriers.

La Confédération Générale du Travail italienne a pris position contre nous; mais une minorité en croissance constante apparaît, qu'on peut déjà estimer au tiers de l'organisation. L'opposition développe une activité extraordinaire. L'influence du Parti Communiste sur les syndicats augmente de plus en plus.

Fort intéressante est la situation qui existe au pays de Gompers, en *Amérique*. Le mouvement pour créer un bloc orienté à gauche se développe chaque jour, ce sont les communistes qui en retirent le gain principal. Si ce bloc n'a pas encore été créé jusqu'ici, nos camarades américains sont en tout cas dans les meilleures conditions pour y arriver, et cela seul signifie déjà un grand pas en avant. L'on peut être tranquille : il n'y a pas un pays au monde où nous n'ayons déjà une influence suffisamment importante. Les pays qui entrent depuis peu de temps seulement dans le mouvement syndical, se sentent immédiatement attirés vers nous : c'est ce qui a lieu en Australie, où sur 650.000 ouvriers, 500.000 déjà ont adhéré à P.I. S. R.; il en est de même en Nouvelle-Zélande et à Java, pour la majorité des organisations ouvrières nouvellement formées.

Beaucoup de camarades disent : il existe deux Internationales, celle d'Amsterdam et l'Internationale syndicale rouge. Quelle force respective représente chacune d'elles ? L'Internationale d'Amsterdam *n'est pas une Internationale*, mais la somme de toutes les tendances conservatrices de la classe ouvrière; sa force a été notablement surestimée. Dans le rapport sur l'année 1921, l'on donne par exemple pour la France le chiffre de $\frac{1}{2}$ million de membres, alors que la Confédération Générale du Travail réformiste déclare un nombre maximum de 200.000 adhérents. Un savant a dit : « La statistique est un art »; les

gens d'Amsterdam apparaissent ici comme des artistes en statistique. Malgré cela, Amsterdam représente cependant un facteur de force, parce qu'elle a derrière elle 4 organisations : celles d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre et de Belgique. En tant qu'Internationale, Amsterdam n'a aucune importance, car ce sont des intérêts nationaux qui dominent les intérêts internationaux dans les tentatives d'actions générales. Cette situation fait de l'Internationale d'Amsterdam une fabrique de motions, mais non pas une organisation de combat. En ce sens, le conflit qui a éclaté à propos de la question syndicale en Haute-Silésie est caractéristique. Il est apparu nettement que l'Internationale d'Amsterdam n'est formée que par l'assemblage des tendances nationales.

Nos efforts dans les fédérations d'industrie nous ont conduit à la conclusion suivante : A côté de l'Internationale d'Amsterdam existent 25 organisations d'industrie connues. Les gens d'Amsterdam avaient décidé que les Fédérations syndicales appartenant à l'I. S. R. seraient exclues des organisations syndicales internationales d'industrie. C'est ainsi que l'Internationale des imprimeurs a exclu les représentants de la Fédération russe des imprimeurs. Notre premier Congrès syndical international a décidé la création de comités spéciaux de propagande correspondant aux branches de production. Quelques-uns de ces comités réunissent déjà la majorité de l'organisation dans leur branche d'industrie. Dans l'industrie du bois, les Fédérations de Russie, d'Italie, de Suisse, de Yougo-Slavie, de Bulgarie, de Finlande, de France, d'Alsace-Lorraine, de Tchéco-Slovaquie, de Pologne et de Norvège, ont adopté le point de vue révolutionnaire. Nous avons atteint la moitié des ouvriers des transports; nous avons de nombreuses organisations révolutionnaires chez les cheminots, les marins, etc. Nous assistons à une rapide transformation révolutionnaire des masses

ouvrières, par suite de la violente agression du capital. Mais on prétend parfois que l'Internationale syndicale est excellente sous tous les rapports, mais qu'elle est née ou trop tôt ou trop tard, comme dit Paul Lévi. Cette tendance des « liquidateurs » s'est manifestée d'une manière assez frappante dans le Parti Communiste allemand et s'est transportée dans l'Internationale communiste. Cette crise subie par le Parti Communiste allemand a abouti à la formation du K. A. G. (la « Communauté du Travail », groupe léviste), qui a inscrit dans son programme la lutte contre l'Internationale syndicale rouge. Cette tendance à la dissolution de l'Internationale syndicale rouge a trouvé également des défenseurs dans le Parti allemand et au dernier Comité central, Friesland et quelques autres présentèrent une résolution où il était dit : « La tactique suivie par l'Internationale syndicale rouge conduit à la scission du mouvement syndical et à de dangereuses oppositions ». Les « lévistes » soutiennent que les communistes provoquent la scission dans le mouvement syndical; or, ils savent cependant très bien que nous faisons dans tous les pays les plus grands efforts pour maintenir l'unité. Là où la scission a eu lieu, la responsabilité en incombe aux gens d'Amsterdam. Pour les « lévistes », la question de l'Internationale syndicale est une manœuvre politique. Ils veulent frapper l'Internationale communiste, car l'Internationale syndicale rouge n'est qu'un merveilleux réservoir dans lequel le communisme puise de nouvelles forces dans sa lutte contre le capitalisme.

A côté de cette tendance nettement affirmée des liquidateurs, il en existe encore une autre qui, comme en Norvège, en Tchéco-Slovaquie, etc., se manifeste par une attitude hésitante. Il y a des camarades qui déclarent qu'il faut « Equider » l'Internationale syndicale rouge parce que l'Internationale d'Amsterdam devient chaque jour de plus en plus

révolutionnaire, qu'elle a tout fait pour aider la Russie, qu'elle a lancé des appels révolutionnaires, etc.; et que, si cela continue, le maintien d'une Internationale syndicale rouge deviendrait superflu. Mais, malgré ses paroles révolutionnaires la position de l'Internationale syndicale d'Amsterdam reste conservatrice.

Comment se pose chez nous la *question du front unique* ? Nous avons fait dans tous les pays tout ce qui était en notre pouvoir pour maintenir l'unité. Quand nous avons vu que le mouvement syndical français allait vers la scission, nous nous sommes tournés vers les dirigeants d'Amsterdam et nous leur avons proposé de réunir une conférence avec les représentants de l'Internationale syndicale rouge et des deux tendances syndicales françaises. Ils ont refusé et maintenant ils poussent les hauts cris contre nos manœuvres de scission.

Dans toutes nos explications avec les gens d'Amsterdam, nous avons constamment déclaré : nous sommes prêts à demeurer comme minorité dans toutes les organisations, mais nous ne pensons pas, pour cela, quand nous aurons la majorité, les abandonner aux autres. C'est pourquoi les gens d'Amsterdam sont contre nous, et désirent avant tout détruire l'Internationale syndicale rouge.

Il serait ridicule de cacher que l'Internationale syndicale rouge a à lutter contre de grandes difficultés, mais l'Internationale communiste n'en rencontre pas de moindres. La classe ouvrière subit actuellement une crise dans tous les pays. Elle est l'objet d'une formidable offensive du capital. Mais malgré cette offensive le mouvement ouvrier marche irrésistiblement en avant. Sans être optimistes, nous pouvons dire que dans un ou deux ans nous aurons avec nous la majorité du mouvement syndical; il n'y a que 6 mois que l'Internationale syndicale existe

et nos résolutions ne pénètrent que difficilement dans les pays éloignés. Les conditions objectives sont favorables à la marche en avant de l'Internationale syndicale, parce que le monde capitaliste va à la révolution. L'Internationale syndicale est la chair de la chair de l'Internationale communiste. Elle est la source des larges masses ouvrières, à laquelle l'Internationale communiste puise ses adhérents.

BRANDLER. — En vous parlant des devoirs et de la tactique des communistes dans les syndicats, je ne pourrai, sur cette question essentielle, vous apporter rien de neuf qui n'ait été déjà résolu aux congrès antérieurs de l'Internationale communiste. Il ne peut s'agir actuellement pour nous que d'une chose : parcourir une étape nouvelle, durant laquelle nous donnerons à notre travail une forme concrète en rapport avec notre influence croissante dans les syndicats.

Notre tâche est de conquérir, dans les syndicats, les masses à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Il y a des camarades qui se figurent qu'il existe d'un côté la classe ouvrière, que l'on peut, par un procédé merveilleux, rassembler en un bloc unique et de l'autre côté la seule bourgeoisie. Or, il y a des antagonismes au sein des deux classes, et il serait puéril de ne pas utiliser les antagonismes existant dans le camp de la bourgeoisie. Mais nous avons également des antagonismes au sein du prolétariat. Le rôle des communistes consiste précisément à mener leur travail syndical de telle sorte que ces antagonismes soient détruits : l'on pourrait ainsi opposer à la bourgeoisie la totalité de la classe ouvrière.

Durant ce dernier semestre on s'est demandé dans les différents pays si l'existence de l'Internationale syndicale était pleinement justifiée. Il s'agit d'offrir les masses ouvrières prêtes à la lutte qui, en présence

de l'oppression croissante des capitalistes, veulent se défendre, et les syndicalistes ou l'opposition, qui ne sont pas encore communistes. Nous autres, communistes, nous savons que dans la situation actuelle toute lutte économique importante peut se transformer en une bataille pour la prise du pouvoir. Nous devons avoir ces considérations à l'esprit au début de toute lutte importante. Je voudrais vous citer comme exemple le syndicat national des cheminots d'Allemagne qui constituait le meilleur rempart de la bourgeoisie et de l'Etat allemands. Ils ne sont entrés dans la bataille que pour des revendications de salaires et l'ont perdue par peur de ses conséquences politiques. Et cependant, en Allemagne, durant ces dernières années surtout, la grève est devenue, pour ces ouvriers d'idéologie petite-bourgeoise, l'un des plus importants événements politiques. Quand les dirigeants affirment que le principe de la « neutralité » des syndicats a trouvé sa confirmation dans cette grève, cela ne fait que prouver qu'ils n'ont encore une fois rien appris.

Quand nos amis syndicalistes refusent de donner leur adhésion à l'Internationale syndicale rouge et qu'ils font, au lieu d'une action révolutionnaire, des phrases révolutionnaires, ils agissent consciemment ou inconsciemment d'une façon contre-révolutionnaire. Nous pouvons actuellement envisager la lutte suivant quatre différents degrés de maturité.

Dans les pays d'Extrême-Orient (Inde, Java, Japon) existe un fort mouvement syndical, qui ressemble surtout à ce qu'était le mouvement syndical à ses débuts. Le mouvement syndical de ces pays est d'une grande importance au point de vue révolutionnaire. Nous devons nous occuper très activement du mouvement dans ces régions. Il agira sur le mouvement européen en jouant le rôle de réserve de la révolution mondiale en Europe. Nous avons un intérêt

direct à venir au secours de nos frères de classe dans ces pays.

Dans les pays vainqueurs, surtout dans les pays à change élevé, où le pouvoir, malgré tous les chocs subis, se trouve encore entre les mains de la bourgeoisie qui a vaincu sur les champs de bataille, il s'agit d'utiliser la décomposition croissante du vieux corps social divisé en classes, le chômage, les réductions de salaires, etc., pour créer des centres révolutionnaires dans les organismes syndicaux traditionnels.

En Allemagne et dans les autres pays vaincus, où la question de vie ou de mort se pose de plus en plus pour les larges masses ouvrières, nous devons nous efforcer de faire des syndicats des organes qui feront retomber sur la bourgeoisie les charges sous lesquelles le prolétariat est écrasé.

En Russie, jusqu'ici, les syndicats avaient déjà la lourde tâche de constituer le facteur positif de la construction de la société communiste; il faut ajouter maintenant l'organisation de la lutte contre les entreprises privées. Le développement des antagonismes de classe pousse le prolétariat à la lutte de classe. Et nous voyons dans les pays de l'Europe occidentale, en corrélation avec les différents stades du développement capitaliste, trois formes différentes du mouvement ouvrier.

En Angleterre, la forme du mouvement a jusqu'ici retardé considérablement la création d'un Parti de classe prolétarien. En effet, on a mené seulement la lutte économique. C'est ainsi qu'on a abouti aux Trades-Unions : le prolétariat aurait pu utiliser les oppositions existant au sein de la bourgeoisie, où deux partis se dressent violemment l'un contre l'autre; alors qu'il aurait pu en profiter pour renforcer politiquement les buts atteints sur le terrain économique, il n'a même pu arriver à constituer un fort parti politique de la classe ouvrière.

En France, pays du capital financier, on en est arrivé au proudhonisme, après que le blanquisme eut été brisé par les forces de la bourgeoisie. Les ouvriers ont été trahis par tous les partis politiques : tout d'abord, aussi longtemps qu'ils constituèrent l'escorte des partis bourgeois radicaux, et ensuite, dans la social-démocratie, où Briand, Millebrand, Hervé se servirent de la classe ouvrière comme d'un tremplin pour leur carrière politique. C'est de cette façon qu'est née et que s'explique la position antipolitique des ouvriers. Ce n'est pas une supposition que de dire que les masses, aujourd'hui encore, en souffrent. Le travail dans les syndicats français est essentiellement une question de Parti. Le Parti doit devenir réellement communiste, révolutionnaire : alors seulement il conquerra la confiance des syndicalistes méfiants. L'Internationale s'est imposée précisément, en ce qui concerne la France, une réserve qui montre actuellement d'une façon évidente qu'il n'en peut plus être désormais ainsi. Les divergences qui existent sur la question du front unique ne sont, certes, pas un effet du hasard. Ce n'est pas par hasard que nous nous trouvons en France devant un monceau de débris, et c'est pour cette raison que le travail syndical en France constitue un problème particulièrement difficile à résoudre.

En Allemagne et dans les pays où le prolétariat a été le plus atteint par la vague révolutionnaire, la désagrégation des syndicats n'est pas si profonde. Nulle part ailleurs la lutte entre l'Internationale d'Amsterdam et l'Internationale syndicale rouge n'a été plus aiguë, et cependant les syndicats n'en ont pas été détruits pour cela. En Allemagne, les circonstances sont telles que le Parti Communiste allemand, dans l'esprit même de l'I. S. R., travaille pour « révolutionner » les ouvriers organisés. C'est dans ce pays que l'Internationale communiste a donné son maxi-

mum d'activité. Nous pouvons dire sans exagération qu'en Allemagne des centaines de réunions ont eu lieu, d'une façon plus ou moins consciente et méthodique, ont été travaillées par les communistes dans l'esprit de l'Internationale syndicale rouge. Si l'influence des communistes dans les syndicats en Allemagne n'est pas encore plus forte, les faiblesses de l'activité syndicale du Parti Communiste allemand en sont la cause.

La naissance de tendances de « liquidation » qui se sont manifestées en Allemagne n'est pas, elle non plus, un effet de pur hasard. Nous pouvons remarquer que les mêmes gens qui, dans les premiers jours de la lutte révolutionnaire de 1918 et 1919, lançaient le mot d'ordre de la scission et se prononçaient pour la création de nouveaux syndicats, sont aujourd'hui dans le camp des « liquidateurs », dans le camp de Lévi. Lévi lui-même est le père de l'idée d'unions ouvrières dans le Parti Communiste. Hauth, lui aussi, fut l'un de ceux qui, après 1919 et jusqu'au Congrès du Parti à Heidelberg, voulait créer de nouveaux syndicats et provoquer la scission dans les anciens. Ni Lévi, ni les autres, ne sont liés assez intimement avec le mouvement syndical; et ils poursuivent une politique faite de fluctuations de ci ou de là. En 1918-1919, la conquête des syndicats se faisait, d'après eux, trop lentement; c'est pourquoi ils voulaient les briser. Aujourd'hui que ce développement leur apparaît comme un processus trop long, ils veulent renoncer à l'activité communiste dans les syndicats : ils en arrivent ainsi à demander la « liquidation » de l'Internationale syndicale rouge, et surtout des Partis Communistes.

La tendance instinctive vers l'unification de la lutte contre l'exploitation est en Allemagne excessivement forte parce que la misère du prolétariat y est, elle aussi, excessivement forte. Et cette consta-

tation conduit maint esprit à renoncer à une critique communiste qui nuirait à cette poussée élémentaire et à rechercher l'unité à tout prix. Nous sommes pour l'unité, mais non pour l'unité à tout prix. L'unité ne peut être utile que si elle montre nettement à la majorité des travailleurs quelle est la bonne voie. Nos beaux discours révolutionnaires n'en imposent pas à ces vieux pêcheurs que sont Grassmann, Jouhaux, Appleton, etc; ce qui leur en impose c'est une Internationale syndicale rouge réellement forte, c'est un puissant Parti Communiste.

En 1920, lors de la marche de l'armée rouge sur Varsovie, nous lançâmes un appel général au prolétariat allemand. Certains considèrent cette attitude comme un dangereux pas fait dans la voie de l'opportunisme et du réformisme. Or, en plus de cet appel général, nous avons fait un appel particulier où, dans une forme courtoise, il était dit que les dirigeants du Parti socialiste allemand (majoritaires), du Parti socialiste indépendant d'Allemagne et de la C. G. T. trahiraient les ouvriers aussi exactement qu'ils l'avaient fait jusqu'à ce jour, si les ouvriers n'y prenaient eux-mêmes garde. Il est tout naturel que les majoritaires, les indépendants et la C. G. T. se soient jetés sur nous, mais les masses furent touchées. Lors de l'action de mars, alors qu'ils pensaient nous avoir désarçonnés, ni nous, ni les majoritaires (S. P. D.), ni les indépendants (U. S. P. D.), ni la C. G. T. ne voulurent plus savoir d'une action commune. Là-dessus survint la grève de la faim des détenus politiques et grâce au réveil syndical, il y eut à nouveau de tumultueuses conférences des conseils d'exploitation, que la C. G. T., les majoritaires et les indépendants repoussaient d'accord avec les communistes ! Nous avons pu voir les indépendants, sous la pression des députations, se déclarer tout à coup prêts à une entente et inviter les communistes à collaborer; ils vinrent également au Congrès

des conseils d'exploitations; la C. G. T. écrivit une lettre de refus courtoise. Il est significatif que les indépendants se soient déclarés prêts à collaborer, sous la pression des événements, comme si on les avait entraînés par les cheveux. C'est ainsi qu'un travail syndical conscient, qui sait lier les uns aux autres tous les événements économiques et politiques quotidiens, n'est pas un vain travail.

Il est dangereux de vouloir unifier les mouvements pour l'augmentation des salaires dans tous les pays. Que signifie cette conception ? Unifier le mouvement pour les salaires c'est en tous cas élargir le terrain de combat ! Qu'est-ce qui permet de supposer que nous pouvons attirer plus de masses ouvrières dans la lutte en mettant en avant des revendications de salaires ? Je crois qu'il faut faire une différence entre les pays dont le change est haut et celui où il est bas. Dans les premiers, en Amérique, en Angleterre et en Suisse, il est possible et avantageux d'unir les ouvriers dans une lutte défensive contre la baisse des salaires; mais une telle union ne peut avoir d'avantages que si, à la lutte pour le maintien des salaires dans les catégories de travail indispensable à l'industrie (chemins de fer, mines, etc.) l'on lie la lutte pour le maintien des salaires dans les catégories de travail moins important pour l'économie sociale (par exemple : industrie du bâtiment, du bois, etc.). Dans les pays où le change est bas, comme par exemple en Allemagne, une telle synthèse des forces ouvrières ne peut avoir de succès que dans la courte période où, par suite d'une circonstance quelconque, les exploités ne veulent pas engager la lutte.

La pratique d'un mot d'ordre de l'unification du mouvement en faveur des salaires en Allemagne nous montre que si cette unification n'a lieu que pour le combat en faveur des salaires elle n'atteint pas son but. Il n'est pas possible, dans un pays comme

l'Allemagne, où une augmentation de salaires de 30 ou 40 pfennigs environ sera au même moment compensée par la chute de la valeur d'achat du mark, d'attirer de grandes masses ouvrières et de les entraîner dans la lutte dans le seul but d'augmenter les salaires. L'objet de la lutte ne mérite sous aucun rapport qu'on y dépense des forces. Lors de la lutte soutenue par les dockers de Brême, lors de celle soutenue par les métallurgistes dans la Westphalie rhénane, les entrepreneurs ont provoqué la scission chez les ouvriers et tous les discours sur la solidarité n'y purent rien.

Révolutionner les syndicats consiste à savoir, en utilisant les besoins quotidiens, attirer dans les mouvements engagés, les ouvriers qui en sortent quand il s'agit uniquement de lutte pour les salaires. La lutte contre les impôts ne doit plus être effacée de l'ordre du jour en France, en Suisse et dans tous les pays où va grandissant l'offensive des entreprises. C'est le devoir des syndicats d'engager une action sur un plan international contre les impôts et le renchérissement de la vie et ne pas s'en tenir à une action pour le maintien des salaires, mais de se donner pour tâche concrète la lutte pour le contrôle des prix et le transfert des charges sur la bourgeoisie.

Si nous voulons attirer les ouvriers à la conscience révolutionnaire dans la lutte pour les besoins vitaux, si nous voulons que cette lutte soit menée par des communistes, nous devons agir en conséquence en ce qui concerne les organisations. Quand les camarades considèrent le mot d'ordre : rester dans les organisations nationales, comme un obstacle à notre tactique, ils oublient une différence absolument essentielle. Nous sommes contre la sortie des syndicats afin que les éléments de fermentation ne soient pas isolés des autres masses ouvrières. Nous sommes pour la scission avec la clique des chefs d'Amster-

dam, parce que, en réunissant les masses ouvrières révolutionnaires qui ont reconnu la trahison des chefs, nous enlevons à cette clique de chefs en faillite leurs moyens d'action internationaux, grâce auxquels ils servent la bourgeoisie. Quand nous aurons conquis à nos idées, dans un pays, la majorité des syndicats, il nous faudra reconstruire les syndicats. D'organes de secours à la bourgeoisie qu'ils étaient, sous la direction d'Amsterdam, nous devons les transformer en organes de combat du prolétariat en lutte pour la prise totale du pouvoir. Pour cela, il faudrait, en premier lieu, qu'on ne se cantonne plus sur le terrain national et que soit créée une forte centralisation internationale. Donc union, dans l'Internationale syndicale rouge, de tous les ouvriers qui veulent, en opposition avec la bureaucratie d'Amsterdam, lutter simplement pour leur existence. Car les gens d'Amsterdam ne sont pas seulement des adversaires de la dictature du prolétariat, mais aussi des adversaires de toute lutte sérieuse contre la bourgeoisie. Au nom de la démocratie, ils noient dans le sang en Angleterre et en Tchéco-Slovaquie le mouvement des mineurs, en Allemagne, les revendications des cheminots et des employés municipaux, même lorsqu'ils luttent pour une élévation de quelques pfennigs de leur salaire.

Enfin reste une question qui concerne les camarades polonais, norvégiens et ceux d'une autre section. Ces camarades défendent le point de vue suivant : nous devons prendre fait et cause pour l'I. S. R., mais même si nous avons la majorité dans les syndicats, nous ne devrions pas sortir de l'Internationale d'Amsterdam. Je crois que si tel était le point de vue de l'Internationale communiste, il nous faudrait dissoudre l'Internationale syndicale rouge. Si notre rôle, en tant que communistes, est purement idéologique, nous n'avons pas besoin d'une Internationale syndicale rouge.

La question des syndicalistes constituera, dans les six mois prochains, la tâche la plus importante de l'Internationale communiste. Nous inviterons encore une fois les syndicalistes au 2^e Congrès de l'I. S. R., mais tout dépend de l'activité que déploieront les communistes dans les pays où il y a des syndicalistes, et de la façon dont ils soutiendront l'Internationale syndicale rouge. Je crois, camarades, que la lutte contre les chefs syndicalistes qui barrent la route à la volonté révolutionnaire du prolétariat syndiqué, sera plus facile à mener que la lute contre les gens d'Amsterdam. L'I. S. R., avec la collaboration active des communistes, devra, dans quelques catégories d'industrie, élaborer un programme d'action pratique, et non une recette miraculeuse. Il ne peut s'agir pour nous que d'utiliser les rapports de métier et d'industrie, et de les réunir afin de transformer les syndicats et d'en faire, de l'instrument de la bourgeoisie qu'ils sont actuellement, un instrument du pouvoir prolétarien.

LE PRÉSIDENT propose de nommer une commission sur la question syndicale. Sont élus, les camarades LOZOVSKY (Russie), BRANDLER (Allemagne), SEL-LIER (France), ROBERTO (Italie), KOHN (Tchéco-Slovaquie), POLLIT (Angleterre), CARR (Amérique), ANTONOVITCH (Pologne).

QUATORZIÈME SÉANCE

1^{er} Mars (Soir)

Président : KOLAROF.

Orateurs : MUNZENBERG, SOKOLNIKOF.

Le secours aux affamés

MUNZENBERG. — L'orateur fait un rapport sur la question des secours aux affamés. Aussitôt que l'on connut, l'été dernier, l'étendue de la catastrophe, le Comité exécutif de l'Internationale communiste décida de provoquer une action internationale prolétarienne de secours. Les gouvernements capitalistes bourgeois cherchèrent immédiatement à utiliser en leur faveur la détresse de la Russie. Qu'on se souvienne de la politique d'exaction qui fut alors entreprise et qui aboutit au cliquetis de sabre polonais. Sous la pression de l'opinion publique, plusieurs gouvernements décidèrent d'accorder de l'argent pour secourir les affamés : la France, par exemple, concéda 6 millions de francs. Mais cet argent n'a pas encore été employé et pas un gramme de farine n'a été envoyé en Russie. L'« Ara », c'est-à-dire l'organisation américaine qui constitue actuellement la majeure partie de l'expédition de secours, nourrit plusieurs millions d'hommes à l'aide de son organisme de répartition. Mais ce n'est un secret pour personne que l'« Ara » projette de présenter, au moment où la crise russe deviendra aiguë, des exigences pouvant entraîner très loin.

L'Internationale syndicale d'Amsterdam, elle, a dès

le début, cherché à exploiter sans scrupules l'action de secours au profit de sa propagande.

Deux points de vue pouvaient être considérés : 1° Essayer d'organiser, en dehors des organismes de secours de la bourgeoisie, *un mouvement de secours ouvrier*; 2° unir dans cette action tous les ouvriers, sans se préoccuper de leur position au point de vue politique et syndical. Ce fut la première tentative pratique de l'établissement du front unique. Il n'était pas possible de faire ce front au point de vue organique; mais il était possible de pénétrer, par notre propagande et nos organisations, les larges masses d'ouvriers non communistes. On pouvait engager cette action dans tous les pays d'Europe et même dans les pays où les communistes vivent d'une vie absolument illégale : en Yougo-Slavie, en Roumanie, en Lithuanie, en Pologne, etc., des comités de secours furent créés. Hors de l'Europe, l'action a embrassé l'Amérique, le Canada, le Mexique, l'Argentine, le Brésil et l'Afrique du Sud; un mouvement est en train de naître au Japon. Bref, cette action est devenue puissante, embrassant la terre entière

Nous avons réuni jusqu'à la fin de janvier (les chiffres ne sont malheureusement pas complets) au total 200 millions de marks allemands. 30 convois ont été expédiés en Russie, qui représentent en tout 13.000 tonnes de vivres, d'instruments de travail et de machines. Pendant la même période, l'Internationale d'Amsterdam qui, avec 24 millions de membres, menait une action séparée, n'a réuni que 60 millions de marks allemands et n'a envoyé en Russie qu'un unique navire de 1.000 tonnes. En Suisse, par exemple, 220.000 syndiqués ne réunissaient que 75.000 francs, alors que 6.000 communistes en apportaient 170.000 Le petit Parti communiste hollandais réunissait 180.000 florins, tandis qu'en Hollande,

siège de l'Internationale d'Amsterdam, les syndicats, conjointement avec le Parti social-démocrate qui, dans ce pays est encore très fort, ne réunissaient que 38.000 florins. Il faut également noter que nous n'avons pas, malgré notre propagande étendue, etc., dépensé en frais $\frac{1}{2}$ % de l'argent réuni, alors que les Quakers anglais faisaient 25 % de frais.

Nous sommes parvenus à constituer en Russie des stations de secours dans les 5 gouvernements de Saratof, Samara, Kazan, Tchéliabinsk et Orenbourg. Nous y secourons actuellement 70.000 êtres humains. Chaque nouveau navire envoyé rend possible un établissement nouveau.

La question principale en ce moment, c'est celle de la *conduite ultérieure de l'action*. Il faut discuter l'extension des secours, de façon à *superposer à l'aide aux affamés, l'aide économique*. Si nous nous bornons à procurer des vivres, l'aide aux affamés n'aura été d'aucun enseignement. Il s'agit aujourd'hui de prendre les précautions qui empêcheront une nouvelle famine de se reproduire. A tous les degrés, depuis les comités et les autorités locales, les soviets, etc., l'on nous demande notre aide pour une reconstruction économique. C'est ainsi que les associations coopératives des pêcheries de la Volga, anéanties par la catastrophe de la famine, se sont adressées à nous pour que nous les aidions en leur fournissant de la laque, de la peinture, du sel, etc. D'autres coopératives nous ont demandé de leur faire parvenir d'Allemagne des machines.

Nous croyons que notre devoir est d'essayer d'aller au-devant de la réalisation de ces vœux urgents. S'il nous était possible de rétablir et de refaire fonctionner les pêcheries de la Volga, nous rendrions à la Russie et aux affamés un service au moins aussi grand que si nous leur envoyions un train de quelques wagons de céréales. A Pétrograd et à Moscou, l'existence

d'une grande quantité de boîtes de conserves provenant de l'expédition de secours et d'autres vieux matériaux nous a donné l'idée de transformer cette vieille ferraille en instruments. Dans quelques régions, nous avons entrepris ce travail, au nom de l'organisme gouvernemental, mais nous sommes arrivés à croire qu'il faut organiser des entreprises plus petites, d'après le système coopératif.

Les tâches qui nous incombent pour réaliser l'aide économique ne peuvent être que les suivantes : 1° Entretien des ouvriers dans les territoires dévastés par la famine, en particulier dans quelques exploitations et institutions ; 2° mobilisation et utilisation des forces de travail russes et européennes actuellement improductives, principalement des émigrés politiques vivant en Russie ; 3° secours organisé par les centres économiques sur le modèle des tentatives des organisations ouvrières en Europe Occidentale et en Amérique.

Il existe en Russie une quantité formidable de vieux débris de fer, de fonte, d'acier, de cuivre, etc., dont le gouvernement des Soviets essaie depuis des années, de tirer profit. Actuellement, 16 ou 18 postulants se sont présentés. Nous avons proposé que notre organisation fût chargée du triage et nous envisageons la mise en valeur en commun du métal. Il serait possible, en utilisant les émigrés actuellement improductifs, de mener à bien cette entreprise. En réalisant le métal abandonné par l'organisation de secours, le gouvernement des Soviets aurait la fabrication le meilleur marché.

Combien nous sommes loin des efforts faits en Russie même ! De même que nous appuyons politiquement le gouvernement soviétique, nous devons consacrer la force de la classe ouvrière en Occident, à soutenir la Russie dans la lutte économique qu'elle mène maintenant par les appuis financiers et par

une pression sur les gouvernements et par la tactique du front unique.

Nous en arrivons au point principal : D'après les rapports qui nous parviennent des différents pays, il paraît possible d'atteindre, au cours de cette année même, un total de dix millions de dollars. La valeur pratique de cette somme est largement dépassée par le point de vue de la propagande : une campagne de cette sorte peut avoir un résultat immense en Occident, en resserrant l'union des ouvriers avec la Russie, tout en assurant un profit réel.

Des considérations plus graves pourraient peut-être intervenir en ce qui concerne l'organisation technique de l'entreprise. Le plan de nos amis américains qui consiste à faire venir 6.000 ouvriers américains en Sibérie, avec des promesses magnifiques, nous laisse sceptiques. On leur présente ainsi la situation : en Sibérie, où l'on ramasse l'argent dans les rues, vous pouvez travailler en dépensant 100 dollars pour vos frais d'entretien. A cette méthode, nous opposons la nôtre : Essayer de rendre les émigrés politiques capables d'un travail productif; on ne doit rechercher à l'étranger que les techniciens indispensables pour rendre productives les forces de travail russes. Ce que nous devons fournir actuellement aux Russes, c'est l'intensification du travail, la forme d'organisation technique de l'Europe Occidentale et de l'Amérique. La condition préalable pour une heureuse réussite de la campagne, est une centralisation rigoureuse du travail. Quand on en est réduit à employer des ouvriers étrangers dans les exploitations et que les autres pays peuvent voir par là dans quelle détresse se trouve la Russie, c'est le devoir des communistes d'user de cette méthode.

Telle est la tâche du Présidium ou d'une commission choisie par lui à qui serait confiée l'organisation de cette entreprise et qui devrait la mener à bien.

La nouvelle politique économique en Russie

LE PRÉSIDENT donne la parole au camarade Sokolnikof, sur la question suivante, inscrite à l'ordre du jour.

SOKOLNIKOF. — L'orateur fait un rapport sur la nouvelle politique économique de la Russie des Soviets. Il formule ses conclusions dans les thèses suivantes :

1^o La nouvelle politique économique est en premier lieu l'expression de la proportion des forces au sein de l'alliance du prolétariat et de la classe paysanne de Russie après leur commune victoire sur la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers. Elle signifie la reconnaissance par le prolétariat de l'inviolabilité de la petite propriété paysanne et de la libre jouissance, par le net producteur, des produits de son travail. Le prolétariat reconnaît ainsi que la politique appliquée par le gouvernement des soviets pendant la guerre civile (réquisition de tous les moyens de production et de toute la production de l'économie rurale) ne fut que temporaire, dictée par la nécessité de la résistance commune aux grands propriétaires fonciers et à la haute finance, et jusqu'au succès final dans cette lutte; mais il ne s'agissait nullement d'un système permanent conforme au programme du Parti Communiste;

2^o La reconnaissance de ce fait est opportune et indispensable. Elle est conforme aux conceptions du Parti, formulées avant et après la révolution d'octobre, selon lesquelles la révolution prolétarienne en Russie ne signifie pas l'établissement immédiat d'une société communiste parfaite, mais inaugure seulement une seule période de transition du capitalisme au communisme, pendant laquelle la petite propriété dans l'agriculture, le commerce et l'industrie doit être limitée, mais non expropriée despotiquement. Par opposition à l'expropriation et à la socialisation des grandes propriétés capitalistes, le travail individuel du petit producteur ne peut pas être socialisé de force;

3° L'appui prêté à la nouvelle politique du prolétariat par les paysans et qui se traduit par un affermissement politique du pouvoir des soviets, signifie d'autre part que des millions de petits producteurs reconnaissent le régime économique établi par la classe ouvrière, dans lequel le sol et son contenu, la grande industrie, les transports, les crédits, au lieu d'être propriété privée, sont socialisés en totalité ou pour la plus grande partie et gérés par l'Etat soviétiste, c'est-à-dire conformément au programme socialiste de la période de transition;

4° La convention passée avec la classe paysanne sur ce point ne s'écarte pas du programme maximum que le P. C. R. s'est donné en commençant sa lutte pour le pouvoir. Dans le combat qu'il soutint contre le gros capital et la grande propriété privée, le pouvoir des soviets dépassa sensiblement, par ses mesures pratiques, les buts fixés par son programme. Engels avait jadis prévu cette nécessité en écrivant que la révolution, pour être victorieuse, doit s'avancer aussi loin que possible. Sous l'empire des nécessités, le gouvernement des soviets appliqua des méthodes de terreur, tant économiques que politiques, non seulement contre les grands propriétaires, mais aussi contre les propriétaires petits et moyens qui penchaient du côté du capitalisme (nationalisation de l'ensemble de la production et du commerce). Cette lutte qui revêtit les aspects d'une guerre civile acharnée, fit naître diverses illusions et suscita aussi une idéologie assez contraire à la théorie et au programme véritables du parti, dont la politique actuelle n'est pas en réalité une innovation, mais un retour à l'ancienne politique communiste;

5° La nouvelle politique est aussi — en second lieu — une solution apportée au problème de la reprise des relations économiques internationales par l'Etat prolétarien. Tant que l'ordre capitaliste se maintient dans les pays voisins de la Russie, la rentrée de celle-ci dans l'organisme économique international est absolument inévitable; une politique d'isolement économique eût été un non-sens équivalent à un suicide, et n'eût fait que le jeu des ennemis du prolétariat.

La victoire de la révolution dans un pays ne signifie

nullement la cessation immédiate de la division internationale du travail qui a lieu même en société capitaliste. Au contraire, la révolution socialiste victorieuse a pour devoir d'établir un programme de division du travail plus complet et plus rationnel, afin de mettre en œuvre toutes les ressources naturelles du pays, de souligner les faiblesses de l'organisation capitaliste, et de propager parmi les masses ouvrières l'idée d'une économie socialiste internationale;

6° La pénétration du capital étranger en Russie présente cependant un danger d'asservissement de l'économie socialiste en voie de formation au capital puissant, qui compte appliquer à l'Etat prolétarien des méthodes d'exploitation coloniale consacrées par une longue expérience. Ce danger, amoindri par la division des groupes capitalistes entre eux, peut être combattu par l'action organisée du prolétariat international contre les magnats de la haute finance et de l'industrie d'Europe et d'Amérique. Mais il ne pourra être complètement écarté que par le développement ultérieur de la révolution socialiste internationale;

7° Au fur et à mesure que se développera dans notre pays techniquement arriéré l'action du capital étranger, le relèvement économique de la Russie des soviets progressera d'autant. L'amélioration de sa situation économique et politique, lui procurant une plus grande influence internationale, lui permettra d'intervenir dans la crise économique et politique mondiale;

8° La période du « communisme de guerre » étant finie, la tâche du P. C. R. est de conserver et de consolider, en vertu de l'accord avec la classe paysanne, le pouvoir politique du prolétariat, d'organiser rationnellement les forces économiques de l'Etat ouvrier, — lequel, ayant renoncé à administrer lui-même l'ensemble de la production et de la répartition, ne conserve que les positions économiques dominantes, — d'organiser les relations économiques avec le monde capitaliste, sur des bases garantissant autant que possible la Russie contre l'exploitation et contre les possibilités de restauration d'un régime bourgeois;

9° La presse contre-révolutionnaire russe et celle du

socialisme bourgeois répètent fréquemment que la révolution russe a dépassé Thermidor et que la nouvelle politique économique est une liquidation de la Révolution. Cette assertion n'a pas plus de sens que celle naguère produite par Martov qui dénonçait en la révolution d'octobre un 18 Brumaire. Que les socialistes petits-bourgeois nous expliquent donc le sens d'un Thermidor après Brumaire. A ces pauvretés, les communistes opposent un argument irréfutable : la défense du pouvoir des soviets est entre les mains du Parti Communiste qui s'est révélé nécessaire et a prouvé qu'il sait adapter sa tactique aux circonstances en demeurant inébranlablement fidèle à lui-même et à la cause du prolétariat international;

10° On ne peut porter, d'un point de vue international, un jugement sur la nouvelle politique économique des soviets sans apprécier la situation générale économique et politique de tous les pays. Cette situation n'est pas susceptible de deux interprétations différentes : la crise économique se poursuit, s'intensifiant tantôt dans un pays, tantôt dans un autre, sapant l'économie bourgeoise. La guerre impérialiste terminée par le traité de Versailles continue en réalité par une guerre économique acharnée. Les conflits politiques s'accroissent et multiplient les heurts des intérêts opposés. Des coalitions se constituent et se disloquent. Des petits Etats formés des débris de l'ancienne Europe n'ont qu'une existence fictive ou rêvent d'aventures. L'intégrité territoriale des Etats vaincus est menacée. La réaction monarchiste prépare ses revanche et se dispose à refaire la carte de l'Europe. C'est en surmontant les plus grandes difficultés que le Parti du prolétariat s'affermi et étend son influence sur les masses ouvrières et paysannes. L'époque de transition du capitalisme au socialisme se révèle aux esprits comme une époque de crises, de guerres, de bouleversements sociaux — ce qui confirme la justesse de la politique du P. C. R., adaptée à cette période de transition pour conduire à la victoire totale du communisme.

QUINZIÈME SÉANCE

2 Mars (après-midi)

Président : KOLAROF

Orateurs : HUMBERT-DROZ, THALHEIMER, SCHULLER,
BIANDLER, OSSINSKI

La presse communiste

HUMBERT-DROZ. — Le type idéal du journal communiste ne doit pas être une copie plus ou moins parfaite de la *Pravda* de Moscou. En tout cas, nos journaux doivent se rapprocher extérieurement des journaux bourgeois de leur pays, pour pouvoir ainsi mieux pénétrer les masses inorganisées. Dans ce but, l'on doit y mettre en évidence les rubriques sportives, théâtrales et littéraires. Le caractère communiste qui leur est propre doit être cependant réalisé par l'exploitation de tous les événements quotidiens, même non politiques, en vue de la propagande. Les journaux ne doivent être ni trop abstraits et théoriques, ni trop journalistiques. Le contact avec les masses travailleuses doit être obtenu par la publication de lettres d'ouvriers : les exploités seraient ainsi intéressés à l'extension des journaux. Ce travail doit être poursuivi systématiquement et ne peut être réalisé par des enquêtes sporadiques qui ne trouvent aucun écho réel dans la classe ouvrière.

Le caractère prolétarien de la presse sera plus accentué si les rédactions établissent quotidiennement pour les ouvriers des heures d'audience et si les rédacteurs visitent les ouvriers dans leur demeure.

Les journaux locaux doivent se garder de se limiter aux questions locales, mais ils ne doivent pas non plus traiter trop de questions secondaires ayant un caractère international. Des correspondances de presse, sur le modèle du Bulletin de la presse française, doivent être recommandées à tous les partis.

Pour le 4^e Congrès doit être élaboré le projet d'une agence télégraphique internationale communiste.

THALHEIMER. — Il décrit l'extension prise jusqu'à ce jour par la *Correspondance*; il fait part du point de vue qui a guidé dans leur activité les créateurs de la *Correspondance* et montre quels sont, d'après lui, les moyens à employer pour améliorer celle-ci.

Une discussion s'engage alors à laquelle prennent part les camarades Zinoviev, Wertheim, Roberto, Bell, Carr, Thalheimer et d'où il résulte que, d'une façon générale, le succès et le progrès de la presse communiste sont satisfaisants. Cependant, diverses propositions sont présentées pour l'amélioration de la situation de la presse. Quelques critiques sont développées contre certaines publications. Finalement, sur la proposition du président, une commission est nommée pour s'occuper de la question de la presse du Parti. Cette commission est composée des camarades Humbert-Droz, Thalheimer, Sellier, Wertheim, Kreibich, Carr et Bell.

Les revendications économiques de la Jeunesse

SCHULLER. — Il décrit le sort de la jeunesse ouvrière, sort qui fut toujours plus pénible que celui des ouvriers adultes. La guerre et la crise que le capitalisme a subie après la guerre, ont fait encore empirer cette situation des jeunes travailleurs. Aujourd'hui, la jeune génération de la classe ouvrière est menacée au plus haut point. Les coups portés par l'offensive actuelle ont atteint tout aussi violemment les jeunes

travailleurs que les adultes; mais ceux-là, par suite de leur bien moindre force de résistance, en ont doublement souffert : l'abaissement du taux des salaires, l'augmentation de la durée de la journée de travail, un chômage d'une intensité encore inconnue ont aggravé le sort des jeunes travailleurs.

Au nom de l'Internationale communiste des jeunes, l'orateur demande d'inscrire à l'ordre du jour de la conférence internationale la lutte contre l'aggravation de la misère de la jeunesse ouvrière et d'inviter à cette conférence les trois Internationales prolétariennes de jeunes.

Il présente la résolution suivante :

L'Exécutif élargi de l'I. C. prend connaissance du rapport de l'I. J. C., signalant la situation extrêmement difficile de la jeunesse ouvrière, situation encore aggravée par la crise mondiale et par l'offensive internationale du capital.

L'I. C. et l'I. S. R. soulignent la grande importance de ce fait et de la participation active de la jeunesse à la lutte des classes et à la lutte du prolétariat entier pour son émancipation. Elles se déclarent solidaires de l'opinion de l'I. J. C. et affirment la nécessité d'incorporer les jeunes au front unique des travailleurs contre le capital. Elles acceptent donc les propositions de l'Exécutif de l'I. J. C., préconisant :

1° La lutte contre la paupérisation de la jeunesse ouvrière et l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la prochaine conférence internationale des partis politiques et des organisations syndicales;

2° La participation à cette conférence des représentants des organisations internationales de la jeunesse (socialiste et communiste).

L'examen de la situation de la jeunesse ouvrière à la première conférence internationale pour l'organisation de la résistance à l'offensive menaçant gravement, à la fois, la génération actuelle de la classe ouvrière, et, par ses effets sur la jeunesse, ses générations futures.

Aussi proposons-nous d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine conférence internationale la lutte contre la paupérisation de la jeunesse ouvrière.

Les organisations du prolétariat mondial ont à défendre toute une série de revendications urgentes concernant la jeunesse ouvrière. Le devoir de la classe ouvrière est d'en exiger la satisfaction.

1° Pour éliminer la tendance du patronat à exploiter la main-d'œuvre à bon marché des jeunes ouvriers contre les ouvriers adultes;

2° Pour défendre la progéniture de la classe ouvrière contre la dégénérescence physique et morale.

L'I. C. et l'I. S. R. adressent à toutes les organisations de jeunes, à tous les partis politiques, et à tous les syndicats, un pressant appel les invitant à soumettre à la plus large discussion dans la presse et dans les réunions, ces propositions et ces revendications.

Nous considérons, quant à nous, comme étant les plus urgentes, les revendications suivantes :

**I. — Revendications générales intéressant tous les jeunes ouvriers
de moins de 18 ans**

1° Salaires minima adaptés à un minimum d'existence;

2° Résistance à la prolongation de la journée de travail au delà de 8 heures (y compris les heures d'instruction professionnelle) et action pour la journée de 6 heures ;

3° Garantie de moyens d'existence aux jeunes sans-travail ;

4° Placement de ces derniers dans des ateliers d'apprentissage ;

5° Repos dominical de 44 heures ;

6° Congé payé annuel de 4 semaines ;

7° Interdiction du travail de nuit et du dimanche ;

8° Interdiction d'employer des jeunes dans les industries et les établissements insalubres (industrie chimique, puits de mines, etc.).

II. — Protection des Apprentis

1° Régularisation stricte du droit de former des apprentis et défense d'en exagérer le nombre;

2° Abolition des contrats individuels d'apprentissage et règlement de l'apprentissage par les contrats collectifs;

3° Contrôle du travail des apprentis par les syndicats et par les conseils d'usines.

Au nom de la commission nommée par l'Exécutif pour s'occuper de la question de la jeunesse, Brandler appuie la proposition de l'Internationale de la jeunesse. C'est précisément en détruisant la force représentée par la jeunesse ouvrière, que le capitalisme prouve qu'il est en train de s'écrouler, car ce qu'il détruit dans la jeune génération ouvrière, c'est la force de production la plus active:

Mais la classe ouvrière ne doit pas le tolérer, car c'est à la jeunesse ouvrière qu'incombe la tâche de la construction de la société nouvelle. A ce point de vue, malgré sa grande pauvreté, la République des Soviets constitue un formidable exemple.

La question du prolétariat agricole

OSSINSKY, du Commissariat du peuple à l'économie nationale, prend la parole pour expliquer la nécessité qu'il y a d'organiser une conférence internationale des ouvriers agricoles et des cultivateurs.

La fraction communiste du Collège du Commissariat du Peuple pour l'Agriculture soumet à l'Exécutif élargi de P. C. la motion suivante :

Une conférence agraire des sections rurales de tous les Partis Communistes sera convoquée à Moscou cette année même. Un Comité de 5 camarades sera chargé immédiatement de l'organiser.

D'ici la réunion de la conférence, les Partis Communistes institueront des enquêtes sur la situation des ouvriers agricoles et des paysans et sur l'état économique de l'agriculture. Ces enquêtes seront faites d'après un questionnaire élaboré par le Commissariat du Peuple pour l'Agriculture, en collaboration avec la section de politique agricole de l'Académie socialiste.

Les résultats en seront analysés et mis au net par le bureau permanent, en collaboration avec l'Académie socialiste.

SEIZIÈME SEANCE

2 Mars (soir)

Président : KOLAROF

Orateurs : TROTSKY, CLARA ZETKIN

La situation du mouvement ouvrier en France (1)

TROTSKY. — La commission nommée pour étudier la question française a abouti à une résolution unanime. Cette unanimité a une réelle signification politique car il s'agissait de trouver la solution la mieux appropriée à la crise actuelle.

Le Parti français se développe dans une période fertile en événements importants. Le Congrès de Tours apporta la scission avec les réformistes, ceux-ci en portent la responsabilité formelle, puisqu'ils ont quitté le Parti. Mais c'est à nous qu'en incombe la responsabilité politique. Le Congrès de Tours a montré que le prolétariat français manifeste idéologiquement et organiquement sa volonté révolutionnaire. Mais un grand problème subsiste : il faut créer un instrument approprié à cette situation constamment changeante.

Le Congrès de Marseille fut une deuxième étape du mouvement révolutionnaire en France. Le Congrès de Marseille a résolu les questions posées dans un esprit communiste; et cependant, à ce même Congrès, surgit une question d'organisation. Ce fait même prouva-t-il qu'il s'agissait d'une crise d'idées

(1) Voir le texte complet de ce discours dans la brochure récemment parue : *Le Communisme en France et l'Internationale*, par Léon Trotsky, p. 27-45.

ou d'une crise de personnes ? Un débat eut lieu à ce sujet.

Le camarade Soutif va nous permettre d'éclairer la situation par les paroles qu'il a prononcées au Congrès de Marseille. D'après le compte rendu de *l'Humanité*, voici ce qu'il y a dit :

« L'orateur indique que depuis Tours, des tendances se sont formées, mais qui ne doivent pas nous alarmer, car elles marquent la vitalité du Parti. D'ailleurs, ces tendances existent dans l'Internationale communiste. Là-bas, comme ici, il y a un opportunisme de droite et un centre ».

D'après moi, l'on doit rectifier ces assertions du camarade Soutif, en ce sens que l'existence de tendances ne suffit pas à prouver par elle-même la vitalité du Parti. Il est dans la nature des choses que les tendances et les nuances réformistes n'aient pas, après le Congrès de Tours, trouvé dans le Parti communiste français un champ suffisamment vaste pour s'y donner libre cours. Au sein d'un Parti révolutionnaire, l'opportunisme se montre toujours au début sous l'aspect d'un petit nuage, d'une petite tache. Et s'il ne trouve aucune résistance, il fait tache d'huile et peut finir par devenir un danger réel. Nous pouvons constater que la droite, dans le Parti communiste français n'est qu'une tendance en voie de formation ou, si l'on veut, en renaissance. Elle se manifeste dans quelques questions, en particulier dans la question du militarisme. C'est ainsi qu'on s'en prend au camarade Cachin parce qu'il a demandé l'armement du peuple ouvrier.

Voici par exemple un article publié par *l'Internationale* : « D'excellents camarades s'étonnent de voir un certain nombre d'entre nous rester fidèles au vieil antimilitarisme d'autrefois et s'opposer d'une façon absolue et irréductible à tout système d'armement ».

De quel militarisme s'agit-il ici? « Car il n'existe pas deux militarismes, continue notre auteur — il n'y en a qu'un ». Ainsi, un membre de notre Parti — c'est du camarade Raoul Verfeuil que je parle — abhorre le militarisme, quelle que soit la couleur qu'on lui donne, parce qu'il annihile la volonté. Camarades, croyez-moi, ce n'est pas en défenseur de l'armée rouge que je parle ici. S'il s'agissait de défendre celle-ci ou bien le « militarisme » russe actuel ou le « militarisme rouge » contre cet article de *l'Internationale*, on pourrait affirmer facilement que de tels articles sont inoffensifs dans *l'Internationale* de Paris : mais cela, si le prolétariat français avait déjà accompli et affermi sa révolution.

Mais ce n'est malheureusement pas le cas.

Puis, un argument décisif : « On nous objecte que nous avons besoin de l'armée pour faire la révolution. La révolution serait encore bien plus facile à accomplir s'il n'y avait pas d'armée ». (*Hilarité prolongée*).

C'est ainsi que l'adversaire est désarmé. Cet argument paralyse la résistance ! Nous disons et répétons que la seule possibilité pour le prolétariat de se libérer, c'est d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie, de la désarmer tout en s'armant lui-même. Sans aucun doute, l'éducation que doit effectuer le Parti, consiste dans le travail préparatoire suivant : faire comprendre au prolétariat qu'il ne peut vaincre la bourgeoisie que par la violence révolutionnaire.

Est-ce que nos camarades Méric et Verfeuil pensent que le prolétariat français possède un excès de cette violence révolutionnaire contre la bourgeoisie ? Nous devons démontrer au prolétariat que la violence de la bourgeoisie ne peut être brisée que par la violence — la nôtre.

Alors que je lisais ces articles, j'ai vu par hasard les résolutions adoptées par le Congrès anarchiste,

où l'on dit : « Les anarchistes ne veulent pas le pouvoir; ils restent ennemis de toute dictature, qu'elle provienne de droite ou de gauche, de la bourgeoisie ou du prolétariat; ils restent les ennemis du militarisme, sous quelque habit qu'il se présente, sous celui de la bourgeoisie ou du prolétariat ». C'est tout à fait la même idéologie.

Je voudrais encore citer notre camarade Pioch. Au Congrès du Parti, il fit les déclarations suivantes : « Les peuples ne se sont pas seulement battus pour des intérêts. Ils se déclarent la guerre et les passions la font durer. En méconnaissant cette vérité, vous fonderiez des sociétés d'où la guerre ne serait pas bannie ».

Ainsi, la guerre n'est pas un produit de la structure de la société, mais un phénomène psychologique. Elle provient des passions; il faut éduquer l'homme de telle façon, que la société ne produise plus de guerre.

Et pour en finir — et cette thèse est la plus redoutable : « En ce qui concerne la désertion, l'orateur ne peut ni la conseiller ni la déconseiller. C'est une affaire de conscience. Quant au noyautage de l'armée, il considère que c'est un sophisme dangereux ».

Le camarade Pioch est un excellent poète et un bon écrivain que nous estimons. Mais il est secrétaire de la Fédération de la Seine, la Fédération la plus importante du Parti. Je me demande : quel écho peuvent trouver dans le cerveau de notre jeunesse ouvrière communiste ou mi-communiste, de tels discours où on leur déclare que la violence, l'effusion de sang, ne sont pas des principes communistes ?

Des conceptions telles que celles qui viennent d'être examinées ne peuvent servir qu'à produire la confusion la plus complète dans l'esprit de la jeunesse ouvrière organisée, et cela a déjà été reconnu par toute la délégation française. Notre camarade Georges Pioch pense même que le mot discipline

étant une expression militaire, devrait être rayé à jamais dans les milieux communistes.

La commission a constaté qu'il n'y avait pas de divergences très marquées entre la majorité du Parti, telle qu'elle s'est constituée après le Congrès de Marseille et le groupe que nous pouvons appeler — pour lui donner quelque nom — la « tendance plus à gauche ».

S'il y a eu des divergences d'idées, ce furent plutôt des nuances. La scission est toujours un processus douloureux, quelle qu'en soit la raison. Notre Parti français déclare nettement qu'il n'offrira jamais un tel spectacle au prolétariat français — jamais. La tendance dont il s'agit est encore très vague. Mais dans la mesure où elle se cristallise, elle doit être, sans le moindre délai, rejetée hors du Parti.

La Commission vous propose une résolution qui, nous l'espérons, aidera notre Parti communiste français à surmonter, dans le plus bref délai, la crise actuelle.

Le Parti Communiste français a fait, depuis Tours, un grand effort d'organisation qui a retenu dans ses cadres les meilleures forces du prolétariat éveillé à l'action politique. Le Congrès de Marseille a été, pour le Parti, l'occasion d'un sérieux travail doctrinal dont le mouvement ouvrier révolutionnaire tirera certainement le plus grand profit.

Rompant avec les traditions parlementaires et politiques du vieux parti socialiste, dont les Congrès n'étaient que prétextes à joutes oratoires des leaders, le Parti Communiste a, pour la première fois en France, appelé l'ensemble des militants ouvriers à une étude préalable et approfondie de thèses traitant de questions essentielles pour le développement du mouvement révolutionnaire français.

La crise d'organisation qui s'est manifestée dans le Parti français et qu'il serait également faux d'es-

timer tant au-dessous qu'au-dessus de son importance, constitue un des moments du développement du Parti Communiste français, de son épuration intérieure, de sa reconstruction et de sa consolidation sur une base réellement communiste.

La scission de Tours fixa la ligne de partage fondamentale entre le réformisme et le communisme. Mais c'est un fait absolument inévitable que le Parti Communiste, qui a surgi de cette scission ait conservé, dans certaines de ses parties, des survivances du passé réformiste et parlementaire dont il doit se débarrasser et dont il se débarrasse par des efforts intérieurs, en prenant part à la lutte des masses.

Ces survivances du passé — dans certains groupes du Parti se manifestent : 1° Par une tendance à rétablir l'unité avec les réformistes; 2° par une tendance à former un bloc avec l'aile radicale de la bourgeoisie; 3° par la substitution du pacifisme humanitaire petit-bourgeois à l'antimilitarisme révolutionnaire; 4° par la fausse interprétation des rapports entre le Parti et les syndicats; 5° par la lutte contre une direction vraiment centralisée; 6° par les efforts tendant à substituer une fédération platonique de partis nationaux à la discipline internationale d'action.

Après la scission de Tours, les tendances de ce genre ne pouvaient se manifester en pleine force ni compter sur une grande influence dans le Parti. Toutefois, sous la pression puissante de l'opinion publique bourgeoise, les éléments enclins à l'opportunisme manifestent un penchant naturel les uns vers les autres et s'efforcent de créer leurs organes et leurs points d'appui. Quel que soit le peu de succès qu'ils aient obtenu dans cette direction, ce serait une erreur de ne pas estimer à sa propre valeur le danger que leur travail représente pour le caractère révolutionnaire et l'unité du Parti. En aucun cas, les organisations communistes ne peuvent servir d'arène pour la libre propagande des opinions mêmes qui furent, en substance, la cause de la sécession des réformistes — dissidents du parti de la classe ouvrière. Tout manque de clarté sous ce rapport, empêcherait inévitablement le travail révolutionnaire d'éducation dans les masses.

L'assemblée plénière du Comité Exécutif constate que

les résolutions du Congrès de Marseille, pénétrées de l'esprit de l'Internationale Communiste, créent des points d'appui d'une extrême importance pour l'activité du Parti, parmi les masses laborieuses des villes et des campagnes.

En même temps, l'assemblée plénière du Comité Exécutif prend connaissance avec satisfaction de la déclaration de la délégation française disant que le *Journal du Peuple* — l'organe où se concentrent les tendances réformistes et confusionnistes — vu qu'il occupe une position complètement opposée au programme de l'Internationale, aux décisions des Congrès du Parti Communiste Français à Tours et à Marseille et à l'intransigeance révolutionnaire du prolétariat français conscient — sera dans le plus court délai mis hors du Parti.

L'importance particulière du Congrès de Marseille, consiste en premier lieu à ce qu'il a posé devant le Parti la tâche capitale d'un travail systématique et régulier au sein des syndicats, conformément à l'esprit du programme et de la tactique du Parti. Ceci implique justement la désapprobation décisive de la tendance manifestée par ces membres du Parti, qui, sous prétexte de lutter pour l'autonomie, d'ailleurs tout à fait indiscutable des syndicats, luttent en réalité pour l'autonomie de leur propre travail à l'intérieur des syndicats — sans aucun contrôle et sans direction de la part du Parti.

L'assemblée plénière prend connaissance de la déclaration de la délégation française que le Comité Central du Parti prend et prendra toutes les mesures nécessaires pour que les décisions du Parti concernant le rôle des syndicats soient appliquées dans un esprit d'activité communiste, strictement unie et disciplinée, sous la direction générale du Comité Directeur du Parti.

Etant donné que les statuts de l'Internationale Communiste et de ses sections reposent sur le principe du centralisme démocratique et garantissent suffisamment le développement régulier et normal de chaque parti communiste, l'assemblée plénière considère comme injustifiée la démission de plusieurs membres du Comité Central élus au Congrès de Marseille, indépendamment des mobiles politiques de ces démissions. L'abandon des postes confiés par le Parti peut être interprété par les larges masses du

Parti, comme une déclaration d'impossibilité de travail commun et régulier des représentants de nuances différentes dans les cadres du centralisme démocratique et pourrait aboutir à la formation de fractions à l'intérieur du Parti.

L'assemblée plénière du Comité Exécutif exprime sa conviction absolue que la lutte contre les manifestations sus-indiquées des tendances anticomunistes sera menée par la majorité écrasante du Parti et par les organes dirigeants du Parti tout entier. Considérant que la formation de fractions ferait inévitablement le plus grand tort au développement du Parti et porterait atteinte à son autorité parmi le prolétariat, l'assemblée plénière du Comité Exécutif enregistre avec satisfaction la déclaration de la délégation française que le Comité Central est prêt à prendre les mesures d'organisation nécessaires pour que la volonté du Congrès de Marseille soit pleinement et intégralement respectée et pour que les camarades qui avaient démissionné fassent partie du Comité Directeur du Parti pour y accomplir un travail régulier et sans discordes.

Les dangers d'une nouvelle guerre impérialiste (1)

Clara ZETKIN. — Au lendemain de la guerre mondiale retentit le cri de : Plus jamais de guerre ! Et cependant nous nous trouvons aujourd'hui en présence de nouvelles menaces de guerre. Le monde est plein de matières inflammables qui peuvent à tout moment allumer de nouvelles guerres encore plus terribles. Le boycottage économique de la Russie et l'écrasement de l'impérialisme allemand ont, non pas diminué, mais rendu plus aigus les antagonismes. Le pillage et l'appauvrissement de l'Allemagne ont procuré à l'Angleterre, non pas une augmentation de force, mais un affaiblissement et ont renforcé l'impérialisme

(1) Le texte intégral du discours de Clara Zetkin paraîtra prochainement dans notre *Petite Bibliothèque communiste*.

français. Les progrès de l'impérialisme français en Asie-Mineure menacent la route de l'Angleterre vers les Indes Orientales, et, autre menace, la France établit sa suprématie sur le continent européen et a une influence prépondérante sur les Etats de la Petite-Entente. C'est pourquoi, à la grande désillusion des dirigeants du gouvernement allemand, l'Angleterre se voit obligée de délaissér ses intérêts sur le continent, intérêts dont l'antagonisme avec ceux de la France était un moyen de spéculation pour le gouvernement allemand, pour s'occuper de ses intérêts en Asie.

L'Angleterre est obligée d'utiliser l'Allemagne pour écarter les dangers qui la menacent particulièrement sous la forme de l'agitation en Egypte et de la fermentation révolutionnaire aux Indes. Un facteur plus éloigné de la situation actuelle est la formidable puissance politique et économique des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. La force d'expansion du capitalisme nord-américain est devenue telle, que l'Amérique lui est devenue trop petite; il cherche à s'étendre sur l'Europe et l'Asie Orientale. Là, l'impérialisme de l'Amérique du Nord, aussi bien que celui de l'Angleterre, se heurte à l'impérialisme concurrent du Japon, et une lutte est engagée pour l'exploitation de l'immense empire chinois.

Ces antagonismes sont la véritable cause des formidables augmentations des armements des flottes durant cette dernière année. Malgré tous ces antagonismes, il est un point commun sur lequel s'entendent tous les Etats capitalistes : l'organisation de la lutte contre la Russie des Soviets. La Russie des Soviets, par le simple fait de son existence, est une menace constante pour le monde capitaliste, parce qu'elle constitue une aide à la Révolution prolétarienne internationale. La violence a été employée, mais elle a manqué son coup; maintenant, l'on veut se servir des concessions que la Russie des Soviets

est obligée de faire au Capital comme d'un moyen de vol sans ménagements. C'est à cause de cette menace permanente, que la Russie des Soviets ne peut pas désarmer. Elle doit rester en armes, non seulement pour défendre sa propre liberté et pour pouvoir subsister, mais encore dans l'intérêt de la révolution prolétarienne.

Ainsi le monde est hérissé d'armes, encore plus complètement qu'avant la guerre mondiale. Parallèlement aux efforts faits pour reconstruire l'économie capitaliste, les formidables armements vont augmentant, en vue de la défense du système capitaliste dans chaque État contre les ennemis du dehors et du dedans, cela aux dépens de la classe laborieuse. Ainsi s'accroissent sans cesse, non seulement les antagonismes entre les différentes puissances impérialistes, mais aussi les antagonismes de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les capitalistes de certains pays cherchent à se rendre maîtres des difficultés intérieures causées par cette situation en faisant des concessions à leur prolétariat, aux dépens d'autres pays. Le combat que se livrent les capitalismes concurrents en est ainsi rendu plus aigu.

Pour toutes ces raisons, nous ne devons pas compter sur la moindre diminution des dangers de guerre. La Conférence de Washington a produit un résultat aussi nul que celui des conférences précédentes : ce fait prouve que les antagonismes sont irréductibles. Certes, on y a bien décidé le désarmement en ce qui concerne une certaine catégorie d'instruments de meurtre; mais, d'un autre côté, l'on crée et l'on construit d'autres instruments de meurtre et des armes encore plus terribles. En décidant la Conférence de Gênes, on avoue que tous les traités de paix ne sont pas capables d'assurer la paix. Les déclamations des pacifistes n'y changeront rien : ils ne pourront apporter que la confusion dans les rangs du prolétariat. La bourgeoisie a armé le prolétariat, elle est la

maîtresse des « moyens de mort » pour rendre impossible la prise de possession par le prolétariat des « moyens de vie ». La violence de la bourgeoisie ne peut être vaincue que par la violence du prolétariat. La violence est un facteur réactionnaire dans les mains de la bourgeoisie. Elle devient un facteur de libération dans la main du prolétariat. Le prolétariat doit arracher à la bourgeoisie la force militaire et la transporter dans l'armée rouge, au service de la lutte libératrice.

Les dirigeants syndicaux d'Amsterdam eux-mêmes ne peuvent pas se cacher les dangers de guerre qui existent, et, contraints, se voient obligés à les combattre par des manifestations. Ce sont les mêmes dirigeants syndicaux qui, durant la guerre, étaient les pires jusqu'aboutistes. Contre le danger de guerre qui menace, il n'est qu'un moyen : la lutte de classes révolutionnaire du prolétariat. Guerre mondiale ou révolution mondiale — tel reste le mot d'ordre. Tous les moyens propices, légaux ou illégaux, doivent être employés par nous au service de la lutte contre les menaces de guerre; nous devons inculquer cet état d'esprit à la jeunesse et conquérir le soldat, afin qu'il refuse d'être l'arme du capitalisme au moment opportun.

Contre les dangers de guerre qui menacent, nous devons opposer *l'unité de front compact* du prolétariat pour la lutte contre l'impérialisme. La lutte contre les menaces de guerre et contre les armements doit être un pas en avant vers la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Seul, l'écrasement du capitalisme peut procurer à l'humanité la paix du monde.

Election du Présidium

KOLAROV (président). — Nous allons maintenant procéder à l'élection du nouveau Présidium. Il est

proposé que le Présidium, en dehors du président, qui doit être statutairement élu par le Congrès, soit composé de 7 membres titulaires et de 2 suppléants. Sont proposés : pour la Russie : RADEK, BOUKHARINE; pour l'Allemagne : BRANDLER; pour la France : SOUVARINE et SELIER (avec une seule voix); pour l'Italie : TERRACINI (qui peut être remplacé par un autre camarade); pour la Tchéco-Slovaquie : KREIBICH; en outre : BELA KUN; comme suppléants : WALECKY (Pologne) et KUUSINEN (Finlande).

L'élection de deux camarades français au Présidium doit être le signe que la crise interne du Parti a été surmontée. Le camarade BELA KUN demande que sa candidature ne soit pas maintenue, et motive son refus par les raisons suivantes : il n'existe pas actuellement un Parti déterminé, dont il serait le représentant; par ailleurs, il veut vouer toutes ses forces à la reconstruction et à l'affermissement du Parti hongrois. CARR (Amérique) est proposé à la place de BELA KUN.

La liste suivante est adoptée à l'unanimité : ZINOVIEV, BOUKHARINE, RADEK, BRANDLER, SOUVARINE, SELIER, TERRACINI, KREIBICH et CARR, titulaires; WALECKY et KUUSINEN, suppléants.

Clara ZETKIN rappelle en termes émus qu'il y a juste 3 ans, le 2 mars 1919, dans la même salle du Kremlin, fut fondée l'Internationale communiste.

La séance est levée au chant de *l'Internationale*. Il est 1 heure du matin.

DIX-SEPTIÈME SÉANCE

4 Mars

Président : KOLAROV.

Orateurs : ZINOVIEV, SAFAROF, BORODINE, KREIBICH,
CLARA ZETKIN.

VOTE SUR LES RÉOLUTIONS PROPOSÉES

La résolution sur la lutte contre l'aggravation de la misère de la jeunesse ouvrière (voir page 204) est adoptée à l'unanimité.

On procède au vote sur les résolutions concernant la tactique du front unique.

Front unique et Conférence de Berlin

La première résolution, présentée par l'Exécutif et adoptée par la majorité de la Commission, concerne le principe du front unique. En voici le texte :

Après la discussion qui a supprimé les malentendus et qui a montré que la tactique du front unique, telle qu'elle est proposée par l'Exécutif, ne signifie aucunement un affaiblissement de l'opposition au réformisme, mais une continuation et un développement de la tactique suivie par le troisième Congrès et par les sections nationales, l'Exécutif élargi confirme les thèses du mois de décembre sur le front unique. Il charge le présidium d'arrêter en collaborant ensemble avec les délégations de toutes les sections les plus importantes, quelles sont les mesures pratiques immédiates qui devront être prises de suite dans les pays respectifs pour l'exécution de la tactique déterminée, laquelle, cela va sans dire, doit être adaptée à la situation de chaque pays.

La seconde résolution, présentée par l'Exécutif et adoptée par la majorité de la Commission, concerne la participation de l'Internationale Communiste à la Conférence internationale de toutes les organisations ouvrières. En voici le texte :

L'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste ayant pris connaissance de la proposition de l'Union Viennoise des Partis Socialistes se prononce pour la participation des partis de l'Internationale Communiste à la Conférence projetée.

L'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste propose, pour sa part, de faire participer à la Conférence également toutes les confédérations et associations syndicales, tant nationales qu'internationales : l'Internationale syndicale rouge, l'Internationale syndicale d'Amsterdam, la C. G. T. unitaire française, l'Union syndicale italienne, la Fédération of Labor d'Amérique et d'autres associations syndicales autonomes. L'Internationale Communiste croit en outre nécessaire d'inviter à la Conférence les principales organisations syndicalistes anarchistes, les I. W. W., les Shop Stewards, les Conseils d'usines, etc. La Conférence internationale doit devenir une représentation effective et universelle de toutes les organisations ouvrières du monde. La Conférence mondiale des organisations ouvrières doit se poser une seule grande tâche : l'organisation de la lutte défensive de la classe ouvrière contre le capital international.

Les capitalistes du monde entier sont passés à une offensive systématique contre la classe ouvrière. Partout les salaires sont réduits, le temps du travail allongé, la misère des chômeurs croît, les impôts et le renchérissement augmentent.

L'impérialisme mondial met à profit les divisions dans le sein de la classe ouvrière et essaie de mettre sur les épaules de la classe ouvrière le poids des conséquences financières et économiques de la boucherie mondiale.

La politique impérialiste, continuée après la guerre, et qui trouve son expression la plus frappante dans le traité de Versailles, divisa le monde en de nouveaux camps rivaux, elle conduit à de nouvelles tentatives d'alliances

impérialistes qui, fatalement, doivent engendrer de nouvelles guerres. Washington et Gênes sont des étapes de cette nouvelle expédition de pillage de l'impérialisme mondial, les ateliers où se forgent les guerres futures.

Même les chefs de l'Union internationale des ouvriers du Transport (affiliés à Amsterdam) et récemment aussi ceux de la Fédération internationale du métal (également affiliés à Amsterdam) dénoncent devant le prolétariat l'imminence de ce danger.

En face d'une telle situation, il est nécessaire que tous les ouvriers resserrent sans tarder leurs rangs pour la défense de leurs intérêts les plus élémentaires et primordiaux. Celui qui, dans ces conditions, repousse la formation de l'unité du front de tous les ouvriers, prouve par là même qu'il est partisan de l'unité de front des ouvriers avec la bourgeoisie.

L'Internationale Communiste propose de ne traiter à la Conférence internationale prochaine que les questions qui se rapportent à l'action pratique immédiate des masses ouvrières. L'ordre du jour de la Conférence internationale ne peut avoir qu'un seul objectif, celui d'assurer l'unité dans l'action des masses ouvrières telle qu'elle peut être immédiatement réalisée malgré les divergences essentielles d'ordre politique existantes.

Les ouvriers qui se rendent entièrement compte des motifs profonds de ces divergences exigent, néanmoins, avec la grande majorité de la classe ouvrière, l'unité dans l'action pour la défense des intérêts urgents et vitaux du prolétariat. Cette volonté impérieuse qui jaillit des profondeurs des masses ouvrières se trouve en concordance complète avec l'attitude de l'Internationale Communiste.

L'Internationale Communiste maintient entièrement sa conception fondamentale des tâches de la classe ouvrière dans la période révolutionnaire actuelle. Elle proclame que, seuls, la dictature du prolétariat et le système soviétique peuvent faire sortir le monde de l'anarchie capitaliste. Mais elle sait également que le chemin conduisant à la bataille finale passe par la lutte des masses ouvrières unies contre les attaques de la classe capitaliste; et c'est pourquoi elle est prête à participer à une conférence inter-

nationale qui se mettrait au service des actions unies du prolétariat.

L'Internationale Communiste accepte l'ordre du jour de la Conférence proposée par l'Internationale de Vienne : lutte défensive contre l'offensive capitaliste et lutte contre la réaction, et propose de le compléter par les points suivants : 1° Préparation de la lutte contre les nouvelles guerres impérialistes (voir les résolutions des Centrales syndicales affiliées à Amsterdam); 2° l'action de secours pour la reconstitution de la vie économique dans la République des Soviets de Russie (voir le manifeste de l'Internationale d'Amsterdam, notamment celui relatif au secours aux affamés); 3° la reconstruction des régions dévastées et les traités impérialistes de Versailles.

L'Exécutif élargi est d'avis que, en présence de toute la situation mondiale, il est nécessaire que la Conférence internationale des organisations ouvrières se réunisse en même temps que la Conférence économique des gouvernements à Gènes, comme cela a déjà été suggéré, sur la proposition de Stauning, par le parti socialiste du Danemark appartenant à la 2^e Internationale.

La marche des événements assure la victoire des idées communistes dans le sein du prolétariat du monde entier. Plus rapide sera le groupement des grandes masses de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts les plus élémentaires, plus proche sera la victoire du communisme.

Ces deux résolutions sont adoptées dans les conditions suivantes : sur 22 délégations ayant pris part au vote : 19 délégations, avec 46 voix, se prononcent *pour* et 3 délégations, avec 10 voix, se prononcent *contre*.

Résolutions et Déclaration de la minorité

Ont voté pour les résolutions présentées par la minorité : les délégations italienne, espagnole et française.

Voici ces résolutions :

I

Le Comité Exécutif élargi déclare par la présente que les thèses du 3^e Congrès se rapportant à l'appel aux masses et à l'union de tous les travailleurs en vue d'une action de classe pour l'obtention des revendications immédiates du prolétariat, doivent être scrupuleusement appliquées par toutes les sections de l'Internationale Communiste, en prenant pour base et en exploitant la tendance qui se fait jour parmi la classe ouvrière vers une unification de la lutte.

Elle affirme en outre que cette action nécessaire doit être menée sans aucun rapprochement avec les partis politiques, car ces derniers sont tous également incapables de servir même les revendications les plus pressantes de la classe laborieuse.

II

En présence de l'invitation faite par l'organisation de Vienne à l'Internationale Communiste de participer à une Conférence commune avec les dirigeants de la 2^e Internationale, de l'Internationale 2 1/2 et de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, le Comité Exécutif élargi décide qu'il n'y a pas lieu d'accepter cette invitation.

Pour la délégation italienne : TERRACINI, AMBROGI, ROBERTO.

Pour la délégation française : CACHIN, RENOULT, SELLIER, MÉTAYER.

Pour le Parti espagnol : GONZALÈS.

CACHIN, au nom des délégations espagnole, italienne et française, lit la déclaration suivante :

Nous avons rempli le mandat dont nous étions chargés. Nous avons dit nos raisons et défendu jusqu'au vote nos résolutions. Il nous apparaît que les réformistes de tous les pays s'éloignent chaque jour davantage de la classe ouvrière, qu'ils affirment une politique contraire à la défense quotidienne et au salut du prolétariat.

Nous ne doutons pas qu'ils ne se rencontrent en toutes

circonstances les adversaires et les saboteurs du véritable front unique des masses laborieuses.

L'Exécutif est d'accord avec nous à ce sujet, bien qu'il n'ait pas admis tout notre point de vue.

Nous nous inclinons devant la majorité qui vient d'accepter la tactique proposée par lui.

Nous vous demandons de considérer avec une grande attention la signification du vote. Trois pays se sont trouvés d'accord pour élever leurs réserves communes. Nous constatons d'ailleurs avec satisfaction que, par des déclarations réitérées, l'Exécutif élargi s'est engagé à tenir le plus grand compte de cette situation pour la mise en pratique de ses décisions.

Quant à nous, camarades, vous pouvez être assurés que, dans cette occasion comme en toute autre, nous demeurerons disciplinés et fidèles aux résolutions de la 3^e Internationale. Les débats qui s'achèvent aujourd'hui ont montré qu'elle reste plus que jamais l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire mondial.

ZINOVIEV. — Le nouveau Présidium considère que la déclaration des camarades français, italiens et espagnols peut être admise et semble tout à fait satisfaisante. Quelques camarades ont demandé qu'à la conférence mondiale du prolétariat international, où nous nous rencontrerons de nouveau pour la première fois avec les chefs des Internationales 2 et 2 ½, nous exigions de ces messieurs des éclaircissements sur des questions essentielles. Beaucoup de camarades russes exigent qu'on demande des comptes à Vandervelde, qui a le premier violé les décisions du congrès de Bâle, qu'il avait présidé. Certaines assemblées d'ouvriers de Pétrograd ont demandé la comparution de Vandervelde devant le tribunal révolutionnaire de la République des Soviets, seule juridiction révolutionnaire valable à l'heure actuelle. Deux membres du Parti social-révolutionnaire russe ont avoué publiquement que, sur l'ordre du Comité central du Parti, ils avaient préparé un attentat contre

Lénine et Trotsky, et qu'ils étaient les meurtriers du camarade Volodarsky. Nos camarades russes demandent que ce Comité central de terroristes et d'assassins soit cloué au pilori à la conférence internationale. Les camarades de Géorgie demandent des explications à Henderson qui réclame l'armement du prolétariat géorgien, dans l'intérêt des impérialistes anglais et français. Les camarades yougo-slaves veulent que nous demandions des comptes aux social-démocrates de Yougo-Slavie, au sujet de leur unité de front avec la police et la réaction. Maint camarade allemand désire qu'on demande des éclaircissements sur le rôle joué par Scheidemann et Noske dans l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht et dans l'aventure de la Baltique. Les camarades polonais demandent à Daszinsky de justifier les services qu'il rend à la contre-révolution polonaise et française. Du côté des camarades italiens, l'on demandera des explications à Serrati au sujet du pacte avec les fascistes. Il faudrait également exiger que l'ancien chancelier Renner s'expliquât sur son rôle. De même, pour les social-démocrates de Finlande et de Lettonie sur leur alliance avec la terreur blanche.

Malgré tous ces souhaits des camarades, nous considérons comme bien plus importante la question du front unique, la question de l'offensive du capital contre la classe ouvrière, et nous voulons la voir résolue au Congrès en première ligne. Indépendamment de cela, nous sommes prêts à demander à l'endroit voulu et au moment opportun des comptes sur toutes les autres questions. Il ne s'agit pas de laisser ces questions pendantes et l'histoire finira par prononcer son jugement sur les actes de trahison. Mais nous voulons avant tout rassembler le prolétariat du monde entier pour la lutte contre la bourgeoisie. La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie

marquera de son sceau le jugement porté sur tous les traités.

La question syndicale

La motion suivante, relative à la question syndicale et aux devoirs des communistes dans les syndicats, est adoptée à l'unanimité, moins l'abstention de la délégation française :

1° L'Exécutif élargi confirme qu'en principe aucun changement ne doit être apporté aux résolutions du 3^e Congrès de l'I. C., concernant la question syndicale. Leur application pendant six mois a prouvé de nouveau que leurs directives étaient justes et conformes au but. Si la conférence actuelle s'occupe de la question syndicale, elle le fait à seule fin d'attirer l'attention des communistes sur la nécessité de rendre plus concret leur travail au sein des syndicats, et de l'adapter aux conditions spéciales des pays et des groupements industriels différents.

2° A la suite d'une offensive grandissante du capital, le mouvement syndical subit actuellement dans tous les pays une lourde crise. Cette crise s'exprime par une diminution du nombre des syndiqués et des moyens financiers. D'autre part, la misère grandissante provoque, dans les larges masses, une poussée élémentaire vers la lutte, sur un front unique, contre l'offensive du capital, un désir de rompre avec la tactique dilatoire des chefs réformistes, qui avait enlevé aux syndicats leur puissance combative, et de défendre, au moyen d'actions particulières, sans les chefs réformistes et par-dessus leur tête, les droits élémentaires à la vie de la classe ouvrière.

3° Cette situation du mouvement syndical international favorise au plus haut point le développement ultérieur et l'approfondissement de l'action tendant à conquérir les syndicats et à élargir l'influence communiste dans les masses. C'est à ce point de vue essentiel que doivent se placer les communistes qui prennent part au mouvement syndical, s'ils désirent batailler en faveur de l'Internationale Syndicale Rouge.

4° Dans certains pays, l'I. S. R. ne constitue qu'une tendance au sein des vieilles organisations; dans d'autres, elle a conquis la majorité effective et, dans d'autres encore, les centres syndicaux eux-mêmes. En tenant compte de cet état des choses, la tâche des communistes, dans les syndicats où l'I. S. R. ne constitue qu'une tendance, est de réunir, à l'intérieur de chaque syndicat, nationalement et internationalement, en un centre solide, tous les ouvriers qui ont la volonté ferme d'entreprendre et de mener au bout la lutte contre la bourgeoisie. Là où nous avons la majorité des ouvriers révolutionnaires, la tâche des communistes consiste à lutter pour l'adhésion de leur centrale nationale à l'I. S. R.

5° Dans la plus proche période, la besogne des communistes sera d'étendre leur influence à l'intérieur des vieux syndicats réformistes, de combattre la politique scissionniste des chefs d'Amsterdam et d'appliquer exactement et judicieusement la tactique du front unique au mouvement syndical. Quelque insignifiante que soit la minorité à l'intérieur des syndicats ou des unions, les communistes doivent y travailler afin qu'elle n'abandonne pas ces organisations et y lutter en faveur du programme et de la tactique de la minorité. L'adhésion à l'I. S. R. des minorités syndicales qui sont obligées de rester dans les vieilles organisations ne peut être que morale; c'est par l'application pratique des résolutions du premier Congrès des syndicats révolutionnaires, par l'application de la tactique de l'Internationale Syndicale Rouge que ces minorités devront prouver leur adhésion à l'I. S. R.

6° Il est du devoir des communistes de faire que les syndicats séparés, qui adhèrent à l'I. S. R., restent dans leurs secrétariats professionnels et industriels internationaux. Au cas où ils n'y seraient pas encore entrés, ils sont obligés de le faire. Nous posons devant le prolétariat international, clairement et ouvertement, le problème suivant : Nous restons dans les unions syndicales internationales et n'adhérerons organiquement à l'I. S. R. que lorsque nous aurons conquis une majorité pour les principes de l'I. S. R. Les ouvriers de chaque pays doivent décider dans leurs Congrès syndicaux nationaux le pro-

gramme et la tactique qui correspondent aux intérêts de la classe ouvrière : de ceux de l'Internationale d'Amsterdam ou de ceux de l'I. S. R. C'est de cette façon seulement que les larges masses pourront se rendre compte où se trouvent les scissionnistes qui empêchent la formation d'un centre de force dirigé contre le patronat. Ainsi seulement les masses sauront reconnaître dans les hommes d'Amsterdam les suppôts de la bourgeoisie, qui défendent la démocratie bourgeoise contre la dictature du prolétariat, tout en piétinant la démocratie prolétarienne, chaque fois que les communistes, sur le terrain même, et par les procédés de la démocratie prolétarienne, essaient de conquérir une majorité dans les syndicats, afin d'en faire, conformément à la volonté de la majorité syndicale, non plus des organes auxiliaires de la bourgeoisie, mais des instruments de lutte.

7° Les courants partisans de la liquidation de l'I. S. R., courants qui se font jour au sein de certains partis, sont dûs à une série des malentendus et au faux espoir d'un retour à gauche des chefs amsterdamiens. Il faut les condamner sévèrement et catégoriquement. Les hommes d'Amsterdam resteront hésitants et ils n'inclineront à gauche que dans la mesure où *s'accroîtra l'influence des partis communistes* et où l'I. S. R. étendra son influence organisatrice et idéologique sur le mouvement syndical de tous les pays. Les communistes ne doivent pas compter sur un retour à gauche des chefs syndicaux. Les communistes fondent leur tactique sur le sentiment nécessairement révolutionnaire des masses. Au fur et à mesure que s'accroîtront les oppositions sociales, que grandira l'influence des partis communistes et de l'Internationale communiste, que se développera la pensée révolutionnaire au sein de la classe ouvrière, les tentatives de l'Internationale d'Amsterdam ayant pour but de couvrir d'un manteau phraséologique ses actes réformistes, sa fuite devant tout combat y compris le combat pour les nécessités les plus pressantes de l'heure, deviendront plus fréquentes.

8° Les partis communistes et l'I. C. qui ont pris l'initiative de créer l'I. S. R., sont tenus de continuer leur travail en fortifiant et en développant les organisations

qui embrassent non seulement les éléments communistes, mais encore les éléments syndicalistes, neutres et révolutionnaires.

La Presse communiste

La résolution suivante, concernant la presse communiste, est adoptée à l'unanimité :

1. L'Exécutif élargi rappelle aux sections de l'Internationale l'importance de la presse et en particulier de la presse quotidienne communiste, pour atteindre les larges masses ouvrières, pour les éduquer, les entraîner et faire rayonner sur elles l'influence du Parti.

2. Les sections de l'Internationale Communiste doivent s'efforcer de faire des journaux du Parti les journaux de toute la classe ouvrière; l'Exécutif élargi rappelle dans ce but et fait siennes les suggestions contenues dans la lettre du camarade Zinoviev sur le caractère de nos journaux.

3. La presse communiste, dont l'aspect extérieur et le contenu sont déterminés par le milieu et par la nécessité de tenir compte des habitudes des lecteurs, afin de les gagner, doit se distinguer surtout par son caractère prolétarien. C'est dans ce sens que les Partis doivent créer un type nouveau de journal ouvrier.

4. Il faut éviter de donner à nos journaux un caractère trop théorique et abstrait qui en éloigne la masse des simples travailleurs; il faut aussi éviter de leur donner le caractère de journaux faits par des journalistes professionnels sans contact étroit et permanent avec la vie de la classe ouvrière.

5. Les journaux communistes acquerront le caractère prolétarien par une liaison plus étroite de leurs rédacteurs avec les travailleurs et par la collaboration directe ou indirecte des ouvriers eux-mêmes au travail de la rédaction.

6. L'Exécutif recommande aux sections nationales qui possèdent un grand nombre de journaux hebdomadaires

locaux et régionaux d'alimenter ces journaux comme l'a fait le Parti Communiste de France et d'Allemagne, par un bulletin national de la presse communiste, et d'en élargir ainsi l'horizon souvent borné aux préoccupations de la politique locale et régionale.

7. L'Exécutif charge le Presidium de convoquer dans le courant de l'année une conférence spéciale de la presse communiste pour discuter des multiples questions techniques et pratiques qui se posent à nos journaux.

La nouvelle politique économique

La thèse du camarade SOKOLNIKOF sur la nouvelle politique économique des Soviets (voir p. 198) est adoptée à l'unanimité.

La lutte contre la guerre

La thèse suivante concernant l'impérialisme, la lutte du prolétariat contre la guerre et les menaces de guerre, est adoptée à l'unanimité :

I

Les guerres impérialistes de 1914-1918 et les traités de paix qui ont suivi — Versailles, Trianon, Saint-Germain, Sévres, Neuilly — n'ont pas réussi à éliminer les antagonismes économiques et politiques existant entre les grandes puissances capitalistes de l'Europe. Leur action continue dans les conditions et sous les formes nouvelles d'une lutte pour la suprématie et l'hégémonie sur les marchés de l'Europe et du monde.

Outre les anciens antagonismes économiques et politiques, il en est apparu de nouveaux, entre les grandes puissances européennes. Le conflit d'intérêts développé par la dernière guerre grandit entre la Grande-Bretagne, l'Amérique et le Japon. Entre les puissances colonisatrices de l'Europe et les peuples assujettis à leur domination ou menacés de l'être.

Le blocus et les guerres par lesquels l'impérialisme

mondial espéra longtemps abattre le seul Etat où les travailleurs des villes et des campagnes se sont emparés du pouvoir politique, ont exclu la Russie des soviets des marchés et de l'économie internationale. La naissance d'États nationaux sur les débris de l'ancienne monarchie austro-hongroise et la formation d'États limitrophes entre la Russie et l'Europe occidentale, ont multiplié d'autre part, les barrières mondiales et, partant, les entraves au libre développement des forces productrices.

II

La défaite militaire de l'impérialisme germanique, ainsi que l'asservissement économique et politique de l'Allemagne à l'Entente, ont temporairement débarrassé la Grande-Bretagne de son rival le plus redouté avant la guerre sur les marchés et dans l'expansion mondiale. L'impérialisme français cherche à éluder une débâcle économique et une profonde crise financière en pressurant l'Allemagne. Mais le pillage systématique de ce pays y entraîne, avec le concours d'autres conséquences de la guerre mondiale — dépréciation des valeurs, inflation, etc. — un appauvrissement général et la perte du pouvoir d'achat du marché allemand vis-à-vis des marchandises britanniques, éliminant de la sorte une des conditions vitales de la prospérité économique de l'Angleterre. A la même heure, les charges écrasantes des réparations imposées à l'Allemagne ont pour conséquence que les marchés britanniques et internationaux sont inondés de produits allemands, vendus à si vil prix que les barrières douanières les plus rigoureuses ne peuvent en empêcher la pénétration. L'affaiblissement économique et politique de l'Allemagne n'a donc pas pour contre-partie l'affermissement de l'Angleterre, mais plutôt le contraire; d'autant plus qu'il va de pair avec l'extension et le développement de l'impérialisme français.

III

La guerre a imprimé au développement économique de la France une puissante impulsion. La France dispose des plus grands gisements de minerais de fer de l'Europe — tandis que l'Allemagne reste, malgré tout, en possession des mines de charbon les plus riches du continent.

La concentration du pouvoir d'exploitation des mines de fer et de charbon — par voie de conquête ou en vertu de traités — porterait à l'Angleterre, en Europe et dans le monde, un coup mortel. Mais sans même que soit réalisée cette concentration, la France, naguère l'Etat des rentiers bailleurs de fonds à l'étranger, se transforme rapidement — les prestations de l'Allemagne en charbon y aidant — en un pays de grosse métallurgie dominé par le capital financier qui aspire à des placements sûrs et productifs en des sphères d'exploitation fermées. Dans les bassins houilliers de Tchéco-Slovaquie et de Pologne, dans les terrains pétrolifères de Galicie et de Roumanie, la France est de plus en plus souvent le concurrent redoutable de l'Angleterre. Ses liens économiques, politiques, militaires avec la Petite Entente, la Pologne, les Etats limitrophes de la Russie permettent à la fois à la France de combattre victorieusement dans ces pays l'influence anglaise et de s'y préparer des voies de « pénétration pacifique » — c'est-à-dire de pillage systématisé — dans les Balkans, en Russie soviétiste, en Asie-Mineure.

An Bosphore et aux Dardanelles, en Asie occidentale et centrale, les heurts entre impérialismes français et anglais deviennent toujours plus fréquents, plus manifestes et plus gros de conflits. Par la position de la France au Maroc et en Syrie, par la Convention d'Angora — dont la répercussion a été grande dans le monde mahométan — la Grande-Bretagne est menacée en Europe occidentale, en Afrique, en Asie et dans ses communications avec les Indes. Plus les mouvements sociaux et nationaux y ébranleront avec fréquence la puissance coloniale britannique et plus il sera rigoureusement nécessaire à l'Angleterre d'assurer ses communications par la maîtrise des Dardanelles, de Suez, par la mainmise sur un empire arabe, par de fortes positions en Mésopotamie, en Perse, en Afghanistan. Sous la pression de ces soucis, la Grande-Bretagne tend à fortifier, contre l'impérialisme français, l'Italie et la Grèce et encourage les armements de l'Italie comme pouvant amoindrir l'influence française dans la Méditerranée. A propos de la rentrée de la Russie dans l'économie capitaliste mondiale, la France et l'Angleterre se disputent évidemment la suprématie dans l'exploitation future des ressources naturelles et de la main-d'œuvre

des prolétaires des villes et des campagnes de la grande République soviétiste.

IV

Pendant les quatre années de la guerre impérialiste, la suprématie de l'Angleterre sur le marché mondial a passé aux Etats-Unis d'Amérique. Ceux-ci fournissaient naguère à l'Europe des matières premières et des denrées alimentaires en échange d'articles manufacturés; aujourd'hui, ils sont eux-mêmes devenus des fournisseurs d'articles manufacturés. Dans les deux Amériques, ils éliminent la concurrence européenne; leurs produits pénètrent en Chine, dans les colonies britanniques et même en Europe, avec un succès de plus en plus marqué. De la production quantitative, l'industrie américaine a passé à la production qualitative. Abstraction faite de toutes autres considérations, le grand développement de sa technique assure à l'industrie américaine une supériorité manifeste sur l'industrie anglaise. Naguère débiteurs de l'Europe, les Etats-Unis sont aujourd'hui ses créanciers. Ils possèdent la plus grande partie de la réserve d'or du monde. L'Angleterre ne soutient que très difficilement la concurrence américaine et paraît incapable de reconquérir sa position dominante dans les deux Amériques, sur les côtes du Pacifique et de l'Océan indien; pas plus qu'elle ne peut y étendre ses sphères d'influence.

Le Japon a énormément développé son industrie pendant la guerre et élargi d'autant son pouvoir économique et politique. Sur les marchés de l'Amérique du Sud, il concurrence les Etats-Unis. Il prend pied dans les îles du Pacifique. Il a occupé en Chine la riche province de Chantoung, il s'est annexé la Corée, il progresse en Mandchourie, pénètre en conquérant en Sibérie, tend les mains vers la Mongolie. Partout dans le Pacifique, dans les mers du Sud, en Chine, son expansion menace les Etats-Unis. Devant ce développement dans lequel elle avait d'abord vu une limitation de l'impérialisme américain, l'Angleterre a dû céder et renoncer à l'alliance japonaise qui lui eût assuré la domination et l'exploitation de la Chine méridionale, le Japon se contentant provisoirement du Nord.

Pour s'assurer pendant la guerre le concours militaire

et financier de ses colonies et de ses dominions, l'Angleterre a dû leur accorder le droit de la co-détermination de sa politique extérieure. Il en est résulté pour elle des entraves très sensibles dans ses relations avec les Etats-Unis et le Japon. Sous tous les rapports — intérêts économiques, vie politique, culture — le Canada se sent plus proche des Etats-Unis que de la métropole anglaise. L'Australie, république fédérative, s'oppose énergiquement à l'expansion impérialiste du Japon, allié d'hier de l'Angleterre et probablement son allié secret d'aujourd'hui contre les Etats-Unis. Pays paysan, l'Afrique du Sud n'a aucune raison d'appuyer la Grande-Bretagne dans un conflit avec l'Amérique.

Il est d'autre part vrai que leur supériorité industrielle permet aux Etats-Unis de soutenir avec un succès croissant la concurrence japonaise; mais des raisons politiques et notamment les perspectives de la « pénétration pacifique » de la Chine contribuent à accuser l'antagonisme américano-japonais.

Les ruineuses campagnes de conquêtes poursuivies pendant quatre ans par les grandes puissances capitalistes ont provoqué dans les colonies britanniques, ainsi que dans les pays dont on envisage l'assujétissement et l'exploitation des mouvements révolutionnaires passionnés, pour lesquels l'exemple de la révolution russe et l'existence de la République des Soviets sont des sources de force et de courage. Le caractère de ces mouvements est en premier lieu nationaliste et religieux, mais l'élément révolutionnaire social n'en est pas exclu. Devenue une République autonome au sein de l'Empire britannique, l'Irlande n'est pas apaisée : les luttes sanglantes alimentées par des antagonismes économiques et sociaux irréductibles s'y poursuivent sans relâche. En Egypte, le drapeau de la révolte nationale courageusement déployé par Zagloul pacha flotte encore. Aux Indes, les pires mesures de répression sont aussi impuissantes que les concessions à vaincre le soulèvement national. Les grèves s'y succèdent, montrant que la lutte des classes se développe simultanément avec le mouvement national. De l'Atlantique à l'Himalaya, et jusqu'en Chine, les musulmans

sont dans une profonde effervescence. Quelques différents que soient les aspects et les péripéties des mouvements de l'Afrique et de l'Asie, ces mouvements sont dirigés contre les Etats capitalistes et puisent une force nouvelle dans les rivalités entre ces derniers pour la domination du monde.

VI

En dépit de leurs intérêts irréductiblement opposés, les grandes puissances capitalistes s'accordent sans réserves et sont immédiatement prêtes à l'action, quand il s'agit de combattre le gouvernement des Soviets. Elles ne veulent pas se contenter des concessions que, par suite de sa terrible détresse économique, la Russie, abandonnée des prolétaires des autres pays, a été contrainte de faire aux capitalistes étrangers. Prétendant à l'exploitation illimitée de la grande République ouvrière, elles voudraient y instituer un régime d'exploitation de la main-d'œuvre et de gaspillage des ressources naturelles que ne restreindrait pas le pouvoir des Soviets.

Et d'abord, elles tiennent à se débarrasser de ce dernier, car la Russie des Soviets est aux travailleurs de tous les pays un exemple et un appel permanent à la dictature, au renversement de la bourgeoisie, car la Russie des Soviets est l'appui naturel de tous les exploités, de tous les opprimés dans leurs luttes; car elle est le camp retranché de la révolution mondiale.

Jusqu'ici, l'impérialisme français fut l'épée du capitalisme et de la contre-révolution internationale contre la Russie des Soviets. La France a gaspillé des milliards à soutenir les campagnes des généraux tsaristes, à encourager les incursions en Russie, organisées par les pays limitrophes et à en couvrir les frais. A la fin, les victoires de l'armée rouge, et surtout la défaite de Wrangel, ont convaincu les impérialistes français de la vanité de cette politique. Dès ce moment, un revirement s'est produit dans la politique russe de la France. Mais son but essentiel restant d'extorquer à la Russie les sommes énormes nécessaires au remboursement des porteurs des emprunts russes, la France bourgeoise a continué de dilapider les biens des travailleurs français pour entretenir le militarisme en Pologne dans la Petite Entente et dans les pays

voisins de la Russie. En Finlande et en Roumanie, ses diplomates et ses généraux préparent de nouvelles interventions. Les munitions, les équipements, le matériel de guerre pourraient être aisément envoyés de France aux fronts de Russie, la « neutralité » de l'Allemagne n'offrant aucune garantie sérieuse et pouvant se transformer, de par l'extrême faiblesse des gouvernements allemands — de Wirth ou de tout autre — à l'égard de l'Entente, leur haine de l'Etat ouvrier et paysan, leur crainte de la révolution, en complicité, sinon en participation directe. Ludendorff et *tutti quanti* attendent le moment où l'impérialisme français leur permettra de déclarer la guerre au bolchevisme. Aussi la Russie des Soviets, bien que n'ayant aucune tendance à l'impérialisme, bien que désirant consacrer toutes ses forces à la reconstitution du pays, ne peut-elle pas désarmer. Il faut, dans l'intérêt même de la Révolution prolétarienne, qu'elle soit toujours prête au combat.

VII

Moins de trois ans après la fin de la grande tuerie impérialiste et de deux ans après la conclusion de la paix, l'univers capitaliste est de nouveau surchargé d'explosifs dont la déflagration peut à tout moment déchaîner des guerres plus dévastatrices, plus vastes et plus cruelles encore que celles qui, de 1914 à 1918, ont couvert l'humanité de sang et de boue. Les Etats capitalistes sont aujourd'hui plus armés qu'avant la guerre. Les ressources de plusieurs pays sont tout à fait insuffisantes pour reconstituer ce qui a été détruit et pour panser les blessures des masses laborieuses. Les gouvernements bourgeois ne les dépensent pas moins en armements, en préparation de guerres futures terrestres, navales, aériennes. Et ces armements sont sans cesse stimulés par le danger de guerre.

Le cours ralenti de la révolution mondiale depuis son premier essor hardi en Russie permet aux bourgeoisies des grandes puissances capitalistes de tenter le rétablissement de leur système économique et de leurs Etats fortement ébranlés. Mais la reconstruction du système capitaliste de l'ordre bourgeois, implique la permanence des antagonismes et des contradictions économiques, poli-

tiques, nationales, sociales, internationales qui, dans la phase actuelle du développement capitaliste, doivent infailliblement aboutir à des guerres nouvelles d'une ampleur formidable, d'un caractère terrifiant et dont les conséquences seraient incalculables. Qui plus est, ces antagonismes et ces contradictions ont été accentués autant par la guerre que par ses effets ultérieurs, par les efforts de la bourgeoisie pour conserver et consolider le capitalisme par une exploitation de plus en plus barbare du prolétariat.

Le jeu des formidables forces productrices engendrées par le capitalisme ne peut plus être contenu dans les limites étroites de l'Etat national bourgeois. Le monde entier doit être son champ d'action. Mais tant que subsistera la propriété privée des moyens de production et avec elle l'esprit de lucre — moteur de la production — du capitalisme et des groupes capitalistes, l'anarchie économique qui en résulte, la domination de la grande métallurgie et du capital financier dans les Etats, les armements, les risques de guerre continuels et les guerres elles-mêmes, meurtrières et dévastatrices, resteront les traits caractéristiques inéluctables du régime capitaliste en décomposition. Et les tendances pacifistes ne pourront, dans la société capitaliste, neutraliser les causes immanentes de guerres.

VIII

Toutes les conférences de ministres, de diplomates, de financiers, multipliées depuis la fin des hostilités, n'ont pas réussi à exclure le danger de guerres mondiales. L'exemple de la Société des Nations, caricature bouffonne de la solidarité révolutionnaire et prolétarienne, devrait contribuer à dissiper les illusions des plus aveugles. Les alliances entre Etats capitalistes, au lieu d'être des garanties de paix, sont des acheminements vers la guerre. La Conférence de Washington a tout récemment prouvé que le monde capitaliste n'a ni la capacité ni la volonté de donner la paix à l'humanité. Par la quadruple ou quintuple entente pour l'exploitation de la Chine et de la Sibérie orientale, les problèmes de l'Asie orientale sont loin d'être résolus. Ils peuvent encore provoquer, dans un avenir rapproché, des guerres sanglan-

tes entre les alliés ou entre les peuples que l'on prétend initier à la civilisation capitaliste. La réduction des armements maritimes qui a été décidée semble un défi au désarmement, toute réduction des armements aériens ou terrestres ayant été repoussée : or, les premiers, dernière conquête de la technique militaire, donneront sans doute à la destruction des vies et des œuvres humaines sa forme la plus atroce. Les espoirs des naïfs et des pacifistes impénitents, pour lesquels la Conférence de Washington devait établir la paix et contribuer à la reconstitution économique et politique, se sont évanouis comme des bulles de savon.

IX

La Conférence de Gènes se propose d'é luder, en se plaçant à un autre point de vue, le destin historique du capitalisme que résume l'alternative : guerre mondiale ou révolution mondiale. Il s'agit de concilier les intérêts économiques et politiques, irréductiblement opposés, des grandes puissances capitalistes d'Europe et de rapprocher celles-ci pour la reconstitution économique. De l'accord des bourgeoisies de l'Europe appauvrie et de leurs gouvernements perplexes, on attend l'ouverture, par les États-Unis regorgeant de richesses, des immenses crédits indispensables.

La réunion de la Conférence de Gènes est l'aveu que la paix de Versailles — ainsi que les autres traités de paix conclus par les alliés — loin d'être pour l'Europe une base de reconstruction sont une cause de désagrégation et de ruine. C'est aussi l'aveu que la bourgeoisie au pouvoir ne peut rétablir l'ordre et la stabilité dans le chaos économique, et ne peut pas ramener la prospérité sur les ruines. Gènes prouvera aussi que cette tâche est au-dessus des forces des bourgeoisies d'Europe et d'Amérique et ne pourra être accomplie qu'après leur renversement par le prolétariat révolutionnaire. En se libérant, en libérant la main-d'œuvre de l'exploitation, le prolétariat délivrera aussi les forces matérielles de la production, emprisonnées par le capitalisme dans d'étroites limites; et ainsi seront créées les conditions d'une recconstitution sociale plus perfectionnée.

La situation mondiale, telle qu'elle est définie dans les thèses du 3^e Congrès de P. C. n'a pas été essentiellement modifiée, quoique aux États-Unis et dans quelques autres pays, la conjoncture économique paraisse s'améliorer. Les traits généraux de la situation confirment néanmoins que le capitalisme se meut sur une courbe descendante et approche de sa fin. Sur ses bases chancelantes, la Conférence de Gênes se propose de raffermir et de reconstituer un édifice ébranlé jusque dans ses fondements. Elle doit trouver la quadrature du cercle, c'est-à-dire : satisfaire les exigences de l'impérialisme français résolu à continuer le pillage de l'Allemagne; entretenir cependant chez celle-ci une capacité de production assez haute pour que le pays puisse acheter des marchandises anglaises et ne fasse plus à l'industrie britannique, par la vente au rabais, une concurrence mortelle. Les frais de l'accommodement à conclure entre le capitalisme français et britannique doivent retomber sur le prolétariat allemand et, en vertu de la solidarité internationale des exploités, sur le prolétariat mondial. Le dessein de la bourgeoisie serait de les faire payer à l'Etat ouvrier et paysan : à la Russie des Soviets. La reconstitution économique de la Russie sera-t-elle l'œuvre d'un gigantesque consortium capitaliste international — ou de plusieurs associations capitalistes ? Telle semble être pratiquement la question. Mais ce n'est, entre des larrons, qu'un débat sur le pillage d'une commune victime et sur le partage du butin.

Les préparatifs de la Conférence de Gênes, réunions d'experts, manœuvres de diplomates, discours de ministres, mystères et intrigues des « sphères influentes », l'ajournement même de la Conférence, tout cela fait ressortir quels conflits et quels antagonismes d'intérêts déchirent le monde capitaliste. Malgré la volonté unanime chez la bourgeoisie de coloniser internationalement la Russie des Soviets, l'opposition que se font mutuellement en cette affaire la France, l'Angleterre, les États-Unis, l'Allemagne, est chaque jour plus nette. La lutte entre les gouvernements français et anglais, comme l'attitude de l'Allemagne, en est une expression claire. L'Allemagne, dans sa politique russe, n'a été jusqu'à présent que l'ombre de l'Entente; elle apparaît maintenant comme

la vassale de l'Angleterre, bien que ses propres intérêts exigent impérieusement une politique indépendante.

Malgré l'incertitude de l'issue de la Conférence de Gênes, une chose est dès maintenant certaine : l'Allemagne sera l'objet de négociations entre impérialistes de l'Entente. Elle n'osera pas même poser le problème de la révision du traité de Versailles, quoi qu'il soit évident que cette révision est la condition préalable de toute reconstitution de l'Europe sur une base capitaliste. Quant à la Russie des Soviets, force sera aux puissances de l'Entente de négocier avec elle. Ce fait révèle tout ce que, malgré sa profonde ruine économique, la Russie doit à la révolution prolétarienne. Après avoir créé l'armée rouge pour défendre le régime des soviets, celle-ci affermit maintenant le gouvernement des soviets dans ses luttes sur le terrain économique. La reconnaissance — de fait sinon de droit — du gouvernement des soviets, qui se traduit par son invitation à la Conférence économique internationale, ne fera qu'approfondir les antagonismes entre Etats capitalistes. Et il est également incertain que l'on arrive à Gênes à une entente sur la reconstruction de l'Europe, et certain que le capitalisme n'y gagnerait qu'un répit — un répit et non le salut. Guerres ou révolution : même après Gênes, cette question restera à l'ordre du jour de l'Histoire.

Le pacifisme bourgeois et l'antimilitarisme d'avant-guerre, idéologie impuissante de petits comités, pourraient, dans la situation actuelle, acquérir une plus grande portée pratique. Parvenant à des réalisations, le pacifisme serait une suprême tentative de conserver le capitalisme, par la concentration et l'organisation de ses forces sociales. Mais cette tentative illusoire serait vouée à un échec. En régime capitaliste, le cadre de la production, même élargi par une organisation internationale, serait trop étroit pour l'utilisation des forces productrices multipliées qui ne manqueraient pas de le briser, au cours de crises formidables.

Mais tous les efforts tentés en vue de réaliser les fins du pacifisme avorteront infailliblement. Car les antagonismes entre groupes capitalistes, entre Etats vainqueurs et Etats vaincus, sont absolument irréductibles. Toutes les tentatives pratiquées d'atteindre les fins du pacifisme

révèleront au prolétariat, ainsi qu'à la grande et à la moyenne bourgeoisie, que ce dernier espoir de sauver le régime bourgeois se base sur une dernière illusion. L'impérialisme est la réalité du monde capitaliste dont le pacifisme est l'illusion. Le pacifisme n'est pas moins impuissant que le réformisme à vaincre les contradictions, les maux, les crimes du capital. Il ne fait que semer le doute et l'incertitude dans la petite et moyenne bourgeoisie, affaiblissant ainsi l'ennemi de classe du prolétariat. Et il est du devoir des communistes d'exploiter cet affaiblissement de la bourgeoisie, de saisir toutes les occasions offertes par les velléités pacifistes des classes dirigeantes pour faire comprendre à la classe ouvrière que le militarisme et l'impérialisme ne pourront être vaincus par l'avènement progressif de la raison et de l'amour de la paix en société capitaliste. Dans la lutte quotidienne, les grandes masses laborieuses doivent puiser la conviction toujours plus nette et plus profonde que le militarisme et l'impérialisme, les armements et les guerres, ne disparaîtront que lorsque l'action vigoureuse du prolétariat et le renversement du capitalisme par la révolution les feront disparaître. Cette conviction doit aider les travailleurs à réagir contre l'engourdissement et l'amointrissement de l'énergie révolutionnaire, conséquences du pacifisme bourgeois. En effet, le danger serait grand si, influencé par ce dernier, le prolétariat se laissait désarmer au lieu de continuer à s'armer et à combattre avec la dernière énergie. Il ne nous est pas permis de laisser voiler, par les espérances du pacifisme sentimental, cette vérité que la bourgeoisie exerce, de par sa libre disposition des moyens de production engendrant la vie et la mort, l'exploitation et la domination. Pour se libérer, le prolétariat doit s'emparer du pouvoir et des moyens de production. La liberté lui étant refusée par la force des armes, c'est par la force des armes qu'il doit la conquérir et la défendre. Il doit donc arracher à la fois à la bourgeoisie le pouvoir politique et militaire, afin de les transformer et de les employer conformément à ses intérêts et à sa mission historique.

X

Pour ces raisons, l'Exécutif élargi de l'I. C. déclare :

La révolution prolétarienne, renversant le capitalisme, abolissant les antagonismes de classes et d'Etats et assurant par là même la possibilité d'une reconstruction de l'économie sociale, est le seul moyen de défense efficace contre les guerres. Aussi les délégués réunis de 36 pays affirment-ils le devoir des partis communistes de préparer, tant par le travail idéologique que par l'organisation, la lutte des classes la plus offensive pour combattre le danger de guerre et la guerre. Sont considérés comme des moyens adéquats :

1° La propagande méthodique parmi les masses et surtout parmi les jeunes, concernant les causes et les caractères des guerres;

2° La mise à la portée des masses de tous les problèmes et de toutes les décisions de la politique extérieure (armements, etc.);

3° Une propagande légale et illégale, systématique, dans l'armée et dans toutes les formations armées;

4° L'éducation de la volonté des grandes masses en vue d'empêcher à tout prix, en cas de conflits armés impérialistes, tout transport de troupes et de matériel de guerre;

5° L'affermissement de la volonté des grandes masses en vue de s'opposer à la guerre par tous les moyens : manifestations, grèves générales et insurrections;

6° La formation, à ces fins, d'organes légaux et illégaux;

7° La formation d'organes légaux et illégaux assurant une collaboration étroite, suivie, énergique, entre les communistes des pays où les antagonismes réciproques sont les plus accentués.

En présence de la Conférence économique de Gènes, l'Exécutif élargi de l'I. C. invite les masses laborieuses et exploitées de tous les pays à opposer, par des manifestations monstres et par le front unique, leur volonté révolutionnaire à cette tendance, hérissée de difficultés, de reconstitution de l'économie capitaliste. Pour répondre aux marchandages dont elles sont, ainsi que la Russie des Soviets, l'objet, les masses laborieuses sont invitées à soutenir unanimement et énergiquement les revendications suivantes :

1° Abolition des traités conclus à la fin de la guerre impérialiste de 1914-1918;

2° Limitation des armements de toute espèce;

3° Imposition à la bourgeoisie de toutes les charges résultant de la guerre, des réparations et des reconstitutions;

4° Résistance opiniâtre à tout attentat à l'indépendance de la Russie et établissement avec elle de rapports politiques normaux;

5° Concours le plus large des Etats et des initiatives privées à la reconstitution économique de la Russie des Soviets.

Le proche-Orient

SAFAROF présente un rapport sur le travail de la commission nommée pour l'étude de la question du *proche-Orient*. La résolution préparée par la Commission est adoptée à l'unanimité.

1° Considérant l'énorme importance des mouvements nationaux révolutionnaires en cours de développement dans les pays coloniaux de l'Orient, en Asie, et particulièrement en Egypte et aux Indes, l'Exécutif élargi invite les Partis Communistes de tous les pays intéressés à organiser une campagne méthodique dans la presse, au Parlement, dans les masses, pour la libération des colonies. Il est surtout du devoir du Parti Communiste anglais d'appuyer par une action permanente, organisée, les mouvements révolutionnaires des Indes et de l'Egypte;

2° Les partis directement intéressés aux événements de l'Afrique du Nord, de l'Asie Mineure et des Indes, Partis Communistes français, italien et anglais, doivent, à l'exemple du Parti français, instituer auprès de leurs Comités Directeurs des commissions coloniales auxquelles incombera la tâche d'une propagande systématique, de l'entretien de relations régulières et suivies avec les organisations révolutionnaires des colonies, et d'un contact pratique avec elles. La Fédération communiste des Balkans se charge spécialement de l'organisation du mouvement communiste en Turquie;

3° L'Exécutif invite les partis à généraliser les éditions de littérature communiste dans les langues indigènes des colonies.

La question française

La résolution présentée par TROTSKY, au nom de la commission est également adoptée à l'unanimité. (Voir p. 212.)

La question anglaise

BORODINE rapporte au nom de la Commission sur la question anglaise et présente la résolution suivante qui est adoptée à l'unanimité (moins l'abstention des Français) :

1° Aucun indice ne permet encore de croire à une atténuation de la crise économique en Grande-Bretagne. La classe capitaliste anglaise continue ses efforts pour rétablir la situation au préjudice de la classe ouvrière. Elle semble ne pas connaître d'autres moyens pour remédier à la crise que la réduction brutale des salaires. Dans son offensive contre le prolétariat britannique, elle insiste sur la prolongation de la journée de travail et s'attaque à la législation sociale comme à toutes les conquêtes de la classe ouvrière. Le coût de la vie dépasse encore celui d'avant-guerre dans la proportion de 140 %. Il en résulte une paupérisation effrayante. Les réductions nouvelles des salaires et le chômage plongent dans la misère l'ensemble de la classe ouvrière;

2° Comment la classe ouvrière anglaise a-t-elle été amenée à cette situation? Elle eut à choisir, il y a quelques années, entre deux alternatives politiques : suivre la droite du mouvement ouvrier, c'est-à-dire une politique de compromissions, de négociations, de vaines luttes partielles, d'accommodements momentanés, de Chambres de Whitely, ou suivre la gauche qui ne voulait pas de compromis, affirmait les grandes revendications, ne consentait à négocier que pour les faire valoir, préconisait la formation des conseils ouvriers, l'action directe, l'action d'ensemble;

3° L'isolement des syndicats engagés dans la lutte et livrés à leurs seules forces provoqua l'échec des grandes grèves des mineurs, des cheminots et des transports. La Triple Alliance n'avait cependant été formée qu'à la suite des expériences amères de ce genre. Mais la grève des transports de l'Irlande, vaincue faute d'une action d'ensemble, fut une cause de désunion. Pendant la guerre, la participation des dirigeants des trades-unions du Labour Party aux emprunts nationaux aggrava la désunion. L'histoire des années suivantes est celle des plus grandes défaites de la classe ouvrière, toutes causées par le défaut d'action commune.

En 1916, la grève de la Clyde, réprimée par de nombreuses arrestations, échoua, le mouvement syndical officiel lui ayant refusé tout secours. En 1917, la grève des mécaniciens, puis celle des mineurs du Yorkshire dont le mouvement ne fut vaincu qu'après une magnifique résistance, échouèrent par suite de l'indifférence des autres organisations ouvrières; et il en fut de même de la grande grève des mineurs de 1920 qui se termina par l'effondrement de la Triple Alliance. Telles ont été, pour la classe ouvrière anglaise, les conséquences terribles du défaut d'unité dans l'action;

4° Faute d'avoir su former contre la bourgeoisie le front unique, à quelle situation la classe ouvrière anglaise en est-elle arrivée? Il y a 2 millions de chômeurs complets et plusieurs centaines de milliers de chômeurs partiels. Les organisations ouvrières sont brisées ou dis-soutes. Nombre de trades-unions ont épuisé leurs caisses de chômage. Menacés de ruine, ils se voient forcés de suspendre le paiement de ces secours. Pour la première fois depuis 1918, les effectifs syndicaux décroissent rapidement. La capacité d'action des trades-unions faiblit de même. Divisé en un grand nombre d'organisations et dépourvu d'un centre de résistance, le mouvement ouvrier s'avère incapable de résister à l'offensive patronale. Ses armes politiques sont trop émoussées. Les leaders des trades-unions, qui sont aussi les dirigeants du Labour Party, négocient indéfiniment et infructueusement avec le pouvoir en prodiguant de vaines menaces.

Depuis la formation, en 1920, du Comité d'Action qui,

pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais, réalisa le front uni de toute la classe laborieuse face à la bourgeoisie désireuse d'entraîner le pays dans une guerre contre la Russie des soviets, le prolétariat britannique s'est toujours laissé diviser et désarmer en présence de l'offensive patronale. La classe ouvrière anglaise n'est aujourd'hui ni politiquement, ni économiquement unie; et elle est trop insuffisamment centralisée pour pouvoir résister aux agressions d'un capitalisme uni et centralisé;

5° Aujourd'hui plus que jamais, le salut du prolétariat britannique est dans la constitution du front uni. La classe ouvrière doit s'unir tout entière pour se défendre elle-même contre le chômage, les réductions de salaires, la prolongation de la journée de travail, l'avilissement de ses conditions d'existence.

L'offensive patronale n'étant pas limitée à la Grande-Bretagne, il est de rigueur d'étendre internationalement le front uni. Aussi importe-t-il de préparer dès maintenant le ralliement de la classe ouvrière internationale sur un programme commun portant : du travail pour les chômeurs, — le maintien de la semaine de 44 heures, — le maintien des salaires acquis, — l'application des mesures protectrices du travail et de la législation sociale. Parallèlement à ce travail, le mouvement ouvrier anglais doit multiplier les efforts afin d'amener la constitution, aux prochaines élections, d'un gouvernement ouvrier. Se présentant devant les masses avec un semblable programme, le parti ouvrier vaincra par le front unique;

6° Le Parti Communiste de Grande-Bretagne lutte pour l'unité de la classe ouvrière. Il prêta naguère au Comité d'action, contre la guerre avec la Russie des soviets, un concours sans réserves. Avant le congrès syndical de Cardiff, il donna la plus large publicité aux documents émanant de P. C. et de P. S. R., préconisant le ralliement et la centralisation du mouvement ouvrier anglais et la création d'un Quartier Général du Travail. Depuis, le P. C. n'a pas cessé sa propagande pour l'unité. Cette action résume toute son activité. Il a tenté d'organiser

les chômeurs et les démobilisés pour les faire entrer dans le mouvement ouvrier britannique. Il a consacré toutes ses forces à réaliser l'unité dans les syndicats et les usines;

7° Le Conseil Général des Trades-Unions élu au Congrès de Cardiff ne possède pas l'autorité nécessaire à un véritable Quartier Général du Travail. Pourtant, la situation exigeant péremptoirement le ralliement et la centralisation du mouvement ouvrier, la formation du Conseil Général est un pas décisif dans ce sens.

L'Exécutif élargi invite donc le Parti anglais à joindre ses efforts à ceux du Conseil Général pour réaliser l'unité ouvrière sur le minimum de revendications déjà énoncé et tenter de constituer, au lendemain des prochaines élections, un gouvernement ouvrier capable de satisfaire ces revendications;

8° Le Labour Party est l'organe politique des organisations syndicales (trades-unions). Les tendances les plus variées du mouvement ouvrier, Parti Indépendant, socialisme fabien, socialisme gildiste, etc..., y appartiennent. La défense de la classe ouvrière exige que le Labour Party admette tous les courants politiques du mouvement prolétarien. Car il ne peut prétendre unir toute la classe ouvrière dans l'action politique, s'il ne comprend pas le Parti Communiste devenu depuis longtemps un facteur appréciable du mouvement.

L'Exécutif élargi invite le P. C. à rechercher l'adhésion au Labour Party afin d'être en mesure de contribuer à l'unité politique de la classe ouvrière, notamment pendant les prochaines élections dont le but doit être d'opposer à la coalition bourgeoise un gouvernement ouvrier. En recherchant cette adhésion au Labour Party, le P. C. anglais conservera sa pleine et entière liberté de propagande. Dans le même but et avec la même réserve, le P. C. est invité à appuyer, aux élections générales, le Labour Party.

L'Exécutif élargi de P. C. charge le Bureau d'élaborer minutieusement les recommandations à faire au Parti anglais concernant son adhésion au Labour Party et l'appui à donner à celui-ci aux élections législatives.

La question agraire

On vote à l'unanimité la motion présentée (voir p. 207) par le camarade OSSINSKY, tendant à réunir dès 1922 une conférence agraire internationale.

Une Commission chargée de la préparation de cette conférence est nommée; elle comprend les camarades suivants : OSSINSKY, PNEOBRAJENSKY, CARR, POROF, KREIBICH. Cette résolution autorise également la *fraction* communiste du commissariat du peuple à l'Agriculture à envoyer à cette Commission un représentant.

L'Exécutif élargi ratifie en outre, sur la même question, le mémoire présenté par la fraction communiste du collège du Commissariat de l'Agriculture. En voici le texte :

I. — La question agraire et la dictature du prolétariat

La terrible crise de ravitaillement que traverse la Russie souligne, comme l'ensemble des expériences de la révolution russe, l'importance décisive de la question agraire dans les questions de ravitaillement et pour le maintien de la dictature du prolétariat. Si cette vérité est particulièrement évidente en ce qui concerne la Russie, dont l'immense majorité des populations (74,6 %) est rurale, on est assurément en droit de prétendre qu'il serait aujourd'hui impossible de maintenir la dictature du prolétariat dans tout autre pays du monde où sévirait la famine et où l'agriculture serait également ruinée.

Il est donc de la plus haute importance pour les communistes de ne point négliger les questions relatives à l'agriculture et intéressant les paysans et les travailleurs de la terre. Il convient de tendre à faire, dans ces questions, une nette lumière sur les buts et les moyens tactiques. Car il ne suffit pas de rappeler chaque année qu'il y a une question agraire et de la discuter superficiellement et sans méthode, dans notre presse. Il faut un travail organisé, permanent, systématique.

La première condition préliminaire, absolue, d'un semblable travail, c'est l'élaboration de bonnes directives générales susceptibles d'être adaptées à la situation des différents pays. L'étude internationale des questions intéressant les prolétaires de la campagne, les paysans pauvres, moyens ou riches, la production rurale, la coopération, la socialisation dans les campagnes, l'analyse de tous les faits s'y rapportant, l'échange des vues et des expériences, doivent nous mettre en mesure de mieux préciser nos buts les plus prochains.

II. — Organisation de Conférences annuelles des Travailleurs de la terre et des Paysans communistes

Pour ces raisons, nous avons, par la voie du Comité Central du Parti Communiste de Russie, adressé à l'Exécutif élargi de l'I. C. la proposition suivante, qui prévoit une série de mesures d'organisation en vue de l'émancipation économique et politique du prolétariat des campagnes, sous une direction révolutionnaire internationale et unitaire — et, partant, de la solution de toutes les autres questions agraires.

Conduire les travailleurs des campagnes dans les grèves politiques et économiques, les conduire ensuite, d'un commun accord avec le prolétariat industriel, à l'insurrection pour la dictature du prolétariat, telle sera la mission principale de ces organisations.

Du domaine de la théorie communiste, la question agraire doit passer dans celui de l'action pratique.

Le premier effort dans ce sens doit être la réunion d'une conférence agraire au cours de l'été prochain. Cette conférence discutera et arrêtera les principales mesures ultérieures d'organisation. Les conférences semblables, annuellement renouvelées, constitueront la plus haute instance de l'I. C. dans les questions agraires. Elles auront à connaître et à trancher toutes les questions importantes de programme ou de tactique qui s'y rapportent. Leurs décisions seront soumises à la sanction des congrès mondiaux de l'I. C. ou, dans les cas urgents, de l'Exécutif.

La Conférence agraire annuelle créera un organe exé-

cutif dit *Bureau Agraire International*, organe dirigeant des sections agraires des Partis Communistes, dans l'intervalle des conférences. Ce Bureau sera contrôlé par les congrès et par l'Exécutif de l'I. C. Assistera à ses séances un délégué permanent de la fraction communiste du Commissariat de l'Agriculture (ayant voix consultative). Un membre du bureau sera délégué à l'Exécutif de l'I. C.

Ce qui précède suffit à indiquer le rôle et le travail politique du Bureau qu'il appartiendra à la première conférence de fixer avec précision.

Nous tenons cependant à attirer l'attention sur une des attributions du Bureau, qui nous paraît du plus grand intérêt, savoir : la revision permanente des programmes agraires des Partis. Il y aura lieu, sur ce point, de s'inspirer des considérations suivantes :

Toute schématisation paraît, dans le domaine de l'agriculture, inféconde. La situation de chaque pays doit être dès le début examinée à fond afin que les programmes établis soient autre chose que des exercices de style, voués à l'échec dès les premières tentatives de réalisation.

On ne saurait accorder la plus grande importance au programme final sur lequel il n'y a guère, entre communistes, de sérieuses divergences de vues : elle revient au travail agraire de chaque pays, le programme actuel étudié dans ses moindres détails et sans cesse remis à jour pour le moment de la prise du pouvoir et pour la première période de dictature prolétarienne. Ce programme doit stipuler, avec la clarté des ordonnances médicales, les mesures à appliquer dans le domaine agraire. A ce prix seulement, seront évitées des oscillations et des incertitudes néfastes qui ne manqueraient pas d'entraîner la débâcle du ravitaillement. Ce qui est d'autant plus vrai qu'il faudra, dans la plupart des pays, mettre à la tête de l'agriculture, des militants plus ou moins expérimentés, à défaut de bons spécialistes communistes.

L'activité du Bureau sera facilitée par le concours de la section de politique agraire en voie de formation près l'Académie socialiste de Moscou.

L'action politique du Bureau, soutenue par le concours de ladite section et bénéficiant des expériences pratiques

de la fraction communiste du Collège du Commissariat de l'Agriculture; sa collaboration étroite avec l'Exécutif de P. C. et avec les partis; les conférences annuelles auxquelles participeront les militants les plus actifs du mouvement ouvrier communiste, engendreront un système d'organisation et de travail qui nous permettra de remplir intégralement notre devoir envers l'avenir communiste.

Contre la terreur blanche

La motion contre la Terreur blanche est adoptée à l'unanimité :

La terreur blanche continue de sévir dans le monde dit « civilisé ». Outre les pays où elle règne sans conteste (Hongrie), la classe ouvrière est l'objet, dans la plupart des pays, d'une répression brutale.

Au moment même où se réunit l'Exécutif élargi, des dépêches de Belgrade nous apprennent le verdict impitoyable qu'un tribunal bourgeois vient de prononcer contre les meilleurs militants du prolétariat yougoslave. Des peines de mort et des peines de travaux forcés s'ajoutent aux condamnations monstrueuses prononcées voici quelques semaines dans un premier procès. Une loi scélérate, telle qu'il n'en est pas de pareille dans les annales de l'Histoire, rive les chaînes du prolétariat yougoslave.

En Roumanie et, plus particulièrement, en Yougoslavie, l'assassinat et la torture des prisonniers sont d'une pratique quotidienne. Des hommes dont le seul crime est de s'être proclamés communistes sont traînés devant les tribunaux et frappés des peines les plus sévères.

Les récentes nouvelles qui nous parviennent de Grèce nous montrent le gouvernement d'Athènes prêt à rivaliser avec ceux de Belgrade et de Bucarest, dans la répression du mouvement ouvrier.

En République polonaise, les lois de l'autocratie tsariste restent en vigueur, les prisons regorgent de prisonniers politiques, les tribunaux décernent chaque semaine aux militants des peines de travaux forcés — et une loi

scélérate va intensifier encore le régime de la terreur blanche.

En Italie, le fascisme a fait d'innombrables victimes et les classes bourgeoises, nationalistes et réactionnaires ne sont pas seules à défendre leurs intérêts par l'assassinat, la torture et l'emprisonnement de l'élite ouvrière. Les représentants diplomatiques de l'Entente encouragent la réaction dans les Etats vassaux des puissances impérialistes. La haute finance française n'a rien négligé pour faire de ces Etats une base d'opérations contre la Russie ouvrière.

A l'autre bout de l'Europe, l'Espagne, ensanglantée par les inquisiteurs, en arrive à renoncer, dans la pratique des assassinats et des déportations en masse, aux apparences mêmes de la légalité.

En présence de ces faits, que l'I. C. flétrit aux yeux du prolétariat de tous les pays, les travailleurs conscients de leur dignité et de leurs intérêts, ne peuvent qu'intensifier la lutte des classes, surtout dans les pays placés à la tête de la réaction internationale.

Décaplons nos efforts et n'oublions à aucun moment que chaque coup porté à une des sections de l'Internationale atteint le prolétariat mondial.

Contre la terreur blanche! Pour la solidarité révolutionnaire internationale! Pour l'I. C.!

Pour les affamés

La résolution concernant les secours aux affamés et l'aide économique est adoptée à l'unanimité; elle est ainsi conçue :

Se référant au rapport présenté par le camarade Munzenberg à la séance du 1^{er} mars 1922 sur le secours aux affamés de Russie et sur le secours économique, l'Exécutif élargi décide de continuer l'action en faveur des affamés et de l'étendre dans le sens du secours économique au moyen d'envois de moyens de production.

Le Bureau est chargé de prendre sans délai les mesures nécessaires.

Le 4^e Congrès mondial

Les résolutions sur l'organisation intérieure de l'Internationale communiste sont ensuite adoptées à l'unanimité.

Puis on adopte à l'unanimité la *résolution sur la convocation du 4^e Congrès mondial*.

Le Comité exécutif élargi est d'accord pour la remise du 4^e Congrès à octobre 1922. En cas de nécessité, le Comité exécutif aurait le droit de convoquer le 4^e Congrès à une date plus rapprochée.

Une partie de la conférence manifeste le désir qu'il soit permis au camarade Zinoviev, dans l'intérêt de l'Internationale communiste, de transporter sa résidence de Petrograd à Moscou. Un débat s'élève sur cette question et les camarades Zinoviev et Radek s'opposent à cette proposition; il est finalement décidé de demander au Comité central du Parti Communiste russe d'envoyer, si cela est possible, le camarade Zinoviev à Moscou.

La question russe

KREIBICH présente un rapport sur l'activité de la Commission chargée d'examiner la plainte adressée au Comité exécutif élargi par 22 membres du Parti Communiste russe. Le Comité central du Parti russe a reconnu dans une lettre envoyée à la conférence le droit pour tout groupe de camarades de s'adresser à la plus haute instance de l'Internationale et s'est déclaré prêt à fournir toutes informations et tous éclaircissements utiles. Conformément à cette décision, la conférence avait décidé la nomination d'une Commission chargée d'examiner cette question. Cette Commission a tenu de nombreuses réunions, au cours desquelles elle a entendu les explications détaillées

des représentants du groupe des 22, ainsi que des camarades Trotsky et Zinoviev; comme conclusion de son travail, la Commission a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

En ce qui concerne la plainte des vingt-deux camarades russes contre le Comité Central du P. C. R. et après avoir pris connaissance des conclusions unanimes de la Commission nommée pour l'étudier (comprenant les camarades Clara Zetkin, Cachin, Friis, Kolarov, Kreibich, Terracini et Mac Manus), l'assemblée plénière élargie du Comité Exécutif de l'I. C. déclare ce qui suit :

« Ce n'a été, pour nous, communistes, ni une chose nouvelle, ni une chose inattendue que les difficultés résultant pour le P. C. R. de la situation difficile de la Russie soviétiste elle-même. Dans ces conditions, une cohésion et une discipline particulières s'imposent : il faut une tension particulière de toutes les forces du Parti pour garantir la domination du prolétariat organisé par ce Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur. La nouvelle politique économique, avec ses concessions inévitables au capitalisme, aux petits et moyens paysans, renferme un danger d'augmentation de l'influence petite-bourgeoise dans le Parti comme dans les organes gouvernementaux. Les explications fournies à la Commission par les représentants du groupe de « l'opposition ouvrière », conduit par Chliapnikov et Kollontaï, ainsi que par ceux du Comité Central du P. C. R., ont montré que le centre dirigeant du P. C. R. s'est toujours rendu compte de ces dangers, ainsi que de ceux de la bureaucratie, qu'il les a combattus avec décision et continue à les combattre dans des conditions objectives d'une difficulté inouïe.

« Les signataires de la déclaration enfoncent une porte ouverte et leur critique manque de la clarté nécessaire non seulement dans la partie concernant les causes des désordres existants, mais aussi en ce qui concerne les moyens et les méthodes d'en venir à bout. L'attitude des camarades plaignants, loin d'aider le Parti à combattre les irrégularités résultant des circonstances, loin de le renforcer, lui a enlevé des forces précieuses et a fourni

en même temps aux ennemis du communisme, à ceux « de gauche » comme aux mencheviks et même aux pires contre-révolutionnaires, une arme contre le Parti et contre la dictature du prolétariat.

« En conséquence, l'assemblée plénière du Comité Exécutif ne peut reconnaître fondées les plaintes des vingt-deux camarades. Elle souligne que, par leur conduite, ces camarades ont manifestement enfreint les décisions du 10^e Congrès du P. C. R. sur l'unité du Parti et la tendance syndicaliste-libertaire. Le C. E. avertit ces camarades que la prolongation de la campagne engagée les mettra fatalement en contradiction avec le P. C. R., son programme et l'intérêt du prolétariat de Russie et les placera ainsi hors des rangs de la 3^e Internationale.

« L'assemblée estime que la conscience et la connaissance du communisme obligeront à l'avenir les camarades de l'opposition à rester en militants disciplinés dans les rangs du Parti pour combattre, de concert avec le Parti, les dangers résultant de circonstances qu'ils connaissent et qu'ils doivent aider à surmonter.

« Tout préjudice causé au P. C. R. est considéré par la Conférence comme également causé à la Russie soviétiste et à l'Internationale.

« La Conférence espère que la gravité de la situation obligera précisément le prolétariat russe à se grouper plus étroitement et plus solidement autour du P. C. R. pour défendre la Russie soviétiste et la révolution mondiale. »

Un débat s'engage à ce sujet, auquel participent les camarades Alexandra Kollontaï, Chliapnikof, Bobst, Radek, Zinoviev et Clara Zetkin, et durant lequel les camarades Kollontaï et Chliapnikof développent leur point de vue. *La résolution est adoptée à l'unanimité* moins 4 abstentions.

Fin de la session

KOLAROF, qui préside, fait ensuite part d'une déclaration du camarade TREINT, délégué à la conférence avec voix consultative, disant que s'il avait pu prendre part au vote, il se serait prononcé pour les thèses de l'Exécutif sur le front unique. Les délégations de l'Esthonie, de la Lithuanie, de l'Afrique du Sud et de la Chine font une déclaration identique.

LE PRÉSIDENT propose ensuite d'adresser le salut de l'Exécutif au premier congrès des Conseils de la République des Soviets de Géorgie et de rendre public l'appel adressé à la classe ouvrière de tous les pays par le Congrès des Conseils. Cette proposition est adoptée à l'unanimité. (1)

L'ordre du jour est épuisé.

CLARA ZETKIN propose que la conférence, avant de se séparer, envoie son salut au camarade Lénine (*vives approbations*).

ZINOVIEV prend la parole pour faire ressortir encore une fois le sens des résolutions formulées par la conférence. Les éclaircissements apportés en ce qui concerne la question française ont été d'une importance toute particulière; de même, la discussion avec les camarades italiens. Il s'agit maintenant d'*appliquer* les résolutions qui ont été adoptées; et cette *mise en pratique* sera, sous plusieurs rapports, difficile et compliquée. Nous avons travaillé en Internationale d'action. Nous avons examiné à fond les

(1) Nous ne croyons pas devoir reproduire ici le très long appel du Congrès des Soviets géorgiens. On le trouvera à l'appendice du récent ouvrage de Trotsky : *Entre l'Impérialisme et la Révolution*, p. 167-176.

plus importantes de nos sections. Nous nous sommes rendus compte des difficultés d'organisation comme des erreurs politiques. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour venir à bout de notre tâche. Nous convions toutes les organisations à accomplir la leur. Malgré toutes les difficultés accomplies, nous avons trouvé la bonne voie, et nous gagnerons à notre cause la majorité des ouvriers. Et quand nous aurons conquis la majorité, nous aurons conquis le monde. Malgré tout, l'Internationale communiste continue sa marche.

Vive l'Internationale communiste !

Les délégués entonnent *l'Internationale*.

La Conférence est terminée.



TABLE DES MATIÈRES

POUR L'UNITÉ DU FRONT PROLÉTARIEN.....	3
<i>Appel de l'Internationale Communiste.</i>	
PREMIÈRE SÉANCE.....	13
<i>Vérification des mandats. — Ordre du jour. — Le Parti communiste d'Allemagne. (THALHEIMER, CLARA ZETKIN).</i>	
DEUXIÈME SÉANCE.....	26
<i>Le Parti communiste français (ČACHIN). — Le Parti Tchéco-Slovaque (BURIAN, KREIBICH).</i>	
TROISIÈME SÉANCE.....	33
<i>La situation en Angleterre (MAC MANUS). — La situation en Italie (TERRACINI). — La situation aux Etats-Unis (MARSHALL). — Salut à l'armée rouge.</i>	
QUATRIÈME SÉANCE.....	44
<i>L'Action du Parti communiste des Etats-Unis (CARR). — La situation en Pologne (ANTONOVITCH). — La Fédération balkanique (KOLAROV). — Nou- velles Commissions.</i>	
CINQUIÈME SÉANCE.....	52
<i>Activité de l'Exécutif (ZINOVIEV, RADEK, KOLLON- TAÏ).</i>	
SIXIÈME SÉANCE.....	61
<i>La tactique du Front unique (ZINOVIEV).</i>	
SEPTIÈME SÉANCE.....	81
<i>Le Front unique (RENOULT). — L'Italie et le Fron- t unique (ROBERTO, TERRACINI).</i>	
HUITIÈME SÉANCE.....	103
<i>Le Front unique (LOUNATCHARSKY, RADEK, MAC MANUS, THALHEIMER, BURIAN).</i>	
NEUVIÈME SÉANCE.....	121
<i>Le Front unique (WALECKI, TROTSKY, MARSHALL).</i>	

DIXIÈME SÉANCE.....	134
<i>Le Front unique (LOSOVSKY). — La situation en Yougo-Slavie (STANITCH). — Le Front unique (TREINT, KOLAROV, TOMANN, RAKOSI).</i>	
ONZIÈME SÉANCE.....	148
<i>Le Front unique (BOBST). — L'enquête sur Bela Kun (LOUNATCHARSKY, FRIIS).</i>	
DOUZIÈME SÉANCE.....	153
<i>Le Front unique (TERRAGINI, RENOULT, ZINOVIEV). — Le cas de l'opposition ouvrière.</i>	
TREIZIÈME SÉANCE.....	174
<i>La question syndicale (LOSOVSKY, BRANDLER).</i>	
QUATORZIÈME SÉANCE.....	193
<i>Le secours aux affamés (MÜNZENBERG). — La nouvelle politique russe (SOKOLNIKOV).</i>	
QUINZIÈME SÉANCE.....	204
<i>La presse communiste (HUMBERT-DROZ, THALHEIMER). — La revendication économique de la jeunesse (SCHÜLLER). — La question du prolétariat agricole (OSSINSKY).</i>	
SEIZIÈME SÉANCE.....	208
<i>La situation du mouvement ouvrier de France (TROTSKY). — Les dangers d'une nouvelle guerre impérialiste (CLARA ZETKIN). — Election du présidium.</i>	
DIX-SEPTIÈME SÉANCE.....	220
<i>Vote sur les résolutions proposées. — Front unique et conférence de Berlin. — Résolution et déclaration de la minorité; réponse de ZINOVIEV. — Question syndicale. — Presse communiste. — Nouvelle politique économique. — Lutte contre la guerre. — Proche-Orient. — Question française. — Question anglaise. — Question agraire. — Contre la terreur blanche. — Pour les affamés. — Quatrième Congrès mondial. — Question russe. — Fin de la session.</i>	

PB-5345-73
518-06

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

Los Angeles

This book is DUE on the last date stamped below.

REC'D ED-URE

APR 12 1987

APR 14 1987



3 1158 01179 7056

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



AA 000 429 056 5

HX
11
I5A5
1962

DERNIÈRES PUBLICATIONS

DE LA LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

Marthe BIGOT. — La Servitude des Femmes...	0 60
E. COUILLAYE. — Le Mouvement ouvrier au Japon	2 50
ERMENONVILLE. — Responsabilités (éléments pour se faire soi-même une opinion)	» 60
JEAN JAURÈS. — Bonaparte (avec une page autographe et un portrait de Jaurès)	1 25
A. KOLLONTAÏ. — L'Ouvrière et la Paysanne dans la République soviétique.	» 60
Paul LAFARGUE. — Le Droit à la Paresse.	» 75
LENINE. — La Maladie infantile du Communisme	4 »
LENINE. — L'Etat et la Révolution	4 »
— La Révolution prolétarienne	4 »
Karl MARX. — Adresse inaugurale de l'Association internationale des Travailleurs	1 »
Karl MARX et Friedrich ENGELS. — Manifeste du Parti communiste	0 75
MAHOÏEV. — La Question sociale et la Révolution française.	1 »
P. PASCAL. — En Russie Rouge.	2 »
PAUL-LOUIS. — Histoire du Parti Socialiste en France	2 »
Alfred PEVET. — Les Responsables de la Guerre (1 vol. in-8°, 520 pages).	15 »
A. RANSOME. — Six semaines en Russie Rouge	4 »
ROMAIN ROLLAND. — Les Précurseurs.	4 50
Ch. RAPPOPORT. — Précis du Communisme	» 30
L. TROTSKY. — La Commune de Paris et la Russie des Soviets.	» 50
L. TROTSKY. — Entre l'Impérialisme et la Révolution	4 50
L. TROTSKY. — Terrorisme et Communisme	7 »
— Nouvelle étape	4 »
VAILLANT-COUTURIER. — Et Sadoul?	» 40
H. G. WELLS. — Cette Misère des Souliers	» 50
ΣΣ... — Au Secours de la Russie affamée. Préface de Henri BARBUSSE.	1 »
Ch. MASSARI. — La Belgique Socialiste et Communiste (Préface d'Amédée DUNOIS)	3 »